



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

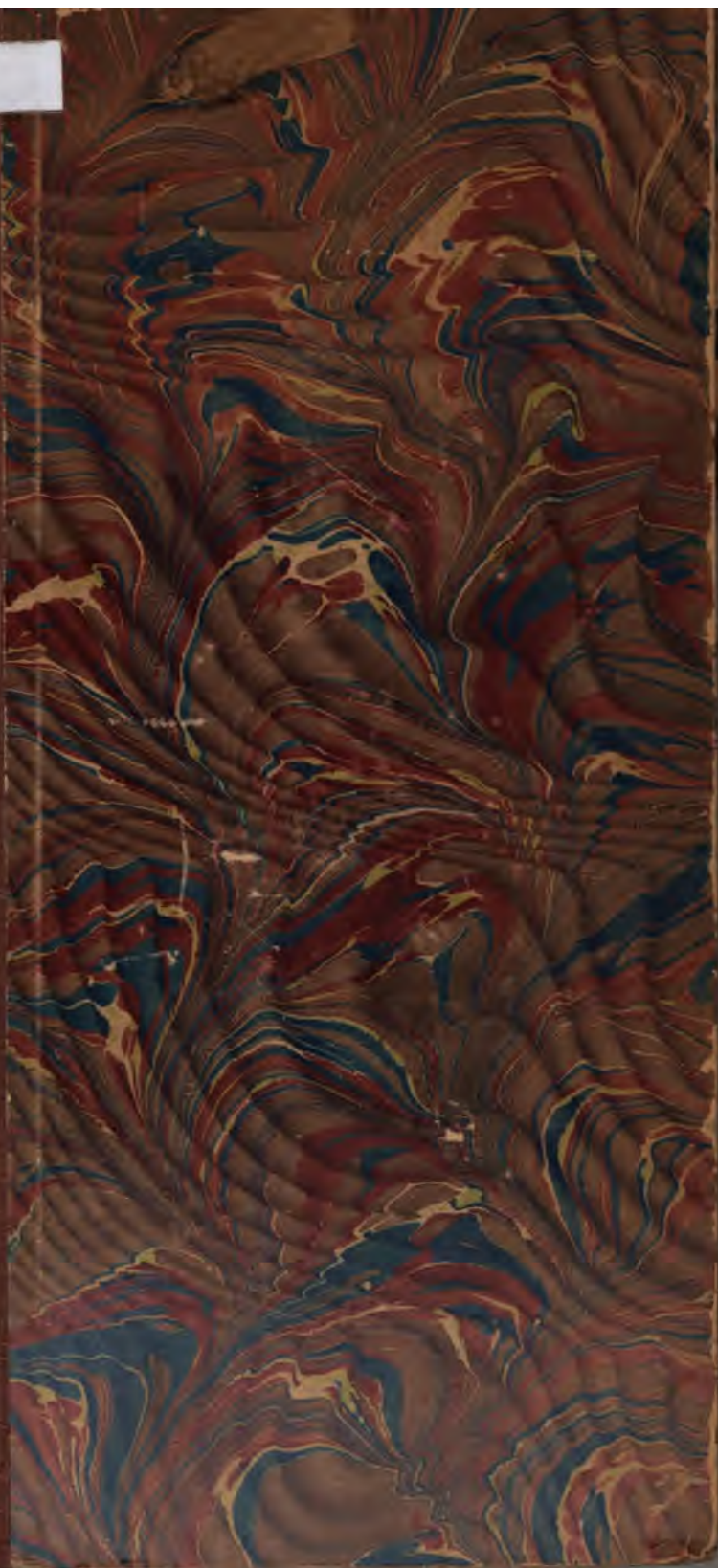
Nous vous demandons également de:

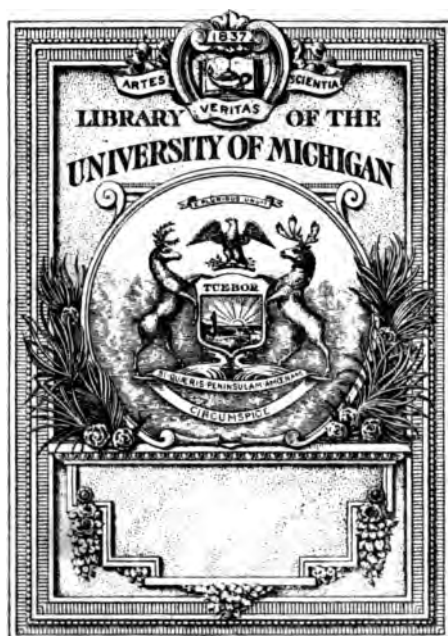
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

1,006,248







BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE
DU
BRIANÇONNAIS

BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE
DU
BRIANÇONNAIS
CANTON
DE BRIANÇON

PAR
ARISTIDE ALBERT



GRENOBLE
LIBRAIRIE ALEXANDRE GRATIER ET C^e
Grand'Rue
—
1895

politique de sa ville natale; avoir rempli avec zèle, avec droiture, avec intelligence, les charges diverses auxquelles peuvent appeler soit la confiance des pouvoirs publics, soit le libre suffrage de ses concitoyens, charges les premières en importance et en responsabilité dans le pays, donnent le droit, dans une chronique *Briançonnaise*, de figurer au catalogue des *Briançonnais* dignes de mémoire, j'estime que François Albert, mon grand-père paternel, y a conquis sa modeste place, et que ce serait un scrupule puéril de la part de son petit-fils de la lui dénier.

François Albert est né à Briançon le 12 novembre 1742; son père, Etienne Albert, qui était négociant à Briançon, venu de la Bâtie-des-Vignaulx, mourut dans la force de l'âge, à Grenoble, revenant de Lyon, en voyage d'affaires. Son fils François dut, en association avec sa mère, continuer le commerce. Une large aisance étant acquise à la famille, François Albert, qui déjà avait été mêlé à la vie publique, ayant été 1^{er} échevin de Briançon en 1783, songea, quoique d'âge déjà mûr et père d'une nombreuse famille, à donner carrière à une très avouable ambition qui visait l'exercice d'une profession libérale. Ayant fait de bonnes études au collège des Jésuites à Embrun, il prit ses degrés universitaires à la Faculté de droit d'Orange, où la résidence durant le cours des études n'était pas de rigueur.

Le diplôme de licencié en droit obtenu, François Albert acquit de Bonaventure de Pons la charge d'avocat du roy près le baillage de Briançon. Il fut reçu à la prestation de serment devant le parlement de Grenoble le 14 novembre 1787, et il prit immédiatement possession de son siège.

Au mois d'octobre 1788, François Albert fut député par les officiers du baillage auprès du Parlement pour le féliciter sur son retour. Le discours du magistrat briançonnais, correct et littéraire de forme, mais quelque peu emphatique comme ceux prononcés à cette occasion, est reproduit dans l'imprimé : *Récit des fêtes données au retour du Parlement*, p. 26.

La charge d'avocat du roy disparut à la Révolution avec le baillage. Dans la nouvelle organisation judiciaire, dont

le principe fondamental était l'élection, Albert trouva sa place. Il fut élu le 11 mars 1791 par l'assemblée générale des électeurs départementaux, accusateur public près le Tribunal criminel du département. Cette élection était, ce semble, pour l'élu, un certificat d'intégrité, de civisme et de capacité.

Le 29 pluviôse an vi, Albert est président de l'administration municipale du canton de Briançon. Il est nommé peu après commissaire du Gouvernement près le Tribunal et successivement, en 1804, procureur impérial, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1816.

En 1811 et 1812, Albert fut appelé à la présidence de l'assemblée du corps électoral du Briançonnais, honneur très envié. (Aimé Champollion, *Chroniques dauphinoises*).

François Albert eut toujours le souci de l'instruction publique et de l'assistance charitable. Il fit partie de toutes les commissions dont la sollicitude avait pour objet la surveillance et le développement des institutions de bienfaisance et d'instruction publique. Il avait l'amour des livres. Il composa, chose rare et peut-être unique à Briançon, une bibliothèque nombreuse et choisie où la philosophie, l'histoire, la littérature et les voyages étaient largement représentés. J'ai pu, dans le don de livres que j'ai fait à la ville de Briançon comme premiers éléments d'une bibliothèque publique, faire figurer quelques ex-libris de mon aïeul François Albert. Il est décédé le 12 novembre 1820.

ALLIEY Frédéric.

Alliey (Camille-Théodore-Frédéric) est né à Briançon le 9 février 1799 ; il suivit tout jeune en Westphalie son frère aîné, Pierre Alliey, qui était inspecteur général des postes des Etats du roi Jérôme. A la retraite de Russie, Pierre Alliey et ses nombreux frères et beaux-frères qu'il avait placés dans les postes, rentrèrent ensemble en France avec de la fortune. Frédéric, le plus jeune alors, âgé de 14 ans, avait sans doute eu sa part.

Il suivit plus tard les cours de droit de la faculté de Paris, obtint le diplôme de licencié et il entra dans la magis-

trature. Il occupa durant de longues années un siège de juge dans les tribunaux de l'Ardèche, à Tournon et à Privas, notamment. C'était un médiocre magistrat. Mais ce fut un technologiste bibliographe, plein d'ardeur, de patience et d'habileté. Tous les instants qu'il pouvait dérober à ses fonctions, il les employait à la recherche de tous les livres et documents concernant le jeu des échecs, le jeu de dames, le jeu de tric-trac.

Il vivait chichement, mais il ne recula ni devant les dépenses d'argent, ni devant les difficultés de voyage lointains pour se procurer les objets de ses convoitises passionnées. Il composa ainsi une collection des plus curieuses et probablement unique au monde de livres publiés, de découpures de journaux et de documents manuscrits sur les échecs, le tric-trac, le jeu de dames.

Il ne reculait pas devant la dépense d'une traduction dont il s'attribuait sans scrupule la paternité, devant les difficultés de correspondance en langues étrangères, devant l'emploi de tout un attirail de diplomatie, de ruses, d'implorations pathétiques, d'invocations de l'intérêt de la science, etc. Il montra, par le succès, la puissance que donne à l'homme de l'intelligence la plus ordinaire la poursuite, sans diversion, sans temps d'arrêt dans les recherches, sans vacillation de volonté, d'un but unique.

Il est mort le 13 juin 1856 laissant une fortune assez rondelette à son neveu, M. Gustave Roux. Il a légué à la ville de Briançon une maison pour l'établissement d'une salle d'asile et une somme d'argent pour la fondation à l'hospice civil d'un lit pour un vieillard infirme.

« A la charge par l'hospice, dit le testament, de faire
« placer deux écriteaux ou plaques *ostensibles*, aussi dans
« cette intention, l'une dans la salle portant : Salle d'asile
« fondée à ses frais à perpétuité par Frédéric Alliey, magistrat de cette ville, et l'autre au-dessus du lit portant :
« A été créé à perpétuité par Frédéric Alliey, magistrat de
« cette ville. »

Libéralité posthume saupoudrée de survivante vanité.

A la ville de Grenoble, il a légué son immense collection

de livres, de brochures, de notes documentées et de travaux manuscrits sur les jeux.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie complète, analytique, raisonnée sur le Jeu de Tric-Trac, par Alliey (Camille-Théodore-Frédéric), de Briançon, département des Hautes-Alpes, Magistrat. Commerce, 1850.

Poèmes sur le Jeu des échecs. — 1^o Latin de l'évêque d'Albe, Vida, de Crémone; 2^o Polonais, de Jean Kochanowski; 3^o Anglais, de sir William Jones; 4^o Allemand, du recteur Fischer. Traduits en français par Frédéric Alliey, magistrat; Paris, 1851.

1984. — « Trois petites pièces de vers fort anciens sur le Jeu des échecs », traduites du latin en français par Frédéric Alliey. Mss.

1992. — « Du jeu des échecs, traité suivant une méthode légale par Thomas Actius Forosempronienensis. A Pisaure, chez Jérôme Concorde, 1583. Traduction libre du latin en français, c'est-à-dire réduite expressément à ce qui concerne seulement le jeu des échecs, par Alliey (Camille-Théodore-Frédéric), avocat à Briançon, département des Hautes-Alpes, 1822. Mss. Biblot. publique, Grenoble.

ALPHAND.

Le village des Vigneaux en Vallouise a été le berceau de la famille Alphand, dont le nom a acquis, de nos jours, de la célébrité, par le génie architectural d'Adolphe Alphand, le directeur des travaux, le transformateur de Paris, l'émule avec plus large portée et sur champ d'action plus vaste, des Lenôtre, des la Quintinie.

Adolphe Alphand a pu compter dans ses ancêtres des hommes d'une haute valeur intellectuelle. Trois d'entre eux, son bisaïeul, son grand-père, son père appartiennent, à ce titre, à la biographie du Briançonnais.

Jean ALPHAND I^{er}.

Jean Alphand, né en 1683, aux Vigneaux-de-Vallouise, décédé le 16 juin 1775, quitta, en 1702, la maison paternelle où se faisait un humble petit commerce d'épicerie, concurremment avec la culture des quelques champs de la famille. Il vint chercher fortune à Briançon. C'était un jeune homme d'intelligence supérieure, d'une merveilleuse aptitude pour les affaires. Il entra comme clerc, comme *saute-ruisseau*, dans l'étude de M^e Ollagnier, procureur à Briançon. Il ne tarda pas à mettre en lumière ses remarquables facultés, à imposer à tous la confiance en ses talents et à s'assurer, comme légiste, un ascendant professionnel qu'il conserva jusqu'au bout d'une très longue existence. •

Il épousa en 1710, le 27 novembre, Catherine Ollagnier, la fille de M^e Ollagnier, procureur, en eut un grand nombre d'enfants et acquit en 1715 le droit de combourgeoisie à Briançon. Disons tout de suite que, devenu procureur en 1716, près le baillage, bientôt en possession de la plus nombreuse et de la plus importante clientèle, il fut, à plusieurs reprises, le premier magistrat municipal de la ville, qu'il y envahit toutes les situations lucratives, tous les titres honorifiques, et que, malgré la charge d'une nombreuse famille, il acquit la fortune la plus considérable du Briançonnais. Ses fils et ses gendres occupèrent presque tous, soit dans la magistrature, soit dans les charges de judicature, des positions enviées. Jean Alphand, 2^e du nom, devint vibailly du Briançonnais; Antoine était procureur au Châtelet de Paris; Joseph, procureur au Parlement de Grenoble; François, avocat et procureur au baillage de Briançon. Ses gendres, Telmon et Didier, étaient procureurs au même baillage.

L'acquisition de la charge de vibailly par Jean Alphand II procura à la famille Alphand une prépondérance sans limites, dans la distribution des litiges entre les avocats et les procureurs du baillage. Vainement Alphand père et François Alphand, procureurs, s'étaient soumis à se démettre de leur charge de procureur, condition exigée

par le garde des sceaux pour la nomination du vibailly ; cette promesse fut éludée et la famille, sous la direction de son chef, forte de l'influence exercée à son profit par le nouveau vibailly, tenta de plus belle l'accaparement de toutes les affaires litigieuses du baillage. Les procureurs étrangers à la famille recoururent au Parlement pour faire cesser un état de choses qui leur semblait inique et ruineux. Le procès qui s'ensuivit dura longtemps, hérissé de fins de non recevoir, d'enquêtes et d'incidents sans nombre. La famille Alphand défendit son monopole avec acharnement, sinon toujours avec succès. Les mémoires imprimés des litigants furent nombreux et pleins d'acrimonie. La lutte à Briançon fut souvent orageuse. Le plus jeune membre de la famille, Alphand (Etienne), *l'Achille de la famille*, doué d'une vigueur peu commune, terrorisait les parties adverses de sa famille par ses menaces et ses violences. En dernier résultat, les procureurs obtinrent certains redressements des agissements du vibailly et des siens.

Quoi qu'il en soit, Jean Alphand 1^{er}, homme d'un esprit supérieur, d'une finesse de montagnard sans égale, sut, malgré son âpreté au gain bien connue, gardant jusqu'à un âge très avancé ses belles facultés, conserver l'autorité de sa science de jurisconsulte. On le trouve comme conseil dans toutes les affaires litigieuses ou autres du Briançonnais, durant presque tout le cours du XVIII^e siècle. Il était consulté, malgré la séparation opérée par le traité d'Utrecht (1713) par les habitants des vallées depuis lors devenues piémontaises.

Jean ALPHAND II.

Jean Alphand, fils aîné du précédent, est né à Briançon le 16 octobre 1711. Sous la direction de son père, juriste consommé, il apprit le droit et la pratique des affaires. Il continua et termina ses études à l'Université de Valence et y obtint sa licence en droit. Il revint se fixer à Briançon où, sous la tutelle et l'influence de son père, et par son propre mérite, il ne tarda pas à conquérir une clientèle assez nombreuse. Il acquit une charge de procureur au baillage

et il exerça, suivant l'usage suivi en cette judicature, les doubles fonctions d'avocat et de procureur.

En exécution d'un pacte de famille, dont nous avons dit ci-dessus les conditions et les errements d'exécution, il acquit l'office de conseiller du roy, vibailly du Briançonnais, charge depuis longtemps vacante à la suite de la résignation forcée du sieur Gardon de Péricaud, accusé et convaincu de malversation. Jean Alphand fut investi de ces fonctions par lettres de provision datées de Versailles du 9 novembre 1748. Nous avons dit, en traçant la biographie de son père, ce que fut le vibailly vis-à-vis du personnel des hommes d'affaires du baillage et quelle situation fausse lui fut faite par les ambitieuses menées des membres de sa famille, dont il partageait d'ailleurs les vues et secondait les irréguliers agissements. Sans entrer dans plus de détails, il faut dire cependant que les chefs du Parlement eurent à blâmer et à redresser à plusieurs reprises les procédés du vibailly, soit vis-à-vis des procureurs, soit envers les justiciables. Une lettre du 9 juin 1750, de M. d'Audifred, lieutenant du roi à Briançon, homme d'un haut mérite et dont Voltaire fait l'éloge dans son histoire de Louis XV, lettre publiée par les procureurs du baillage, dans leur mémoire, contient une appréciation sévère de la conduite du vibailly.

Le vibailly Alphand, en dehors des questions d'intérêt qui pouvaient le toucher et l'égarer, était un jurisconsulte instruit et éclairé. M. André Latour, qui a été président du tribunal de Briançon et qui est décédé président de celui de Grenoble, m'a affirmé à plusieurs reprises que le vibailly Alphand avait laissé un important recueil manuscrit de dissertations et thèses juridiques, œuvre qui témoignait de l'instruction solide et du sens droit de l'auteur. Je n'ai pu retrouver ces documents au greffe du tribunal de Briançon, malgré l'aimable empressement de M. Dumont, greffier, à me seconder dans mes investigations.

Le vibailly Alphand se maria dans un âge relativement avancé, avec la demoiselle Antoinette de Pons, le 23 octobre 1775, quatre mois après la mort de son père. Il avait

64 ans. Il appartenait à une race d'athlètes dans laquelle la vigueur et la longévité demeuraient de conserve. De cette union, il eut deux fils : Antoine, qui fut conducteur des ponts et chaussées, et Charles Alphand, qui a été colonel d'artillerie, tous les deux hommes de forte et belle constitution.

Le vibailly Alphand est décédé à Briançon, le 20 mars 1790.

Le colonel ALPHAND.

S'il y a quelque vérité dans tout ce qui se dit, s'écrit et se publie à ce jour sur l'*atavisme*, il faut reconnaître que cette transmission héréditaire, étudiée par la science, se manifesta quant à la constitution physique dans la descendance du vibailly Alphand ; mais il n'en fut point ainsi pour le caractère et les tendances morales. Si les Alphand de la Vallouise et ceux de Briançon avaient été, jusque-là, avides de fortune et portés au gain avec excès, le colonel Charles Alphand et son fils Adolphe, l'inspecteur général des ponts, furent des modèles de droiture, de désintéressement et de bonté.

Né à Briançon, le 12 septembre 1778, François-Charles-Marie Alphand entra à l'Ecole polytechnique en novembre 1797. Le 16 mai 1800, il était lieutenant d'artillerie à Strasbourg. Sa carrière militaire, au cours de laquelle il manifesta sa bravoure sur les champs de bataille, et sa large et solide instruction dans les manufactures d'armes, dans la direction des arsenaux de l'artillerie, notamment à Toulon et à Lyon, à Maubeuge, à Soissons, lui firent parmi ses frères d'armes une brillante réputation, se termina le 8 septembre 1834, jour où il fut admis à la retraite comme colonel d'artillerie. Il avait servi dans les armées d'Italie, de Hollande, des côtes de l'Océan, dans la grande armée, dans celle d'Espagne. Il était officier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

Le colonel Alphand était doué de qualités maitresses : belle intelligence, grand cœur, tout pétri d'honneur et de loyauté, bravoure, mâle fierté. Il eût conquis à coup sûr le

plus haut grade dans l'armée (parmi les maréchaux, point de plus braves, plusieurs moins intelligents), sans le souci extrême, le soin chatouilleux de sa dignité, sans sa passion d'indépendance et son républicanisme inébranlable et bien connu. Ce furent des obstacles à son avancement ; il ne fit rien pour les écarter.

A sa retraite, il se fixa à Gières, à deux pas de Grenoble, sur la route d'Uriage. Là, il se fit adorer par sa bonté, sa charité sans bornes, par l'appui donné à toutes les causes justes. Accessible à tous, inspirant l'estime à tous ceux qui l'approchaient, le colonel fut considéré à Grenoble comme un type de bonté, de mâle franchise, d'ardente philanthropie, de sincère et large libéralisme.

A la pratique journalière de vertus si rares, le colonel joignait une correspondance active avec ses amis les savants, les Gay-Lussac, les François Arago, etc. Il prit part aussi, dans les rangs des républicains dauphinois, de 1834 à 1852, à toutes les luttes politiques.

Des liens de famille lointains quant à l'origine, mais non mis en oubli et l'amitié qui avait uni dans leur jeunesse le colonel Alphanand et mon oncle Auguste Albert, mort juge de paix à Briançon, m'avaient valu un accueil aimable dans l'hospitalière maison de Gières. Bientôt se fonda, entre le vieillard plein de feu, plein de foi au progrès, de juvénile ardeur, malgré les ans, et l'humble étudiant Briançonnais, une amitié vive et profonde dont, durant de belles années, j'ai savouré le charme et dont le souvenir, en traçant ces lignes, remue le cœur de celui qui est à son tour un vieillard.

Le colonel Alphanand est mort le 8 septembre 1854.

L'abbé Gérin, homme d'esprit élevé, de caractère ferme et indépendant, évêque nommé d'Agen et que Pie IX, par les intrigues d'un prélat perdu de mœurs, ne voulut pas consacrer, l'abbé Gérin, qui avait été curé à Gières, professait pour le colonel Alphanand une admiration sans bornes. Le souvenir de ce grand homme de bien fut souvent le sujet de nos conversations.

**ARDOUYN, Avocat,
ARDOUYN, Médecin.**

Fornier (*Histoire des Alpes-Maritimes*, p. 43-515), mentionne deux Briançonnais du nom d'Ardouyn vivant, vers le milieu du xvi^e siècle, l'un avocat, l'autre médecin.

Du premier il parle ainsi :

« Melchior qui ne m'estoit connu par les archives de
« Boscaudon et du Chapitre d'Embrun que par la capitale
« de son nom. M., m'a esté finalement manifesté par la
« curieuse intelligence de Monsieur Ardouyn, docteur ès
« droicts et advocat fameux pour son esprit grandement
« universel, dans le baillage du Briançonnez.

« Outre plusieurs autres obligations que je luy ay, j'ay
« recouvré par luy cet extrait des remonstrances faictes par
« le procureur général de la cour du parlement de Paris, le
« Sieur de la Guesle, contre le livre du Cardinal Bellarmine,
« touchant la puissance du pape, imprimé à Rome, par
« Barthélemy Zanetti, l'an 1610. »

Et page 514 :

« J'ai l'obligation de ces mémoires qui concernent
« Oronce Fine par la communication que m'en a fait M.
« Ardouyn, docteur, advocat, fort signalé et des mieux
« versez dans le baillage de Briançon, baillage qui se peut
« glorifier d'avoir eu d'aussi remarquables personnages
« que guères (*sic*) autres villes du royaume. »

Quant au médecin, il en est question quelques lignes plus bas en ces termes :

« L'année 1535 avait encore dedans Briançon deux
« remarquables hommes en médecine par l'attestation de
« leurs écrits : l'un Poncet et l'autre Ardouyn... le second
« était de Névaches, du diocèse d'Ambrun. »

Il y a à se défier peut-être des qualificatifs pompeux à l'usage des anciens historiens des Hautes-Alpes. Le curé Albert, par exemple, parlant de la communauté de Cervières, signale ce petit pays comme étant une pépinière de *grands hommes* : « Il faut convenir, dit-il, que Cervières a
« produit et produit encore tous les jours de *grands hom-*

« mes d'un vaste génie qui assurément ne sont point simples. » N'est-ce pas adorable de candeur et de simplicité ? Y a-t-il irrévérence en vérité envers la mémoire de nos bons chroniqueurs à n'accepter leur appréciation en biographie que sous bénéfices d'inventaire ?

AUREL (Jean).

Guy-Allard, dans la bibliothèque du *Dauphiné*, mentionne Aurel dans les termes suivants :

« Aurel (Jean) du Briançonnais a composé un poème latin sur la facture de l'or. »

Il n'indique, comme on le voit, ni le temps où vivait l'auteur ni la date du livre.

« Bien certainement, dit Adolphe Rochas (*Biographie du Dauphiné*) Guy-Allard a voulu parler de Jean Aurel Augurello né à Rimini vers 1454 qui a écrit un poème latin *Chrisopeia*, traduit en français sous ce titre : de la *Facture de l'or*. (Lyon, 1548, in-16.) »

Jules Janin, dans un opuscule intitulé la *Bataille de la vie*, publié dans les œuvres inédites de Charles Reynaud (1854) range le livre d'Aurel (sans enquête préalable sur la nationalité de l'auteur), parmi les productions de l'esprit Dauphinois, « le poème d'Aurel, la *Louange de l'or* (il estropie le titre donné par Guy-Allard). Il ajoute avec humour : « Un poème, cet or !! on a oublié les paroles, mais on se souvient de l'air sur lequel on le chantait. »

Jules Janin ne fait pas, on le voit, autorité, quant au livre et à l'auteur, mais sa perfide allusion aux penchants des Dauphinois, n'est point, peut-être, sans portée.

Il y a, du reste, peu d'habitants des montagnes (du Jura par exemple) qui soient en droit de crier haro !

Colomb de Batines, biographe prudent et avisé, n'avait pas inscrit le nom d'Aurel dans son *Catalogue des Dauphinois, dignes de mémoire* (1840), omission qui avait pu donner l'éveil à Adolphe Rochas.

AURUZ ou AURUCE.

La famille Auruz ou Auruce appartenait au Briançonnais

et était originaire de Cezanne (en Piémont). (Indication formelle d'un hommage prêté à Guigues, Dauphin, le 1^{er} juillet 1332 : *Guigues Auruce de Cezanne*). (Inv. de la Cour des Comptes). Chorier est dans l'erreur en assignant, pour berceau, à cette famille, le Valbonnais. C'est au XIII^e siècle que les *Auruce* occupèrent, dans le Dauphiné, une considérable position. Othbert Auruce fut élevé par le choix du Dauphin Guigues X, dit Guigues-André, à la dignité de maréchal (commandant en chef de son armée); les historiens Dauphinois, assignent à ce grade, l'importance et les attributions de nos anciens connétables. Othbert Auruce fut le général, le conseiller, l'ami de Guigues-André, qui lui donna dans son testament, de 1236, la marque de la plus haute faveur et de la plus flatteuse confiance en le nommant son exécuteur testamentaire, en soumettant la Dauphine, en cas de viduité, à associer Othbert Auruce comme conseiller, à la tutelle du jeune Dauphin, son fils (1). Dans tous les actes importants de cette époque, Othbert Auruce, *Marescalus*, figure comme témoin.

Un jour, en 1227 ou 1228, le maréchal Auruce devint le prisonnier de Thomas I, Comte de Savoie. Les guerres étaient fréquentes entre les Dauphins et les Comtes de Savoie, leurs états étant fortement enchevêtrés et chacun d'eux pouvant, par les projections territoriales de ses fiefs, pénétrer presque jusqu'au cœur des états de son rival. Les historiens Chorier, Guichenon, Valbonnays, *L'art de vérifier les dates*, ne mentionnent aucune guerre dirigée ou soutenue par le Dauphin Guigues-André, contre les Comtes de Savoie, mais ils relatent, en deux mots, le fait d'une alliance de Guigues André avec Turin, Pignerol, Testona et la confédération Lombarde contre le Comte de Savoie, le Marquis de Montferrat, celui de Saluces, ceux d'Asti et ceux de Chieri. Ces derniers, les Astesans et leurs alliés

(1) *Item voluit et præcipit ut dicta comitissa* (Béatrice la Dauphine) *tutelam administret Cum consilio Oberti Auritii fidelis sui marescalii.* (Valbonnays, II. p. 49 et 60).

de Chieri poussèrent la guerre avec vigueur et célérité et détruisirent *Testona* de fond en comble. Sur l'emplacement de *Testona* fut bâtie presque contemporanément à ce fait, la ville de Montcallier (1). C'est sans doute au cours de cette expédition rapide que le maréchal Othbert Auruce fut fait prisonnier. Sa captivité n'est pas antérieure à 1227, car il est témoin à un acte de libertés accordées en juillet 1226, aux habitants de St-Laurent-du-Lac (Bourg-d'Oisans) par le Dauphin. « Et Omnia Supradicta, dit le Dauphin, *tactis Sacrosanctis evangelis*, promissimus firmiter observare : Idem juravaverunt *Auruz marescallus*, Villermus de Balma, etc. »

C'est dans le *Chartarium Ulciensis ecclesiæ*, que nous trouvons des détails assez précis sur la captivité d'Othbert Auruce, sur le paiement de sa rançon et sa mise en liberté.

Le maréchal n'était certes point en disgrâce auprès de son souverain, et cependant le Dauphin ne fut pas en situation de payer sa rançon aux comtes de Savoie, Thomas I^{er} ou à son fils aîné Aimon. Les princes savoyards étaient exigeants. Le montant de la rançon était d'un chiffre élevé, exorbitant peut-être.

On s'adressa aux moines d'Oulx, grands écumeurs d'argent autant qu'accapareurs de possessions territoriales, décimateurs dans une multitude de communautés en Dauphiné, en Piémont et autres lieux. Ils avaient été libéralement rentés par les comtes d'Albon à partir de Guigues le Vieux (Senex) et de son fils Guigues le Gras (pinguis), par les comtes de Savoie, par ceux de Saluces, de Suze, etc.,

(1) Quindi (nel 1228) Torino, Pinerolo e Testona tenere le parti della confederazione Lombardo e per premurnirsi contro gli impèriali stringere Alleanza Con Andrea, delfino Viennese ; contro questi stare il conte di Savoia, i Marchesi di Monteferrato e di Salluzzo, gli astigiani ed i Chieresi. Prima a sperimentare gli effetti di questa lega fu testona che gli astigiani e Chieresi prenero e distrussero dalle fondamenta (aujourd'hui Montcallière). (*Storia della Dinastia de Savoia*, p. 85).

par les seigneurs possesseurs de fiefs aussi bien que par les *regas* des deux versants des Alpes. Les familles seigneuriales d'Oulx, de Bardonnèche, de Cézanne avaient fait au monastère de grandes libéralités en terres, bois, pâturages, redevances ; la famille Auruce, était de temps immémorial, l'une des plus considérables de ces pays. En 1053, un Auruce fut l'un des témoins de la donation faite au monastère par Guigues le Vieux, si toutefois la charte qui la mentionne est authentique.

Les Auruce avaient sans doute suivi, à l'égard de la grande Abbaye, l'entraînement général. C'était là, dans l'esprit du temps, un acte de rédemption pour les âmes pécheresses, opinion soigneusement entretenue par les bénéficiaires de ces actes d'abandon des biens terrestres. « *Pro redemptione animæ meæ, ut deus demittat nobis peccata nostra et ut canonici deum pro me deprecantur die ac nocte* », telle était, en général, la formule adoptée. Contrition le plus souvent tardive pour les écarts et les dérèglements de la vie humaine ! expression d'espoir pour la vie future ! C'était le ciel ouvert par la prière d'intercesseurs, en échange des biens plus tangibles, plus certains, transmis par le pécheur plus timoré que repentant. Il faut noter cependant que dans ces consciences troublées, il y avait à ce moment un irrécusable témoignage de la prédominance du droit sur la force.

Les chanoines d'Oulx, mis en demeure de secourir le captif, consentirent par politique ou par sincère dévouement, à cautionner l'engagement d'Othbert Auruce pour le paiement de sa rançon. Ils se firent donner cependant, par acte formel, par le maréchal, toutes les garanties, tous les gages au pouvoir du prisonnier, non seulement pour le remboursement éventuel de la rançon, mais aussi pour les frais de la négociation. (Chartes 120-121, p. 113-114 du *Chartarium*.)

Il est à croire, quoique le cartulaire ne le dise pas expressément, qu'Othbert ne put payer et que l'abbaye d'Oulx fut obligée de procurer réalisation à son cautionnement. Le captif recouvra la liberté.

M. Louis des Ambrois, dans sa notice sur Bardonnèche (appendice) attribue, de ce fait, un beau rôle de dévouement à l'abbaye et, fort à la légère, fait peser sur la mémoire du maréchal Auruce une accusation de déloyauté.

« En 1228, dit-il (les chanoines d'Oulx) purent, par un acte de patriotisme éclairé, se rendre garants pour la rançon du maréchal Auruce, alors prisonnier du comte de Savoie, et déboursen ensuite cette somme considérable que le maréchal, devenu libre, ne se soucia pas de payer. »

M. des Ambrois a pris sous son bonnet cette assurance de l'insouci du débiteur. Sans doute, le maréchal ne put s'acquitter sans délai. Mais l'estime du Dauphin, la considération générale qui l'entourait, devaient le mettre à l'abri de tout soupçon ou reproche de duplicité. Le cartulaire d'Oulx ne contient, au reste, aucune récrimination. Rien ne justifie l'injuste allégation de l'auteur piémontais.

Si M. des Ambrois avait consulté de plus près le contenu du cartulaire, il eût pu se convaincre que la dette du maréchal avait été acquittée. Deux chartes (159 et 163) attestent le fait du remboursement opéré par Guigues Auruce fils ou petit-fils d'Othbert. Guigues Auruce (charte 159) distribue entre ses neveux ses immenses propriétés d'Oulx, de Mil-laures, de Solemiac, de Cezanne, de Sestrières, du Monétier et autres lieux, mais oblige chacun des donataires (condition absolue de la validité de la donation) à payer à l'église d'Oulx une somme d'argent. Ce fut ainsi sans doute, quoique la charte ne porte aucune date, que s'effectua la libération de la famille Auruce.

Le maréchal ne conserva point jusqu'à sa mort les hautes fonctions à lui conférées par Guigues André; il les résigna ou dûl les résigner sous le successeur de ce Dauphin.

Cette cessation de fonctions résulte des termes d'un acte intervenu entre le Dauphin et Othbert, acte relevé par Ulysse Chevalier, dans l'inventaire des archives des Dauphins à Saint-André de Grenoble en 1277 (166, carta composicionis factæ inter dom. Delphinum et Ubertum Aurucii Condam (sic) Marescalum.)

La famille Auruce possédait la seigneurie de l'Argentière en Briançonnais, qu'elle échangea avec le Dauphin pour la terre de Monthonnot, près Grenoble. Cette possession de la seigneurie de l'Argentière devait être un élément de capitale importance dans la fortune des Auruce. On peut être autorisé à penser que plusieurs membres de cette famille durent résider à Briançon, à proximité de leur fief. Cette hypothèse qui n'est point dénuée de vraisemblance, nous autorisait, ce semble, à donner place, en cet état des Briançonnais, dignes de mémoire, à ces notes biographiques sur le maréchal Auruce.

BAILE.

La famille Baile de la Tour des Villards (Bajuli de Turre Villardorum) peut être citée comme une des plus anciennes ayant occupé dans le Briançonnais, une situation d'une certaine importance.

Pierre Baile, évêque d'Apt en 1256, mort à Marseille en 1268, était de cette famille (Chorier, état politique, Guy-Allard).

En 1322, autre Pierre Baile fut investi par le Dauphin de la mistralie du Villard-Saint-Pancrace ; entre parenthèses, ces fonctions étaient fort modestes. Le mistral n'était autre qu'une sorte de Vice-Châtelain. La mistralie du Villard-Saint-Pancrace comprenait : Villard supérieur, Villard inférieur, Sachat, La Tour, Morandes, Pasquier, les Ayes, faisant 125 feux. (Inventaire de la Cour des Comptes).

Dans le même inventaire de la Cour des Comptes (Brianç.), à la suite d'une description du Château de Briançon, du 28 mai 1339, se trouve une liste des nobles du Briançonnais qui comprend 85 noms ; on y relève celui de sept membres de la famille Baile, savoir : Bertrand, Bermond, Pierre, Reymond, autre Bermond, Izoard et Antoine.

11 août 1342, hommage au Dauphin prêté par noble Bertrand Baile, du Villard-Saint-Pancrace, pour ses possessions au Villard-Saint-Pancrace et à Briançon.

En 1462, Antoine de Baile était lieutenant au baillage de Briançon (Chorier).

En 1453, Jean Baile était pourvu du titre et de la charge de président unique au Parlement. Il devait sa nomination au Dauphin (depuis Louis XI) retiré en Dauphiné depuis 1448.

En 1457, Jean Baile, fils du président, est pourvu de l'Archevêché d'Embrun. Il est mort en 1494.

Il y a eu entre les historiens du Dauphiné divergence d'opinions sur le fait de savoir si le président et l'Archevêque du nom de Jean Baile appartenaient à la famille Baile du Villard-St-Pancrace ou à une famille du même nom fixée à Embrun.

Le curé Albert (histoire du diocèse d'Embrun. T. 2, p. 200), est très affirmatif à ce sujet. « Jean Baile, dit-il, en parlant de l'Archevêque, était d'une famille noble et ancienne du Briançonnais qui résidait au Grand-Villard. J'ai encore connu deux MM. Baile de cette famille dont l'un était curé de Saint-Martin et l'autre docteur en médecine. Noble Jean-Joseph de Baile, co-seigneur de Baratier, était de la même famille. »

M. de Rivoire de la Bâtie, dans son *Armorial du Dauphiné*, confirme, de l'autorité de ses immenses recherches, l'opinion du curé Albert. « Nous remarquerons, dit-il, que toutes les familles qui vont suivre et que l'on retrouve dans les actes sous les divers noms de Baile, Bayle, Beyle et Belle (Bajuli), ne sont que des branches d'une même souche, fort ancienne en Briançonnais, dont les premiers membres connus sont : Ismidon Baile ou Belle, vivant au ^x^e siècle, qualifié Ismidonus Belli de Auriol, dans un acte du Cartulaire de Saint-Hugues; Pierre Baile, chanoine de l'église de Grenoble, mentionné dans un acte de l'an 1132; Pierre Baile, Evêque d'Apt en 1250; Chabert Baile, caution de Robert Bermond, en 1259; Guillaume Baile, châtelain de Crest, en 1299. Elle se divisa dès cette époque en plusieurs rameaux, ayant des armes différentes. » Colomb de Batines se range à la même opinion.

Nous n'insisterons pas sur ces questions généalogiques. Il n'est, ce me semble, nullement désirable de revendiquer pour la biographie Briançonnaise, ces peu estimables

personnages, ces *rapineux*, suivant l'expression de Louis XI qui a flétri le père et le fils par une peinture énergique de leurs vices (lettre de 1482 à Elie de Bourdeilles, Archevêque de Tours), — à ces vices signalés par le monarque, alors sur son déclin et revenu des emportements de ses premières colères, impartial dès lors, on peut ajouter l'ironie non dissimulée de la devise de leurs armes : *Qui croit en Dieu, Croïst*. Ils faisaient à Dieu l'injure de le prendre comme auteur de leur élévation temporelle et pour complice de *leurs pilleries*. (Expression de Louis XI). (Voir mes notes sur le canton de l'Argentièrre, p. 260 à 263.)

Les deux Jean Baile étaient d'ailleurs réputés pour leur intelligence et leurs lumières.

Le sieur Brunet de l'Argentièrre consacre quelques lignes aux *Baile de la Tour* dans ses mémoires historiques sur le Briançonnais (Mss. en ma possession.)

« La plus ancienne de ces familles est celle de Baile de la Tour, *Bajuli de Turre Villardorum*; elle possède une partie du fief de ce nom, le seul qui soit dans le Briançonnais et qui était avant 1530, très considérable; cette maison est très illustre, et de celles dont on ne peut pas découvrir ni remonter jusqu'à l'origine; on sait seulement qu'en 1285, elle avait un Evêque d'Apt; elle eut un Archevêque d'Embrun et un premier Président au Parlement de Grenoble; un de Baile fut pris avec François I^{er} à la bataille de Pavie; sa rançon où les pertes qu'il fit consommèrent ses meilleurs biens, et cette famille n'a pu depuis se rétablir dans son premier éclat.

Il y a un manuscrit du Cardinal d'Ostie, Archevêque (1), dans la bibliothèque des Jésuites d'Embrun (auquel est joint un mémoire) sur les droits que l'Eglise prétendait avoir dans le Briançonnais, qui parle des Baile de la Tour, et il les qualifie *Sires* et dit qu'ils sont d'un mérite et d'une naissance distingués; ce Cardinal vivait vers le milieu du xiv^e siècle.

(1) Henri de Suze, archevêque d'Embrun, de 1250 à 1271.

Les de Baile de Baratier, près d'Embrun, sont une branche de cette famille; ils prétendent en être la souche, mais cela n'est pas; tous les titres sont contraires à leurs prétentions.

Le dernier représentant mâle de la branche Briançonnaise des Baile de la Tour du Villard, fut Pierre Baile, ancien curé de Saint-Martin-de-Queyrières. Sa nièce, Anne Baile, fille de Reymond Baile, avait épousé en 1778 Antoine Rana des Comtes Rana de Suze, receveur des Gabelles royales à Turin.

BIBLIOGRAPHIE

Œuvre de l'Archevêque Jean Baile : *Breviarium Ebre-dunense*. (Lugduni Joh. Moylin, 1520).

BAUDRAND.

Baudrand (Barthélemy), écrivain ascétique, est né à Névache en Briançonnais, le 18 septembre 1701. Le 1^{er} mars 1721, à l'âge de moins de vingt ans, il entra en noviciat, dans la compagnie de Jésus. Il enseigna, tout d'abord, les belles lettres et la rhétorique; en 1759, il devint recteur du collège d'Aix-en-Provence, et conserva ces fonctions jusqu'en 1762. Après la suppression de l'ordre des Jésuites, Baudrand se fixa à Lyon. Il est mort à Vienne, le 3 juillet 1787.

Durant le cours de sa résidence à Aix, il fut en butte, dit Adolphe Rochas (Biographie du Dauphiné) aux attaques passionnées des Jansénistes. « Non seulement ils lui reprochèrent de se donner trop de mouvement pour enrôler dans les congrégations les bourgeois de la ville, mais encore ils l'accusèrent de certains faits très graves, suffisants de nos jours, pour amener un homme sur les bancs de la police correctionnelle. D'après eux, il aurait employé pour soutirer de l'argent aux riches dévots, certaines manœuvres difficiles à qualifier autrement que des noms d'abus de confiance et d'escroquerie. » Mais, ajoute Adol-

phe Rochas, il faut se défier de ces accusations comme de toutes celles dictées par l'esprit de parti.

Que le zèle clérical de Baudrand ne l'ait pas emporté jusqu'à l'oubli de la morale et à la méconnaissance de la loi civile, je veux bien l'admettre ; mais j'estime que son zèle intempestif et outré ne fut point sans influence sur le Parlement d'Aix, dont l'arrêt de proscription de l'ordre des Jésuites se distingua, avec celui de Rennes, par la sévérité de ses *considérants*.

Les Jésuites ont multiplié à l'infini les éditions et les traductions des œuvres dites *ascétiques* de Baudrand. Ils trouvaient, sans aucun doute, leur compte à plonger les âmes naïves et simples dans la contemplation, se réservant, suivant leur tradition, la gestion et la jouissance des intérêts temporels, le pouvoir et la richesse. Les écrits de Baudrand ont été traduits dans toutes les langues de l'Europe, ainsi qu'en Arménien moderne.

Les œuvres des savants et des philosophes moralistes de premier ordre, ces hommes de haute pensée et de grande noblesse de sentiments, ces agents supérieurs de civilisation, n'ont pas eu cette bonne fortune de multiple reproduction. Mais il fallait bien dans l'intérêt de l'état social rêvé par la puissante Compagnie, distribuer à ses béats prosélites, cette pâture affadissante, faite pour substituer des formules vides à l'activité de la pensée, abaisser l'intelligence, en paralyser les ressorts.

Le catholique Châteaubriand, n'entendait pas ainsi les mouvements et l'expression du sentiment religieux :

« Le Christianisme, dit-il, quelque part, toujours d'accord
« avec les cœurs, ne connaît point les vertus abstraites et
« solitaires, mais des vertus tirées de nos besoins et utiles
« à tous. »

Pascal a dit sur les tentatives de l'absorption de l'âme en Dieu, le mot de mordante ironie que l'on connaît :

« L'homme n'est ni ange ni bête, mais le malheur veut que qui veut faire l'ange, fait la bête. »

Avec la même autorité et plus de gravité, il dit ailleurs :
« La vertu est la raison appliquée à la conduite de la vie. »

En dépit de l'insignifiance de ces œuvres, elles sont dans une multitude de mains. On pourrait, sans injustice, leur appliquer les vers de Boileau à Scudéri :

Tes écrits, il est vrai, sans art et languissants
Semblent être formés en dépit du bon sens :
Mais ils trouvent pourtant quoiqu'on en puisse dire,
Un marchand pour les vendre et des sots pour les lire.

BIBLIOGRAPHIE

Dans Quérard, dans Feller et surtout dans la *Bibliothèque* de la Compagnie de Jésus des pères de Backer, édition du P. Carlos Sommervogel (1890), on trouve l'énumération aussi complète que possible des œuvres de Baudrand.

Les imprimeurs Perisse, de Lyon, indiquent comme *Œuvres Spirituelles* de Baudrand, les ouvrages suivants :

Les *Œuvres Spirituelles* de P. Baudrand, sont composées des volumes suivants, qui se trouvent chez les mêmes libraires.

L'Ame élevée à Dieu, par les réflexions et les sentiments; avec l'Ame pénitente, ou le nouveau Pensez-y bien, 1 vol. in-12.

L'Ame contemplant les grandeurs de Dieu. — L'Ame se préparant à l'éternité, in-12.

L'Ame éclairée par les oracles de la sagesse. — Explications des huit Béatitudes. — Réflexions pour chaque jour du mois, tirées des conseils de la sagesse, in-12.

L'Ame fidèle, animée de l'esprit de Jésus-Christ, in-12.

L'Ame embrasée de l'amour divin, par son union aux Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie, in-12.

L'Ame intérieure, ou conduite dans les voies de Dieu. — L'Ame seule avec Dieu, in-12.

L'Ame religieuse, élevée à la perfection, in-12.

L'Ame affermie dans la foi, ou preuves abrégées de la religion, in-12.

L'Ame sur le Calvaire, trouvant au pied de la Croix la consolation dans ses peines, in-12.

L'Ame sanctifiée par la perfection de toutes les actions de la vie, ou la Religion pratique, in-12.

Réflexions, sentiments et pratiques de piété sur les sujets les plus importants de la morale chrétienne, in-12.

Histoires édifiantes et curieuses, avec des réflexions, in-12.

Visites au Saint-Sacrement et à la Sainte-Vierge, pour chaque jour du mois, in-12.

Couronne de l'année chrétienne, ou Méditations d'Abelly ; ouvrage corrigé par Baudrand, 2 vol. in-12.

Ouvrages du même, en petit format.

Neuvaines au Sacré-Cœur de Jésus, in-18.

Visites au Saint-Sacrement et à la Sainte-Vierge, in-18.
— Les mêmes, in-24. Les mêmes, in-32.

Le nouveau Pensez-y bien, ou l'Ame pénitente, in-24.

Aristide BERARD.

Berard (Balthazard-Aristide) est né à Briançon, le 4 septembre 1811. Il était le fils du mathématicien Berard dit Sunderson Berard, dont nous avons, dans la *biographie du canton du Monétier*, raconté la vie et signalé les remarquables travaux scientifiques.

La famille Berard semblait être vouée par des prédispositions natives aux mathématiques et à la mécanique. Le chef de la famille était un mathématicien de puissante intelligence ; son fils, Aristide, le suivit dans ses errements scientifiques et manifesta la même intense activité d'esprit. M^{lle} Rosine devenue M^{me} Balmès, M^{lles} Héloïse et Clara Berard possédaient aussi, élèves intelligentes de leur père, poussée assez loin, la science du calcul. Elles furent souvent ses collaboratrices, la cécité du vieillard rendant fort difficiles pour lui les opérations de calcul très étendues.

Aristide Berard fut soumis de bonne heure à la discipline de la famille, c'est-à-dire à l'étude des mathématiques, de la physique et de la mécanique. Doué de remarquables aptitudes, il fit, sous la direction de son père, de rapides progrès et fut bientôt en pleine possession d'éléments étendus de ces sciences,

Entré à l'Ecole des mines de Saint-Etienne, il en sortit en 1831, à 20 ans, avec un brevet de première classe. Il entra presque immédiatement comme chef de fabrication aux forges de Decazeville.

Un travail excessif altéra la santé de l'ardent jeune homme. Il dut pour la rétablir revenir à Briançon au sein de la famille.

Vers cette époque, une société importante s'était fondée dans le but d'exploiter sur une grande échelle les gisements métallifères du département des Hautes-Alpes et de l'Oisans.

Aristide Berard connaissait admirablement le Briançonnais et l'Oisans au point de vue surtout de leurs richesses souterraines ; il fut choisi, quoique fort jeune, comme directeur de cette vaste entreprise. On lui adjoignit un ingénieur prussien du nom de Warmhols, homme de vive imagination et fort entreprenant, qui trouva la mort dans le cours de ses explorations en tombant d'une hauteur de 5 à 600 mètres (Voir notre essai sur l'Oisans). Les opérations de la Société s'étendaient depuis les mines dites des Ruines, près Vizille (Isère) en passant par les mines d'argent d'Allemont, les vastes gisements du Grand-Clos (Hautes-Alpes), les mines du Lauzet et du Casset, jusqu'aux anciennes et riches mines de l'Argentière (plomb sulfuré argentifère).

Il fit construire deux fonderies, l'une à Allemont (Isère) contenant sept fourneaux, et l'autre au Lauzet en contenant deux, des ateliers de préparation mécanique pour le minerai, à Allemont, au Grand-Clos, à l'Alpe et à l'Argentière, ateliers composés de vastes bâtiments en maçonnerie et qui contenaient des bocards de dix à vingt flèches, des cylindres à broyer, des tables jumelles et à secousse, des lavages à cascade, des cuves à crible, des caissons allemands, des forges, etc. ; le tout mis en mouvement par de puissantes roues hydrauliques et établi à grands frais, de manière à être fort durable.

Un outillage immense, ustensiles, machines, instruments, tombereaux, caissons, brouettes, provisions, etc., compléta l'installation et permit un large fonctionnement.

Mais, hélas ! les frais de premier établissement et de mise en œuvre de cette vaste entreprise industrielle, dépassèrent, au bout d'un certain temps, les possibilités financières de la Société; ainsi qu'il arrive fréquemment, l'entreprise s'effondra, faute de fonds, au moment où la Société allait recueillir peut-être le fruit de ses immenses travaux, soit d'installation, soit d'exploitation.

Quelle part de responsabilité est attribuable dans cet insuccès de l'entreprise aux deux ingénieurs, Aristide Berard et Warmhols. Peut-être n'est-ce que justice de dire qu'ils furent, avant tout, des ingénieurs et non de prévoyants comptables ; peut-être furent-ils entraînés, outre mesure, soit par un conseil d'administration peu clairvoyant, soit par le miroitement de la grandeur des résultats espérés. Dans tous les cas, la réputation de savoir et d'habileté professionnelle d'Aristide Berard ne reçut aucune atteinte de l'issue de cette entreprise.

Ceux qui furent frappés par cette faillite presque autant que les actionnaires furent les habitants de l'Oisans, de la Grave, du Lauzet, du Casset, du Monétier, de l'Argentière, qui avaient trouvé dans les multiples travaux de la compagnie des occupations relativement bien rémunérées. Ces pauvres gens furent dépossédés d'un gain qui avait introduit dans ces rudes contrées une aisance relative. C'est l'effet des grands travaux agricoles, des grandes entreprises industrielles surtout et partant de la mise en circulation de capitaux de chiffre élevé, de transformer toute une région, d'améliorer les gîtes, l'alimentation, les cultures et les habitants. « Le jour, dit Pindare, que les Rhodiens élevèrent un temple à Minerve, il tomba sur l'île une pluie d'or ». C'est, il est vrai, *parvis componere magna*.

Dans le cours de ces premiers et importants travaux, Berard découvrit le moyen d'opérer la séparation de la houille d'avec les schistes et les sulfures de fer. Il imagina un appareil mécanique qui porte son nom et qui permet d'obtenir le charbon menu très pur, avec lequel on peut avoir du coke de 1^{re} qualité à un prix très réduit, tandis que ces mêmes charbons étaient précédemment perdus

et jetés à la décharge, principalement en Angleterre.

Les appareils d'épuration de la houille du système Berard ont été exploités en France et en Belgique, pendant la durée des brevets, sous la raison sociale Berard, Levainville et C^{ie}, et en Angleterre par M. Morisson, qui s'est relevé d'une situation gravement compromise dans d'autres opérations.

Un appareil de ce système fut monté à Newcastle et un modèle déposé à l'exposition universelle de Londres en 1851, ce qui a valu à son auteur, M. Berard, la médaille d'honneur, et de la part de la France, la décoration de la légion d'honneur.

Depuis, et à toutes les expositions universelles, M. Berard a obtenu les plus hautes récompenses, excepté à la dernière, où il était hors concours comme membre du jury. Il publia plus tard, en 1856, dans les *Annales des mines*, un mémoire sur l'épuration de la houille.

En 1840, Berard devint directeur des forges de Bagorry (Basses-Pyrénées). Il signala le premier le parti qu'on pouvait tirer des minerais de fer carbonaté spathique d'Ustéléguy pour la fabrication des aciers.

Au cours de la direction de ces travaux, Berard résolut une question métallurgique de haute importance, celle de la transformation directe de la fonte en acier au moyen d'une action alternativement oxydante et réductrice, en insufflant dans le bain métallique un mélange d'acier et de gaz hydrogène carboné en proportion variable à volonté.

Devenu l'ingénieur conseil de la maison Laffite-Gouin, il fut envoyé par elle en Algérie pour y étudier des gisements métallifères, auxquels la voix publique attribuait une grande importance. Il obtint, pour assurer sa sécurité et celle de ses auxiliaires, une escorte de cavaliers de l'autorité militaire et il accomplit sa mission. Ici s'emplace un épisode du voyage de Berard qu'il a raconté lui-même dans des notes autobiographiques qu'il m'a adressées en 1886.

« Il eut, dit-il, le désir de voir ce qu'était le désert dont il était rapproché. Il exprima cette pensée à l'officier qui commandait l'escorte. Celui-ci ne lui dissimula point que

lui-même et la plupart des hommes de l'escorte partageaient tout à fait les mêmes sentiments. Dès lors aucun obstacle ne s'opposait à la réalisation d'un désir commun, et on se mit en route. La première journée se passa sans incident, mais dès le matin de la deuxième journée, un nuage de poussière fut signalé à l'horizon ; c'était sans aucun doute un parti de cavaliers arabes qui venait sur eux dans une pensée hostile à n'en pas douter. Revenir sur ses pas ; il était trop tard, et c'eût été d'un mauvais effet : il n'y avait pas à y songer. Ils attendirent de pied ferme.

L'escorte prit toutes les dispositions nécessaires pour couvrir M. Berard en se portant en avant. Bientôt ils furent enveloppés par un ennemi beaucoup plus nombreux : la mêlée devint des plus vives.

M. Berard ne tarda pas à reconnaître quel était le chef de la bande. Il lança son cheval contre lui et on croisa le fer. Après quelques instants d'engagement, la lame de l'adversaire glissant le long du petit sabre d'officier d'artillerie (lorsqu'il était de la garde nationale), et n'ayant qu'une garde insuffisante, vint blesser M. Berard à la paume de la main. La douleur fut vive : il lâcha son arme ; mais aussitôt il prit un pistolet dans la fonte de son cheval et presque à bout portant il brûla la cervelle de son adversaire.

Lorsque les Arabes virent leur chef tomber, ils s'empresèrent de prendre la fuite. De leur côté, les explorateurs regagnèrent le camp sans arrêt.

La blessure à la main droite fut assez promptement guérie et heureusement elle ne l'empêcha pas d'écrire et de travailler. »

Aristide Berard s'est occupé, avec succès, des conditions de la fabrication des blocs ignés. Les blocs artificiels destinés à l'établissement des jetées en mer ont été longtemps fabriqués au moyen de la chaux ou des ciments hydrauliques. Mais l'expérience avait prouvé qu'ils étaient assez promptement décomposés par l'action chimique de l'eau de mer et l'action mécanique du frottement. Il fallut inventer un nouveau mode de fabrication avec autres matériaux. L'académie des sciences mit au concours la question. Berard

s'emparant de ce champ de recherches et de labeur ouvert à son esprit investigateur, fabriqua des blocs par l'agglomération de l'argile à haute température. Un mémoire qu'il adressa à l'académie des sciences à ce sujet en mars 1853, reçut le meilleur accueil et l'innovation fut consacrée par l'expérience.

Aristide Berard prit une part très active au mouvement d'idées qui, en 1880, se produisit à propos du projet de la jonction de la France et de l'Angleterre par un tunnel sous-marin dans la Manche et même par un pont suivant les plus aventureux ingénieurs.

Dans la discussion ouverte sur cette question de capitale importance, Berard démontra, dans ses publications dans la presse, combien son esprit était à la fois primesautier et étendu, et son expérience fournie des ressources les plus variées.

Nous ne pouvons mieux caractériser la vivacité et la force de cette intelligence, qu'en citant encore un passage de son autobiographie. Notons que c'est à l'âge de 75 ans qu'il voyait dans sa pensée s'élargir devant lui les perspectives d'un long avenir et s'ouvrir un champ illimité d'action et de travaux.

« Actuellement (1886), M. Berard s'occupe d'une question de la plus haute importance. Il est convaincu qu'il lui sera possible de construire un navire d'un nouveau système dont il est l'inventeur qui réaliserait une vitesse double de nos meilleurs marcheurs, tout en consommant moins de combustible. Ce serait une révolution dans la marine qui aurait pour conséquence forcée la reconstruction de tout le matériel naval et la nation qui la première serait organisée dans le nouveau système exercerait une influence irrésistible !

« Cette nation, il faut que ce soit la France. M. Berard a tout fait pour qu'il en soit ainsi. Les hommes au pouvoir sont au courant de la question : à eux d'agir en conséquence et de repousser la responsabilité morale d'un fait aussi grave en se croisant les bras.

« Il importerait de faire servir cette découverte à un grand but humanitaire en supprimant tout au moins les guerres

maritimes si meurtrières, reste humiliant de barbarie, et que toutes difficultés internationales soient réglées par arbitrage. »

BIBLIOGRAPHIE.

Comp^{ie} de Joursauvault ; mines de cuivre et de houille, Monétier, la Grave, Villard-d'Arène, année 1835, p. 125. (Rapport).

Exposé des travaux exécutés par la Compagnie des Mines d'Allemont et des Hautes-Alpes (octobre 1837), par A. Berard, ingénieur civil, chargé de la direction des travaux, 20 p. in-8°, Barnel, impr.

Organisation du travail. Lettre à MM. les membres du gouvernement provisoire, par Aristide Berard, Paris, Guillaumin, 1848, in-18, 36 p.

Notice géologique sur le terrain à anthracite du bassin de Briançon (Hautes-Alpes), et particulièrement du Chardonnet, 1856. (Dans la correspondance des élèves brevetés de l'école des mines de Saint-Etienne).

L'Algérie, sa situation présente, son avenir, par A. Berard. Paris, Dentu 1868, 16 p.

Considérations sur le rôle de la combustion intermoléculaire des corps renfermés dans la fonte, et sur l'influence de l'hydrogène dans la fabrication de l'acier fondu. In-8°, 1869. Lacroix.

Epuration de la houille, par Aristide Berard, in-8°, 3 p., à la librairie de Lacroix-Calmon.

Fabrication de l'acier, nouveau système, par Aristide Berard, 56 p., in-f°. Dessins dans le texte. s. d.

Description nautique des côtes de l'Algérie, par A. Berard (suivi de notes par de Tesson), 1869. (Doutes sur l'attribution. Ce livre est-il bien d'Aristide Berard ?)

A consulter :

Vente aux enchères publiques des concessions de mines d'argent, de Cobalt, de nickel, etc., fonderies, etc., de la C^{ie} des mines d'Allemont et des Hautes-Alpes, par Candide Benoit, syndic de faillite, 1841, 28 p., in-8°.

Cette notice sur ces mines est de la rédaction de MM. Scipion Gras et Aristide Berard.

Mémoire-Rapport sur les nouveaux procédés sidéro-techniques de M. Aristide Berard, par M. Etienne Huguin, Paris, 1880, in-8°, 12 p.

Galerie historique et critique du XIX^e siècle. H. Lauzac, t. I, 1856.

Ladoucette. Histoire, topographie des Hautes-Alpes, édition 1848, p. 124, 125, 126, 127.

D^r BILLOD.

Le D^r Louis-Antoine-Eugène Billod est né à Briançon, le 23 décembre 1818; il était le 5^{me} enfant de Joseph-François Billod, garde du génie, et de Benoîte Gérard.

Le grand-père maternel du D^r Billod, Antoine Gérard, habitait le Mas-de-Blais (hameau de la commune de Briançon). Il était possesseur de propriétés rurales assez étendues, agriculteur intelligent et novateur avec prudence, capitaine de la garde nationale en 1790, adjoint à la Mairie de Briançon en 1810, date du mariage de sa fille. Antoine Gérard était dans l'aisance (ce qui s'appelait la richesse dans le pauvre Briançonnais). Il jouissait de la considération publique dans la contrée et, chose rare, de l'affection de tous, dans son village où la bonté, la charité et les anciennes coutumes d'hospitalité du *père Gérard* étaient proverbiales. Inutile de dire combien les enfants de la famille étaient choyés à Mas-de-Blais.

C'est dans ce milieu que se passèrent les premières années de la jeune famille de François Billod. Mais, subissant les exigences de la carrière militaire, ce dernier dut quitter Briançon, peu de temps après la naissance de son fils Eugène, pour les résidences successives de Blois, d'Orléans et de Moulins. Ce fut dans ces dernières villes qu'Eugène Billod fit ses études universitaires.

Docteur en médecine de la Faculté de Paris en 1846, Eugène Billod se voua de bonne heure à la spécialité des maladies mentales; il débuta dans cette carrière sous les auspices du célèbre D^r Ferrus, briançonnais comme lui, et que

toujours il dénommait son cher et vénéré maître. Billod fut le disciple de prédilection du Dr Ferrus ; il continua ses fortes études sous la direction des docteurs Falret, Félix Voisin et Moreau de Tours, à Bicêtre, à la Salpêtrière et dans la maison de Santé de Vanves.

Médecin-adjoint de l'Asile de Sainte-Gemmes, près Angers (Maine-et-Loire), de novembre 1848 à mai 1849; directeur-médecin de l'Ecole de Blois, de mai 1849 à juin 1853 ; directeur-médecin de l'Asile de Rennes, de juin 1853 à mai 1854; il fut médecin en chef, directeur de l'Asile de Sainte-Gemmes, de mai 1854 à septembre 1868.

A parcourir les premières étapes de cette carrière, le Dr Billod avait conquis, soit comme médecin aliéniste, soit comme administrateur, une grande notoriété, ainsi que la haute confiance du gouvernement. Il fut, dès lors, appelé à remplir une tâche qui réclamait l'emploi de hautes capacités, et d'une science professionnelle hors ligne.

Le 4 septembre 1868, il fut promu à la direction médicale et administrative de l'un des trois asiles qui venaient d'être créés par le département de la Seine, après avoir été mis à même d'opter entre les trois. Il porta son choix sur l'asile de Vacluse, à Epinay-sur-Orge (Seine-et-Oise).

Les éminentes facultés d'intelligence et d'énergie, les ressources d'une sûre expérience du Dr Billod trouvèrent leur emploi et se manifestèrent avec éclat dans l'organisation de cet Asile et dans son fonctionnement.

Vint la guerre de 1870 ; à la menace de l'investissement de Paris et dans les jours qui précédèrent la fermeture de ses portes, tout le personnel de l'Asile de Ville-Evrard fut, par mesure de prudence, évacué sur l'Asile de Vacluse. Le Dr Billot dut pourvoir dès lors, pendant l'occupation de l'armée prussienne et le Siège de Paris, à l'alimentation de 1200 aliénés, à leur sécurité et faire face à toutes les exigences d'une situation anormale et la plus difficile qui se puisse imaginer.

L'intelligence, le courage et l'activité du Dr Billod furent à la hauteur de la gravité des circonstances. Il fut admirable de résolution, de prudence, d'habileté et de finesse.

Mais à l'accomplissement de ses devoirs de médecin-directeur, ne se borna point l'action du Dr Billod; faisant acte du civisme le plus méritoire et le plus courageux, il sut par son attitude pleine de fermeté, préserver de la ruine les habitants des localités voisines de l'asile, il sauva des réquisitions de l'ennemi, chevaux, voitures, grains et fourrages de l'établissement; il donna asile aux femmes, aux vieillards, aux enfants qui se dérobaient aux violences, aux exactions des Allemands; il put encore faire évader sous des déguisements, un certain nombre de soldats français faits prisonniers de guerre et en fuite, et tel fut l'ascendant qui lui fut acquis sur l'ennemi vainqueur, par sa dignité, par son ferme et courageux maintien, qu'il put conserver flottant sur l'asile le drapeau national.

Une médaille d'or, fruit d'une souscription publique, fut offerte à l'éminent directeur pour sa belle conduite, au vaillant patriote, par ses concitoyens.

Par arrêté du 20 mai 1871, le Préfet de la Seine lui décerna un témoignage public de satisfaction pour les éminents services rendus.

Voici le texte de ce document :

« Le maire de Paris, faisant fonctions de Préfet de la Seine;

« Vu le rapport du directeur de l'asile de Vacluse;

« Considérant que la conduite du personnel de l'asile a été pendant l'occupation prussienne, digne des plus grands éloges;

« Que la préservation de l'asile et des malades doit être attribuée au courage et au dévouement du Directeur, et au concours qu'il n'a cessé de trouver dans le personnel placé sous ses ordres;

« Qu'il y a lieu, en conséquence, de décerner au Directeur et à son personnel un témoignage public de satisfaction;

« Qu'il y a lieu, en outre, d'approuver les avancements exceptionnels proposés par le Directeur, en faveur des membres de ce personnel qui se sont le plus distingués;

« Sur la proposition de l'agent général des hospices, char-

gés de la direction générale du service des aliénés de la Seine,

« ARRÊTE :

Article Premier.

« A titre de témoignage public de satisfaction, et pour perpétuer la mémoire des services rendus, une copie du présent arrêté restera affichée dans la salle du Conseil de l'Asile de Vacluse.

« La liste nominative du personnel tant inférieur que supérieur de l'asile, pendant l'occupation prussienne, sera également affichée à la suite du présent arrêté...

« Fait à Versailles, le 20 mai 1871.

« Signé : JULES FERRY. »

Comme on le voit, ces éminents services avaient mis en relief aux yeux du pouvoir la haute personnalité du Dr Billot. Ils furent dignement récompensés. Il fut nommé médecin en chef des asiles de la Seine et promu officier de la Légion d'honneur.

Le Dr Billot aimait le Briançonnais, son pays natal. Il ne l'avait vu en quelque sorte qu'en courant, retenu qu'il était par ses fonctions en des résidences éloignées; ce fut notamment lors des voyages qu'il fit en Italie pour y étudier la *pellagre*, qu'il fit à l'aller ou au retour, de courts séjours à Briançon, où des liens étroits de parenté l'unissaient à la famille Ovel de Mas-de-Blais; mais cet amour du pays natal était entretenu et développé en son âme ouverte à tous les bons sentiments, par les récits de sa mère *fervente Briançonnaise*, morte le 25 juin 1876, à 89 ans.

Je trouve la trace de ce sentiment vivace dans une lettre que le Dr Billot m'écrivait le 19 septembre 1871 : « Je ne sais quand il me sera donné de revoir mon pays natal *qui ne m'est pas moins cher qu'à vous*, mais tenez pour certain que je ne ferai pas ce voyage sans m'arrêter à Grenoble pour vous serrer la main. »

Les préoccupations administratives, les soins prodigués aux malades n'avaient pas suffi à la puissante activité d'esprit du Dr Billot. Il a publié des rapports, des livres, qui

ont marqué dans la science aliéniste. Quelle magnifique soumission, à tous les devoirs, que celle de cet homme remarquable ! Quelle élévation d'esprit ! Quel désir passionné d'apporter son tribut au trésor de la science à laquelle il avait voué toutes les ressources de son intelligence ! Et quel labeur !

Aucun chemin de fleurs ne conduit à la gloire.

La vie entière du Dr Billod a été la confirmation de cette vérité de La Fontaine. Sa droiture, sa probité, son désintéressement furent à la hauteur de ses talents. Il est mort à 67 ans, le 26 février 1886, ne laissant d'autre fortune qu'une mémoire sans tâche, entourée des respects de tous. Contentement de soi et bonne opinion des autres, telle fut l'ambition de ce noble serviteur de l'humanité. *Conclusion* : « Honorons les hommes supérieurs, a dit quelque part Mignet, et proposons-les en imitation, car c'est en préparer de semblables, et jamais le monde n'en n'a eu un besoin plus grand ! »

BIBLIOGRAPHIE

Recherches et considérations sur la symptomatologie de l'épilepsie. (*Annales médico-psychologiques*, 1843.)

Des maladies de la volonté, ou étude des lésions de cette faculté dans l'aliénation mentale. (*Même recueil*, 1847.)

Recherches sur la paralysie générale des aliénés. (*Même recueil*, 1850.)

Compte moral et administratif de l'asile public d'aliénés de Loir-et-Cher. (Blois, 1852.)

Série de mémoires sur la pellagre et sur la cachexie des aliénés. (*Annales médico-psychologiques et archives générales de médecine*, de 1855 à 1865.)

Des diverses formes de lypémanie : essai de classification et séméiologie. (*Annales médico-psychologiques*, 1856.)

Des lésions de l'association des idées. (*Même recueil*, 1861.)

De la dépense des aliénés assistés en France, et de la

colonisation considérée comme moyen, pour les départements, de s'en exonérer en tout ou en partie, 1861.

Rapports médicaux-légaux sur des cas de simulation de folie et autres. (*Annales médico-psychologiques*).

De l'amaurose et de l'inégalité des pupilles dans la paralysie générale. (*Même recueil*, 1863.)

Note sur une bouche artificielle construite sur les indications de l'auteur, par M. Charrière, pour l'alimentation forcée des aliénés.

Considérations médico-légales sur les intervalles dits lucides chez les aliénés. (*Mémoire lu à l'académie de médecine dans la séance du 26 mai 1867.*)

Compte d'administration lu devant la Commission de surveillance de l'asile de Sainte-Gemmes. (*Angers*, 1868.)

Des aliénés dangereux. (*Annales médico-psychologiques*, 1869.)

Des aliénés avec conscience de leur état. (*Même recueil*, 1870.)

Traité de la pellagre, d'après des observations recueillies en Italie et en France, suivi d'une enquête dans les asiles d'aliénés. (*Paris, Victor Masson et fils*, 1870.) (Grand ouvrage honoré des suffrages de l'Institut.)

Etude sur des questions concernant la réorganisation du service des aliénés de la Seine. (*Paris, G. Masson, éditeur*, 1874.)

Des maladies mentales et nerveuses; pathologie, médecine légale, administration des asiles d'aliénés, etc., 2 vol. in-8°, Gust. Masson. — Paris, 1880-1882.

Les aliénés en Italie; établissements qui leur sont consacrés, organisation de l'enseignement des maladies mentales et nerveuses; in-8°, Paris, 1884. G. Masson.

BLANC André.

André Blanc est né le 14 mai 1790, à la Chalpe-d'Arvieux (Queyras), dans la famille Meissimily, alliée à sa mère, mais il fut inscrit comme étant né aux Mourandes, hameau du Villard-Saint-Pancrace, canton de Briançon, domicile de ses parents.

Il restait au Villard-Saint-Pancrace, du grand naufrage, à la révocation de l'Edit de Nantes, épave négligée par la persécution, un petit groupe de protestants dont les plus notables étaient les Blanc (des Mourandes) et leurs parents Cordier du Grand-Villard. La foi était vive dans ce petit monde privé cependant de prédication et de fréquent commerce avec les coreligionnaires. André Blanc eut, de bonne heure, la vocation du pastorat. Ses études universitaires terminées, il se rendit à Lausanne, où il fit ses études théologiques et se maria à l'âge de 20 ans. Il vint se reposer un court espace de temps au sein de sa famille et se rendit ensuite à la Motte-d'Aigues (Vaucluse), où il avait été, en 1811, nommé pasteur.

En 1817, il fut promu pasteur à Mens et élevé à la présidence du consistoire de l'Isère, en 1822. Il a conservé ces deux fonctions jusqu'à sa mort.

Dans le canton de Mens, André Blanc ne borna point les effets de son zèle et de son activité à l'accomplissement de ses fonctions de pasteur ; pénétré de la conviction que l'enseignement religieux serait d'autant plus fécond, d'autant plus salutaire qu'il s'adresserait à des populations possédant une instruction générale au moins élémentaire, il étudia les moyens d'en doter les habitants du canton sans avoir égard, du reste, à aucune distinction confessionnelle. Il publia sur l'organisation et le fonctionnement des écoles rurales, un écrit qu'il adressa, en mars 1833, au ministre de l'instruction publique ; le ministre lui écrivit en ces termes : « J'ai lu avec intérêt votre travail qui se recommande par les vues les plus utiles et par un amour sincère du bien public. Je tiendrai un compte tout particulier des observations qu'il renferme en faveur de l'éducation populaire. »

Le 27 avril suivant, André Blanc reçut la croix de la Légion d'honneur. Par arrêté du 8 juin 1835, le ministre de l'Instruction publique, adoptant les vues d'André Blanc, le chargea de la direction d'une école modèle pour la formation d'instituteurs primaires. Cet essai réussit parfaitement sous l'habile direction de l'organisateur qui vit ainsi ses théories consacrées par l'application.

Sans rechercher la lutte sur le terrain religieux et tout désireux qu'il était de se consacrer en entier à son double devoir de pasteur et de directeur de l'Ecole modèle, André Blanc n'était point d'humeur à supporter en silence les attaques dirigées par le clergé catholique contre l'Eglise réformée et contre sa personne. La lutte fut engagée par un abbé Tabardel, et vigoureusement soutenue par le pasteur. Plusieurs autres membres du clergé catholique vinrent à la rescousse, mais ils trouvèrent dans le pasteur un adversaire redoutable, polémiste ardent, plume alerte, traits caustiques et rapides. Il n'entre dans le cadre de cette notice biographique aucune intention d'analyse des divers éléments de cette polémique qui doit demeurer cantonnée dans le terrain religieux.

Un livre publié en 1844 par André Blanc, en dehors de toute préoccupation confessionnelle, donna la mesure de son talent d'écrivain élégant et souple, de ses connaissances historiques; il s'agit des *Lettres à Lucie sur le canton de Mens*. — Ce livre lui valut la nomination de membre correspondant de l'Académie delphinale.

Le rapport fait à l'Académie delphinale sur les lettres à Lucie est ainsi conçu :

« L'auteur de ces lettres ne s'est pas ostensiblement nommé; mais chacun sait qu'elles sont l'œuvre de M. le pasteur Blanc.

« Son ouvrage n'est point une nomenclature scientifique, une froide description de la contrée; bien qu'il ait inscrit au frontispice le nom de Statistique, il n'emprunte point à cette science ses détails arides, mais seulement sa partie pittoresque, ses plus intéressantes données. Voyageur à l'esprit attentif, aux haltes fréquentes, il peint le paysage qu'il admire, décrit le village où il se repose, retrace les mœurs dont il est le témoin, se fait l'écho des histoires qu'on lui raconte. Il vous guide aux pentes des montagnes, vous abrite sous leurs forêts, vous conduit au pied de leurs cascades. Il n'oublie ni la flèche antique du clocher, ni les vestiges du château féodal. Il parle avec bonhomie des coutumes qui ont survécu, des habitudes locales, des familles,

des meilleures maisons et des meilleurs gîtes du lieu. Il recueille sur son passage les traditions du pays, et signale les hommes distingués dont il fut le berceau. Il consulte souvent les chroniques et l'histoire, etc. »

Le pasteur André Blanc avait à Grenoble des relations d'amitié. On peut citer son collègue, le pasteur Bonifas, M^e Zéphirin Faure-Duril, avoué, son compatriote d'origine, et venu, lui aussi, médiatement du Villard-Saint-Pancrace; des liens d'étroite solidarité fondés par la communion des convictions politiques, avaient uni le patriote et intelligent pasteur aux représentants les plus autorisés, les plus respectés de l'opposition libérale, MM. Crépu, Repellin, Farconet, Clément.

Dans les relations dues à la conformité des croyances religieuses, il faut citer, avant tout, Félix Neff, l'*Oberlin des Hautes-Alpes*, dont il fut le plus intime, le meilleur ami, le plus diligent, le plus ferme collaborateur dans l'œuvre d'évangélisation ou de réveil du sentiment religieux dans les Alpes, qui eut un si grand retentissement dans les églises réformées des deux mondes. Ajoutons à ce nom célèbre, celui de Adolphe Monod, pasteur de Lyon, entouré d'estime et de haute réputation.

M. le pasteur André Blanc est décédé à Mens, le 22 mars 1846. Il a laissé un fils, le capitaine Blanc qui, à sa retraite, se fixa à Mens, et des filles. Deux de ses petits-fils, suivant les traditions de l'honorable carrière de leur grand-père maternel, exercent avec distinction les fonctions évangéliques. L'aîné, M. Emile Marchand, est pasteur à Aspres-sur-Buech; il est en même temps président du consistoire des Hautes-Alpes. Son frère, M. Aimé Marchand, est pasteur à Saint-Laurent-de-Croz (Hautes-Alpes).

A la mort du pasteur André Blanc, un article nécrologique aussi bien écrit qu'impartial, fut publié dans le journal le *Patriote des Alpes*, à la date du 2 avril 1846. Nous le reproduisons *in extenso* :

« M. André Blanc, pasteur du consistoire de Mens, chevalier de la Légion d'honneur, est décédé le 22 mars 1846, à

l'âge de cinquante-six ans, à la suite de deux attaques d'apoplexie qui l'avaient frappé depuis un mois.

« Descendant des Vaudois (chrétiens évangéliques qui ne furent jamais soumis au pape et dont une partie existe encore dans les vallées du Piémont), M. Blanc a exercé le ministère pastoral pendant trente années à Mens et n'a laissé échapper aucune occasion d'être utile à l'Eglise réformée de France et à son pays.

« Les dons qu'il avait reçus de la nature, d'excellentes et fortes études, l'avaient placé au nombre des meilleurs prédicateurs français; comme administrateur, il était sans égal parmi ses collègues de France.

« On n'a pas oublié ses brochures de controverse adressées à MM. les abbés Guyon, Desmoulins et Tabardel, non plus que les *Lettres à Lucie sur le canton de Mens*, publiées l'année dernière.

« M. Blanc a fondé à Mens une école modèle destinée à former des instituteurs protestants pour les départements de l'Isère, des Hautes et des Basses-Alpes, du Var, des Bouches-du-Rhône et du Gard.

« Une décision du ministre de l'Instruction publique du 28 mai 1834 autorisa cet établissement, dont M. Blanc fut le directeur en même temps que le fondateur et le bienfaiteur. Il prenait lui-même sa part de l'enseignement donné aux élèves, auquel il tenait lieu de père. Cette institution a déjà doté le pays de près de cent instituteurs.

« Sous sa présidence, la position spirituelle et temporelle des 6.000 protestants disséminés dans le département de l'Isère s'est singulièrement améliorée; des temples ont été construits et des places de pasteur créées. Il a aussi fondé à Mens une société de bienfaisance et de secours pour les malheureux.

« Les funérailles de M. Blanc ont eu lieu le 24 mars. Cinq pasteurs y présidaient en grand costume; ce sont MM. Cadoret et Breguet, de Mens; Meyrargues, de Tréminis; Arnaud, de Grenoble, et Ribard, de la Mure. MM. Arnaud et Cadoret ont prononcé deux discours au temple et sur la tombe. Les membres du consistoire général de l'Isère, en

deuil, suivaient les pasteurs dans la marche du convoi, puis venaient les professeurs et les élèves de l'école modèle; enfin environ 3.000 personnes de Mens ou accourues de quatre lieues à la ronde formaient le cortège.

« M. Blanc laisse à Mens, dans toute la consistoriale de l'Isère, disons mieux, dans toute l'Eglise réformée de France, de profonds regrets et des souvenirs ineffaçables. Sa perte sera difficile à réparer. »

(Extrait du *Patriote des Alpes* du 2 avril 1846.)

BIBLIOGRAPHIE

Du séjour de saint Pierre à Rome, 1826. Paris, 8 p. in-8°.

Lettre à M. l'abbé Guyon, 8 p. S. d.

Lettre à M. l'abbé Desmoulins faisant suite à la lettre à M. l'abbé Guyon, 63 p. Paris 1838, in-8°.

Livres apocryphes, in-8°, 24 p. S. d.

De la prétendue primauté du pape et du séjour de saint Pierre à Rome, en réponse à M. l'abbé Tabardel, 44 p. in-8°. Paris, octobre 1838.

Un ministre protestant aux prises avec un prêtre catholique romain, ou réponse à la brochure de M. l'abbé Desmoulins, intitulée Rome et Genève, etc. 98 p. in-8°. Grenoble, 1839.

Le Culte des Saints, 36 p. in-8°. Grenoble, 1841.

La Confession auriculaire. Lyon, 1841. 51 p. in-8°.

Du purgatoire, 42 p. in-8°. Grenoble, avril 1842.

Statistique. Lettres à Lucie sur le canton de Mens, in-12. 1844. 137 p.

Quelques notes sur les protestants de Mens et du Trièves. 11 p. dans *la Revue du Dauphiné*, tom. 6.

Dans la *Relation de la fête de dédicace du temple de Mens* (20 novembre 1826). Discours important du pasteur André Blanc.

Quelques observations d'un pasteur de campagne sur l'instruction primaire dans les communes rurales, 1835, in-8°, 8 p.

Notice sur Félix Neff, pasteur dans les Hautes-Alpes. Genève, 1831 (sans nom d'auteur), petit in-8°, 140 p.

(Cette notice est bien l'œuvre d'André Blanc — nous avons vu le manuscrit autographe de ce livre — qui fut réédité à Londres, en 1836, in-6° 107 p. et à Toulouse.)

Nous pouvons citer entre autres parmi les œuvres inédites dont nous avons eu les manuscrits autographes en mains :

- 1° Visite au champ des travaux de Neff, 1834.
- 2° Voyages aux vallées vaudoises du Piémont, 1834 et 1844.
- 3° Les Vaudois du département de Vaucluse.

BLANCHARD, Arquebusier.

Fils d'un honnête menuisier, ayant quelque connaissance en mécanique, Blanchard est né à Saint-Chaffrey; arquebusier à Paris, il prit un brevet d'invention pour une espèce de fusil que nous décrivons ci-dessous :

Le perfectionnement pour lequel M. Blanchard, arquebusier à Paris, avait pris un brevet d'invention, consistait dans le changement des fusils à silex contre les fusils à percussion. On plaçait des grains fulminants dans des barilletts qui étaient fixés au canon. Dans la tête du chien, une tige était réservée, qui, en s'abattant, venait enflammer le grain fulminant et mettait le feu à la charge.

(Ladoucette, histoire, topographie, etc., des Hautes-Alpes, p. 147 et 695.)

BLANCHARD Antoine.

Blanchard, fils de Joseph Blanchard, avocat et procureur au baillage, est né à Briançon en 1758.

Blanchard acquit de bonne heure un office de notaire à Briançon. En 1810, il était maire de la ville.

Le décret impérial du 17 décembre 1810 qui fixait au 1^{er} janvier 1811 la mise en activité du nouveau code de procédure criminelle, annonçait, dans un de ses considérants que le gouvernement voulait, avant d'organiser définitivement les tribunaux, recueillir des renseignements sur les ressources et les besoins des centres de populations qui devaient être pourvus d'un siège.

Il était d'un intérêt majeur autant qu'évident pour Briançon, ancien siège du baillage le plus ancien et le plus

important des montagnes, d'obtenir l'établissement définitif dans cette ville d'un tribunal civil.

Dans un substantiel mémoire, Blanchard, agissant au nom de la ville de Briançon, dont il était le maire, démontra aux pouvoirs publics, par de solides raisons, la nécessité de conserver le tribunal établi à Briançon.

Le fils de Blanchard (admis à l'Ecole polytechnique), Joseph Blanchard entra dans l'artillerie. Il devint colonel. A sa retraite, il se fixa à Grenoble, où il est mort le 16 octobre 1859, à 69 ans.

La fille de Blanchard épousa, en 1814, le docteur Pierre Pensens, qui a exercé fort honorablement sa profession pendant de longues années à Briançon.

BIBLIOGRAPHIE

Observations sur la nécessité de conserver le tribunal de première instance établi à Briançon, département des Hautes-Alpes. — 10 p. in-4°, 19 janvier 1810.

BLANCHARD Jean-Baptiste.

Blanchard Jean-Baptiste, né à Saint-Chaffrey (Hautes-Alpes), le 8 septembre 1720, entra au noviciat, dans la compagnie des Jésuites, le 7 septembre 1736. Il professa la philosophie à Aix, en 1750 et 1751, et jusqu'à la suppression de la compagnie en France, il fut professeur royal de mathématiques à Toulon. Il vivait encore en 1788.

BIBLIOGRAPHIE

Mémoires de mathématique et physique, rédigés à l'observatoire de Marseille. Année 1755. Première partie, à Avignon, chez la veuve Girard, 4° p. 166 (pour 169) et 4 pl.; seconde partie. Id. 4° p. 236 et 3 pl., année 1756. Id. 4° p. 390 et 6 pl.

Cet ouvrage a été publié par le P. Esprit Pézenas, avec la collaboration des PP. Blanchard, Louis Lagrange, Fr. Rod, Corréard et de Saint-Jacque de Sylvabelle.

Tables des Logarithmes, contenant les logarithmes des nombres, depuis 1 jusqu'à 102,100, les logarithmes des

Sinus et des Tangentes de 10 en 10 secondes publiées ci-devant par M. Gardiner. Nouvelle édition augmentée des logarithmes des Sinus et des Tangentes, pour chaque seconde des quatre premiers degrés. Avignon, Aubert, 1770, fol.

Le P. Blanchard traduisit la préface de cet ouvrage qui fut publié par le P. Pézenas, en collaboration avec le P. P. Dumas.

(De Baker, 1658 — Bibliothèque de la compagnie de Jésus, nouv. édition par Carlos Sommervogel, 1890, in-f°. Paris, Bruxelles, p. 1538, 1539).

BONNOT Jean, subdélégué.

L'un des ancêtres de Jean Bonnot du même prénom, était notaire à Briançon à la fin du ^{xvii}e siècle. Il avait épousé Marie Froment, nièce d'Antoine Froment, l'auteur de *l'Essai sur l'incendie de Briançon*. Son fils, François Bonnot, né le 12 mars 1680, avocat au parlement de Paris, fut subdélégué de l'intendance pour le Briançonnais.

En 1750, François Bonnot reçut ainsi que Jean Brunet, seigneur de l'Argentière, des communautés Briançonnaises, la mission toute de flatteuse confiance de procéder à la répartition entre elles de la rente annuelle de 1600 livres et accessoires qu'elles s'étaient soumises à payer aux prévôt et chapitre d'Oulx, en exécution du contrat d'emphythéose perpétuelle des dîmes du Briançonnais d'octobre 1749.

Jean Bonnot, deuxième du nom, fut, comme son père, François Bonnot, avocat et subdélégué de l'intendance, fonctions qu'il remplit durant 34 ans avec zèle, avec intelligence, avec exacte connaissance des intérêts, des besoins, des droits des communautés. Ce n'était pas alors, comme aujourd'hui, un perpétuel chassé-croisé, entre les fonctionnaires du même ordre, passant une notable partie de la durée de leurs fonctions, à voyager de Quimper-Corentin à Draguignan, de Valenciennes à Bayonne. Les fonctionnaires, avant l'introduction de ces désastreux errements de mobilité et d'insouciance, étudiaient longuement les

personnes et les choses qu'ils devaient administrer ou juger. Aussi pouvaient-ils acquérir et conserver l'estime et la confiance de leurs administrés ou justiciables.

Jean Bonnot s'était adonné tout entier à l'accomplissement de ses devoirs d'administrateur. On en a la preuve en lisant une statistique du Briançonnais, son œuvre, demeurée jusqu'à ce jour manuscrite.

En 1791, le maire de Briançon, Guillaume Ferrus, ayant été élu député à la Législative et obligé de se démettre de ses fonctions municipales, Jean Bonnot, avocat, dont les fonctions de subdélégué avaient pris fin, fut, le 13 novembre, appelé aux fonctions de maire. Jean Bonnot, alléguant pour excuse son grand âge, déclara ne pouvoir accepter cette honorable nomination. Il est mort peu de temps après.

BIBLIOGRAPHIE

Notice sur le Briançonnais, par M. Bonnot, subdélégué de Briançon, 3 juillet 1784 (Mss. de la Bib. publique de Grenoble).

BONNOT Jean-François.

Jean-François Bonnot est né à Briançon, le 19 avril 1766. Il était le fils de Jean Bonnot, subdélégué de l'intendance, et de Magdeleine Brunet de l'Argentière. La famille Bonnot comptait dans son ascendance, comme nous l'avons dit ci-dessus, de nombreux notaires et procureurs, et dans sa parenté Gabriel Bonnot, secrétaire au Parlement, père de Mably, de Condillac et d'un troisième fils qui fut grand prévôt de la maréchaussée de Lyon et qui avait donné J.-J. Rousseau pour précepteur à ses enfants. (*Voir les Confessions*).

Jean-François Bonnot avait embrassé la cause de la Révolution. Il fut envoyé en qualité de député par sa ville natale à la fédération de 1790, et nommé maire de la ville l'année suivante.

Le 7 février 1793, il fut nommé commissaire pour l'accélération de la levée des grenadiers pour renforcer l'armée ;

il fut appelé ensuite à faire partie de l'administration centrale du département. Un arrêté du 1^{er} Consul du 1^{er} juin 1800, le nomma juge au tribunal d'appel de Grenoble. Il représenta ensuite au Corps législatif le département des Hautes-Alpes par une décision du Sénat conservateur, en date du 6 germinal an vi, renouvelée le 17 février 1807. Il ne fit pas grand bruit au Corps législatif et n'eut qu'un rôle effacé pendant sa carrière législative. Elle prit fin en 1811. Il fut alors nommé conseiller à la Cour de Grenoble, et délégué dès cette époque par la Cour pour installer le tribunal de Briançon. Il est mort le 1^{er} septembre 1842.

Son fils Gabriel Bonnot, qui se faisait appeler *de Mably*, est mort colonel d'infanterie sans laisser de descendance.

BOUCHIÉ Benoît.

Jean-Jacques-Benoît Bouchié, fils de Jean Benoît et de Marie-Anne Chabas, est né à Briançon, le 9 décembre 1793.

La carrière militaire était encore, en 1812, le point de mire de bien des ambitions et des espérances, au sein d'une jeunesse qui avait grandi au bruit des armes, au récit des hauts faits des armées françaises.

A 19 ans, Benoît Bouchié entra à l'école militaire de Saint-Germain. Il en sortit moins d'un an après, en 1813, à la veille de nos désastres, avec le grade de lieutenant et rejoignit son régiment en Saxe. Il prit part à cette épouvantable lutte, à Leipsick, de l'armée française contre les masses des troupes alliées renforcées sur le champ de bataille par la défection du corps auxiliaire Saxon et sa participation au combat contre ses alliés de tout à l'heure ; sinistres journées où périrent à la fois l'élite de la jeunesse française, et le prestige de nos armes ! Le jeune lieutenant tomba sur le champ de bataille, la jambe droite fracassée par un boulet. L'amputation fut opérée sur le champ dans un corps de garde, hôpital improvisé qui s'écroula à la fin de l'opération sous les coups de l'artillerie.

Dans ce pêle-mêle sans nom d'acharnés combattants, de morts, de blessés, de mourants, rappelant les gigantesques chocs de nations sous Attila, le jeune officier, contre toute

prévision, eut la vie sauve. Il dut son salut au sang-froid et au dévouement de son soldat-ordonnance, qui, le voiturant mourant dans une brouette, gagna une rue moins encombrée et le remit aux mains de deux dames Saxonnnes qui s'offrirent à le recueillir, et à lui donner des soins. L'hospitalité des deux nobles femmes fut douce et efficacement secourable au pauvre blessé qu'elles disputèrent à la mort. Ces soins généreux, la vigoureuse constitution de Bouchié, sa fermeté d'âme hâtèrent sa convalescence.

Prisonnier des Russes, il put, après quelques mois de captivité, regagner la France par Odessa et Marseille.

Benoit Bouchié était grand, avait de beaux traits et sa mâle figure avait la distinction que donnent l'intelligence et l'énergie. Il se maria très jeune avec sa cousine, Mlle Cornélie Chabas de Marseille, femme supérieure par l'instruction et l'élévation du caractère. Jeune et belle, possédant une riche dot, elle se prit à aimer et à vouloir pour époux le noble soldat mutilé.

Benoit Bouchié, revenu à Briançon, y fut bientôt, sur sa demande, nommé officier comptable des vivres. Il avait été décoré de la Légion d'honneur pour sa conduite à Leipsick.

Bouchié, *la jambe de bois* (telle fut la désignation par laquelle il fut distingué de ses frères à Briançon), ne tarda pas à acquérir, par l'ascendant de sa haute intelligence, par sa droiture, la fermeté de ses principes et de ses actions, une grande et légitime influence parmi ses compatriotes. Sa parole et ses conseils étaient d'une incontestable autorité.

Chef du parti libéral dans le collège électoral d'Embrun-Briançon, il eut à lutter, pour garder intacte son indépendance personnelle, contre des tracasseries, sans cesse renouvelées par l'administration de la guerre, à laquelle il appartenait; mais habile à se défendre, protégé grandement par l'opinion publique qui, à chaque attaque dirigée contre lui, le défendait avec une vive énergie de protestation, il put braver les mauvais vouloirs, les attaques injustifiées et garder inviolable et pure sa foi politique. Il vit grandir

ainsi l'estime de ses compatriotes et celle même de ses adversaires.

Membre du Conseil général pour le canton de Briançon, il était écouté au sein du conseil avec la plus flatteuse attention. Ses rapports étaient substantiels, clairs; les conclusions en étaient toujours adoptées.

Benoît Bouchié était généreux et hospitalier. Sa charmante villa de Colaud, agrandie, embellie par cet homme de goût, né architecte et mathématicien, fut pendant plus de 20 années, le rendez-vous de la meilleure société de Briançon. M. Latour, président du tribunal, les colonels Chapuzet et Delphin, M. Victor Vincent, le Dr Nunnia, etc., furent des hôtes toujours bien accueillis à Colaud. Dans sa nombreuse famille, Benoît Bouchié avait une influence souveraine et indiscutée. Ses frères, ses beaux-frères, avaient pour son jugement la plus grande déférence. Cette influence, Benoît Bouchié l'exerça toujours pour le bien de tous. Son affectueux dévouement s'étendait sur ses neveux. Celui qui écrit ces lignes peut rendre, avec cordial et respectueux souvenir, ce témoignage au frère de sa mère.

Benoît Bouchié est mort à Briançon, en juillet 1840.

BOUSTIE Charles.

Charles Boustie et non Boustier est né à Briançon dans la première moitié du xviii^e siècle. Il était pasteur en Dauphiné en 1648 et spécialement à Veynes. Avant d'exercer ces fonctions, il fut, selon toute probabilité, le précepteur des enfants de Jean de Revillasc à Veynes. Les Revillasc étaient co-seigneurs de Veynes, en même temps que les membres de la famille de Veynes et autres co-possesseurs de la seigneurie. La famille de Revillasc était fort nombreuse et se divisa entre plusieurs branches. Les uns étaient catholiques, les autres avaient embrassé le parti de la Réforme. Girard de Revillasc était capitaine d'une compagnie de bandes corses (1615), et mérita la confiance d'Alphonse d'Ornano; d'autre part, on trouve un André de Revillasc de Veynes, émigré probablement à la révocation

de l'édit de Nantes, au service de Frédéric I^{er}, roi de Prusse, en qualité de lieutenant général (Voir Haag, *la France protestante*; Ch. Weiss, *Hist. des refuges protest.*; *Armorial du Dauphiné*, de Rivoire de la Bâtie, etc.)

C'est dans une des branches protestantes de la famille de Revillasc que Charles Boustie fut précepteur; la dédicace de son livre dont nous donnons le titre l'indique clairement.

Le Parlement de Grenoble rendit en 1670, contre Charles Boustie, un arrêt qui ordonnait « d'informer extraordinairement contre Charles Boustier, pasteur à Veynes, qui, contrairement aux ordonnances de la Cour et sur la plainte du promoteur de l'Evêque, avait assisté à une assemblée publique en prières à Saint-André en Beauchêne, lorsque ces assemblées étaient défendues hors du lieu de la résidence du ministre. » (F. Arnaud, *Hist. des protest. du Dauphiné*, et Haag, *France protest.*)

Aucune autre circonstance de la vie de Ch. Boustie n'est connue. On ignore la date de son décès aussi bien que celle précise de sa naissance.

Une indication de Guy-Allard a fait supposer qu'il avait existé deux pasteurs Boustie (il l'appelle à tort Boustier), Charles et François, mais de l'examen attentif des faits et des dates, il résulte la preuve qu'il n'y a eu qu'un seul pasteur du nom de Boustie portant le prénom de Charles.

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaire étymologique, ou racines des plus beaux mots que la langue française a empruntés des autres qui sont originelles, par Charles Boustie. A Genève, Jean Hermann Widerhold, 1666, in-12, 12 f. n. chiff. + 240 p.

Après le titre « dédicace de l'auteur à Tres noble (sic), Jean de Revillasc, seigneur majeur de Veyne, » datée de Veynes, ce 26 juin 1666; enfin au dernier feuillet n. chiff., un sonnet signé : C. D. R. (Charles de Revillasc), un des enfants de Jacques pour qui ce petit volume a été composé par Charles Boustie, leur précepteur.

BRACHET Achille.

Louis-Maurice-Achille-Simon-Jules Brachet est né à Briançon, le 13 février 1820; son père, Louis Brachet, natif de Mevouillon (Drôme), y était receveur de l'enregistrement. Il avait parcouru une partie de sa carrière dans ces fonctions dans les Hautes-Alpes. Il avait débuté par le bureau d'Orpierre. Il avait épousé Marie Corréard, sœur d'Alexandre Corréard, ingénieur hydrographe, l'un des survivants de la *Méduse* et l'historien de ce naufrage, immortalisé par le pinceau de l'un des plus grands peintres français.

Achille Brachet se fixa de bonne heure à Paris, où il a mené l'existence d'un homme de lettres, d'un savant; il était surtout physicien et opticien.

BIBLIOGRAPHIE

Court exposé du principe sur lequel reposent les meilleurs microscopes dioptriques, composés, achromatiques, du professeur J.-B. Amici et du marquis de Panciatichi. Opuscule orné de 6 diagrammes. In-8°, 1858. Chez l'auteur, boulevard Montparnasse, 151.

Grande restauration scientifique, philosophique, minéralogique, 1^{re} partie : De l'application de certains corps artificiels produits par la synthèse chimique, soit au microscope solaire, soit au microscope dioptrique, composé achromatique vertical, d'après les récents résultats du professeur J.-B. Amici et de son noble ami le marquis de Panciatichi, 1^{re} livraison, in-8° avec 5 fig., 1859.

Lettre adressée à M. Babinet, ou simples préliminaires sur la restauration du système aérostatique du lieutenant général Meusnier. In-8°, 1859.

Lettre adressée à M. C.-A. Steinheil, à Munich, sur sa grande provocation de la restauration du télescope catadioptrique newtonien, et examen critique de l'emploi de cet instrument dans les observations des précisions. In-8°, 1858.

Micrographie. Avertissement sur la seconde édition de la notice du meilleur microscope dioptrique composé

achromatique et vertical, du professeur J.-B. Amici. 1^{re} livraison. In-8°, 1857.

Simplex préliminaire sur le commentaire de la notice du meilleur microscope diaptrique composé achromatique, du professeur Amici. In-8°, 1856.

Solution de l'éclairage électrique produit par les courants de la pile. In-8°, 1858.

BRUNET Jean.

Jean Brunet est né le 27 avril 1700, à Cervières, canton de Briançon; son acte de naissance (acte de baptême à cette époque) est conçu dans les termes suivants :

« Le 27 avril, année courante (1700), j'ay baptisé Jean Gignoux *Brunet*, fils de Paul et de Marie Albertin, mariés. Le parrain a été Jean Albertin, fils Sébastien, et la maraine Anne Vincent; le tout en présence des soussignés : *Paul Gignoux*, Jean Albertin, Claude Albertin; Colaud, curé. »

Il semble avéré par les termes de cet acte de l'état civil, que le vrai nom patronymique de l'enfant était Gignoux, car son père Paul Gignoux a signé l'acte et signe simplement Paul Gignoux, sans ajouter le nom de *Brunet*, qui n'était, sans doute, qu'un surnom usité dans le pays pour distinguer cette famille de ses homonymes.

Quoi qu'il en soit, Jean Brunet délaissa le nom patronymique. Il authentiqua par la suite, par sa signature, le surnom de la famille.

On n'a aucunes données sur l'enfance et la jeunesse de Jean Brunet. Ses parents étaient maquignons et marchands de fromages. Exerça-t-il la même profession ou fut-il mis à même, par sa famille, de recevoir une instruction supérieure à celle reçue alors dans son village natal? Cette dernière hypothèse nous paraît admissible, étant donnée la diversité et l'étendue des connaissances dont témoignent ses écrits.

M. Fanché-Prunelle constate quelque part dans ses communications à l'académie delphinale, l'aptitude des enfants de Cervières pour les mathématiques et la précocité de leur intelligence.

Dans ses mémoires historiques sur le Briançonnais, inédits (je possède l'original de cet écrit), Brunet donne quelques courtes indications sur les fonctions qu'il a exercées, sur les charges qui lui ont été confiées dans le Briançonnais :

« Comme j'ay été témoin oculaire de la plus part des
« expéditions faites dans les Alpes pendant cette dernière
« guerre, et dans la confiance des généraux qui comman-
« daient les armées, j'ay écrit des mémoires particuliers
« purement militaires, qui traitent des camps, cols et pas-
« sages, marches et manœuvres des troupes, tant pour l'of-
« fensive que pour la défensive ; des subsistances, fours,
« voitures, moulins et autres détails de guerre ; et j'ay joint
« à ces mémoires pour leur intelligence une carte exacte
« de toute la frontière.

« Au surplus, je n'ay employé à tous ces mémoires que
« le tems que j'ay peu gagner sur mes occupations succes-
« sives et souvent compliquées de Directeur des vivres de
« Dauphiné, de Receveur des tailles, de Subdélégué de
« M. l'Intendant pour le militaire, et dans celles de Com-
« missaire des guerres dont le Roy m'a gratifié depuis la
« fin de la campagne de 1746. »

En disant qu'il avait été dans la confiance des généraux et commandants d'armée (de 1744 à 1749), Brunet, comme il arrive souvent, n'aventure pas, par l'impulsion d'un amour-propre exagéré, une allégation téméraire. Sa correspondance avec Bourcet, avec avec le maréchal de Maillebois et le maréchal de Belle-Ile confirme l'assertion de Brunet. J'ai fait don à la Bibliothèque de Grenoble de plusieurs lettres autographes de Bourcet, de Maillebois, du maréchal de Belle-Ile, lettres que je tenais de M. Richard de Pons, l'un des derniers descendants de Brunet. Ces lettres témoignent en effet de la grande confiance qui était accordée à Brunet. L'opinion très favorable que témoigne cette correspondance sur les services rendus par Brunet était justifiée par la rare intelligence de celui qui était regardé comme un agent secret de première ordre, pour l'étude préparatoire des desseins de l'ennemi, de ses forces dans la

région avoisinant la frontière, de ses mouvements, de ses approvisionnements etc., et aussi comme un négociateur prévoyant et habile au sein des habitants des montagnes pour s'assurer des ressources matérielles pour une guerre imminente ou d'avènement éventuel, mais prochain. Ces missions qui réclament une grande activité d'esprit, de la finesse, la connaissance des populations, de leurs intérêts, de leurs préjugés, des mobiles habituels de leur action collective, du fond à faire sur leur loyauté, ces missions pouvaient être confiées avec sécurité et certitude de l'accomplissement le plus avantageux, à l'habileté hors ligne de Jean Brunet.

C'est dans le mémoire de la guerre sur les frontières du Dauphiné et de la Savoie de Brunet, œuvre qui a été publiée en 1887 par M. Albert de Rochas, qu'on peut saisir à chaque page la révélation en son auteur d'un esprit alerte, pénétrant, de volonté ferme, passant à l'action après examen rapide mais sûr des faits et des dispositions d'esprit chez les adversaires en présence. C'est le récit des dispositions prises par Brunet après le combat désastreux de l'*Assiette* (fin juillet 1747), pour l'évacuation des blessés d'Oulx à Briançon qu'il faut lire pour se faire une idée juste des aptitudes vraiment remarquables de cet homme, de sa merveilleuse activité, de sa clairvoyance et de son sang-froid dans les circonstances les plus émouvantes. Il termine ainsi le récit de l'évacuation opérée dans des conditions favorables inespérées, l'ennemi paraissant avoir eu peur, à ce moment, de sa victoire.

« Le 22 juillet, dit Brunet, je me rendis d'Oulx à Briançon, passant par la *coche* ; j'avais besoin d'un peu de repos, ayant resté plus de trois fois vingt-quatre heures sans dormir et dans un mouvement continu. »

On saisit, dans cette dure manière de gouverner son corps, le fond de solidité originaire du paysan de Cervièrès.

Malgré les services rendus, et ils sont incontestables, Brunet qui avait été officiellement nommé le 12 juin 1747, *commissaire des guerres*, pour les services rendus antérieu-

rement, fut révoqué de ses fonctions le 27 mars 1749 par une lettre signée du roi (collection Eugène Chaper.)

Les causes de cette disgrâce nous sont inconnues, mais elles furent, sans aucun doute, avouables et de nature à n'entacher en rien la réputation de Brunet, au point de vue de la probité. Nous en avons en quelque sorte la preuve dans le fait d'une mission de haute confiance qui lui fut donnée contemporanément à sa disgrâce, par ses compatriotes Briançonnais, qui le désignèrent ainsi que Jean Bonnot, subdélégué, pour opérer entre les communautés la répartition des deniers et denrées dus à la prévôté et chapitre d'Oulx, ensuite de l'emphytéose perpétuelle des dîmes du Briançonnais. Quelque censure des opérations de la guerre signalant la faute ou l'incapacité d'un général, et sortie de la confiance intentionnelle de son auteur, fut peut-être l'origine d'une inimitié puissante et d'une mesure sévère et peut-être injuste.

Voici l'appréciation émise sur Brunet par M. Albert de Rochas dans les quelques lignes d'introduction du *Mémoire militaire de Brunet* :

« Il jouissait dans son pays d'une grande influence et était l'ami intime de M. de Bourcet ; comme lui, il connaissait parfaitement les Alpes et en avait étudié l'histoire. Pendant la guerre, il sut s'attirer l'estime et la confiance des généraux auprès desquels il servit ; en 1748, l'un d'eux, M. de Monteynard, aide maréchal des logis de l'armée, le choisit pour guide dans une reconnaissance des frontières de la Savoie, la première qui ait été faite avec quelque exactitude. »

Brunet, rendu aux pacifiques fonctions de receveur des tailles, songea dès lors, à *jouir de la vie* suivant l'expression vulgaire. Il avait acquis de la fortune. Il voulut avoir aussi honneurs et titres nobiliaires. Le fils des honnêtes maquignons de Cervières ne se contentait plus de l'honorable dénomination de *Combourgeois briançonnais*. Ce fut sur la terre de l'Argentière que se portèrent les vues ambitieuses de Jean Brunet.

La famille de Philibert de Perdeyer qui était en posses-

sion de la terre de l'Argentière avait, sans doute, vers la seconde moitié du XVIII^e siècle, éprouvé des embarras d'argent. Par acte de Revol, notaire à Grenoble, du 25 août 1747, Messire Laurent de Philibert de Perdeyer, seigneur, baron de l'Argentière, Ravel, Roussas et autres places, résidant à Die, emprunte à Joseph Dandré, résidant à Vif, une somme de 1500 livres qui fut employée à l'achat d'une compagnie dans le régiment de Monaco pour Noble Charles Daniel de Philibert de Perdeyer son fils. L'emprunteur hypothéqua tous ses biens pour la sûreté du prêteur. Le 30 janvier 1750, Brunet remboursa le sieur Dandré et fut subrogé à tous ses droits. Il devint ainsi le créancier de Laurent Philibert de Perdeyer ; c'était un acheminement à l'acquisition par Brunet de la terre de l'Argentière, acquisition qui eut lieu cette même année 1750.

Il fut, dès lors, à son grand contentement : M. Jean Brunet, seigneur de l'Argentière.

Hélas ! Instabilité des choses humaines et imprévoyance ! Cette acquisition, par les événements qui suivirent et les approches de la Révolution française, par les fautes d'administration de son fils aîné, héritier de la seigneurie, devint pour sa descendance, une cause de déperdition des principaux éléments de la fortune de la famille.

Jean Brunet est mort le 7 octobre 1755, à Briançon, laissant plusieurs enfants, de son mariage avec Marguerite Richard, du Puy-St-Pierre, trois fils, dont l'aîné seigneur de l'Argentière, un second, religieux franciscain, le troisième fixé à Bruxelles et plusieurs filles mariées, l'une à Jean Bonnot, subdélégué de l'intendance, la seconde au sieur Bouteille, médecin à Manosque, une troisième à Bonaventure de Pons, avocat du Roy, au baillage de Briançon.

BIBLIOGRAPHIE

(Ouvres publiées.)

Recueil des actes, pièces et procédures concernant l'emphytéose perpétuelle des dîmes du Briançonnais avec un

mémoire historique et critique pour servir de préface, par M. Jean Brunet, seigneur de l'Argentière. In-4°, 1754, 152 p.

Les Compagnies Alpines en 1747. In-8°, 16 p. (Publié S. D. par M. Albert de Rochas.)

Mémoire de la guerre sur les frontières du Dauphiné et de Savoie, de 1742 à 1747. 85 p. In-8°, Paris 1887, à la direction du *Spectateur militaire* (publié par M. Albert de Rochas.)

Le Briançonnais en 1754. Grenoble 1892, 39 p. In-8°, Grenoble. (Extrait des mémoires historiques. Mss. ci-dessous mentionnés, publié par Paul Guillemin.)

(Œuvre inédite.)

Mémoires historiques sur le Briançonnais. (Œuvre de longue haleine (le mss. est en ma possession). Il comprend : 1° Mémoires historiques proprement dits. 2° Dissertation historique et critique sur la généalogie des Dauphins de la première race.

CAIRE Antoine, dit CAIRE-MORAND.

Caire-Morand a occupé parmi ses contemporains Briançonnais aussi bien que dans le monde des orfèvres, bijoutiers, glypticiens de son temps, une place considérable. Ses aptitudes extraordinaires pour l'art qui fut son unique aspiration, son génie fécond et novateur, son indomptable énergie pour avoir raison des difficultés qui entravèrent sa carrière, son patriotisme briançonnais qui ne sépara jamais l'essor de ses brillantes facultés de la volonté de leur consécration aux intérêts de son pays natal, tous ces éléments de distinction d'une personnalité éminente n'ont pu assurer à Caire-Morand ni le succès industriel ni la célébrité qu'il méritait. Antoine Farnaud, L.-E. Faure, Barthélemy Chaix, ses contemporains, ont à peine mentionné son nom dans leurs livres sur le Briançonnais.

L'insuccès de Caire-Morand tint surtout à deux causes. Il choisit envers et contre tous les conseils éclairés, sa patrie, Briançon, comme siège de son industrie et le centre de ses travaux. Se mettre en dehors de la circulation des

idées et des choses de l'industrie, était une faute au double point de vue du progrès de l'art et des affaires ; en second lieu, l'agitation politique qui précéda les premiers événements de la Révolution française et les orages et déchirements sociaux qui suivirent, événements qui détournèrent les esprits des préoccupations littéraires et du penchant vers les œuvres d'art paralysèrent les efforts des artistes, dans toutes les branches de l'art. C'est sous l'effet de cette indifférence que Caire-Morand succomba.

Antoine Caire est né à Briançon, le 27 juin 1747. Son père Alexis-Barthélemy Caire y était maître orfèvre-bijoutier ; l'enfant trouva la révélation de sa vocation dans l'atelier paternel. Elle fut chez lui ardente, exclusive. Intelligence affinée dans une certaine mesure par une initiation dès l'enfance bientôt élargie par l'étude et l'entraînement vers les hautes sphères de l'art, telles furent les premières conditions du développement artistique de ce *Benvenuto Cellini*, non de sa petite patrie briançonnaise seulement, mais de son siècle. Il n'y a rien d'exagéré dans un parallèle entre l'artiste Florentin, *orefice e scultore massimo* et l'artiste Briançonnais, si l'on fait la part du temps, des lieux, des circonstances. Caire-Morand, malgré les dispositions géniales les plus remarquables, ne put avoir le bienfait de la grande fécondation intellectuelle que trouva dans son temps, dans sa patrie, dans le milieu ambiant, son célèbre antécédent.

Né à Florence dans les jours de l'épanouissement le plus magnifique de l'art depuis le siècle de Périclès, jours radieux où l'on eût oublié la faim et la soif devant la contemplation des œuvres de Phidias, de Myron, de Polyclète, de Scopas, Benvenuto Cellini eut tout à souhait pour le développement de son génie, coudoyant chaque jour les grands maîtres de la peinture, de la statuaire, du dessin, de l'architecture, s'inspirant de leur génie, fomentant le sien par la fréquentation de leurs œuvres, par la méditation de leurs vues sur l'art, par l'étude de leurs procédés, protégé, vanté, renté par les rois, les papes, les cardinaux et la grande féodalité italienne, il promena, dès ses premiers

travaux, le triomphe de ses succès dans sa patrie, la terre classique des arts, plus tard, à l'étranger. On peut en dire presque autant des grands orfèvres, Jean et Dominique de Milan.

L'émule de la fin du XVIII^e siècle, de ces grands artistes, qui eût pu les égaler peut-être, Caire-Morand, eut contre lui tous les obstacles, toutes les pierres d'achoppement d'une implacable malechance; condamné à l'existence en quelque sorte claustrale de sa résidence briançonnaise, sans agent de perfectionnement de son art autre que les conceptions d'un esprit d'intense vitalité et de grande largeur, ainsi que des souvenirs de voyages rapides en Italie, en Angleterre, en Espagne, il fut privé dans sa jeunesse du bienfait d'un milieu ambiant stimulant et agrandissant la pensée, lui assurant la direction et l'envergure, ainsi que de la vue quotidienne des œuvres des devanciers de génie. Qui peut dire jusqu'à quelle hauteur serait monté le lapidaire briançonnais favorisé par les circonstances ?

Il faudrait plus que l'espace restreint réservé à une simple esquisse biographique pour encadrer le récit de l'existence et de l'œuvre de Caire-Morand. Cette tâche a été assumée et bien remplie par l'érudit auteur des plus intéressantes monographies historiques sur le Briançonnais, mon digne compatriote et ami, M. le Dr Chabrand.

Il a mis en lumière et en relief les phases diverses de la vie agitée du lapidaire briançonnais, ses généreux combats contre d'interminables difficultés, les succès obtenus contre vents et marées et enfin la prédominance des causes d'adversité, forces majeures et inéluctables. M. l'abbé Guillaume, le savant archiviste des Hautes-Alpes, a consacré aussi quelques pages à Caire-Morand en introduction à une autobiographie de Morand qu'il a publiée.

A 14 ans, Caire-Morand fut placé par son père dans un grand atelier à Turin ; trois ans plus tard, il fit quelques voyages comme nous l'avons dit. A 24 ans, le 17 août 1771, il se présenta à Ferney, muni d'une lettre de recommandation de M. le duc de la Rochefoucauld, son dévoué protecteur, avec l'espérance de graver le portrait de Voltaire. Il fut

bien accueilli. Le portrait en relief, en émail, fut trouvé ressemblant et très beau. « Il n'y a point de prince, lui dit Voltaire, qui ne doive employer vos talents. »

Caire se rendit ensuite à Paris où il passa quelques années pour se rendre maître des procédés les plus délicats de son art, étude qu'il poursuivit à Birmingham, à Londres, à Barcelone. Il retourna à Briançon ; il rêvait d'y fonder un établissement où seraient utilisés pour la création d'œuvres d'art le cristal de roche de l'Oisans et du Briançonnais et les variolites de nos montagnes.

Pour créer une telle industrie, il fallait des capitaux et l'efficace appui des pouvoirs publics ; et dès cette époque (1777), commencèrent les tribulations. Les fonds n'affluèrent pas à l'appel du jeune lapidaire. On proclamait son immense talent, mais la confiance en l'industriel était mesurée à la jeunesse de Caire. En possession d'un modeste capital de 60.000 francs, muni d'une autorisation royale, il fonda à Sainte-Catherine-sous-Briançon sa fabrique de cristal de roche des Alpes. L'établissement fonctionna dès 1778 ; bientôt les objets d'art qui y furent fabriqués, lustres, candélabres, lampadaires et mille objets de fine ciselure, taillés à facettes se répandirent dans toute l'Europe, y fondèrent la réputation de Caire-Morand et sont aujourd'hui encore fort recherchés des amateurs.

On trouve dans l'*Inventaire sommaire* des archives des Hautes-Alpes, cette mention : « Arrêt du Conseil d'Etat qui autorise Caire-Morand à mettre sur la porte principale de son établissement une inscription portant ces mots : *Manufactory royale de bijouterie de cristal de roche* ; d'entretenir un suisse à la livrée, et l'exempte du logement des gens de guerre, 28 décembre 1784. »

Caire-Morand s'était concilié l'intérêt bienveillant de Pajot de Marcheval, *intendant du Dauphiné*, homme de bien et de haute intelligence qui dégagea le plus possible les errements de l'administration des liens de la routine. Il s'acquitta aussi l'appui du ministre de Vergennes. Il obtint par leur moyen une subvention annuelle de 3.000 fr. de l'Etat.

La plus grande difficulté qu'eut à surmonter Caire dans

l'établissement de sa fabrique fut le recrutement d'un personnel d'ouvriers expérimentés. Il parvint à grand peine à en former un certain nombre. Dès lors, la manufacture de cristaux prit de l'extension surtout de 1784 à 1787. Elle acquit une grande et flatteuse notoriété. Ses produits furent recherchés et admirés. Elle renfermait quatre sortes de professions : les lapidaires dans le grand genre, les lapidaires à facettes, les bijoutiers et les metteurs en œuvre. L'établissement fit face aux commandes les plus importantes et les plus variées.

Vinrent les approches, puis les jours orageux de la Révolution ; l'avenir de la manufacture fut dès lors sérieusement menacé. Malgré l'appui du Lycée des arts de Paris, malgré les témoignages de l'Académie des sciences de Turin, les rapports les plus élogieux des inspecteurs généraux, des intendants du commerce, la création de Caire périclita. Les incessantes réquisitions de l'administration de la guerre pour les armées du Rhin, d'Italie, d'Égypte, en le privant de ses ouvriers les plus habiles furent le coup de grâce pour la manufacture qui vit ses ateliers déserts.

Ainsi s'effondra à la fin du XVIII^e siècle cette industrie dans laquelle Caire-Morand avait mis toute l'activité de son intelligence, tout son cœur de patriote Briançonnais et les fonds de ses amis. Il succomba sous l'action de forces majeures inéluctables.

Caire-Morand se retira à Turin, où il passa les dernières années de sa vie. Il composa, à la prière de ses amis, un livre important : la *Science des pierres précieuses*. Cet écrit fut imprimé après sa mort par les soins de sa fille, M^{me} Delpozzo.

Le préfet Bonnaire dans son mémoire sur la statistique du département des Hautes-Alpes (an ix), consacre quelques lignes aux travaux de Caire-Morand :

« *Manufacture de cristaux de roche.*

« Il existait, à Briançon, une manufacture de cristaux de roche, qui, avant la Révolution, était dans la plus grande

activité, mais dont les lois sur la réquisition et la conscription, ont opéré la ruine totale.

« Rien n'était mieux entendu, ni plus digne d'encouragement, qu'un établissement où l'on employait, pour matière première, les cailloux des rochers environnants, qu'on échangeait ensuite, à force d'industrie, contre l'or des étrangers. Aussi vous ai-je adressé, citoyen Ministre, un mémoire en faveur du créateur de cet établissement, qui est prêt à réorganiser ses ateliers, pour peu que le gouvernement le seconde. Je le désire bien vivement, parce que cet exemple peut, aujourd'hui, produire les plus heureux effets, et que, d'une première impulsion, dépend peut-être la prospérité d'un pays jusqu'à présent si pauvre, si négligé, et qui n'a besoin que de savoir employer les matériaux que la nature a semés dans ses vallées, sur le sommet et dans les flancs de ses montagnes. »

Suivant une mention du journal *le Courrier des Alpes* (18 août 1892), Caire-Morand serait décédé à Ste-Catherine (sous Briançon), le 14 août 1812. C'est une erreur. Il est mort à Turin, vers 1825.

BIBLIOGRAPHIE

Mémoire historique de la manufacture de cristaux de roche, établie en 1778 à Briançon, sous les auspices du Gouvernement, par le C. Caire-Morand, membre de plusieurs académies, fondateur de cet établissement. 32 p. in-8° s. d., ni nom d'imprimeur. (La date donnée par M. l'abbé Paul Guillaume est le 19 germinal an x.)

Recherches sur l'astérie des anciens et remarques d'un caractère singulier que la taille a dévoilé dans un grenat, 1809, par Caire-Morand. Mémoire inséré dans le tome 16 de l'Académie des Sciences de Turin.

La Science des pierres précieuses appliquée aux arts, par feu Antoine Caire. Paris, 1833 (2^e édit.) in-8°, 423 p. et 16 planches.

A consulter :

Antoine Caire-Morand, fondateur de la manufacture de

crystal de roche de Briançon, par A. Chabrand. Grenoble, 1874.

Autobiographie de Cayre-Morand, publiée avec notes par M. Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes. Gap, 1883.

CAIRE Balthazard.

Le commandant Balthazard Caire, frère du précédent, ne fut point un homme ordinaire. Son nom a eu et a gardé dans le Briançonnais une grande notoriété. Il s'est montré dans sa vie publique, dans sa carrière militaire surtout, *concepteur* rapide, et *agisseur* à la suite sans temps d'arrêt. Il serait arrivé aux plus hauts grades sans des obstacles indépendants de sa volonté, les blessures par exemple, qui lui ont imposé, à plusieurs reprises, des cessations temporaires de service.

Je dois à l'extrême obligeance de mon jeune compatriote et ami, M. le commandant de cavalerie breveté Gaston Gendron, de précieux renseignements, pour les faits de guerre, sur Caire, recherchés et recueillis à l'intention de ces notes biographiques.

Balthazard Caire est né à Briançon, le 11 janvier 1754. Son père, Alexis-Barthélemy Caire, était orfèvre et avait en même temps une fonction publique, celle de *Salpêtrier*, dont il est difficile aujourd'hui de fixer l'importance. Sa nomination est du 6 juin 1779. Balthazard Caire embrassa la profession de son père, et avant d'être son associé, il fut son apprenti et son employé en sous-ordre.

J'ai entendu dire souvent que les cabaretiers seraient forcés de vendre leur vin avec perte, s'ils ne trompaient le fisc sur les quantités et les qualités de leurs liquides ; il en était de même jadis, paraît-il, en France pour la bijouterie, l'orfèvrerie et particulièrement l'horlogerie sur la frontière de l'Est, la Suisse romande fabriquant à bas prix et écoulant ses produits par des contrebandiers itinérants, fort habiles. Pour que les horlogers et orfèvres de la Franche-Comté, du Lyonnais, du Dauphiné, de la Provence pussent trouver un gain quelconque dans ce commerce, il fallait qu'il fut alimenté par cette même marchandise étrangère obtenue à bien moindre frais. Il fallait, en d'autres termes, en venir

à l'exercice, par son action personnelle ou par celle d'affidés, de la contrebande. Le jeune Caire, par dévouement à sa famille, par l'amour des aventures qui trouve en ce métier ample satisfaction, par nécessité peut-être, se fit contrebandier. Mais quel contrebandier hors ligne ! Quel artiste incomparable dans les tours joués aux brigades de la douane, dans les ruses, dans les stratagèmes, toujours variés, toujours inattendus dans le camp ennemi !! Caire eût pu écrire sur l'art de la contrebande, un traité aussi savant que ceux de Frontin et de Végèce sur l'art et les stratagèmes de guerre, plus intéressant peut-être que ceux de ces vieux auteurs. Clémence Lalire (lisez : Alexandre Crépu ou Louise Gagnière) a raconté dans les feuilletons du journal le *Patriote des Alpes*, de 1842 à 1844, les hauts faits de contrebande de Balthazard Caire. Ces récits, vrais au fond, quoique ornements peut-être, quant à la forme, sont fort intéressants et il est à regretter que le *Plutarque* de ce grand homme de la contrebande n'ait pas fait un livre de ces récits hâchés par les coupures habituelles du journalisme dans le feuilleton.

Mais si l'odyssée du contrebandier présentait des côtés attachants par le déploiement des infinies ressources d'un esprit fin et délié, il n'était pas sans dangers ; l'ancienne législation était, à l'encontre des délits de contrebande, dure à l'excès, cruelle même, offensante dès lors pour la conscience publique dans un temps de modération et de douceur relative des mœurs. Les pouvoirs publics avaient voulu la refréner à tout prix. Des tribunaux d'exception furent établis et notamment à Valence, pour appliquer une législation rigoureuse jusqu'à la barbarie.

« Le plus récent et le plus redouté de nos tribunaux, dit Delacroix dans sa statistique de la Drôme », fut cette fameuse *Commission extraordinaire du Conseil*, établie en 1733. Elle était chargée de connaître de tous les délits de contrebande ; elle avait pour ressort toutes les provinces méridionales, et Valence ne fut que trop souvent le théâtre des exécutions sanglantes qu'elle ordonna pour de simples infractions aux règlements sur le sel et la gabelle. Elle fut

supprimée par arrêt du Conseil du 30 septembre 1789. C'est elle qui nous a laissé ces prisons neuves qui servent maintenant de maison d'arrêt et de justice. C'est en vertu d'un arrêt de cette commission, en date du 24 mai 1755, que Mandrin mourut sur un échafaud, à Valence. »

Il a été dit que, vers 1786 ou 1787, Caire avait été condamné aux galères par ce tribunal inexorable. C'est du moins ce qui résulte d'une note à moi remise dans le temps, par M. Eugène Chaper et qui semble être un fragment de lettre missive.

Elle est conçue en ces termes :

« L'orfèvre de Briançon est en fuite et condamné aux galères. Le sieur Sibaud ne peut-il profiter de cet événement pour se faire recevoir (Salpêtrier sans doute, ou capitaine de la milice mobile, postes occupés par Balthazard Caire) sur un nouveau mémoire, auquel M. le Subdélégué ne serait pas contraire ? »

Quelles furent les suites de cette condamnation dont la date semble devoir être fixée en 1787 ? Elles n'eurent sans doute rien de funeste pour Caire. Le tribunal exceptionnel de Valence tomba sous la réprobation publique et ses décisions, aux approches de la Révolution, furent sans doute de fait, inexécutées.

La carrière militaire de Caire révèle un soldat vaillant, un officier très intelligent, prompt à envisager les difficultés, toujours prêt à les attaquer de front avec audace ou à les tourner avec habileté.

En 1775, à 21 ans, il était capitaine de la milice mobile de Briançon, emploi qui se conciliait du reste avec les habitudes, les errements et les occupations de la vie civile. Il conserva ce grade jusqu'au 8 novembre 1789. A cette époque, il devint adjudant-major de la garde nationale de Briançon, fonctions qu'il exerça jusqu'au 1^{er} juin 1791.

Nommé lieutenant des guides de l'armée des Alpes, le 22 septembre 1792, il était capitaine le 25 avril suivant et chef de bataillon le 16 mai 1794, toujours dans le même corps. Dans ce service où les guides presque tous Hauts-Alpins, déployèrent une vigueur à toute épreuve dans les

ascensions et accomplirent toutes les prouesses dont nous rendent témoins, à ce jour, les chasseurs Alpins, Caire, l'ancien contrebandier, connaissant admirablement tous les cols, tous les sentiers, les distances, les gens, le langage, les ressources du pays, fut un chef d'avant-garde hors ligne, un éclaireur sans égal. Il accomplit, le 4 prairial an II, une reconnaissance dangereuse dans la vallée de Luzerne et fut blessé à la tête, d'un éclat d'obus.

A l'enlèvement du pont de Salbertrand où il montra son intrépidité ordinaire, il fut blessé à la cuisse gauche.

Dans deux autres affaires, la conduite de Caire fut brillante. Il s'empara du fort de Mirabouc, le 9 mai, qu'il assaillit avec son bataillon composé de Briançonnais, avec tant d'impétuosité que la garnison commandée par le major Mesmer, n'opposa qu'une faible résistance et prit la fuite. Caire fut encore signalé pour sa belle conduite, devant la redoute de Malperthuis.

Bonaparte voulut emmener Caire en Egypte ; mais celui-ci fit la sourde oreille aux propositions qui lui furent faites, et alléguait sans doute les atteintes portées à sa santé par les blessures graves reçues ; peut-être estimait-il aussi que ses services avaient été mis en oubli. Bref, il ne partit pas. Un de ses homonymes, sorti des guides comme lui, Ambroise Caire, suivit Bonaparte en Egypte ; il y trouva des grades et des honneurs.

Bonaparte était doué, comme on sait, d'une mémoire marmoréenne. Il était, ses plus fervents admirateurs n'ont pu en disconvenir, haineux et rancunier. Tout avancement, malgré ses brillants états de services, fut refusé à Balthazard Caire. Il fut relégué dans le commandement des places, à Arles, à Péronne, à Graves, à Heusdem (Hollande). Il fut, dans ces divers postes, un commandant de place énergique, vivant dans les meilleurs termes avec ses camarades de l'armée et les fonctionnaires civils. Pendant son commandement d'Arles, il réprima vigoureusement et fit cesser le brigandage dans les environs d'Aix.

Si Bonaparte demeura jusqu'au bout malveillant envers cet officier supérieur signalé par tous les généraux, ses

chefs directs, pour son intelligence, pour l'accomplissement strict de ses devoirs, pour son intrépidité, Balthazard Caire gardait de son côté à l'empereur, en son cœur de montagnard, une haine inextinguible. Il salua avec joie l'avènement des Bourbons. Il fut nommé le 12 octobre 1814, au commandement du fort Barraux.

Ici s'emplace l'un des faits les plus remarquables de la carrière militaire de Caire. Au retour de l'île d'Elbe, il refusa de servir le gouvernement impérial et dut céder le commandement du fort Barraux à un nouveau titulaire. Mais après la bataille de Waterloo et à l'annonce de la marche des alliés vers le sud-est, il rentra presque de force dans le fort, y proclama de nouveau Louis XVIII, et du consentement de la garnison reprit le commandement du fort. Il prit la patriotique résolution de le défendre contre les alliés, afin de conserver à la France le matériel en artillerie, armes et munitions qu'il renfermait. Cette résolution, il l'accomplit avec son intelligence et sa bravoure accoutumées.

Il présenta au Roi, le 15 août, au nom de sa garnison, l'adresse suivante : « Sire, la garnison du fort Barraux, « cernée depuis six semaines par des troupes étrangères, « privée de toute communication avec les autorités militaires supérieures, et comprimée d'ailleurs, par la présence « d'un chef, dont l'aveugle obstination la tenait dans une « ignorance absolue, n'a pu jusqu'à présent faire parvenir « sa soumission à son souverain légitime : Aujourd'hui, « éclairée par l'arrivée de nouveaux chefs sur ses devoirs « et sur les vrais intérêts de la patrie, elle s'empresse, Sire, « de se mettre à la discrétion de V. M., en s'engageant à « n'obéir qu'à ses ordres, et à défendre de tous ses moyens, « la place dont la garde lui est confiée. » (Biographie des hommes vivants, v^o Caire.)

Le 16 juin 1816, Caire fut nommé commandant supérieur à Sisteron et le 6 octobre de la même année, mis à la retraite après 35 ans de service dont 22 dans le grade de chef de bataillon, 12 campagnes, 3 blessures. Le 6 septembre précédent, le général Marchand, écrivait ce témoi-

gnage : « Je pense qu'il est impossible d'avoir un meilleur commandant de place que M. le chef de bataillon Caire. » Le 11 du même mois de septembre, Caire reçut le grade *honoraire* de lieutenant-colonel sous le nom de Caire de Faugère.

Ainsi l'ancien contrebandier, le condamné de Valence, un fils du Briançonnais, ce pays d'une séculaire égalité, eut la singulière faiblesse de se faire affubler d'une qualification nobiliaire. Ce ridicule n'efface nullement le mérite de Caire et ne doit pas faire oublier les services rendus.

Peut-être subit-il, en cette circonstance, l'influence et les désirs de sa femme. Il s'était marié le 24 avril 1797, à Gratz (en Styrie), avec Thérèse-Josèphe de Sizak, fille de Emerik de Sizak, général, auditeur de l'Empire.

Caire est décédé à Grenoble, le 1^{er} mai 1843, à l'âge de 89 ans.

CAIRE Jean-Ambroise.

Jean-Ambroise Caire est né à Briançon, le 16 janvier 1770. Il entra dans l'une des compagnies des guides à pied des Alpes. Il fit toutes les campagnes d'Italie. Il se distingua dans la campagne d'Egypte et ensuite dans les chasseurs de la garde impériale. Promu au grade de lieutenant-colonel, il fut nommé commandant du Prytanée de la Flèche. Il occupait ce poste important dès 1807. Mis à la retraite, il est resté à la Flèche, où il est mort en 1822.

(Voir Victoires et conquêtes, t. 25, p. 76 des tables du temple de la gloire.)

CARLHIAN Simon (l'abbé).

Simon Carlhian est né le 28 septembre 1758, à Fontchristiane, commune de Briançon. Entré dans les Ordres, il devint professeur de belles lettres au collège de Grenoble, jusqu'en 1792. A cette époque il fut précepteur dans une famille.

A la création de l'Ecole Centrale de Gap, qui fut inaugurée le 21 décembre 1796, l'abbé Simon Carlhian y devint professeur de langues anciennes et occupa ce poste jusqu'à la

suppression des écoles centrales (loi du 11 floréal an x). Il fut ensuite nommé curé de la paroisse de Chorges, le 17 frimaire, an xi.

L'abbé Carlhian était de ces hommes qui caressent volontiers le pouvoir et qui en espèrent toujours leur élévation; étant donnée l'exiguité relative de ses ressources, on ne peut expliquer que de cette manière l'importance de sa souscription pour l'obélisque du Mont-Genèvre, qui fut de 1.200 fr. Aucune souscription particulière n'approcha de ce chiffre. Cet acte de civisme comme on dénommait alors l'admiration publiquement exprimée pour Bonaparte, n'apporta aucun changement dans la situation du curé de Chorges. Ce fut, suivant l'expression vulgaire, un coup d'épée dans l'eau.

Peut-être eut-il de la rancune de cette indifférence, car à la Restauration, il adressa au comte d'Artois, une profession de foi, dans laquelle (acte de basse flagornerie), les Bourbons étaient élevés jusqu'aux nues. Cette servente soumission à l'ordre de choses nouveau, passa sans doute inaperçue, car l'abbé Carlhian resta curé de Chorges. Il n'obtint pas sous le gouvernement de la Restauration non plus que sous celui de Juillet, l'évêché des Hautes-Alpes, objet de son ardente ambition. Il fit, paraît-il, comme solliciteur, un voyage à Paris, accompagné de M. Souchon, maire de Chorges. L'insuccès de ces démarches, le jeta dans une noire mélancolie. Il se retira à N.-D. du Laus, sans résigner sa cure. C'est là qu'il est mort le 31 décembre 1837.

BIBLIOGRAPHIE

Le Pasteur des Alpes, réflexion sur l'enseignement religieux et sur l'excellence de la foi, suivies du portrait du bon pasteur, par M. Carlhian, curé à Chorges, *diocèse de Digne*. Gap, imprimerie J.-B. Genoux, in-8°, 1808, 72 p.

Discours dédié à Son Altesse Royale, Monsieur, frère du roi, par M. Carlhian, curé à Chorges, in-4° 7 p. Grenoble, Baratier, imprimeur.

Discours prononcé à la fête de l'Assomption. Gap, 15 août 1808, in-12.

CASTAIGNE Charles-Gustave (général).

Le général Castaigne est né à Briançon, le 28 mai 1826; il n'appartient pas à une famille briançonnaise. Son père, Jean-Emmanuel Castaigne, capitaine au 42^e régiment de ligne, était au jour de la naissance de son fils, en garnison à Briançon.

Le jeune Castaigne, élève de l'Ecole militaire, fut promu en octobre 1846 au grade de sous-lieutenant. Son avancement dans la carrière militaire a été dû à des services distingués (campagnes de Rome, en 1849; en Afrique, 1850 et 1854; en Orient, 1855; en Afrique, 1865 et 1868; guerre d'Allemagne, 1870-71.) Il fut promu au grade de général le 5 mai 1885, et nommé plus tard commandeur de la Légion d'honneur. Il a été admis à la retraite, le 26 mai 1888.

Le général Castaigne a fixé sa résidence à Chatellerault (Vienne.)

CHABAS Vincent.

Vincent Chabas, fils de Joseph et de Marie Combe, est né à Reguignié, le 22 octobre 1777. Il entra au service militaire dès l'âge de 19 ans. Il fut remarqué par ses chefs pour son intelligence et sa bravoure. Au siège de Sarragosse où il se distingua, il fut gravement blessé. Capitaine au 64^e de ligne, il fut cité à l'ordre du jour dans une sortie contre les Anglais pendant le blocus de Bayonne. Il eut le bras droit fracassé et dut subir l'amputation de ce membre.

Rentré dans ses foyers et pensionné, il se maria avec M^{lle} Marie Ferrus et s'établit à Reguignié dans la maison paternelle. Il fut bientôt à la tête d'une jeune famille et dut songer à augmenter ses ressources matérielles. Il quitta Briançon et alla se fixer à Châlon-sur-Saône, où il avait obtenu le poste d'agent général d'assurances. Le vaillant soldat mutilé apprit à écrire de la main gauche et devint un directeur habile, un comptable émérite dans son administration.

Chabas *le manchot*, c'est ainsi qu'on l'appelait depuis la perte de son bras, eut droit, pour sa probité, sa bonté,

son dévouement à ses amis, pour son patriotisme, à la plus haute estime. Elle lui fut acquise dans le Briançonnais, ainsi que dans la ville de sa dernière résidence où il mourut en 1849.

Il avait donné tous ses soins à l'éducation de ses enfants. L'aîné de ses fils, François, est le célèbre égyptologue ayant conquis une des premières places dans le monde savant ; le second, Frédéric, brillant élève de l'Ecole Polytechnique, est devenu inspecteur général des Ponts-et-chaussées.

CHABAS François.

François Chabas, né le 2 janvier 1817, à Reyguigné (hameau de Briançon), était fils de Vincent Chabas, le valeureux *manchot*, et de Marie Ferrus. Il passa les premières années de son enfance à Reguignié. Les souvenirs de cette période de sa vie étaient restés en sa mémoire très vivants et pleins de fraîcheur. Il m'a dit souvent que l'image du clair ruisseau qui passait devant la maison paternelle hantait souvent sa pensée.

« Je me rappelle fort bien, m'écrivait-il le 24 avril 1870, la maison de M. Albert située en face de la nôtre de Reguignié. J'ai quitté le pays natal à 6 ans, mais j'étais déjà si vivement impressionné par la grandeur de nos montagnes, que seul, sans le moindre indicateur, j'ai pu me rendre de Briançon à Fortville et retrouver le toit paternel, les petits domaines de la Combe, de Reboul et du bord de la Durance après une absence de 25 ans. »

Vincent Chabas, n'ayant pour toute fortune que sa pension de retraite de capitaine, dut songer, en face de l'augmentation de sa jeune famille, à se créer d'autres ressources. Il rechercha, comme nous l'avons dit, une occupation quelque peu lucrative et la trouva dans un poste d'agent général d'assurances à Châlon-sur-Saône.

Là se continua l'éducation des enfants. Il y avait trois garçons et une fille; leur père se préoccupa de bonne heure de leur avenir. Ses fils révélaient des aptitudes remarquables et de rares énergies d'esprit et de volonté. Dans leurs

premières études, leurs progrès allaient au delà des espérances de leurs parents et néanmoins malgré la presque certitude de leurs futurs succès dans les sciences et dans les lettres, Vincent Chabas, esprit positif et judicieux, adorant ses enfant, voulut leur assurer, dans les limites du possible, toutes les chances favorables dans les carrières qu'ils devaient parcourir, carrières qui n'eussent point été celles de leur libre choix, mais qui furent celles fixées par la prudence et la sagesse paternelles.

Le beau-frère du capitaine Chabas, François Ferrus, briançonnais comme lui, avait fondé à Nantes une importante maison de commerce. Chabas y fit admettre successivement deux de ses fils, François, l'ainé, et le plus jeune, Oscar. Le puiné, Frédéric, se préparait avec toutes chances de succès aux examens de l'Ecole polytechnique.

François Chabas devint donc commerçant dans une ville de grand commerce. Ce fut sans doute un crève-cœur pour lui d'abandonner ou d'ajourner des études qui lui étaient chères malgré le caractère général et presque primaire de ses travaux d'alors. Déjà s'était manifestée une des facultés de sa riche organisation. C'était une aptitude merveilleuse à s'approprier rapidement et sûrement les langues étrangères. Il était, en quelque sorte, né polyglotte. L'extrême modestie de Chabas le rendait très sobre de détails sur ses études, mais je tiens de son entourage plus disposé aux communications familières, de M^{me} et M^{lles} Chabas, mes aimables parentes, qu'à 19 ans, François Chabas, outre l'anglais, l'italien, l'espagnol, le portugais, langues qui trouvaient leur emploi dans les relations commerciales de la maison Ferrus, possédait déjà des notions d'hébreu qui furent étendues et complétées plus tard. Il savait le latin et le grec. Plus tard encore, et pour les besoins de ses communications avec les égyptologues d'Outre-Rhin, il apprit l'allemand. La langue *Copte* lui coûta une longue et pénible application; mais il fut l'érudit moderne le plus complètement en possession de cette langue morte ou qui n'avait plus cours que dans certains offices religieux. Ce lui fut un auxiliaire puissant dans ses travaux. C'était donc, muni d'instru-

ments admirables pour les travaux intellectuels, que le jeune commerçant devait un jour, une fois sa fortune faite, entrer dans l'arène largement ouverte de la science moderne. L'histoire et l'archéologie y représentaient ses préférences.

Le célèbre auteur des *Templiers* et du *Lexique roman* avait à un moment donné, ajourné la gloire pour s'assurer, par un travail industriel, l'aisance et par suite l'indépendance. Un de ses amis lui reprochait cet abandon du labeur littéraire. « Je suis un philosophe, répondit Raynouard, et je n'ai besoin que de la *besace et du manteau*. Encore faut-il que la *besace* soit pleine et que le *manteau* soit propre. » (Mignet, notices historiques).

Telles durent être les réflexions de François Chabas à Nantes. Il sut, lui aussi, résister avec courage au penchant qui l'entraînait avec force vers des études de son libre choix. Dans le temps qu'il y passa, il acquit une fortune qui lui assurait l'aisance. Son ambition à cet égard, n'allait pas plus loin. Assoiffé de culture intellectuelle, il se retira à Châlon-sur-Saône, la ville qu'il aimait, où avait vécu sa famille, la ville qu'il devait remplir un jour de sa renommée. En dehors de son labeur scientifique, il devait un jour consacrer à cette patrie adoptive, à ses intérêts moraux et matériels l'action d'un esprit prévoyant et l'expérience d'un commerçant éclairé. Chabas se maria et vécut là d'une heureuse existence de famille jusqu'au jour où la mort lui ravit à quelques années d'intervalle deux filles charmantes. Le chagrin dès lors altéra sa santé.

Quelques articles de la *Revue Archéologique* étant tombés sous ses yeux, l'attention de Chabas fut surtout excitée par des articles sur l'égyptologie de MM. de Rougé et Prisse d'Avenne. Tout autre que cet esprit ferme, altier et opiniâtre eût hésité devant les difficultés dont l'étude des hiéroglyphes est hérissée. Mais ces difficultés elles-mêmes furent sans doute un motif déterminant pour Chabas dans le choix de la branche des connaissances humaines dans laquelle il tenterait de spécialiser ses études.

Il y avait là un champ immense de découvertes. Cham-

pollion avait ouvert la voie et déblayé le terrain des premiers affleurements. A ses successeurs à traduire les textes déjà découverts, mais non expliqués ainsi que ceux que les fouilles incessantes des explorateurs arracheraient au sol de la vieille Egypte. Chabas se jeta à corps perdu dans ce labeur.

L'égyptologie est une science fermée. La clef est dans les mains de quelques rares adeptes. Chabas le disait lui-même : « Je travaille énormément, souvent jusqu'à la fatigue. J'imprime beaucoup de choses en France et à l'étranger, mais je ne sors guère des discussions techniques ; aussi mes livres ne sont accessibles qu'aux initiés à l'égyptologie pour qui je les écris spécialement. » (Lettre d'avril 1870.)

A l'un de ces rares adeptes de la science des hyéroglyphes appartiendrait le droit de dire, avec compétence, les travaux et les découvertes de Chabas. Toute appréciation personnelle de ses œuvres m'est donc, *de plano*, interdite. Mais il ne peut être défendu de faire entrevoir par le témoignage des plus réputés égyptologues de ce temps, la glorieuse carrière de Chabas. Je dis *glorieuse* et pourtant je hais les superlatifs. Mais ce qualificatif émane de savants de premier ordre, des D^r Lepsius (de Berlin), des Brugsch, des Naville, des Birch, etc. ; par eux il fut proclamé, à la fin de sa carrière, *le grand Egyptologue, primus inter pares*.

A ces témoignages, il faut ajouter ceux de M. Eugène Revillout, conservateur du musée Egyptien du Louvre, de M. Emile Guimet, le fondateur du splendide musée oriental qui porte son nom, de M. A. Chevrier, etc.

« A des hommages privés, je préfère, dit le Baron Tector de Ravisi, dans son excellente *Notice nécrologique sur François Chabas* (1882), quelle que soit leur haute valeur, rappeler, ici, *entre autres*, ceux des hommages collectifs et publics qui lui ont été rendus par les Congrès internationaux et nationaux des Orientalistes (1873 et 1874, 1876 et 1878), auxquels le mauvais état de sa santé l'avait empêché d'assister.

« M. Félix Robiou, dans le savant rapport sur *Les Progrès de l'Égyptologie depuis 1867*, qu'il a présenté au Congrès international de Paris, cite constamment, comme faisant autorité, les nombreux et importants travaux de François Chabas, à côté de ceux des égyptologues français et étrangers qui ont traité des sujets analogues ou les mêmes sujets que lui.

« Outre la valeur personnelle de M. Félix Robiou, ce rapport technique emprunte une importance précieuse dans l'approbation de M. Maspero et dans les suffrages unanimes du Congrès. M. Félix Robiou, en effet, avec la modestie qu'on lui connaît, a tenu à mentionner que « pour réunir les éléments bibliographiques de son travail, il avait mis à profit l'obligeance de M. Maspero, son ancien collègue à l'Ecole des hautes études et aujourd'hui successeur de M. de Rougé au collège de France. » L'Assemblée, de son côté, a exprimé chaleureusement ses unanimes regrets que le savant orientaliste de Chalon-sur-Saône n'eût pu apporter lui-même au Congrès de Paris le poids de sa parole autorisée.

« Notre pays, est-il dit au procès-verbal de la séance, « s'enorgueillit à bon droit d'un égyptologue, qui, du fond « de sa province, a conquis, par ses éminentes aptitudes « philologiques, par cette divination qui est indispensable à « ceux qui cherchent à restituer des langues et des litté- « ratures perdues, une place hors ligne parmi les premiers « archéologues de notre époque. (Applaudissements.) »

« Autre hommage international rendu à François Chabas par ses pairs :

« La nécessité d'une édition complète du *Livre des Morts* était un des *desiderata* des savants qui s'occupent de l'ancienne Egypte ; c'est, en effet, le livre le plus considérable de la littérature sacrée. Le Congrès international des Orientalistes (Londres) s'en est occupé. Un comité international a été nommé, chargé de poursuivre l'œuvre de la publication d'une grande édition de ce livre : BIRCH, pour l'Angleterre ; CHABAS, pour la France ; LEPSIUS, pour l'Allemagne, et NAVILLE, pour la Suisse.

« MM. Birch, Lepsius, Ebers, Brugsch, Lieblein, etc., etc., exprimèrent hautement leurs regrets de ne pas saluer le *grand maître français*, que l'état de sa santé avait empêché de se réunir à eux.

« Les hommages rendus à François Chabas par les Congrès provinciaux des Orientalistes français, au *grand égyptologue provincial*, n'ont pas été moins solennels que ceux des Congrès internationaux.

« Il a été, si je puis parler ainsi, *l'âme de notre Congrès de Saint-Etienne*. Sans l'assurance formelle qu'il m'avait donnée de sa collaboration effective, je n'eusse certainement pas fait figurer les études égyptologiques au programme. Mais il me restera toujours, comme à vous, Messieurs et chers Collègues, le profond et légitime regret pour l'honneur de notre Congrès, que *le maître des maîtres* n'eût voulu consentir qu'à en être l'assesseur et non le président, « afin de conserver plus de liberté pour parler et pour enseigner. »

« Aux Congrès de Marseille et de Lyon, M. Edouard Naville, le savant égyptologue suisse, s'est rendu l'interprète « des amis nombreux et dévoués du doyen des égyptologues de France, du savant illustre qui est certainement l'un de nos maîtres à tous, en exprimant les regrets de l'assemblée de ne pas voir François Chabas occuper le fauteuil de la présidence, retenu qu'il était par la maladie qui l'empêchait de se rendre au Congrès. » (1).

« M. Maspero, « le représentant le plus autorisé de l'égyptologie française (2) », ayant, par courtoisie, cédé la présidence à son jeune confrère étranger, c'est lui qui donna le signal des applaudissements unanimes qui éclatèrent dans l'assemblée, saisissant l'occasion de témoigner à nouveau, publiquement, ses sympathiques et grands sentiments personnels pour François Chabas. »

Les derniers et grands ouvrages de Chabas furent les

(1) (2) Congrès provincial des Orientalistes français, 3^e session, Lyon, 1878, p. 233 et suivantes,

Libations funéraires chez les anciens Egyptiens et les maximes du Scribe Ani. Ce dernier ouvrage jette un jour nouveau sur la philosophie égyptienne, quant à la morale. Cette traduction du papyrus Ani a été regardée comme étant de capitale importance. Elle révèle une ontologie d'un caractère spiritualiste et présente un ensemble de maximes morales très pures ; élément inconnu dans la science égyptologique jusqu'à la publication de l'œuvre de Chabas.

Ce livre a été mis à la portée de tous par un style net, correct et très limpide.

Un autre ouvrage de Chabas est accessible à tout lecteur susceptible d'une attention soutenue, c'est celui qui porte le titre : *Etudes sur l'antiquité historique d'après les sources égyptiennes et les monuments réputés préhistoriques*, août 1872.

Il y a très peu, dans ce livre, d'intercalations dans le texte français de signes figuratifs et idéographiques non plus que de caractères démotiques. C'est un beau livre de haute science, mais qu'un esprit vulgarisateur très habile a rendu intelligible pour tous.

La lecture de ce livre est aussi attachante qu'instructive et elle est le complément supérieur et final de toute étude historique sur l'Egypte et ses confins. La première édition de ce livre a été enlevée en six semaines.

M. Textor de Ravisi a signalé aussi les travaux de Chabas en dehors de l'Egyptologie.

Il le fait en ces termes :

« François Chabas a produit beaucoup de travaux qui, en dehors de l'Egyptologie, lui ont acquis une haute et solide considération. Ses nombreux articles dans la *presse chalonnaise*, et ses nombreux mémoires et rapports d'économie politique et commerciale comme Président de la *Chambre de Commerce* ont particulièrement attiré l'attention par leur logique et leur clarté, la connaissance spéciale des sujets discutés (questions de traités, d'impôts, de tarifs, etc.), difficiles sujets et d'études sérieuses, qui touchent aux bases des intérêts matériels de notre pays, et à

ceux des rapports internationaux des peuples. Mais outre son rôle habituel, la Chambre de commerce de Chalon-sur-Saône et Louhans est intervenue dans des questions d'es-compte, d'intérêts, de pluralité de banques, d'instruction publique, etc. Elle a fait différents mémoires sur des chemins de fer d'intérêts locaux, sur l'Isthme de Suez, qu'elle a vigoureusement soutenu, et, aussi, sur le Canal Saint-Louis. La navigation intérieure de nos rivières et canaux a attiré souvent son attention, et c'est à elle que l'on doit des dimensions moins mesquines pour les écluses de la canalisation de la Saône.

« C'est à la plume de son savant Président que la Chambre de Chalon-sur-Saône et Louhans est redevable de la plupart de ces procès-verbaux, rapports et mémoires, car François Chabas a toujours été excessivement jaloux de ses prérogatives présidentielles, à l'endroit des devoirs de travail et d'étude qu'elles lui imposaient. »

1870 a été particulièrement pour Chabas l'année terrible. A quelles tortures morales n'a-t-il pas été livré !! Aimant avec passion sa patrie qu'il voyait ensanglantée, qu'il prévoyait devoir être mutilée, adorant sa famille pour laquelle il redoutait les excès des armées envahissantes, il fut en proie à des douleurs sans nom. Il avait deux filles jeunes et belles. Sa tendresse paternelle lui représentait, avec excès peut-être, les périls de leur présence à Chalon, à deux pas de l'ennemi qui était signalé à Nuits et à Beaune. Chabas fit partir ses filles pour Aix-les-Bains. Elles vinrent à Grenoble où nous arrêtâmes, en cas de nouveaux progrès de l'ennemi, leur départ pour Briançon, au besoin pour Oulx où leur était assurée la douce hospitalité de mes nièces, M^{mes} Cornélie Bermond et Léodie Molina. La marche de l'armée allemande était arrêtée. Chabas put ramener ses filles auprès de lui. Il m'écrivait : « Mes filles ont complété de vive voix ce qu'elles avaient ébauché par écrit. Elles ont ainsi donné un nouvel aliment à la ferveur de mes sympathies pour mes vieilles montagnes. Si j'osais penser à un avenir calme et libre, je songerais à une longue visite de mon cher pays, à laquelle vous seriez, autant que pos-

sible, associé. Hélas ! que serons-nous l'année prochaine ? »

Que d'amertume dans les lettres de Chabas, que de mépris pour cette génération de *jouisseurs* à partir du jouisseur couronné dont l'imprévoyance et l'incapacité avaient déversé tant de calamités sur ce noble pays entraîné, au 10 décembre 1848, par une légende menteuse, vers un choix malheureux !! Il m'écrivait le 30 décembre 1870 :

« Vous avez lu ma polémique. Elle vous fait juger de ce qu'était la France au point de vue de la science. On a tout fait pour m'étouffer et on y serait parvenu sans l'assistance que j'ai rencontrée à l'étranger. Quelle que soit ma haine contre le souverain de la Prusse, responsable de tant de meurtres et de rapines, je dois reconnaître qu'au lieu de s'énervier avec des Marguerite Bellanger, il se plaisait à converser avec les savants de son pays admis à ses soirées intimes et dotait largement les entreprises scientifiques. Ce que les officiels (France) avaient fait de l'armée, de la magistrature, de l'administration, etc., ils l'ont fait aussi de la science et seul j'ai osé élever une voix libre et forte. J'ai reçu mille adhésions, même de certains académiciens ; mais la vieille charrette embourbée n'a pas fait un tour de roue. Aucun abus n'a cédé. J'aurai quelque jour, si Dieu me prête vie, de curieuses choses à vous conter à ce sujet. Vous lirez ma réponse à la critique, elle a été positivement écrasante, mais justement méritée par les procédés de Burgsch qui s'était fait l'exécuteur des hautes-œuvres de Messieurs du Louvre et qui en a subi les conséquences. Les quatre conjurés sont restés muets devant la publicité et trois d'entre eux, Burgsch le premier, m'ont donné pleine satisfaction. Je suis maintenant en bons rapports avec eux, mais prêt à reprendre l'offensive si cela devient nécessaire. »

Disons-le en passant, puisque ces dernières lignes de Chabas nous disent ses instincts de combattivité, il fut dans ses discussions avec les autres égyptologues, un polémiste de première force : ardent, habile, sûr de ses armes, allant aux conclusions avec une inexorable logique et aussi souvent avec une mordante ironie, aussi solide

dans les luttes de la science, aussi vaillant que l'avait été le rude soldat, son père, sur les champs de bataille. C'est ainsi qu'il eut à lutter et à vaincre contre Lenormant, de Rougé, de Mortillet, Brugsch et autres. « Je *cogne* sur un *Allemand* », m'écrivait-il un jour. Ce mot familier ne dit-il pas, dans son énergie pittoresque, la vigoureuse nature briançonnaise de Chabas ?

Dans les années qui suivirent, les efforts énergiques tentés pour reconstituer nos forces nationales et la sécurité de nos frontières ramenèrent un calme relatif dans les pensées de Chabas. Il songeait avec la ferveur d'une âme généreuse, avec les espérances d'un philosophe, à la disparition de la guerre, à des ères de paix et de travail intellectuel (âge d'or, dirons-nous avec l'histoire, que ne connurent jamais l'antiquité ni le temps présent ; rêve et chimère probablement encore dans l'avenir). Il écrivait en juillet 1876 (dans le *Progrès de Saône-et-Loire*) : « Les massacres épouvantables qu'on appelle batailles seront certainement, dans un avenir peu éloigné, considérés comme les aberrations d'une époque encore empreinte de sauvagerie et la politique qui met les nations aux prises paraîtra tout aussi barbare, tout aussi incompréhensible que les sanglants caprices des Tibère et des Néron, que les hécatombes humaines que la superstition de quelques peuplades africaines immole encore de nos jours devant de hideux fétiches. »

Dieu le veuille ! ces visions généreuses trouveront, hélas ! peu de croyants.

Les Orientalistes de Paris, ceux de l'étranger, dont Chabas n'était connu que par ses œuvres, travail colossal, se figuraient le savant de Chalon confiné comme tous les savants en us dans un étroit cabinet silencieux, retiré, menant la vie d'un sauvage ou d'un religieux condamné par son labeur à la captivité d'une cellule de bénédictin, un pieux reclus enfin :

Dans un fromage de Hollande
Retiré loin du tracas,
La solitude était profonde
S'étendant partout à la ronde.

Qu'ils étaient loin de compte ces braves gens et combien ils eussent reconnu qu'ils en étaient pour leurs frais d'imagination, en voyant ouverte à deux battants à tout venant la demeure hospitalière de Chabas à Chalon. *Fromage de Hollande*, soit, mais savoureux, gras et digne d'un prince assurément!

Mariette-Bey a été reçu chez Chabas, son confrère, en octobre 1873, avec une cordialité chaleureuse qui a dû lui laisser un long et doux souvenir.

Dans la maison, une femme aimable, des filles charmantes, l'élite de la société chalonnaise attirée par le bon accueil en cette attrayante habitation, les commerçants, les industriels les plus intelligents, les plus considérables de Chalon, d'Autun, de Louhans venant y prendre langue avec Chabas, président de la Chambre de Commerce, président du Tribunal de commerce, pour l'élaboration des questions à l'ordre du jour ou le jugement des affaires les plus délicates; telle était la cellule de Chabas.

J'allais oublier un personnage qui toujours était présenté aux nouveaux venus, avec quelque solennité, Blanc-Blanc, le chat favori de Chabas, son ami, le compagnon de ses travaux. Toujours accroupi sur la table même de son maître, dans la pose méditative d'un sphinx, immobile, silencieux, n'interrompant par aucun mouvement le travail de son maître, Blanc-Blanc semblait comme lui plongé en de profondes méditations; pensait-il à la xix^e dynastie ou rêvait-il aux chattes de Thèbes ou d'Abydos? Nul ne le sait. Mais cette attitude correcte, cette immobilité marmoréenne cessaient tout d'un coup quand sonnait la cloche du diner. Se levant en sursaut, Blanc-Blanc saluait cette heure fortunée d'un miaulement particulier, dardant sur son maître un regard significatif d'injonction. « Oui, Blanc-Blanc, je te comprends, je vais me lever et te suivre. » Mais la phrase commencée demandait un achèvement et de nouveau la pensée du savant l'enlisait dans son sujet; la cloche tintait de nouveau, et cette fois Blanc-Blanc mettait résolument la patte sur la plume; force était à l'écrivain de se lever et de

suivre Blanc-Blanc qui entrait triomphalement dans la salle à manger.

Bien des grands hommes ont eu de semblables faiblesses pour certains animaux. Watter Scott a placé ses chiens Fang, Bevis, Roswall, Elphin, Wasp, sans compter les Pepper, Yarrow et les Mustard, parmi les héros de ses romans et leur a assigné parfois une place d'honneur. Ils étaient, à ses yeux, un des grands charmes d'Abbortsfort.

Richelieu songeait à ses chats en même temps qu'à l'unité de la France.

« Vers cette époque, dit François Arago dans sa biographie de Newton, arriva un événement qui, s'il faut en croire certains historiens, eut une influence notable sur la carrière intellectuelle de l'immortel géomètre. Un soir Newton laissa par mégarde une bougie allumée sur son bureau de travail. Pendant son absence, un chien favori qu'il appelait Diamant renversa la bougie. De là un incendie qui consuma quantité de manuscrits et de notes. A son retour, il aperçut le désastre irréparable. Il se contenta de dire : Ah ! Diamant, Diamant, tu ne soupçonnes pas le mal que tu m'as fait. »

Chabas, à coup sûr, aurait eu en pareille occurrence la même indulgence pour Blanc-Blanc.

François Chabas était gai, spirituel, aimable, d'une ouverture d'esprit charmante. De belle figure, front et yeux superbes, bouche gracieuse et quelque peu sensuelle, doucement railleuse, il était, une fois les livres fermés, le plus délicieux causeur ; conteur quelque peu rabelaisien, sa conversation était d'un charme infini. Je conserve le souvenir d'une journée entière passée à Proveyzieu dans la plus entière intimité. Quel brio, quelle intarissable gaieté !! A Aix-les-Bains, je pus aussi trouver des après-midi, des promenades, dont le souvenir me hante, rempli du regret de la perte de cet homme incomparablement aimable et bon.

A ouvrir et à parcourir l'un de ces livres de Chabas tout constellés de dessins étranges, d'hiéroglyphes de toutes formes, de signes d'infinie variété, on se demande quels

prodiges de patience, d'adresse représente cette innombrable armée de signes inconnus, de figurations de combats, de travail agricole et des mille détails de la vie sociale ! C'est l'activité surhumaine et la merveilleuse aptitude de Chabas à tous les travaux manuels aussi bien qu'intellectuels qui ont créé toutes ces choses, à Châlon-sur-Saône, en dehors de l'aide des habiles artisans, des renommés du burin et des arts mécaniques de Paris.

Un jour, cette tâche d'ordre inférieur fut simplifiée par l'envoi d'un matériel considérable de caractères égyptologiques du roi de Prusse Guillaume, depuis empereur d'Allemagne. Hommage à la science qui rendait justice au génie de l'égyptologue chalonnais !

« Mais, disais-je un jour à Chabas, à de pareils travaux si dispendieux, à des reproductions aussi difficiles, à la rémunération des fondeurs des caractères, vous avez dû voir s'écouler une partie de votre fortune par les exigences de vos travaux, par ces sillons creusés dans le sol égyptologique ! Non ! me répondit-il, en souriant. Ecartez de votre esprit cette préoccupation amicale. J'ajoute à tous les mérites que vous voulez bien me reconnaître celui d'être un bon comptable. Hé bien, je suis en avance de 17,000 fr. de recettes sur le chiffre des dépenses. Ce sont les savants étrangers, les universités étrangères, les sociétés scientifiques étrangères qui veulent, à tout prix, se procurer mes écrits et comme ils sont forcément d'un prix élevé, je rentre dans mes frais. C'est du reste le seul désir du père de famille. Ne pas écorner par mes publications le patrimoine de la famille, ne point en faire non plus un objet de spéculation. J'ai lu et médité la *recherche de l'absolu* de Balzac. Je ne serai point, ma femme, mes filles et mon cousin Albert peuvent en être sûrs, un Balthazar Claës.

Chabas, comme égyptologue éminent, avait été honoré à l'étranger, de distinctions flatteuses. Il était chevalier du *Lion néerlandais*, chevalier de l'*Ordre national de Norvège de Saint-Olaf*, chevalier de l'*Ordre de la couronne royale de Prusse*, etc., etc. — Il avait été élu membre de l'*Académie néerlandaise d'Amsterdam*, de l'*Académie royale*

de Belgique, de l'Institut égyptien d'Alexandrie, de l'Institut de correspondance archéologique de Rome, de la Société royale de littérature de Londres, de la Société philosophique américaine de Philadelphie, de la Société des antiquaires de France, etc.... Il était correspondant de l'Institut de France (académie des sciences et belles-lettres) et Chevalier de la Légion d'honneur.

Telle était l'existence du savant Egyptologue, telle était sa haute réputation.

Mais bientôt la nuit allait se faire sur cette belle intelligence. L'affaiblissement graduel et ininterrompu des facultés mentales eut lieu avant la fin de l'existence. Ah ! sans doute, l'emploi de toutes les forces de l'homme est légitime et désirable même dans tous les travaux qui sollicitent son activité. Mais la nature interdit l'abus. L'outrance dans le travail, dans le travail intellectuel surtout, amène la perturbation dans les fonctions cérébrales.

Labor était la devise de Chabas. Oui, le *labor improbus*, le travail excessif, est puissant, plus puissant peut-être en dernier résultat que le génie ; il mène au succès, à la richesse, à la renommée sans tache, même à la gloire tapageuse ; mais le *labor improbus* tue, il tue avant le temps. Chabas, de constitution vigoureuse, avait foi en des possibilités illimitées de travail intellectuel. Il abusa du travail, il est mort de cet abus. Vers 1878, ses forces déclinerent rapidement. Les tendres soins de sa famille, de M^{me} Chabas surtout, prolongèrent son existence au delà des prévisions des médecins. Il expira le 19 mars 1882.

Ma jeune parente Clémentine Chabas, aujourd'hui M^{me} Alphonse Piquemal, m'écrivait le lendemain : « Je ne veux pas qu'une simple lettre de part vous dise le terrible malheur qui vient de nous frapper. Mon pauvre père s'est éteint hier matin sans souffrances et sans se rendre compte de ses derniers moments : vous avez pu apprécier cette grande intelligence et ses qualités exceptionnelles. Aussi vous comprendrez l'immensité de la perte que nous venons de faire et le vide où nous allons nous trouver ; depuis de longues années déjà, sa santé était fortement ébranlée ;

mais les soins constants de ma pauvre mère nous le conservèrent malgré l'avis des docteurs qui l'avaient condamné depuis quatre ans. Il n'a été alité que deux jours et s'est endormi doucement sans une plainte, sans un soupir... »

Il a été dit de Chabas son culte passionné de la science, la consécration de sa magnifique intelligence à des travaux qui ne pouvaient lui donner la renommée que dans un cercle restreint de savants, la généreuse abnégation avec laquelle il s'arrachait à ses études favorites pour donner quelques-unes de ses veilles à la défense des intérêts locaux de la ville de sa résidence. Il a été rappelé son amour pour la France, son ardent souci de sa grandeur et les douleurs patriotiques qui déchirèrent son âme au moment de nos revers. Il a été montré l'époux dévoué, le père doux et tendre dans le cadre charmant de la famille.

Combien brillante et pure apparaît l'image de la science dans l'auréole que lui font le civisme courageux et fort de ses adeptes ainsi que leurs vertus actives soit au foyer domestique, soit dans la vie sociale!

J'ai été heureux de l'amitié de Chabas.

BIBLIOGRAPHIE

1. Note sur l'explication de deux groupes hiéroglyphiques. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1855.

2. Une inscription historique du règne de Sétî I (les inscriptions de Radesieh). Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1856.

3. De quelques textes hiéroglyphiques relatifs aux esprits possesseurs. *Bulletin archéologique de l'Athenæum*, 1856.

4. Un Hymne à Osiris, traduit et expliqué. *Revue archéologique*, 1857.

5. Nouvelle explication d'une particule grammaticale de la langue égyptienne. Chalon-sur-Saône, Landa, 1858.

6. Le plus ancien livre du monde, Étude sur le papyrus Prisse. *Revue archéologique*, 1857.

7. Traduction et analyse de l'inscription d'Ibsamboul. *Revue Archéologique*, 1859.

8. Note sur un poids égyptien. *Revue archéologique*, 1861.
9. La Circoncision chez les Egyptiens. *Ibid.*
10. Le Cèdre dans les hiéroglyphes. *Ibid.*
11. Scène mystique peinte sur un sarcophage égyptien. *Revue archéologique*, 1862.
12. Le Papyrus magique Harris, traduction analytique et commentée d'un manuscrit égyptien, comprenant le texte hiératique, un tableau phonétique et un glossaire, Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1860.
13. Mélanges égyptologiques. Première série comprenant onze dissertations sur différents sujets. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 8°, 1862.
14. Mélanges égyptologiques. Deuxième série. Ouvrage autographié comprenant quatorze dissertations, avec glossaire et planches. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 8°, 1864.
15. Mélanges égyptologiques. Troisième série, comprenant vingt-trois dissertations et trente planches de textes, la plupart inédits. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 8°, 2 vol., 1870 et 1873.

Ces séries de mélanges sont complètement indépendantes les unes des autres et chaque volume forme un ouvrage distinct.
16. Voyage d'un Egyptien en Syrie, en Phénicie, en Palestine, etc., au xiv^e siècle avant notre ère, traduction analytique d'un papyrus du Musée Britannique, comprenant le *fac-simile* du texte hiératique, sa transcription complète en hiéroglyphes et en lettres coptes, avec 13 planches et un Glossaire, in-4°, 428 p. — Dejussieu, 1866.
17. Voyage d'un Egyptien en Syrie, etc. Réponse à la critique de M. Brugsch. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1867.
18. Lettre à l'éditeur du journal *The Literary Gazette* de Londres sur quelques singularités de la Médecine égyptienne. (N° du 19 avril 1862).
19. Notices sommaires des papyrus hiératiques du Musée de Leide. (Ces notices forment la 21^e livraison du grand ouvrage des *Monuments du Musée égyptien de Leide*, publié sous la direction de M. le docteur Leemans.)

20. Les inscriptions des Mines d'or, avec deux planches. in-4°. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1862.

21. Recherches sur le nom de Thèbes, avec quelques observations sur l'alphabet sémitico-égyptien et sur lessingularités orthographiques. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1863. (*Extrait du journal asiatique*).

22. Observations sur le chapitre vi du Rituel égyptien, à propos d'une statuette funéraire du Musée de Langres. (*Extrait des Mémoires de la Société d'Archéologie de Langres*, 1863).

23. Les Papyrus hiératiques de Berlin, récits d'il y a 4000 ans, avec un index géographique et deux planches de facsimile. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1863.

24. L'Inscription hiéroglyphique de Rosette, analysée et comparée à la version grecque. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 8°, 1867, avec planches.

25. Détermination de deux mesures égyptiennes de capacité. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 8°, 1867.

26. Traduction des inscriptions de l'Obélisque de Louqsor de la place de la Concorde à Paris. Paris, 8°, 1868, avec planches.

27. Traduction d'un papyrus de comptabilité appartenant au Musée de Turin; dans Lieblein : Deux papyrus hiératiques. Christiana, 8°, 1868.

28. Etudes sur l'antiquité historique d'après les sources égyptiennes et les monuments réputés préhistoriques. Première édition. Chalon-sur-Saône, Dejussieu, in-8° 1872. (*Epuisé*).

29. Hebræo-Ægyptiaca. Notice sur quelques analogies entre la doctrine et les usages des Egyptiens et ceux des Hébreux. — Imprimé dans *Transactions of the Society of Biblical Archæology*, Londres, 1872.

30. Etudes sur l'antiquité historique d'après les sources égyptiennes et les monuments réputés préhistoriques, avec six planches et 260 figures dans le texte. Nouvelle édition revue et augmentée. Chalon-sur-Saône, Landa, in-8°, 1873.

31. Recherches pour servir à l'histoire de la xix^e dynastie

et spécialement à celle des temps de l'Exode. Chalon-sur-Saône, Dejussieux, in-4°, 1873.

Articles insérés dans le journal Zeilschrift für Sprache und Alterthumskunde, de Berlin.

32. Sur un texte égyptien relatif au mouvement de la terre. Année 1864, p. 97.

33. Lettre à M. le Dr R. Lepsius sur les mots égyptiens désignant la droite et la gauche. Année 1865, p. 9.

34. Les Ramsès sont-ils de la race des Pasteurs ? Etude sur la stèle de l'an 400. *Ibid.*, p. 29, 33.

35. Sur l'antiquité de Dendera. *Ibid.*, p. 91.

36. Quelques observations sur l'écriture et sur la langue de l'ancienne Egypte. Année 1866, p. 42.

37. Sur un Ostracon de la collection Caillaud. Année 1867, p. 37.

38. Sur le papyrus hiératique de Varzy (Nièvre); lettre à M. le Dr Lepsius. Même année, p. 76.

39. Horus sur les Crocodiles. Année 1868, p. 99.

40. Sur la prononciation du groupe . Année 1869, p. 42.

41. Quelques remarques sur le rôle des déterminatifs. Même année, p. 55.

42. Sur quelques instruments égyptiens de mesurage. Même année, p. 57.

43. Sur le groupe . Même année, p. 76.

44. Sur quelques données des papyrus Rollin. Même année, p. 85.

45. Le papyrus Prisse, lettre à M. le Directeur du journal égyptologique de Berlin à propos de la difficulté que présente la traduction de ce document. Année 1870, p. 81 et 97.

46. Sur et employés dans le sens classe, ordre. Même année, p. 111.

47. Sur un vase du Musée de Turin. Même année, p. 122 et 152.

48. Sur une stèle du Musée de Turin, p. 161.

*Articles insérés dans les comptes-rendus de l'Académie
royale des Sciences d'Amsterdam :*

49. Sur l'étude de la langue égyptienne, vol. ix, 1865.

50. Sur quelques outils égyptiens du musée de Leide,
vol. x, 1866.

51. Les Pasteurs en Egypte. Traduction et discussion des
textes relatifs à la conquête de l'Egypte par les pasteurs et
à l'expulsion de ces barbares. Amsterdam, in-4°, 1868.

Traductions.

52. Introduction à l'étude des hiéroglyphes, par M. S.
Birch. *Revue archéologique*, 1857.

53. Mémoire sur une patère égyptienne du Musée du
Louvre, par M. S. Birch. *Mém. des Antiq. de France*, 1858.

54. Le Papyrus Abbot, par S. Birch. *Revue archéol.*, 1859.

55. Sur les papyrus hiératiques, par M. C. Wicliffe Good-
win. *Revue archéol.*, 1^{er} art., 1860.

Dans les mémoires de la Société d'histoire de Chalon :

56. Notice sur une statuette funéraire.

57. Les inscriptions de Radicsich relatant la construction
d'un magasin et d'un temple pour les mines d'or (Soc. d'his.
de Chalon).

58. Nouvelle explication d'un groupe de la langue égypt-
tienne. Autograph. L. Landa.

59. Détermination de deux mesures de capacité. (Chalon-
sur-Saône, 1867.)

60. Notice sur un Scarabée Sarde (Chalon-sur-Saône, 1877.)

61. Sur l'usage des bâtons de main chez les Hébreux et
chez les Egyptiens (Lyon, 1875.)

62. Découverte d'une date certaine dans le règne d'un roi
de l'ancien empire. Académie des inscriptions et belles let-
tres. (vol. 4 de 1876, p. 180.)

63. Recherches sur les poids, mesures et monnaies des
Egyptiens, 1876.

64. *L'Egyptologie*, journal mensuel, continué jusqu'en
mars 1877.

65. Les maximes du Scribe Ani, traduction analytique, 2 vol. in-4°.

66. Le Per-em-hron (congrès international des orientalistes, première session, Paris, 1873, tom. II, p. 37.

67. Les libations funéraires chez les anciens Egyptiens, St-Etienne, 1875.

68. Quelques remarques à l'adresse de la science imaginaire. (Extrait du journal l'*Egyptologie*, mars 1877.)

69. Le calendrier des jours fastes et néfastes de l'année Egyptienne, par F. Chabas, Chalon-Paris, s. d.

70. Les études préhistoriques et la libre-pensée devant la science. — Réponse à M. de Mortillet, par F. Chabas, 1875.

71. Deux papyrus hiératiques du Musée de Turin, avec la traduction et l'analyse de l'un de ces deux papyrus, par M. F. Chabas, Christiana, Leipzig-Heurichs, 1865.

72. Revue rétrospective à propos de la publication de la liste royale d'Abydos, in-8°, s. d.

Ouvrages en dehors de l'Egyptologie.

73. Note sur un foyer de l'âge de la pierre polie découvert au camp de Chassey en septembre 1869, par Ernest Perrault. — Chalon, 1870. (Offert à Aristide Albert par un collaborateur de M. Ernest Perrault. Signé F. Chabas.)

74. Bibliographie. — *Un roman chinois*, analyse étendue d'un livre de Birch, par Chabas. Feuilletons du *Progrès de Saône-et-Loire*.

75. Le livre à propos de l'ouvrage intitulé : *les amoureux du livre*, par F. Chabas, 1877.

76. Les silex de Volgu au Musée de Chalon-sur-Saône, par F. Chabas, 1874.

77. Port et canal Saint-Louis. Rapport à la Chambre de Commerce de Chalon-sur-Saône, par Chabas, 1869.

78. *La Veuve*, conte chinois d'après la version anglaise de M. le Dr S. Birch, par F. Chabas.

79. *Les Fouilleurs de Solutuë*, lettre ouverte de F. Chabas, 1875.

80. Notice sur la découverte d'une couche abondante de

crinoides fossiles de l'espèce *Pentacrinus*, in-4°, 3 pl., s. d.

81. Les congrès provinciaux des orientalistes. Rapport à la Chambre de commerce de Chalon, Autun et Louhans, par M. F. Chabas, son président. (*Le Progrès de Saône-et-Loire* du 22 juillet 1876.)

82. Les congrès scientifiques en Province, par Chabas, 16 juillet 1876. (Dans le *Progrès de Saône-et-Loire*.)

A consulter :

Travaux de M. Chabas, sur les temps de l'exode, par Emile Guimet. Lyon, 1875.

Notice sur Chabas (François-Joseph), égyptologue français, par le baron Textor de Ravisi. St-Etienne, 1878.

Notice nécrologique sur François Chabas, par le baron Textor de Ravisi, 1882.

Les revues françaises et étrangères.

CHABAS Frédéric.

Second fils de Vincent Chabas, Frédéric Chabas est né le 14 septembre 1818 à Réguignié (hameau de la commune de Briançon).

Après un court séjour dans les classes inférieures du collège de Chalon-sur-Saône, il a fait ses études au Prytanée militaire de la Flèche, d'où il est entré directement à l'Ecole Polytechnique en 1836.

Sorti de cette école dans un bon rang, en 1838, il a suivi les cours de l'Ecole des Ponts et Chaussées et, dès 1840, il a commencé sa carrière d'ingénieur qu'il a successivement parcourue dans les départements du Morbihan, de la Côte-d'Or, de l'Allier, du Cher et de Saône-et-Loire.

Appelé par ses fonctions à s'occuper de travaux de routes, de chemins de fer, de navigation, c'est principalement dans le service du Canal de Berry et dans celui du Canal du Centre qu'il a passé la plus grande partie de sa carrière.

Nommé inspecteur général en 1879, il en a exercé les fonctions jusqu'en 1883, époque à laquelle il a été atteint par la limite d'âge. Il est officier de la Légion d'honneur. Il demeure à Paris.

CHABAS Helvétius.

Jean-Jacques-Helvétius Chabas est né à Marseille le 12 nivôse an III (1^{er} janvier 1795). Son père, Jean-Joseph Chabas était de Fort-Ville (hameau de Briançon). Il s'était fixé très jeune à Marseille et y avait fait fortune. Un lot considérable de terrain qu'il possédait à Marseille, *chemin d'Endoume*, porte aujourd'hui la dénomination de *Cité Chabas*. Son fils peut à bon droit être considéré comme Briançonnais tant par son origine que par les liens de famille qui l'attirèrent constamment en villégiature à Briançon, auprès de son oncle Jean-Benoît Bouchié, et de son beau-frère, Benoît Bouchié (de Colaud); à ces considérations il faut ajouter celle de ses relations suivies d'amitié avec l'élite de la société briançonnaise, les Latour, les Victor Vincent, les Chapuzet, les Gurlie du Monétier, etc.

Helvétius Chabas fit son cours de droit à Aix. Il trouva dans cette faculté, Thiers, Mignet, Charles-Ozé Barbaroux et Renard. Il se lia d'étroite amitié avec ces jeunes hommes devenus plus tard célèbres à divers titres. Ces relations commencées sur les bancs de l'école de droit se continuèrent et se cimentèrent dans la lutte engagée par tous les libéraux contre la Restauration, lutte à laquelle ces jeunes Provençaux prirent une part active.

H. Chabas occupa bientôt dans le barreau de Marseille une place distinguée. Il plaida dans plusieurs procès politiques; dans les poursuites dirigées contre le journal satirique, *Le Caducée*, il défendit avec talent Méry, l'un des accusés. Dans l'*affaire des tentures* (20 mai 1820), il prononça un très remarquable plaidoyer pour Paul Roman, de Lourmarin, protestant poursuivi pour n'avoir pas tenturé lè devant de sa maison sur le passage de la procession du Saint-Sacrement. Chabas gagna son procès; c'était un beau succès dans ces temps de réaction monarchique et cléricale.

Une laryngite éloigna Chabas du barreau vers 1824. Il acquit une étude d'avoué près le tribunal civil de Marseille. Sa santé s'altérait. Une chute de voiture, accident qui lui

arriva, sur la route du Monétier à Briançon, à la suite de laquelle il demeura alité à *Colaoud* pendant plusieurs mois, porta le dernier coup à sa constitution déjà minée par une maladie de poitrine. Il mourut à Grenoble, le 5 septembre 1828. Les quelques mots inscrits sur sa tombe ne sont point *menteurs comme une épitaphe*. C'est un ami plein de droiture, M. André Latour, qui les a écrits comme il les a pensés : « Appui des malheureux et des opprimés, écrivain judicieux, initié à presque toutes les connaissances humaines, Helvétius Chabas était un des plus sages promoteurs de tous genres d'améliorations politiques et sociales. »

Chabas laissait, en mourant, une fille au berceau née de son mariage avec M^{lle} Pauline Meffre de Grenoble.

Jeune, belle, riche, douée de tous les attraits, de tous les dons de l'esprit et du cœur, Amélie Chabas, la fille de l'avocat marseillais, semblait réservée à un avenir heureux. Qui donc ne subirait pas le charme de cette nature privilégiée ? Hélas ! il n'en fut pas ainsi. Un mariage contracté contre son gré, sous la pression de l'autorité maternelle, fut pour la jeune femme, devenue Mme Dupuy de Bordes, la source d'un malheur irrémédiable. Lassée de chagrins domestiques longtemps supportés avec dignité, abreuvée d'amertume, elle se sépara de son époux et vécut au milieu des membres de sa parenté, aimée, respectée, entourée jusqu'à la fin de sa vie par tous ceux qui avaient pu apprécier un jour l'exquise bonté de son cœur et le charme de son esprit. François Chabas, son parent, professait pour sa cousine la plus haute estime et la plus vive affection.

CHABRAND Armand, avocat.

Armand Chabrand est né à Briançon le 21 janvier 1854.

Dans la bio-bibliographie du canton d'Aguilles en Queyras, a été esquissée par nous l'existence de M. le Dr Chabrand, notre excellent compatriote et ami, qui s'est signalé par les services rendus comme médecin dans les contrées pauvres du Briançonnais et qui, digne successeur de Fauché-Prunelle, l'historien du Briançonnais, a doté sa patrie

des meilleures monographies historiques propres à éclairer ses annales, à en répandre la connaissance.

Les deux fils du Dr Chabrand, MM. Ernest et Armand Chabrand se sont montrés par leur intelligence, par leur amour du travail, par l'honorabilité du caractère, les dignes fils de leur père.

Armand Chabrand, ses études universitaires terminées, fit brillamment son cours de droit à la faculté de Grenoble. Il fut lauréat dans un concours et reçu docteur en droit en 1878. Plus tard, par un choix des plus flatteurs pour le jeune avocat, il fut désigné comme chargé de cours pour professer le droit criminel à la faculté de Montpellier, (arrêté du 21 juillet 1880), fonctions dont il démissionna en octobre 1881.)

Armand Chabrand a été l'un des plus zélés ascensionnistes du Dauphiné. Il jouit dans l'alpinisme dauphinois d'une grande et légitime réputation qu'il doit non seulement à sa participation aux plus rudes et périlleuses ascensions, mais encore à ses écrits. Il a été président de la société des touristes du Dauphiné. Armand Chabrand a conquis comme avocat une belle clientèle. Il occupe un bon rang au barreau de Grenoble. Il est membre du Conseil de l'Ordre et rédacteur depuis 1885 du journal de la *Cour de Grenoble*.

BIBLIOGRAPHIE

Etude sur le privilège des bailleurs d'immeubles. Thèse de doctorat. Grenoble, 1878.

Etude sur le secret de l'instruction préparatoire en matière criminelle. Grenoble, 1879.

Orographie du Dauphiné ou description des massifs montagneux qui composent les Alpes Dauphinoises. (En collaboration avec H. Ferrand). Grenoble, 1883.

Le grand pic de la Meidje. Grenoble, 1884.

Le Queyras. Grenoble, 1886.

De Grenoble à Briançon. Grenoble, 1886.

Le Congrès du Club Alpin français à Briançon. Grenoble, 1887.

La Bérarde, la Meidje et les Ecrins. 1889.

L'abbé Guétal. 1891.

Les guides et porteurs de la Société des touristes du Dauphiné. Grenoble, 1892.

Rédaction du journal de la *Cour de Grenoble* depuis 1885.

CHABRAND Ernest.

Ernest Chabrand est né à Briançon, le 5 juin 1850. Il est le fils aîné du Dr A. Chabrand.

Les études du jeune Chabrand furent dirigées surtout vers les sciences, études de sa prédilection. Il entra dans un bon rang à l'école centrale des arts et manufactures. Il en sortit en 1874 avec le diplôme d'ingénieur métallurgiste. Attaché d'abord au service du matériel de la compagnie des chemins de fer du Nord, il devint, peu après, ingénieur des Hauts-Fourneaux et forges de Toga (Corse) et fut ensuite successivement directeur des hauts-fourneaux, laminoirs et mines de la Compagnie des aciéries du Saut du Tarn et des établissements métallurgiques Vattelar-Francq à Charleroi (Belgique).

Il est actuellement ingénieur conseil pour les mines et la métallurgie à Bruxelles. Il a été ingénieur en chef du service mécanique de la section française à l'exposition universelle internationale d'Anvers, en 1894.

Entouré à Bruxelles de la plus haute considération, il a été décoré au mois de février dernier de l'ordre de Léopold de Belgique.

Ernest Chabrand a publié des écrits sur les mines, les gîtes anthracifères, sur la métallurgie. Ces œuvres sont, par les indications techniques et la nature du sujet, hors de la portée et de l'appréciation compétente de bien des gens. Nous sommes du nombre des exclus d'une telle analyse. Il est cependant un de ces écrits qui peut être lu et avec le plus vif intérêt par tout le monde. C'est *l'essai historique sur les origines de l'exploitation des mines métalliques et de la métallurgie dans les Alpes du Dauphiné*. Le titre seul est un allèchement pour un Dauphinois. L'œuvre tient au delà de la promesse du titre, ce sont des recher-

ches extrêmement curieuses qui attestent la grande érudition de l'auteur et sa rare activité. Cette brochure est bien écrite, d'un style ferme et clair. Elle vaut à notre avis bien des œuvres qu'on est convenu d'appeler de beaux livres.

BIBLIOGRAPHIE

Etude sur la voie métallique. Paris, 1882.

Les Gites miniers en Corse. Paris, 1884.

La Genèse des Gites métallifères. Article dans le *Génie Civil*, août 1885, Paris.

La voie métallique en France. Article dans le *Nord métallurgique*, n° 22 juillet, 1885.

L'exposition de traverses métalliques à Bruxelles, article dans l'*Ancre*, n° du 7 avril 1886.

Les essais de traverses métalliques sur le réseau de l'Etat français. Paris, 1886.

Le bassin houiller des Alpes et les Gites anthracifères du Briançonnais, broch. Paris, publication du *Génie Civil*, 1886.

L'Ere glaciaire dans les Alpes Dauphinoises. Grenoble, 1888.

L'art de bâtir au XIX^e siècle. Article dans le *Dauphiné*, mai 1889.

La législation internationale du travail et les Rescrits Allemands, articles dans le *Dauphiné*, mars 1890.

De l'action métamorphique du cilicium sur les fontes, articles publiés dans l'*Ingénieur Conseil*, à Bruxelles, 1890.

Le fer chromé, aciers chromés et ferrochromés. Article dans l'*Industrie Moderne*, Paris et Bruxelles, juillet 1891.

L'acier et la trempe de l'acier. Article dans l'*Industrie*, Paris et Bruxelles, décembre 1891.

Essai historique sur les origines de l'exploitation des mines métalliques et de la métallurgie dans les Alpes du Dauphiné. Grenoble, 1892.

CHAIX Jean-François-Marie.

Jean-François-Marie Chaix est né le 16 mars 1760. Son père Barthélemy Chaix, était avocat au baillage de Briançon. La famille Chaix était au rang des familles du Briançonnais jouissant, de longue date, de la considération publique.

Par brevet daté du 1^{er} juillet 1696 et portant sa signature, le maréchal Catinat avait nommé Jean Chaix, bourgeois du Villard-St-Pancrace, lieutenant pour cette commuauté, des milices briançonnaises organisées pour la sécurité du pays et spécialement pour le défendre contre les Vaudois dont les irruptions avaient eu lieu un jour par Queyras et le col des Ayes débouchant sur le territoire de Villard-St-Pancrace. 50 ans après (12 juillet 1746), Barthélemy Chaix fut nommé capitaine des dites milices briançonnaises, par le général Gabriel d'Arnaud et d'ordre supérieur du général de Marcieu, général des corps d'armée en Dauphiné.

Jean-François-Marie Chaix qui ajouta, on ne sait pour-quoi, le prénom de son père, Barthélemy, aux siens, entra dans la carrière militaire indiquée à son choix par la réputation guerrière de son père et de son aïeul. Il devint officier au régiment de Saintonge. Il eut un duel avec un officier de son régiment qui avait parlé des Briançonnais, en termes injurieux. Chaix blessa grièvement son adversaire. Retiré du service à la suite de blessures graves et pensionné, il fut nommé, en avril 1800, sous-préfet de l'arrondissement de Briançon. Il exerça ces fonctions jusqu'en 1815, époque à laquelle il fut mis à la retraite.

En 1806, Chaix reçut un témoignage flatteur de l'estime de ses concitoyens. Il fut présenté avec Bonnot, comme candidat au Corps législatif par le collège électoral de Briançon.

Chaix s'occupa avec zèle, avec activité et intelligence des intérêts de diverses natures de l'arrondissement. Il se distingua surtout lors de la création des rampes et de la réouverture de la route du Mont Genève. Depuis longtemps cette œuvre d'utilité publique était réclamée par les orga-

nes de l'opinion publique. Le préfet Bonnaire, dans son mémoire au Ministre de l'intérieur sur la statistique du département des Hautes-Alpes (5 pluviôse an ix), s'appuyant sur l'opinion très fortement exprimée par les généraux Vallier-Lapeyrouse et Lacombe-St-Michel, avait démontré avec une rare vigueur d'argumentation la nécessité de la réouverture de cette route, communication incomparablement la plus facile entre la France et l'Italie. Le successeur de Bonnaire, Ladoucette, résolut d'en finir avec les délais et les hésitations des services de la guerre et des Ponts et chaussées. A sa voix, et à celle du sous-préfet Chaix, les habitants de 18 communes du Briançonnais se levèrent en 1802, pour ouvrir la route du Mont Genève, secondés par les soldats de la garnison de Briançon, et accomplirent en un mois ce travail qui paraissait de si difficile exécution. « Hommes, femmes, enfants, dit M. Farnaud, dans l'*Annuaire* de 1807, quittent leurs chaumières, apportent « des outils et des vivres pour une semaine. Le Préfet « avance de ses deniers 25.000 fr. Il est, avec le Sous-Préfet, « au milieu des ateliers; le travail dure un mois et au « 1^{er} vendémiaire an xi, on offre, si l'on peut s'exprimer « ainsi, le plus beau passage des Alpes pour bouquet au « chef de l'Etat. »

Chaix ne s'épargna pas dans ce labeur accompli par ces forces dues à l'enthousiasme populaire. Mis en goût par ce succès qu'on pouvait dire inespéré, d'entreprises hardies et grandioses, Chaix, par un chaleureux appel, aux habitants de la vallée du Queyras, les porta à rendre praticables les passages des cols de Lacroix et d'Isoard. « En l'an xii, dit Farnaud dans ce même *Annuaire* de 1807, les habitants du bassin du Guil se portèrent en masse au col Lacroix, ayant à leur tête le Sous-Préfet de Briançon. Ils exécutèrent en peu de temps 12700 mètres de travaux, et construisirent un hospice pour secourir les voyageurs. Ainsi, ils se procurèrent une communication facile avec une partie du ci-devant Piémont. Ils proposent en outre leurs bras pour ouvrir un embranchement qui partant de la route d'Espagne en Italie, sous Mont-Lion, assurerait à travers le souterrain du

Mont-Viso une communication directe et importante avec Alexandrie. » Ce projet n'eut pas de suite et la bonne volonté des habitants du Queyras demeura à l'état de démonstration patriotique.

« Ces habitants, continue Farnaud, ne pouvaient, la moitié de l'année, communiquer avec Briançon, chef-lieu de leur arrondissement, par la difficulté de franchir le col d'Isoard. Ils ont vaincu les obstacles à la fin de l'an XIII et au commencement de l'an XIV, en faisant, avec la commune de Cervières et toujours le Sous-Préfet à leur tête, un chemin commode sur une longueur de plus de 4 kilomètres à travers ce col. En 1806, ils ont repris et achevé leurs travaux. »

Enfin en 1807, le *Journal d'Agriculture des Hautes-Alpes* publiait au mois d'octobre 1807 sous la rubrique : Chemin de la Vallouise, la note suivante : « On apprend à l'instant qu'en très peu de jours, aidé par les maires et tous les habitants de la Vallouise que M. le Préfet avait portés à l'enthousiasme dans sa dernière tournée, M. le Sous-Préfet de Briançon a ouvert, sur environ 6 mètres de largeur, un chemin de 5400 mètres de long qui va singulièrement faciliter l'accès et le commerce de cette vallée. »

Chaix a laissé dans le Briançonnais une mémoire respectée. Nul de ses prédécesseurs de la subdélégation de l'intendance et de ses successeurs à la sous-préfecture n'a marqué son administration par autant de services rendus à la chose publique.

Il faut reconnaître que Chaix a vu faciliter sa tâche par l'action, parfois d'initiative, parfois d'efficace collaboration, des deux éminents préfets qui ont administré à cette époque le département des Hautes-Alpes, MM. Bonnaire et Ladoucette.

J'ai connu Chaix dans ses dernières années. Il était nonagénaire à sa mort. La conversation de ce respectable vieillard respirait l'amour de la patrie Briançonnaise, le désir inassouvi d'une culture intellectuelle élevée et la foi ardente au progrès. Il croyait à une telle prolongation indéfinie de son existence qu'il espérait voir la réalisation de tous ses rêves sociaux et politiques. Sa robuste santé entretenait ces douces illusions de longévité indéfinie.

Du reste, point d'inaction, point de sénile paresse. Chaix continuait, malgré les ans, à lire, à travailler, à rédiger son étude sur le Briançonnais, ne consacrant, chaque jour, que quelques instants à la causerie, au cercle dont il faisait partie, et où il venait après ses repas. En l'écoutant, il me revenait en mémoire ce que me disait un jour M. Aubry qui fut professeur de droit à Strasbourg et, plus tard, conseiller à la Cour de Cassation. Il me racontait de Zacharïœ, dont il avait traduit et commenté le magnifique traité sur le Code Civil français, qu'étant allé le visiter à Heidelberg, il avait trouvé le savant jurisconsulte, alors âgé de 87 ans, écrivant les dernières pages de son beau livre, entre sa pipe et sa *choppe* de bière.

Chaix était autant travailleur, mais plus tempérant que le professeur allemand. De temps immémorial, on ne lui connaissait que des habitudes laborieuses, jamais interrompues par aucuns écarts, une sévère sobriété, un grand amour de la retraite et de l'étude.

Que de choses dans ce cahos historique, statistique, géographique, etc., qui est son livre : les *préoccupations*, etc. C'est un écheveau *embrouillé* ; mais ce sont des fils de soie qu'il faut dévider et remettre au point. On n'aura pas perdu son temps. Il y a là un fouillis d'indications utiles, d'aperçus ingénieux, de précieux documents utilisables pour une œuvre plus méthodique. Il est plus facile, comme le faisait un jour Adolphe Joanne, ce qui amena entre lui et moi, une vive altercation, de railler l'œuvre du vénérable vieillard critiquable pour la forme, que de réunir les éléments d'une collection aussi riche, aussi largement documentée et, en certains points, de portée aussi suggestive.

Les Briançonnais ont donné à leur ancien Sous-Préfet une dernière marque d'estime en le nommant en 1843, malgré son grand âge, membre du Conseil général.

Chaix est décédé à Briançon, le 23 août 1852, dans sa 93^e année.

BIBLIOGRAPHIE

Topographie, histoire naturelle, civile et militaire. Eco-

nomie politique et statistique de la sous-préfecture de Briançon, par J.-F.-M. Barthélemy Chaix, ex-officier au régiment de Saintonge. Paris, 1816, in-8°, 92 p.

Sommaire des plus caractéristiques particularités de la physionomie du pays, s. d., Gap, impr. Allier, in-8°, 16 p.

Préoccupations statistiques, géographiques, et synoptiques du département des Hautes-Alpes, par B. Chaix, sous-préfet de l'an 1800 à 1815, membre du Conseil général du département. Grenoble, 1845, in-8°, 979 p. et 3 p. d'errata.

CHAIX Barthélemy-Emile.

Fils aîné de Chaix, sous-préfet, Chaix (Barthélemy-Emile) est venu au monde à Briançon, le 7 mars 1797.

Dans un excellent article nécrologique paru dans le journal la *Durance* du 8 janvier 1893, mon ami Victor Vincent a donné de cet estimable compatriote une biographie conçue en termes excellents. Je la reproduis ici *in-extenso*. C'est la vie d'un homme de bien, d'un homme de cœur, racontée par un homme de cœur, homme de bien :

« La destinée individuelle ou plutôt, pour plus précise exactitude, les conditions d'existence, faites aux montagnards des Alpes, ont éloigné beaucoup de Briançonnais du sol natal ; de ceux-là, presque tous conservent en leur âme l'amour du pays et ils s'imaginent même l'aimer mieux, avec plus d'intensité. (Peut-être, sont-ils bien dans la vérité). Parmi ces fervents, deux, les plus anciens, qui viennent de s'éteindre loin du pays, avaient au plus haut degré ce noble et pieux sentiment ; leur souvenir doit demeurer au sein de leurs compatriotes, leur longue existence, si honorablement remplie, étant un précieux enseignement pour la jeune génération.

« M. Chaix Barthélemy-Emile, né à Briançon, le 7 mars 1797, est décédé à Montpellier le 22 décembre 1892, dans sa 96^e année, selon le bel exemple de tous ses ancêtres connus : 1^o son père, le sous-préfet de la période du premier Empire, si dévoué à son pays (sa bibliographie est en projet), Barthélemy Chaix a vécu 95 ans ; 2^o l'aïeul, qui avait été nommé capitaine des *Milices des Villards*, a

atteint 96 ans, et 3^e le bisaieul, Chaix, nommé lieutenant des mêmes milices par l'illustre maréchal Catinat dont la signature est au bas de son brevet, est parvenu à compléter ses 97 ans.

« M. Chaix, dont nous regrettons la récente disparition, avait fait toutes ses études au lycée de Turin, alors chef-lieu du département français du Pô ; il était sur le point d'entrer en carrière, les riantes espérances s'ouvraient devant lui, grâce à ses succès scolaires, aussi à la situation et aux influentes relations de son père, mais 1814, 1815, les renversèrent dans la chute de Napoléon et la révocation de son père. — En vain, il demanda, sollicita ; toutes les portes de toutes les administrations lui furent closes. — Las d'attendre, impatient dans la conscience de sa valeur, il s'embarqua pour l'Amérique, laissant à son père le souci de l'avenir de ses trois frères plus jeunes.

« Il serait long mais extrêmement intéressant le récit des dangers courus, des mille difficultés subies et surmontées par notre jeune Briançonnais ; ce fut une véritable odyssée dont on s'est plu à entendre la narration de sa bouche dans les termes émouvants par leur modeste simplicité même, cachet de véracité. Son courage persévérant, son intelligence, sa loyauté qui inspirait l'entière confiance l'ont conduit au succès. Il suffit d'un acte à mentionner, caractéristique : avant qu'il se fixât sur les bords du Mississipi, dans la Louisiane, près du golfe du Mexique, il n'y avait que cahutes et baraques, malgré négocé déjà de quelque importance, c'est Chaix qui a fait construire, en vraie maçonnerie, la toute première maison, qui bientôt suivie de une, de deux, puis de groupes d'édifices, constitue la belle ville, la Nouvelle-Orléans, peuplée aujourd'hui de plus de cent mille âmes.

« Revenu en France, M. Chaix a voulu fixer sa définitive habitation en son cher pays ; mais le climat n'en pouvait convenir à sa bien aimée compagne, ni à leurs filles nées dans les chaudes régions. Il a donc choisi la très agréable résidence de Montpellier, où il a passé encore de nombreu-

ses années, jouissant de l'estime et de la considération générale.

« Assurément, ses connaissances, son expérience, son intelligence, même sa fortune, l'auraient appelé à 'prendre rang dans les divers conseils de la cité, mais son excessive modestie et son goût de la vie retirée, de famille, à laquelle il s'est entier consacré, l'ont tenu éloigné des affaires publiques auxquelles il prenait cependant le plus vif intérêt, animé qu'il était des idées les plus sagement libérales. Combien son intimité était bienveillante, charmante ! Combien était saillant son bon sens, s'exprimant avec cette clarté laconique, spéciale aux esprits droits, fermes, en leur naturelle probité. Oui, il était bien de ceux aimant passionnément leur pays, leurs compatriotes ; il a visité Briançon et le Grand-Villard, berceau de sa famille tant que ses forces, ajoutons tant que ses enfants le lui ont permis, et soit directement, soit discrètement, sa généreuse sympathie s'est toujours révélée lors des malheureux incendies par trop fréquents. Que sa mémoire ne soit pas perdue. »

Il a légué à la ville de Briançon une somme de 12,000 fr.

CHAIX Charles-Delphin.

Charles-Delphin Chaix, est né à Briançon, le 24 septembre 1802. Il était le fils de Barthélemy Chaix, sous-préfet. Il fit son droit à Grenoble. Il a été, pendant de longues années Juge de paix du canton de Ribiers (Hautes-Alpes).

BIBLIOGRAPHIE

Opuscule anti-socialiste, suivi de quelques observations relatives au travail agricole et industriel, par C. D. F. Chaix, Marseille, 1851, J. Clapier, in-8°, 15 p.

CHAMPROUET (Grand de).

Raymond Grand de Champrouët est né à Briançon le 20 novembre 1740.

La famille Grand, originaire de la Savoie, s'était fixée à

Briançon dans la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle. En 1624, Guillaume Grand contribua largement à la fondation du couvent des Jacobins à Sainte-Catherine-sous-Briançon. Il donna, dit Brunet en son *Mémoire historique mss.*, des terres et aussi des sommes sur des particuliers de la Savoie, ses débiteurs.

Les descendants de Guillaume Grand occupèrent à Briançon des positions en vue, soit comme assesseurs au bailage, soit comme magistrats municipaux de la cité.

Le 16 août 1656, Georges Grand acquit de Pierre Bruniard, notaire à Briançon, un tènement des biens situés au lieu de Champrouët, le tout relevant du roi. L'objet principal de cette acquisition était une maison dont *honneste* Georges Grand passa reconnaissance le 18 décembre 1656.

A partir de cette époque, les Grand s'intitulèrent Grand, seigneur de Champrouët, ou simplement Grand de Champrouët.

Raymond Grand de Champrouët reçut une éducation soignée. En 1761, il était licencié en droit et entra au barreau de Briançon; en 1764, il était pourvu de la charge d'assesseur au baillage. Homme de valeur intellectuelle, honnête homme, Grand de Champrouët occupa dès lors une position entourée de la considération publique. Sa réputation de capacité et de probité s'étendit dans tout le département des Hautes-Alpes.

En 1786, Grand de Champrouët était maire de Briançon. Etaient échevins : Salle et Blanc.

A l'Assemblée de Vizille le Briançonnais fut représenté par Grand de Champrouët, Chapin, curé de St-Martin, Berthelot pour le Queyras et Martinon pour le Monétier de Briançon.

Le 6 janvier 1789, Grand de Champrouët fut nommé député suppléant aux états généraux pour la province du Dauphiné. Il fut admis à siéger en titre à l'Assemblée nationale le 30 décembre de la même année, en remplacement de Mounier, démissionnaire. Le rôle du magistrat briançonnais fut plus modeste, plus effacé que celui de son illustre prédécesseur. Dans cette Assemblée qui réunissait

les plus vastes intelligences de la nation, il n'était pas prudent d'affronter les périls de la tribune. Il appartenait aux hommes sages de remplir utilement leur mandat de législateur, sans ambitionner la gloire dangereuse, réservée aux élus, de l'éloquence politique. Grand de Champrouët eut cette sagesse et ce mérite.

Le 19 novembre 1792, Grand de Champrouët fut nommé par l'Assemblée générale du département des Hautes-Alpes, président du Tribunal civil et criminel des Hautes-Alpes, choix qui dénotait la considération dont jouissait l'élu parmi ses concitoyens. En 1793, malgré son civisme bien connu, il fut poursuivi comme suspect à Gap, en vertu d'un arrêté pris à Digne par les représentants Dherbès, Latour et Beauchamp. Il était suspect de modérantisme. Il fut remplacé au tribunal criminel par Lachau de Veynes, vice-président. Cette poursuite n'eût, que nous sachions, aucun résultat sérieusement compromettant pour Grand de Champrouët. Il fut du reste, quelques années plus tard, amplement dédommagé de cette épreuve passagère par le choix que firent de lui en l'an VIII les électeurs des Hautes-Alpes, comme juge et officier du Tribunal civil du département des Hautes-Alpes. Il fut élu le premier sur vingt magistrats composant ce tribunal, et par le rang de cette élection il fut le président de l'une des deux Chambres.

C'est là le dernier acte de sa vie publique. On ignore la date précise de son décès.

Barthélemy Chaix, en son livre *Préoccupations statistiques*, raconte une particularité de la vie de Grand de Champrouët. Le Conseil municipal, en fonctions de jury, prononçait sur les infractions en matière forestière : « On se rappelle, dit Chaix (p. 195), que M. Grand de Champrouët, la première notabilité du pays, fut mis à l'amende de 500 fr. pour infraction. »

CHANCEL, chimiste.

Jean-Joseph-Louis Chancel, fils de Jean-Louis, maître chirurgien, est né à Briançon, le 18 novembre 1779.

La famille Chancel, venue du Puy-St-Pierre, était fixée à Briançon dès le commencement du ^{xvii}e siècle. Les Chancel étaient chirurgiens, pharmaciens, avocats, procureurs, notaires. On trouve leur nom dans la nomenclature des officiers municipaux de la cité. (Jean-Louis Chancel fut maire de Briançon en 1803). Ils faisaient partie de cette bourgeoisie dans laquelle le libre jeu d'institutions municipales très larges et presque indépendantes du pouvoir central, avait développé l'instruction, l'amour du sol natal et la fermeté des caractères. Elle occupait, cette *com-bourgeoisie*, par le talent, par la transmission héréditaire, toutes les fonctions civiles, administratives, judiciaires. Serrée autour du drapeau briançonnais, elle montait la garde avec une vigilance passionnée à l'entour de ce faisceau d'institutions libres, de franchises et de privilèges inscrite dans la grande charte du ^{xiv}e siècle, solennel accord entre le dernier dauphin Humbert II et les communautés briançonnaises.

La royauté n'y manifestait son pouvoir que par l'organisation de l'élément militaire et la désignation des magistrats.

Dans ce temps, les ambitions, les préoccupations des intérêts, les inspirations du patriotisme, les objectifs de toute culture intellectuelle, étaient concentrés dans le pays briançonnais. On pensait, on discutait, on délibérait, on s'instruisait, on instruisait, on écrivait sur place. Il y avait des historiens (Antoine Froment, le curé Albert, Brunet de l'Argentière), des statisticiens (Roux-Lacroix, Bonnot, B. Chaix), des agronomes (L.-E. Faure, Raby), des lettrés (Hermil, André Latour, le dernier des présidents du Tribunal, nés à Briançon) des mathématiciens (les deux Bérard), des chimistes. Louis Chancel est celui dont les connaissances et les travaux ont attaché à son nom une relative célébrité.

Louis Chancel devait exercer la même profession que son grand-père paternel Jean Chancel, *apothicaire du roy* ; mais il ne fut point un praticien ordinaire, se bornant à la manipulation des substances pharmaceutiques. Il voulut

être et il fut un chimiste, un savant. Il passa plusieurs années à Paris dans les premières de ce siècle. Il y suivit les cours de l'école de pharmacie et ceux de chimie de l'illustre Thénard, dont il devint l'un des préparateurs. En 1805, il inventa les allumettes oxygénées, découverte qui a amené celle des allumettes phosphoriques. Cette invention fut mentionnée dans le *Journal du Commerce* du 7 janvier 1806 et dans le *Journal de l'Empire* du 7 février 1806, et souvent signalée par Thénard dans ses cours. Cette invention, qui décelait dans le jeune pharmacien de remarquables aptitudes, a été en 1866 l'objet d'une vive discussion. La priorité de cette découverte de Chancel fut contestée par un pharmacien briançonnais ; mais les fils du chimiste Chancel, respectueux de la mémoire de leur père, défendirent avec chaleur et avec succès du reste, ses droits à cette ingénieuse conception. Ils prouvèrent, par la production de documents authentiques et irréfutables, la date et la paternité de l'invention.

Chancel s'établit comme pharmacien à Briançon. Il se maria avec M^{lle} Brian (du Val des Prés), dont les frères avaient fondé une importante maison de commerce à Gênes. Son existence, qu'il passa dans sa ville natale, fut laborieusement consacrée à l'exercice de sa profession, à l'éducation de ses enfants ainsi qu'à son étude favorite, celle de la chimie. Il fut regardé sans conteste comme le premier chimiste du Briançonnais et de bien des lieues à la ronde.

Le préfet Ladoucette, qui avait été gravement blessé à la suite d'une chute de voiture, alla demander la guérison aux eaux thermales du Monétier-de-Briançon dans le mois d'août 1804. Entre parenthèses, son espoir ne fut pas déçu. Il y reconquit les facultés de la locomotion et la santé. Durant son séjour, le préfet conçut le dessein d'appeler l'attention publique sur la vertu curative de ces eaux. « Il confia la mission de les analyser à M. Chancel, pharmacien à Briançon, élève de Thénard. Ce chimiste se livra à cette étude non seulement pour les eaux des deux sources de Font-Chaude et de la Rotonde, mais encore pour celles de

la Liche qui sourdent sur le territoire du Lauzet, à peu de distance du Lautaret. M. Chancel dressa un long mémoire dans lequel il donna le détail de ses expériences et son opinion sur l'action thérapeutique des eaux. M. Farnaud, médecin, sur l'invitation de M. Ladoucette, inséra dans le *Journal d'Agriculture et des Arts*, qui se publiait à Gap (n° du 1^{er} messidor an XIII, 805), une analyse étendue du mémoire de M. Chancel. » (*Le Monétier-de-Briançon et son établissement thermal*, par Aristide Albert, 1884).

Dans un voyage qu'il fit en Italie, Chancel découvrit dans les lacs de Toscane la présence de l'acide borique. Il songea à la fabrication du borax, ce qui eût été pour lui la source d'une fortune énorme. Mais un compatriote peu loyal, profitant de sa découverte et de ses confidences, prit les devants et mit l'inventeur dans l'impuissance de profiter des bonnes intentions du gouvernement en le devançant dans la location de ces lacs. Cet habile réalisa dans cette industrie une fortune colossale. Il fut anobli par le grand duc de Toscane qui lui conféra le titre de marquis.

Louis Chancel est décédé à Briançon, le 18 février 1837.

BIBLIOGRAPHIE

Chancel a publié dans le *Journal de la Pharmacie* :

En 1817 : Lettre à M. le Dr Virey sur un empoisonnement des bestiaux par le pain d'amende du prunier des Alpes et sur son contrepoison, tome III.

En 1818 : Huile amygdaline du prunier des Alpes;
Conserve de carline, tome IV.

Les frères CHANCEL.

MM. Chancel frères, nés à Briançon, Paul le 11 juin 1817, Evariste le 18 avril 1821, et Marius le 1^{er} avril 1827, ont doté leur pays natal d'une industrie de capitale importance, sans terme de comparaison dans le passé du Briançonnais, dans sa spécialité sans rivale en France et ailleurs, dans le champ général de l'activité humaine, lors du premier fonctionnement.

Cette industrie, c'est le peignage des déchets de soie. La bourre qu'on détache du cocon par l'opération du décocoonage, ou par le battage des cocons dans l'eau, était, dans le passé, à peu près sans utilisation ; mais ces résidus de l'opération du décocoonage connus sous le nom de *bourettes*, *frisons* et de *cocons doubles* renfermaient de la soie indévidable, il est vrai, mais non sans valeur. Il n'y avait qu'à dégommer ces résidus, à en peigner ou carder la soie. On obtenait ainsi des filaments plus longs, plus fins, plus faciles à tisser que la laine. Le produit de ces opérations conservait toujours sa nature première ; c'était toujours de la soie. De là l'industrie qui a réalisé l'utilisation des déchets de soie. La fabrique de Briançon, au milieu des opérations successives auxquelles est soumise cette matière avant d'arriver au consommateur, avait concentré son action dans le simple peignage des déchets de soie.

Cette industrie avait été importée dans les Alpes par un sieur Mathieu (de St-Véran), qui, après quelques travaux sans importance, s'était transporté à Briançon et associé avec Adolphe Arduin, banquier.

Mais il fallait des fonds, des agents intelligents et instruits pour élargir cette industrie, pour donner de l'impulsion à des rouages compliqués, extraire en un mot l'idée féconde de l'état embryonnaire et réaliser ses promesses. Les frères Chancel furent, en 1842, appelés à faire partie de l'association. Ils y apportèrent leurs fonds, leur jeune expérience commerciale et les ressources plus précieuses encore de leur intelligence et de leur activité.

Mon ami Victor Vincent, qui a été celui le plus intime de M. Evariste Chancel, me traçait un jour en quelques lignes l'histoire de la fabrique de Ste-Catherine et de ses vrais créateurs, les frères Chancel. Je reproduis ici un extrait de cette notice écrite avec l'intime sincérité d'une correspondance privée (juin 1883) :

« Evariste Chancel a fait ses études classiques à Tournon dont le lycée, comme le collège de Sorèze, avait jadis antique et belle renommée ; il ne les y acheva pas complètement, son père ayant pour lui préféré la carrière commer-

ciale et l'ayant casé dans la maison de MM. Brian, frères de M^{me} Chancel, à Gènes, où le jeune Evariste se signala par une réelle aptitude aux affaires... Son frère aîné, M. Paul Chancel vint ensuite aussi chez ses oncles Brian. Alors surgit la création de la manufacture de Sainte-Catherine-sous-Briançon, entreprise par M. Adolphe Arduin, en société avec MM. Mathieu de St-Véran-Queyras, où déjà ceux-ci avaient, sur petit pied, commencé la carderie des déchets de soie. M. Arduin, au tempérament ardent, abordait vivement l'exécution de toutes œuvres nouvelles, et cette fois, comme d'autres du reste, sa perspicacité comprit l'immense développement dont était susceptible l'établissement qu'il venait de fonder; il y eût coïncidence dans son désir d'en faire partager les profits à sa famille, et dans le besoin des capitaux considérables, nécessaires à cette entreprise, encore à son enfance; donc M. Arduin qui avait déjà près de lui M. Marius Chancel, fit appel aux deux frères aînés; alors MM. Paul et Evariste Chancel quittèrent Gènes, et fut formée la société Arduin, Chancel frères et Mathieu, qui aurait pu exister longtemps si ces derniers, subissant des influences malveillantes et de funestes inspirations, n'en avaient pas provoqué et rendu inévitable la dissolution, par leur résistance aux améliorations et à l'accroissement de la manufacture; eux, sans fortune, n'avaient aucun risque à courir, au contraire ils n'avaient qu'à bénéficier des chances heureuses. — L'association se reforma entre MM. Chancel et M. Arduin, qui se retira à l'expiration du terme convenu pour la durée de cette société. MM. Chancel demeurèrent donc seuls, associés tous les trois durant plusieurs années, au cours desquelles la prospérité de leur industrie a atteint son apogée; leur fortune a dépassé toutes les prévisions, et par heureuse, inévitable conséquence, toute la région Briançonnaise en a largement profité. Cédant à l'entraînement du mouvement économique dans la sphère industrielle et financière, MM. Chancel ont versé tout leur avoir social dans une vaste association, qui a englobé les manufactures les plus importantes, en cette spécialité de produits, et ont ainsi consolidé, en même temps,

leur riche situation et l'avenir de la magnifique fabrique de Sainte-Catherine ; cette association est aujourd'hui une *Société anonyme industrielle pour la Schapp*, dont le siège social à Bâle, reposant sur obligations et actions fort bien cotées en Bourse. »

Quelle fut la part de chacun des trois collaborateurs dans cette œuvre si intelligemment conçue et conduite, si heureusement terminée ? Ce n'est pas chose facile à fixer et ce serait, à la légère, que nous émettrions là-dessus une opinion personnelle. Victor Vincent s'exprime ainsi sur Evariste Chancel : « Pour l'œil qui a pu pénétrer dans le jeu de cette commune action, il est clair et certain que large et considérable a été la part d'Evariste. Il tenait la correspondance dans laquelle il excellait ; il y savait, par son aménité, assouplir les résolutions les plus fermes aux formes les plus courtoises et entretenir, dans les plus favorables conditions, leurs rapports avec tous leurs nombreux tenants et aboutissants. Lorsque parfois, et ce fut pour MM. Chancel événement rare, surgirent ces conflits ailleurs si fréquents entre patrons et ouvriers, c'était Evariste qui était chargé de résoudre les différends, le tempérament trop roide de Paul et de Marius ne se prêtant guère aux mesures de conciliation. »

Le plus jeune des trois frères, Marius Chancel, révéla dans la direction tripartite de l'usine, surtout quant au mouvement commercial, des aptitudes vraiment remarquables. Il se réserva les voyages et les communications directes avec acheteurs et vendeurs et put ainsi, comme maître de la chose, donner accélération et caractère définitif aux transactions. D'une activité dévorante, d'une volonté de fer, d'une pénétration de jour en jour affinée par le nombre et l'importance des affaires, par le rêve ardent des grands succès et la compétition de la richesse, Marius Chancel fut un industriel et un commerçant d'une grande puissance de travail et d'une rare habileté. Il contribua largement à la prospérité de l'usine.

On peut se faire une idée du caractère de Marius Chancel et de son labeur, par ce fragment d'une lettre publiée au

cours d'un procès entre MM. Chancel et M. Benoît Berthelot, beau-frère de MM. Evariste et Marius Chancel, ancien employé de l'usine, dont les agissements donnèrent lieu à une action en dommages-intérêts de la part des frères Chancel, action qui fut accueillie par des décisions judiciaires :

« Sais-tu quelle était notre position lorsque nous avions ton âge ? Sais-tu ce que nous gagnions, et que nous aurions été contents de gagner, et cela après avoir risqué notre fortune, l'avoir vu compromise maintes fois, avoir subi des épreuves de procès, d'inondations, des crises commerciales, avoir créé, avoir travaillé jour et nuit, non comme un directeur actuel, mais comme contremaître, subissant toutes les fatigues physiques, toutes les tortures morales, dressant des cardeurs à bras dans la maison, à Névache, à Cervières, etc., etc. ? Seuls pour le travail industriel, et devant tout sortir de nos réflexions ; tandis que toi, tu es appuyé, dirigé, enlevé en quelque sorte par mon soutien constant, mes idées, mon travail, mes lettres, mes volumes d'ordres ? Avec ce que j'ai fourni de travail, de soins, d'exemples, de patience et de bonté, j'aurais dressé dix jeunes gens, qui y auraient mis plus de bonne volonté, de sérieux, d'intelligence que tu n'en as mis pendant les huit ou dix premières années.....

« On nous volera notre manière de faire, pourra-t-on penser ? Qu'importe ! notre valeur, nos établissements, nos relations, nos capitaux produiront toujours ce qu'ils méritent. Les violons ne sont rien sans maîtres. Et puis, après tout, périsse tout plutôt !!! Voilà ma manière de voir. »
(1^{er} février 1869.)

M. Paul Chancel, l'aîné des trois frères, chimiste et hygiéniste, eut constamment l'occasion de mettre au service de l'usine dans les questions d'aération, de salubrité des locaux, de désinfection des matières premières, ses connaissances spéciales. Homme froid, méthodique, appliqué, il donna à toutes les opérations sur place, un concours utile et soutenu.

En somme, il faut reconnaître qu'il ne s'agissait point ici

d'une industrie à organisation déjà maintes fois expérimentée, à errements connus, et dans laquelle il n'y aurait eu qu'à diriger les choses par les entournures ailleurs étudiées.

Ici tout était à créer, à inventer, à expérimenter, tout devait être initial ; les combinaisons mécaniques remania-
bles et transformables jusqu'à l'obtention d'un usage rationnel et pratique ; un personnel à dresser d'après les règles qu'on s'est formulées à soi-même ; faire acte, en un mot, à chaque pas, d'initiative habile, de prévoyance des obstacles, de sagacité et d'obstination pour en avoir raison. Tel est le bilan des forces d'intelligence et de volonté qui ont permis aux frères Chancel de mener à bien et à achèvement une entreprise vaste et hérissée de difficultés.

Il est de toute justice que le nom des frères Chancel occupe dans les annales du Briançonnais une place notable. Il faut rappeler aussi que ces grands industriels ont accompli les obligations morales que prescrit la possession d'une grande fortune. Soit dans le cours de l'exploitation industrielle, soit depuis, ils ont eu la préoccupation du devoir social ; ils ont été philanthropes et charitables, étendant largement autour d'eux, surtout dans le cercle de leurs humbles collaborateurs, le bénéfice d'une assistance vigilante et continue. Ils avaient fondé, dans les dépendances de leur usine, des écoles pour les enfants, des salles d'asile, et assuré des soins et des secours gratuits aux ouvriers malades ou infirmes (voir Usine de Ste-Catherine. *Le Dauphiné*, t. 5, p. 295, 1869, par A. Albert). Les trois frères ont fait à l'hospice de Briançon le don d'une maison qui a pu devenir une annexe importante de cet établissement charitable.

M^{mes} Elisa et Olympe Chancel, soit du vivant de MM. Evariste et Marius, leurs époux, ont partagé et continué ces belles traditions de bienfaisance. M^{me} Olympe Chancel a fait don à la ville de Briançon du domaine de la Tour, pour l'établissement d'un hospice de vieillards.

La large et intelligente libéralité des deux sœurs a englobé le Briançonnais tout entier dans la reconnaissance qui leur est due.

CHANCEL Evariste.

Aux élections législatives de mars 1876, Evariste Chancel fut nommé député des Hautes-Alpes. Il avait pour concurrent Arnoul Meyer, avoué à Briançon.

Evariste Chancel était dépourvu de cette vulgaire ambition qui recherche les bruyantes exhibitions des titres et les acclamations banales des foules. Il avait, plus élevé, le respect de la dignité humaine et de la sienne propre. Il avait, en produisant sa candidature, cédé aux sollicitations de ses amis et de beaucoup de ses concitoyens attachés à lui par l'estime et les cordiales relations. Il cédait aussi à la louable pensée de concourir au bien public dans l'orientation des principes, qui étaient à ses yeux les plus justes et les plus sociaux. Ernest Cezanne, le regretté député des Hautes-Alpes, porté si haut dans l'opinion publique, avait écrit à Chancel : « Votre candidature honore la grande « industrie française, mais surtout elle répond bien aux « idées de travail persévérant et de bonne administration « des affaires qui sont dans le caractère de nos populations « briançonnaises. Aucun nom ne peut mieux que le vôtre « personnifier cet arrondissement. »

La profession de foi d'Evariste Chancel disait, en peu de mots, des intentions honnêtes et de la probité politique :

« Indépendant par caractère et par position, libre de toute attache politique, je n'ai pas d'autres intérêts que les vôtres. Si vous m'honorez de votre confiance, à l'exemple de M. Cezanne, mon honorable ami, je voterai toujours pour le maintien des grands principes conservateurs et libéraux... »

Le candidat ajoutait en dernier lieu : « Si vous me faites l'honneur de me choisir pour cette mission, j'aurai à cœur de mettre à votre service les avantages que me procurent de hautes et nombreuses relations. »

Si j'avais eu communication de cette rédaction, j'aurais conseillé à mon ami Evariste Chancel la suppression de ce dernier paragraphe de sa profession de foi, ainsi que je l'ai fait un jour avec insistance et succès pour une déclara-

tion conçue à peu près dans les mêmes termes, d'un autre de mes amis qui a été député de l'Isère.

Le mandat de député doit être, ce me semble, circonscrit par le terrain politique et ne doit viser que les intérêts généraux. Il doit en être ainsi pour le bien général, pour la régularité des services publics et le souci de la responsabilité des fonctionnaires, pour la dignité du mandataire lui-même ; pour le respect du pacte fondamental qui trace une ligne de démarcation entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Il est malheureusement trop vrai que l'ingérance des représentants du pouvoir législatif dans les services publics et l'administration est un fait de tradition et d'accoutumance. Déviation regrettable de la loi constitutionnelle !!! Elle a eu pour effet, souvent, de soumettre des volontés réfléchies et compétentes aux caprices de proconsuls irresponsables et de fausser le suffrage universel par l'encombrement dans le personnel des administrations, des créatures d'un élu dépourvu d'élévation d'âme et d'honorables scrupules.

Ces réflexions ont un caractère général et ne peuvent avoir aucune application à la conduite politique d'Evariste Chancel, dont l'esprit d'équité et l'exquise bienveillance étaient une garantie certaine de son respect de tous les droits acquis, sans acception de parti.

La conduite parlementaire d'Evariste Chancel fut la loyale exécution de sa profession de foi. Il prit place à la gauche modérée et vota *pour l'amnistie partielle, pour les projets de loi sur la collation des grades, sur l'élection des maires, pour l'ordre du jour Laussedot, Leblond et de Marcère, contre les menées ultramontaines et pour l'ordre du jour des gauches réunies*, dit des 363.

Après une courte législature, Evariste Chancel rentra avec bonheur dans la vie privée, dans la vie de famille qu'il n'avait quittée qu'à regret. Plusieurs des lettres qu'il m'a écrites pendant la session, témoignent de ses préférences pour la vie paisible du foyer si bien méritée par une longue carrière de travail et de soucis commerciaux. Hélas ! pres-

que toujours sont illusoires ces projets pour l'arrangement de notre vie !

Evariste Chancel eut peu d'années à consacrer aux douceurs de cette vie tranquille qui était si bien dans ses goûts. Le survivant des trois frères, il mourut à Briançon le 11 juillet 1882.

Dans un article nécrologique publié par le journal *La Durance* (6 août 1882), nous relevons sur le caractère et les habitudes de cet excellent homme, qui fut aussi un excellent citoyen, des appréciations élogieuses qui n'étaient qu'un hommage rendu à la vérité :

« La fortune lui avait largement mesuré ses faveurs ; il savait user noblement de ces richesses qu'il avait acquises par un long et pénible travail ; il donnait sans compter. Les malheureux ne l'ignoraient pas ; aussi connaissaient-ils le chemin de Ste-Catherine ; ils venaient, avec confiance, exposer leurs besoins à l'hôte du *chalet* ; ils savaient, par expérience, que sa main s'ouvrait à toutes les infortunes, comme son cœur compatissait à toutes les douleurs.

« Admirablement secondé dans la distribution de ses aumônes, par la digne compagne qui le comprenait si bien, il parvenait, avec son aide, à découvrir ces misères ignorées auxquelles sa délicatesse voulait épargner jusqu'à l'humiliation de se révéler, et il était heureux de panser des plaies que nul n'avait soupçonnées jusque-là. »

Evariste Chancel a laissé des fils, MM. Louis, Edmond, Alphonse, Gustave et Félix Chancel, qui portent dignement le nom respecté de leur père. Leur amour filial a adouci, dans le cœur de M^{me} Elisa Chancel, leur mère, la douleur de la perte d'un excellent époux.

CHAPUZET Louis-Guillaume-Joseph.

Louis-Guillaume-Joseph Chapuzet est né à Briançon, le 10 février 1774. Il appartenait par son père, Joseph Chapuzet, à une famille venue du Périgord à Briançon à la fin du xvii^e siècle, et par sa mère, Marie Choquin, à celle de négociants venus de Pignerol et fixés à Briançon. La profession de pharmacien était généralement celle des membres de la famille Chapuzet.

A l'âge de 18 ans, le 5 février 1792, Chapuzet entra au service comme sergent de la garde nationale soldée à Briançon. Il fut incorporé en 1794 dans le 1^{er} bataillon des chasseurs des Hautes-Alpes, devenue la 11^{me} 1/2 brigade. Capitaine en 1810, il était en février 1813, chef de bataillon, et était promu colonel le 15 décembre de la même année. Chevalier de la Légion d'honneur dès 1812, il était officier du même ordre en 1814. Il avait fait les campagnes d'Italie, sous Bonaparte, Brune, Schérer et Moreau ; celle de Dalmatie et Albanie, sous Marmont ; celle de Catalogne, sous le duc de Tarente et Decaen ; la campagne de Russie, celle d'Allemagne et la campagne de France.

Comme action de guerre à signaler, il avait, le 21 août 1813, effectué le passage du Bober à gué, en présence de l'Empereur, à la tête du 3^{me} bataillon du 154^{me} de ligne. Il s'empara de la position du moulin et de toutes les hauteurs qui le dominaient et s'y maintint malgré les attaques répétées de forces supérieures de l'ennemi, ce qui favorisa l'arrivée des deux autres bataillons du régiment et le passage de l'artillerie.

Il fut licencié le 15 septembre 1815. Rentré dans ses foyers, il commanda les gardes nationales de l'arrondissement de Briançon, jusqu'en 1818.

En 1816, le 31 juillet, le colonel Chapuzet épousa M^{lle} Caroline Charbonnel-Salle, fille du juge d'instruction près le tribunal.

En 1830, le colonel Chapuzet fut, aux acclamations enthousiastes de ses concitoyens, nommé commandant de la garde nationale de Briançon.

En 1831, il se retira à Grenoble pour rendre plus facile et plus étendue l'instruction de ses enfants. Il y est mort le 9 décembre 1841.

Le colonel Chapuzet était d'un noble caractère, d'une bravoure à toute épreuve, modeste, d'une loyauté sans taches, d'un jugement sain, d'une bonté qui rayonnait sur ses beaux traits ; il avait marché toute sa vie, sans déviation, dans la voie de l'honneur, observateur de tous les devoirs. Aussi *était-il prophète* dans son pays. Il y était

entouré du respect et de l'attachement de tous. On s'honorait grandement de l'avoir pour ami.

CHAPUZET Jacques-François.

Jacques-François Chapuzet, frère germain du précédent, est né à Briançon, le 10 avril 1775. Comme son frère avec lequel il rivalisa de patriotisme et de bravoure, il entra tout jeune au service militaire et il y eut un avancement rapide. Dans la campagne du Portugal, en 1809, sous les ordres du maréchal Soult, duc de Dalmatie, Chapuzet se distingua par sa solide bravoure. On trouve *dans les victoires et conquêtes*, la mention d'un fait d'armes honorable de Chapuzet pendant le blocus de la place de Tuy. « Le chef de bataillon Chapuzet se distingua particulièrement pendant le blocus de cette place, en faisant une incursion jusque sous les murs de Vigo, dont malheureusement la garnison venait de se rendre aux Anglais et qui eut été délivrée, si elle eût prolongé sa résistance de quelques jours. »

Chapuzet n'eut guère le loisir de revenir à Briançon durant les guerres de la République et de l'Empire. Sa vie se passa dans les camps.

Il devint colonel, et fut tué à la bataille de Waterloo.

CHARBONNEL-SALLE Joachim.

Jean-François-Balthazard-Joachim Charbonnel-Salle est né à Briançon, le 1^{er} germinal an ix (22 mars 1801).

La famille Charbonnel-Salle était originaire de la Salle. Joseph Charbonnel-Salle, marchand à Briançon, avait obtenu le 24 janvier 1746, le droit de combourgeoisie qui lui avait été conféré à cette date par le Conseil général de la ville. Cette famille acquit de l'influence dans la cité par l'intelligence et le dévouement de ses membres à ses intérêts.

Dans la contestation célèbre des bourgeois et marchands contre les gradués (avocats, procureurs et médecins) qui prétendaient, exclusivement à leurs compatriotes, à la première fonction et dignité municipale (maire ou 1^{er} consul), Charbonnel-Salle, marchand et consul de la communauté,

fut au premier rang parmi les adversaires les plus résolus de la prétention des gradués. Un autre membre de la famille exerça les fonctions de procureur du roi auprès du baillage. Un Charbonnel-Salle, le parent et l'ami de Sunderson-Berard, fut à ses côtés pour la défense des principes de la Révolution et aussi pour la préservation du Briançonnais contre tous les excès. Jean-François Charbonnel-Salle, le père de Joachim, exerça de longues années à Briançon les fonctions de juge au Tribunal civil.

Joachim Charbonnel-Salle fit ses études universitaires à Briançon, son cours de droit à Grenoble et successivement à Dijon et obtint en 1821 le diplôme de licencié. Il fut avocat à Briançon, jusqu'en 1830, époque à laquelle il se fixa à Grenoble, et se fit inscrire au tableau de l'ordre des avocats. Il a exercé en cette qualité jusqu'en 1855.

Charbonnel-Salle occupait au barreau un rang honorable. Il était instruit, avait l'élocution facile. Il était sociable et bon. Ses confrères, captivés par son aménité et son esprit, lui étaient attachés sans distinction d'opinion politique. Charbonnel-Salle a été bâtonnier de l'ordre. Il a publié de nombreux mémoires judiciaires, quelques-uns dans des litiges importants.

En 1855, Charbonnel-Salle qui avait été membre du Conseil municipal de Grenoble et adjoint au maire, entra dans la magistrature. Il fut nommé juge au Tribunal civil de Grenoble et admis à la retraite pour limite d'âge le 21 mars 1871.

A neuf reprises, de 1852 à 1874, Charbonnel-Salle fut désigné par la municipalité de Grenoble, pour présider les distributions de prix à l'école *professionnelle*, ainsi qu'à l'école supérieure de Grenoble. Les discours qu'il a prononcés, dans ces circonstances, ont été publiés et révèlent en leur auteur, avec une instruction large et variée, la possession d'un style élégant et facile, encombré quelquefois, il est vrai, par la surabondance des qualificatifs. C'est là qu'il faut chercher le mérite littéraire de l'orateur. On l'y trouvera plus sûrement que dans ses productions poétiques, de valeur contestable.

Charbonnel-Salle est mort à Grenoble, le 5 avril 1879.

Il a laissé deux fils, l'un chef de bataillon d'infanterie en retraite ; le second, savant distingué, professeur à la Faculté des sciences de Besançon.

BIBLIOGRAPHIE

Les neuf discours aux distributions de prix dont il a été parlé ci-dessus.

1815. Ode aux Grenoblois. S. d., in-8° 4 p.

Le génie des Alpes, légende (en vers). S. d., in-8° 30 p.

Article Briançon dans l'*Album du Dauphiné*. Signé : C. S.

Souscription pour la propagande anti-socialiste et pour l'amélioration du sort des populations laborieuses. Grenoble, 31 août 1849. Imp. Baratier.

CHENU ou FLEURY-CHENU, peintre.

Augustin-Pierre-Bienvenu Fleury-Chenu est né à Briançon, le 12 mai 1833. Son père, Anthelme Fleury-Chenu, était maître-tailleur au 6^{me} régiment de ligne. Les témoins à l'acte de l'état civil furent le petit père Simon Brunet, mercier dans la Grand'rue, la langue la mieux affilée de Briançon, et le bon Pancrace Fine du Villard-St-Pancrace.

Le jeune Fleury-Chenu passa les premières années de son enfance à Briançon. Cette nature du Briançonnais grandiose dans l'aspect général de la contrée se dédouble en quelque sorte dans les impressions qu'en reçoivent ses habitants. Il y a l'hiver briançonnais avec sa sévérité, avec la rudesse d'un sol recouvert de neige, spectacle empreint cependant de majesté et parfois de douceur sous la clarté d'un ciel bleu inondé de lumière. Il y a le Briançonnais de l'été avec la grâce pittoresque de ses frais vallons, de ses eaux vives, de ses forêts, de la découpe gracieuse de ses lignes de faite, et la merveilleuse pureté du ciel. Il semble que le charme attractif de l'été briançonnais eut dû captiver l'enfant et déposer en son âme les sédiments de poétiques souvenirs. Mais chose singulière et qui dénote la puissance des dispositions natives de l'esprit et les fatals errements de l'imagination, ce fut le Briançonnais de l'hiver qui imprima

dans la vision et dans l'âme de l'enfant une forte et durable empreinte. Il fut dès lors et à son insu le futur peintre de la neige.

La famille Fleury-Chenu se fixa à Lyon en 1846. Le jeune Chenu entra à l'âge de 14 ans à l'école des Beaux-Arts ; il y reçut les leçons de dessin et de peinture d'un habile professeur, Louis Guy. Le père de Chenu, honorable industriel, était relativement riche. Mais bientôt des revers de fortune obligèrent le jeune artiste à demander à son talent naissant des ressources pour sa famille et pour lui-même. Ses débuts dans la carrière qui devait être brillante, furent difficiles. Moyennant 3 francs par jour, il peignait le plafond du casino de Lyon. Mais son talent se développait, grandissait ; il produisit plusieurs toiles remarquables, entre autres plusieurs panneaux représentant des sujets de chasse. Par son beau paysage *le départ du bateau à vapeur*, Chenu avait à Lyon attiré sur son talent l'attention publique. Mais sa réputation jusque-là était lyonnaise et limitée.

Enfin à l'exposition de Paris de 1867, Fleury-Chenu obtint une médaille, avec son tableau *Le cours des Chartreux à Lyon*, effet de neige. Cette toile est souvent désignée sous cette dénomination : *Le fiacre Jaune*. Le jour même de l'ouverture de l'exposition, on s'aborde, artistes, amateurs, marchands : « Avez-vous vu la neige d'un nommé Chenu ? » La révélation d'un talent original de premier ordre était faite. La France comptait un maître paysagiste de plus, un paysagiste hors lignes. L'inconnu de la veille était célèbre le lendemain. Le nom de *peintre de la neige* fut irrévocablement accolé à son nom patronymique.

La consécration de la renommée de Fleury-Chenu fut assurée par une série de peintures d'un mérite égal au *Cours des Chartreux* ; ce furent *le billet de logement*, *les trainards* qui fut acquis par le ministre et qui est au musée du Luxembourg, *le maréchal ferrant*, *la visite de noces*, *le coup de l'étrier*, *le quai de la Charité à Lyon*, etc.

La réputation de Chenu allait croissant et bientôt il ne put plus suffire aux commandes. Le prix de ses toiles avait atteint un chiffre élevé. Alexandre Dumas fils avait acheté

le cours des Chartreux, et Faure, le baryton de l'Opéra, s'était rendu acquéreur de l'Abreuvoir d'Hauteville.

Toutes ces compositions révélèrent une fermeté et une justesse de dessin très remarquable, une science du coloris très rare, une richesse d'imagination inépuisable. Aussi se disputait-on ces œuvres si originales et d'un si puissant effet. La toile acquise pour le musée du Luxembourg, fut payée 8.000 francs. *La visite de noces* fut vendue au même prix. En 1872, son tableau *l'effet de neige à Brenod* (Ain), fut acquis par le roi de Hollande au prix de 15.000 francs, et ainsi de ses autres toiles.

La visite de noces a inspiré à Jules Claretie (1) quelques observations; il critique les personnages du tableau, mais reconnaît les qualités du paysage, et termine ainsi : « M. Fleury-Chenu n'en a pas moins rendu fort bien sa neige et son brouillard, *seulement c'est un sorbet qui coûte cher.* »

C'était sans connaissance de cause et partant avec inconséquence injuste que l'opinion publique avait cantonné le talent de Chenu dans la peinture de la neige. Il n'était point vrai qu'il dût être spécialisé ainsi. On doit à Chenu plusieurs toiles admirables d'où la neige est exclue, par exemple : *La bataille des cimbres* et *l'enfant mort*.

Chenu est mort, le 9 mai 1875, à 40 ans, dans la plénitude de son talent, au moment où la gloire et la fortune étaient venues à lui. Le vaillant artiste était atteint depuis deux ans d'une maladie de cœur. Il a *vécu par le cœur*, disait, en suivant le convoi funèbre, un artiste lyonnais, *il en est mort*.

Chenu était en effet un grand cœur. Il était adoré de tous ceux qui étaient dans son intimité. Il était tellement doux et modeste que ses confrères ne le jalousaient point. Sa bourse était ouverte, avec les ménagements d'une infinie délicatesse envers ses obligés, aux jeunes artistes dont il devinait la gêne. Il était mémoratif des jours difficiles de

(1) *Peintres et sculpteurs contemporains*, 1874.

sa jeunesse ! Son caractère et sa bonté étaient au niveau de son talent.

Chenu était arrivé à acquérir la qualité souveraine des grands maîtres, l'originalité. Son œuvre lui assigne un des premiers rangs parmi les peintres contemporains.

Tableaux de Fleury-Chenu qui ont figuré dans les expositions :

Salon de 1867 : La neige sur le quai, Cours des Chartreux à Lyon.

Salon de 1868 : Le coup de l'étrier, La promenade le soir.

Salon de 1869 : La garde.

Salon de 1870 : Les trainards.

Salon de 1872 : La visite de noces.

Salon de 1873 : La Saône (1).

COLAUD Antoine-François, avocat-général.

Les Colaud étaient très nombreux dans la commune de Briançon ; au Pont-de-Cervièrès, ils étaient une véritable tribu de propriétaires cultivateurs et d'artisans. Dans le clan de la ville, les Colaud étaient avocats, procureurs, médecins, notaires surtout.

Joseph Colaud, né le 8 mars 1698, était le fils d'Antoine Colaud, notaire, et de Marie Allois, d'une famille de Savouls près d'Oulx, qui comptait parmi ses membres plusieurs conseillers à la Cour des Comptes. Il a occupé, au cours du XVIII^e siècle, le premier rang parmi les Colaud de Briançon. Il était à la fois assesseur au baillage, et receveur général des bois et domaines du roi. Il fut investi aussi des fonctions de juge de la seigneurie de Névaches, appartenant aux Desambrois, fonctions dans lesquelles il ne fut remplacé qu'en 1758 par l'avocat Turcon.

(1) Parmi les belles toiles de Chenu, il faut mentionner les divers paysages d'Hauteville. (Il possédait près de cette petite ville du Bugey (arrond. de Belley) une petite ferme qu'il aimait) ; ses vues de Crémieu et de ses environs, lieux pittoresques qui ont inspiré de grands paysagistes : Achard, Daubigny, Blanc-Fontaine, et l'aquarelliste Ravier.

A la suite de la destitution du sieur Gardon-Perricaud, vi-bailly du Briançonnais, et de sa condamnation par arrêt du Parlement de Grenoble, du 1^{er} août 1738, pour cause de détournements, Joseph Colaoud présida les audiences du baillage, non comme vi-bailly, mais comme le plus ancien assesseur. Il prit quelquefois dans les sentences ou ordonnances sur requêtes, la qualification de *juge mage*. Disons en passant que le siège de vi-bailly demeura vacant depuis 1738, jusqu'à l'installation de Jean Alphand, en 1748.

La situation de fortune de Joseph Colaoud était considérable. Il possédait un domaine de vaste étendue aux Toulousannes; il en avait deux autres dans la vallée de la Guisanne, l'un le Calvaire, au-dessus de Mas de Blais, l'autre aux abords de la ville qui porte encore son nom, et qui a passé par l'acquisition qu'en a faite au commencement de ce siècle, mon grand-père maternel, Jean-Jacques Bouchié, aux mains de ses arrière-petits-fils, MM. Sentis, qui en sont les possesseurs actuels.

Joseph Colaoud, marié à Marie-Anne Desgeneys (de Bar-donnèche), avait eu de cette union une nombreuse descendance. A noter parmi ses fils, Antoine-François et Jacques-Claude (dit Bernardin), ayant occupé l'un et l'autre des situations élevées dans les fonctions publiques, civiles ou politiques.

Antoine-François Colaoud est né le 9 février 1727. Il fit ses premières études à Briançon. Devenu avocat, il exerça pendant quelques années devant le baillage de sa ville natale. Il prête, en 1749, devant cette juridiction le serment d'usage des avocats. Il avait 22 ans. On a dit qu'il avait été vi-bailly du Briançonnais depuis la dépossession de Gardon-Perricaud. C'est là une erreur qui a eu cours, et qui ne doit pas se reproduire. On n'est pas vi-bailly à 11 ans.

Antoine-François Colaoud acquit, en 1751, une charge de conseiller maître à la Cour des Comptes. Il fut nommé, le 25 octobre 1751, en remplacement de Joseph de Baratier. En 1754, Antoine Colaoud fut nommé avocat-général, au Parlement de Grenoble, en remplacement de Joseph de Vaux de Crozo. Il devint ensuite premier avocat-général.

C'était un magistrat de mérite. Il n'était point au-dessous de ces hautes fonctions qu'il remplit jusqu'à sa mort, en 1786.

Dans les débats qui eurent lieu sur les poursuites contre l'Institut des Jésuites, si les avocats généraux de Montclar à Aix, et de La Chalotais à Rennes, déployèrent dans leur réquisitoire une éloquence forte et passionnée, il n'en fut pas de même au Parlement de Grenoble. L'avocat-général Colaud de la Salcette, qui portait la parole, n'eut qu'un rôle effacé (*voulu peut-être*). « On n'y entendit point de réquisitoire éloquent », dit M. Augustin Périer, dans son *Histoire abrégée du Dauphiné*.

L'attention publique se porta sur le rapport plein de faits, de logique et de raison des conseillers de Chaléon et de Meyrieu, rapport qui fut la base des *considérants* de l'arrêt de condamnation.

L'avocat général Colaud de la Salcette était, paraît-il, d'un caractère quelque peu irascible. *Il avait la tête près du bonnet*. Il eut maille à partir avec plusieurs conseillers au Parlement et notamment, en 1776, avec le procureur général de Moidieu.

Dans les démêlés entre la Cour du Parlement et le barreau, en 1780-1781, il se montra hautain, cassant et ouvertement hostile contre les avocats, alors que le procureur général de Renaud, le président d'Ornacieux, et en dernier lieu, l'avocat-général de Savoye-Rollin, faisaient les plus louables efforts pour porter les esprits à la conciliation et faire cesser un regrettable conflit. Peut-être, mais ceci n'est qu'une conjecture, le premier avocat-général était-il désagréablement impressionné par les éloges enthousiastes donnés par le barreau au talent supérieur de ses deux éloquents collègues, les avocats-généraux Servan et de Savoye-Rollin.

L'avocat-général Colaud de la Salcette, marié en 1757 à dame Marie Bonnet de Lachal, eut un certain nombre d'enfants : Marie-Magdeleine, mariée à François de Cressy, vi-bailly d'Embrun. Une de leurs filles a été la mère des éminents avocats du barreau de Grenoble, Mathieu et

Casimir de Ventavon ; l'autre fut mariée au général de Vaufrailand.

L'un des fils d'Antoine Colaud, Joseph-Claude-Louis, a été conseiller au Parlement, préfet de la Creuse, et successivement député de ce département. C'était un homme charmant, botaniste passionné.

Le second, Jean-Jacques-Bernardin, parvint au grade de général de division, se distingua par des actions d'éclat, fut gouverneur du Hanovre et baron de l'Empire. L'un de ses petit-fils, M. de Montluisant, est mort récemment général de division d'artillerie.

L'avocat-général Antoine Colaud ajouta à son nom celui de la Salcette. Son père, Joseph Colaud, avait été l'héritier de son oncle Louis Allois de la *Sarcette* (testament du 5 mai 1742, reçu M^e Accarier, notaire à Grenoble). Ses fils se crurent autorisés à prendre ce titre trouvé dans la succession de leur grand-oncle ; les Allois d'Herculais représentant la branche paternelle de la famille, continuèrent cependant à prendre le titre de seigneurs de *La Salcette*, Armieu, Quaix, Herculais.

Antoine-François Colaud de la Salcette est mort à Grenoble, le 28 août 1786.

COLAUD Jacques-Bernardin.

Fils, comme le précédent, de Joseph Colaud, pour lors premier consul de la ville de Briançon, ancien assesseur au bailage, Jacques Bernardin est né le 23 décembre 1733. Il entra dans les ordres et devint chanoine à Die. Très zélé pour le bien public et partisan résolu des réformes, il fut élu, le 5 janvier 1789, député du clergé aux états généraux pour la province du Dauphiné. Il fut l'un des premiers à demander la réunion de l'ordre du clergé à celui du Tiers-Etat. Il appuya dans l'Assemblée plusieurs propositions tendant à l'abolition des privilèges du clergé. Et voulant un jour qu'on ne le confondit pas avec les députés réactionnaires du Dauphiné, il s'écriait pendant l'une des séances : « Et moi aussi j'ai été chanoine et en même temps je suis citoyen et je ne m'oppose pas à l'exécution des lois. »

(Champollion, chroniq., 1887, p. 305.) Il proposa de réduire à 3.000 livres le revenu des bénéficiers ; il demanda la mise aux voix immédiate du projet sur la suppression des dîmes. Il vota le serment civique.

Le 9 septembre 1792, Bernardin Colaud fut élu membre de la Convention par le département de la Drôme. Lors du procès de Louis XVI, il formula ainsi son vote : « Je prononce la détention jusqu'à la paix, mais je vote pour la mort dans le cas où les ennemis envahiraient le territoire de la République. »

Approuve qui voudra une pareille opinion ! Elle me paraît injustifiable. Faire dépendre la vie de l'accusé d'une circonstance indépendante de sa volonté, était inique ! On comprend le vote tout politique de la détention jusqu'à la paix. La vie de l'accusé était une question réservée ; mais le vote de Colaud manquait ce semble de fermeté et de justice. D'ailleurs le rôle de Colaud à la Convention fut fort effacé. Il entra comme conventionnel au Conseil des Cinq-Cents le 23 vendémiaire an iv. Il mourut d'une attaque d'apoplexie pendant la session, en 1796.

Il avait, comme ses frères, ajouté à son nom patronymique, la dénomination de la *Salcette*.

COLAUD de la Salcette (Claude).

Claude Colaud, frère du précédent et fils comme lui de Joseph Colaud, est né à Briançon, le 26 décembre 1742. Il entra dans les ordres très jeune. Par provisions du pape Clément XIII du 12 des calendes de janvier 1763, il fut nommé chanoine d'Embrun ; devenu vicaire général et syndic du diocèse, il fut envoyé à l'Assemblée générale du clergé de France, qui se réunit à Paris, le 26 août 1787.

En 1788, il est député aux états de Romans ; désigné comme membre de la *commission intermédiaire*, il en fut le membre le plus dévoué et le plus courageux. Il entretint une correspondance active avec les municipalités et les agents de l'autorité publique pour assurer l'ordre autant que faire se pouvait dans ces jours de trouble et d'anarchie. Il s'acquitt ainsi des titres sérieux à la reconnaissance du pays ; mais le

souvenir des services rendus ne put le protéger pendant la *Terreur*. Il fut emprisonné, puis une fois relâché, il passa en Savoie et fut porté sur la liste des émigrés. Rentré en France, il se retira auprès de son neveu, Joseph-Louis-Claude Colaud de la Salcette, à St-Georges-de-Commiers. Il fut maire de cette commune et nommé conseiller de préfecture de l'Isère, en 1810. Lors de son passage à Grenoble, Napoléon le nomma, le 8 août 1814, préfet par *intérim* de l'Isère en remplacement de Fourrier.

Claude Colaud est décédé à Remollon (Hautes-Alpes), le 12 septembre 1817.

M. Mazimbert, avocat, arrière-petit-neveu de Claude Colaud, m'a renseigné pour la rédaction de cette notice ; qu'il veuille bien agréer mes remerciements.

COLAUD (général, comte).

Le général comte Colaud est l'une des gloires les plus pures du Briançonnais.

Patriotisme ardent, probité sévère, talents stratégiques de premier ordre, bravoure à toute épreuve unie à la prudence, modestie sincère, tels furent les traits distinctifs de cette nature d'élite, de ce guerrier de noble caractère qui fut admiré autant qu'aimé dans les grandes armées de la République.

Claude-Silvestre Colaud est né à Briançon, le 12 décembre 1754. Son père Claude Colaud, marchand de la ville, y était à la tête d'un commerce qu'il transporta à Bastia (Corse). Ce fut là que Colaud passa une partie de son enfance, séjour qui fortement l'attacha à cette seconde patrie. Les parents de Colaud le placèrent au collège de la Ciotat où il fit de bonnes études. Un penchant irrésistible entraînait l'adolescent vers la carrière des armes. Aussi, trompant les espérances et les desseins de son père qui le destinait au commerce, s'engagea-t-il à 17 ans dans le régiment de Lorraine. Mais sur les instances de sa famille, le jeune soldat finit par consentir à la résiliation qu'elle avait obtenue de son engagement. Il rentra au foyer domestique et se soumit pendant 5 ou 6 ans à seconder son père dans

son commerce ; mais à l'âge de 22 ans, il en obtint de suivre la carrière de son choix, celle où il devait conquérir une réputation glorieuse et sans taches. Il s'engagea cette fois, le 16 mars, dans le Royal-Dragons. Il mit deux ans pour être brigadier et quatre pour devenir maréchal des logis-chef, lui qui, dix ans plus tard, devait en moins de deux ans, du grade de lieutenant atteindre celui de général de division.

Capitaine, le 27 juin 1792, Colaud s'acquît dans les régiments de chasseurs où il servait, une telle réputation de bravoure, d'intelligence et d'habileté guerrière, que désigné (c'est le général de Valence qui raconte ce fait), pour opérer une reconnaissance nocturne dangereuse dans les lignes mêmes du camp ennemi, il demanda le choix des hommes. Le général en chef Kellermann, sur le champ de bandière de deux régiments de chasseurs, demanda lui-même les soldats de bonne volonté. Vingt voix s'élevèrent : — Quel est l'officier qui commandera l'opération où nous risquerons si bien notre vie ? — Le capitaine Colaud, répondit le général. — Oh alors ! tous. Ce ne fut qu'une seule acclamation. Ce jugement du soldat dut toucher le cœur de l'officier et l'émouvoir plus que tous témoignages officiels d'estime et d'approbation.

La carrière militaire de Colaud, bien que se prolongeant sous l'Empire, compte surtout ses brillants services et ses actions d'éclat dans cette période à jamais mémorable de dix années où des combats gigantesques d'un peuple menacé dans son existence nationale, éloignèrent l'Europe coalisée de ses frontières et reportèrent la guerre sur les terres de l'ennemi. Colaud pendant ces dix années fut sur les champs de bataille, se distinguant au premier rang par son habileté, son sang-froid, sa bravoure et le coup d'œil décisif dans le combat.

La *Galerie militaire* publiée l'an XIII, contient sur Colaud une notice historique qui relate assez fidèlement ses faits de guerre, jusqu'en 1805. Nous la reproduisons ici, nous réservant de compléter ou de rectifier certains détails, ensuite de documents mis au jour postérieurement à cette

publication. Ce récit s'arrête à la paix de Lunéville et à la nomination de Colaud comme membre du Sénat conservateur :

« Sous-lieutenant en 1784, il était, au commencement de la guerre, capitaine au premier régiment de chasseurs à cheval. Il fut fait lieutenant-colonel en 1792, colonel-commandant-légionnaire de la légion du centre le 26 décembre de la même année, général de brigade le 4 mai 1793, puis général de division le 20 septembre suivant.

« Il se trouva à la bataille de Valmy, qui eut lieu le 20 septembre 1792. Après la retraite des Prussiens, il passa à l'armée des Ardennes, sous Valence, en qualité de lieutenant-colonel, et commandait les avant-postes de cette armée pendant le siège de Namur. Il eut plusieurs affaires avec les troupes ennemies commandées par Beaulieu et Clairfayt.

« Il servit, en qualité de général de brigade, à l'armée du Nord, commandée successivement par les généraux Dampierre, Lamarche et Leveneur. Il commandait à Hanon le corps des flanqueurs de gauche, composé de dix bataillons, lorsque le camp de Famars fut forcé le 23 mai 1793 à 9 heures du matin, par les troupes de la coalition, composées de Prussiens, d'Autrichiens, Anglais, Saxons, Hanovriens, etc. Il couvrit la retraite de l'armée et le pont de Denain, jusqu'à 11 heures du soir. Plusieurs fois dans cette journée difficile, enveloppé de toutes parts, il fut sommé de se rendre ; mais résolu de se sacrifier pour le salut de l'armée, il sut arrêter l'ennemi, et à minuit il effectua sa retraite en bon ordre sur Bouchain, où il n'arriva qu'à 4 heures du matin. Le général Lamarche donna les plus grands éloges à l'habileté de ses manœuvres, et protesta que sa vigoureuse défense avait, en cette occasion, sauvé l'armée française.

« Pendant le siège de Valenciennes, le général Colaud commandait le même corps des flanqueurs de gauche, à Harleux. Après la prise de cette place, le camp de César ayant été forcé et l'armée obligée à la retraite, il fit face encore une fois au prince de Cobourg et au duc d'Yorck.

L'armée française se replia derrière sa division et alla occuper le camp de Gaverelles.

« Ce fut alors que l'armée anglaise marcha sur Dunkerque, et que se livra la bataille de Hondskoote, le 7 septembre 1793. Le général Colaoud, qui y combattait sous les ordres de Jourdan, fut dangereusement blessé d'un biscayen à la cuisse. Le président de la Convention lui envoya une expédition du décret portant qu'il avait *bien mérité de la patrie*.

« Le général Colaoud était à peine guéri de sa blessure, qu'il rejoignit l'armée du Nord, où il eut le commandement de quatre divisions au camp retranché sous Maubeuge. Le général Pichegru, qui avait remplacé Jourdan, dans le commandement de l'armée, le lui déféra pendant son absence.

« Le général Colaoud passe ensuite à l'armée de la Moselle, et commande une division de l'avant-garde. Il se trouve à la prise de Trèves, emporte d'assaut les redoutes de Trarbach, poursuit les Prussiens commandés par le général Kœhler, dans le Hundsruck, les force à repasser la Nahe à Bingen, où il soutient plusieurs combats, et vient ensuite bloquer Mayence. Les Prussiens, à cette époque, repassèrent le Rhin et se retirèrent de la coalition.

« Deux mois après, Colaoud fut envoyé à l'armée d'Italie, où il ne resta que peu de temps. Il fut chargé d'aller à Toulon, réprimer la révolte qui avait éclaté dans cette ville, où les ouvriers du port, les habitants et une partie des matelots de l'escadre avaient forcé les arsenaux et s'armaient de toutes parts. Pendant cette insurrection, qui était l'ouvrage d'une faction de l'intérieur soudoyée par l'Angleterre, et qui éclata le 30 floréal (le même jour que le mouvement du faubourg St-Antoine, à Paris), on signalait à Toulon l'escadre anglaise, qui entretenait des intelligences parmi les révoltés, et voulait empêcher l'escadre française de sortir du port.

« Cette révolte qui dura onze jours, pouvait avoir les résultats les plus funestes ; mais grâce aux sages dispositions du général Colaoud, et à l'énergie qui le caractérise

particulièrement, l'ordre se rétablit, et Toulon fut une seconde fois conservé à la République.

« Ces troubles étant apaisés, le comité de salut public nomma Colaud, commandant en chef à Paris; mais ce général préféra de se rendre à l'armée de Sambre-et-Meuse, pour assister au premier passage du Rhin. Sur son refus, le général Menou, qui avait été créé commandant en second, fut nommé commandant en chef de la 17^{me} division militaire.

« Dans la campagne de l'an iv, le général Colaud commandait une division de l'aile gauche, sous les ordres de Kléber. A l'affaire de Siegberg, il passa au gué l'Acher et la Sieg avec son corps, enfonça les troupes autrichiennes commandées par le duc de Wurtemberg, les coupa en deux, et en jeta une partie contre le Rhin.

« Le général Colaud reçut, à l'occasion de l'affaire de Siegberg, la lettre suivante du directoire exécutif :

« C'est à vos dispositions sages et promptement exécutées, « citoyen général, qu'on est redevable en grande partie « du succès acquis à l'affaire de Siegberg.

« Le directoire en est instruit, et vous en témoigne sa « satisfaction particulière. »

« La division du général Colaud continua de se distinguer pendant toute cette campagne, jusque sur les frontières de la Bohême. Lorsque la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse fut ordonnée, cette division fut chargée, le premier jour de la retraite, de l'arrière-garde, et eut une affaire sérieuse à Amberg, où elle fit la plus belle contenance.

« La campagne suivante, le général Colaud eut, sous les ordres du général Hoche, le commandement de quatre divisions, et fut chargé du blocus de Mayence et d'Ehrenbreitstein.

« Une insurrection s'étant déclarée dans les neuf départements réunis (Hollande), vers le commencement de l'an vii, le général Colaud y fut envoyé, au mois de brumaire, en qualité de commandant en chef; sa fermeté et l'activité de ses mesures triomphèrent de cette révolte, qui dura trois mois. Il envoya à Paris quatorze drapeaux pris sur les révol-

tés (1), fit rentrer au trésor public plus de trente millions de contributions arriérées, et rétablit l'ordre et le calme dans le pays soumis à son commandement. Ainsi les Anglais, qui voulaient s'emparer de l'Escaut, se virent trompés dans leur espérance de prolonger la guerre civile sur cette partie de la République, et d'empêcher Jourdan d'ouvrir avec succès une nouvelle campagne.

« Le ministre la guerre, en écrivant au général Colaud une lettre de satisfaction de la part du directoire exécutif, lui envoya l'ordre d'aller prendre le commandement de l'aile gauche de l'armée du Danube, au blocus de Philipsbourg.

« En l'an viii, le général Colaud passa à l'armée du Rhin sous Moreau, et commanda le corps du Bas-Rhin jusqu'après la bataille de Hohenlinden. Il n'a quitté l'armée que lorsqu'elle est entrée en France après la paix de Lunéville.

« Le 18 nivôse an ix, le premier consul adressa au Sénat conservateur le message suivant :

« Sénateurs, le premier consul, en vertu de l'article 16 de la constitution, vous présente comme candidat au Sénat conservateur le citoyen Colaud, général de division à l'armée du Rhin.

« Ce soldat a rendu des services essentiels dans toutes les campagnes de la guerre. C'est d'ailleurs l'occasion de donner un témoignage de considération à cette invincible armée du Rhin, qui des champs de Hohenlinden, est arrivée jusqu'aux portes de Vienne, dans le mois le plus rigoureux de l'année, en vainquant tous les obstacles. »

« Dans sa séance du 24 pluviôse, le Sénat conservateur ayant à nommer entre les trois candidats qui lui étaient présentés, d'après la constitution, par le premier consul, le

(1) Aucune des feuilles publiques n'a fait mention de l'envoi de ces quatorze drapeaux, qui ont été apportés au ministre de la guerre par le chef de brigade Bonardy. Vraisemblablement le gouvernement avait ses raisons pour ne pas donner de l'importance à cette guerre.

corps législatif et le tribunal, fixa son choix sur le général Colaud, et le nomma membre du Sénat conservateur.

« Dans ces fonctions éminentes, environné des suffrages de ses concitoyens, il peut avec orgueil reporter ses regards sur la carrière qu'il a parcourue, et n'y trouver que de ces actions qui commandent, dans tous les temps et chez tous les peuples, l'estime et la considération. »

Les auteurs de la *Galerie militaire*, non munis encore de tous les documents qui ont éclairé dans les publications postérieures, la composition et les mouvements des armées, ont commis quelques erreurs dans le récit des faits militaires de Colaud. Ainsi à la bataille d'Hondscoote, 1^{er} septembre 1793, Colaud n'était point sous les ordres de Jourdan ; le général Houchard commandait en chef et était à la tête du centre de l'armée. Colaud commandait l'aile droite. Jourdan l'aile gauche. Les détails sur cette action de capitale importance ont été donnés par le représentant du peuple Levasseur (de la Sarthe) en mission à l'armée du Nord avec son collègue Delbret. « L'un et l'autre ne quittèrent pas le champ de bataille où Delbret fut blessé et où Levasseur eut un cheval tué sous lui. » (Mémoires de Levasseur.)

Le récit de Levasseur attribue le succès de la journée à Colaud et à Jourdan, et constate l'incapacité d'Houchard. « La division du général Colaud fit des prodiges de valeur, dit Levasseur ; l'ennemi avait opposé encore plus de résistance de son côté qu'au centre où je me trouvais... »

Colaud, comme on l'a vu, fut grièvement blessé ainsi que Jourdan. Ainsi encore, la *Galerie militaire* passe sous silence la part glorieuse prise par Colaud, à la bataille de Hohenlinden où il commandait le corps du Bas-Rhin. Mais ces erreurs de détail sur lesquelles nous n'insisterons pas, ne peuvent déparer l'harmonieuse ordonnance de ces dix ans de consécration à la défense de la patrie, de toutes les facultés, y compris le sacrifice de la vie, de ce vaillant capitaine.

Colaud avait été l'aide-de-camp de Kellermann. Les relations de ces deux hommes de grand courage et d'inaltéra-

ble civisme fondèrent entre eux l'amitié la plus étroite dont la durée fut celle de leur existence. Ney fut l'aide-de-camp de Colaud et plus tard placé sous ses ordres comme général de brigade. Ney avait conçu pour son ancien chef la plus vive estime. A l'élection de Colaud au Sénat conservateur, Ney lui écrivit en ces termes : « Burghausen, 11 ventôse an ix. Mon cher général, votre nomination au Sénat conservateur m'a fait infiniment plaisir, et j'aime à le répéter au milieu des militaires qui vous estiment aussi sincèrement que moi. Vos devoirs actuels, quoique importants deviennent agréables, lorsque l'on a comme vous, les sentiments d'attachement à la chose publique. Ney. (*Vict. et Conq.*, t. 27.)

Colaud demeura quelques années sans prendre part aux opérations militaires ; mais en 1806, il quitta la toge sénatoriale pour exercer un commandement dans le Hanovre, et en 1807 il passa un moment en Hollande pour commander les troupes françaises, sous le roi Louis. Il fit ensuite la campagne de Vienne et partit de cette capitale, le 11 août 1809, pour prendre le commandement d'Anvers. Ce fut le dernier acte de la carrière militaire de Colaud qui se consacra désormais en entier à ses fonctions sénatoriales. En 1814, le général Colaud vota la déchéance de l'empereur. Il fut créé pair de France par Louis XVIII. Il demeura étranger à la politique pendant les Cent-Jours. Au retour des Bourbons, il reprit sa place à la Chambre des pairs où il se signala par un acte glorieux, la défense du général Ney.

Hélas ! sa noble et chaleureuse éloquence ne put sauver le brave des braves, ni épargner à la pairie la tache indélébile d'un assassinat juridique, comme le dit, en pleine cour des pairs, le général Exulmans, après Godefroi Cavaignac. « Anathème, *anathème éternel* aux corps politiques, jugeant des délits politiques », leur dit aussi François Arago.

A propos de son attitude en 1814, et de son vote sur la déchéance de Napoléon, nous devons protester contre une appréciation de la conduite de Colaud, par Adolphe Rochas (*Biographie du Dauphiné*), appréciation qui nous paraît être une atteinte à la vérité historique, en même temps que

la méconnaissance de la dignité du citoyen. « En 1814, dit M. A. Rochas, le sénateur Colaud vota la déchéance de l'empereur à qui il devait son élévation. Sa défection lui valut d'être créé pair de France par Louis XVIII. »

Colaud ne devait qu'à lui-même son élévation. Il la devait à son intrépidité, à son pur patriotisme qui lui avaient fait braver cent fois la mort sur les champs de bataille, à ses talents stratégiques qui s'étaient manifestés avec tant d'éclat lorsqu'il sauva l'armée du Nord au pont de Denain et à Hondscote. Devait-il à Bonaparte le décret de la Convention de septembre 1793, portant qu'il avait bien mérité de la patrie et le grade de général de division qui lui fut alors conféré? Bonaparte était alors un simple chef de bataillon encore inconnu.

Adolphe Rochas commet donc une lourde erreur. Quelle est d'ailleurs cette théorie, vestige condamné de ce que les opinions et les errements monarchiques avaient de plus répugnant, de plus servile, qui reconnaît en quelque sorte, au représentant des pouvoirs publics, une sorte de propriété sur les fonctions et les grades?

On est, on a toujours été, le général, le fonctionnaire, le serviteur de la France dont le chef du pouvoir n'est pour la collation d'un grade que le délégué dont le devoir est d'élire avec discernement et avec justice, ceux auxquels un service public doit être confié. L' élu ne doit rien quand il a payé sa promotion par l'accomplissement du devoir fonctionnel. C'est de l'exécution d'un contrat synallagmatique qu'il s'agit ici, non d'un accord de caractère unilatéral.

Ce ne fut pas non plus, quoiqu'en dise Rochas, une vile préoccupation d'intérêt personnel qui fut le mobile des actes du loyal soldat. « Depuis 1809, disent les auteurs de la *Biographie des hommes vivants*, Colaud appartenait, dans le Sénat, à la minorité qui blâmait les vues de plus en plus follement ambitieuses de Bonaparte. » Le judicieux général prévoyait les calamités que des guerres sans fin dues à des ambitions dynastiques déchaineraient sur la France. Il avait en dégoût, du reste, comme tous les honnê-

tes gens ce régime policier à outrance qui abaissait les caractères et semblait devoir éterniser l'empire de la force, le mépris du droit, le règne des voleurs de tout titre et de tout rang, des dilapidateurs de la fortune publique.

Ce fut donc avec un assentiment libre, raisonné, avec amour de son pays, que cet homme de bien accepta l'ordre de choses que la force majeure des événements imposait à la France. L'acceptation de la dynastie des Bourbons fut pour Colaud comme pour beaucoup d'excellents citoyens, un mariage de raison. La loyauté voulait que la parole donnée fut gardée ; Colaud remplit avec honneur son engagement. Il demeura éloigné des affaires publiques pendant les Cent Jours. Il démontra ainsi sa probité politique qui fit contraste, du reste, avec la versatilité de bien de ses illustres contemporains.

En 1817, Colaud fit un voyage en Corse. Il voulut revoir, avant de mourir, sa seconde patrie. Il y fut accueilli, fêté, acclamé. Les fiers insulaires, si bons appréciateurs par ataviques sentiments, de la bravoure et des mâles vertus, prodiguèrent au vaillant guerrier les témoignages d'estime et d'admiration. Le général Raphaël Casabianca reçut, à bras ouverts, son compagnon de gloire. Colaud passa quelque temps aux eaux de Finmorbo, auxquelles il demanda vainement un allègement aux souffrances dues à la grave blessure de Hondscootte. A son retour, il fut accompagné, jusqu'au vaisseau en partance, par les ovations populaires.

Colaud est décédé à Paris le 4 décembre 1819.

Il était grand officier de la Légion d'honneur. Son nom est inscrit au côté sud de l'arc de triomphe de l'Étoile.

« Le général Colaud, disent les auteurs de la *Biographie des hommes vivants* (1817), est du nombre des militaires dont les mains sont pures. Il n'a point acquis, par des vexations, la modeste fortune dont il jouit ; et si tous les généraux eussent fait observer, partout où les conduisait la victoire, une discipline aussi sévère, le nom français n'aurait pas été maudit de toute l'Europe. »

Le général de Valence, l'ami du comte Colaud, prononça son éloge devant la Chambre des pairs, le 20 juillet 1820. C'est une belle page d'histoire contemporaine; le général de Valence sut faire revivre dans ce magistral panégyrique, la physionomie guerrière et le beau caractère de son ami. Il rappela ses nombreux et éclatants faits d'armes et son désintéressement, « son noble cœur toujours étranger « à la jalousie et qui ne connut d'autre rivalité que celle du « zèle et patriotisme.

« Aucun chef, dit encore le général de Valence, n'a porté plus loin le zèle et la sévérité pour le maintien de l'ordre et de la discipline.... son nom ne fut jamais un objet d'effroi que pour les ennemis, les fripons et les malfaiteurs. »

Les dernières paroles de l'orateur sont à retenir. Elles sont un magnifique éloge de Colaud. « Il laisse à nos cœurs « de profonds regrets, à notre mémoire de grands souvenirs, à nos neveux de magnanimes exemples : ah ! certes, « je puis dire, sans crainte d'être désapprouvé, que comme « homme privé et comme citoyen, aussi bien que comme « guerrier, il peut être comparé à tous ceux que l'histoire « de tous les pays et de tous les temps a offerts à l'estime « et à l'admiration de la postérité. »

(*Moniteur* du 31 juillet 1820.)

La tombe du général Colaud est au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

La vue de ce monument funéraire a inspiré à Viennet, de l'Académie française, les réflexions suivantes :

« Colaud (né à Briançon en 1754, mort en 1819) a vu fuir les Anglais et le duc d'York des champs de Hondscoote. Il a aussi partagé la gloire de l'armée de Sambre-et-Meuse où les plus purs de nos guerriers avaient imprimé toute l'austérité de leur caractère et qui, dans un temps d'anarchie, a montré la discipline des Spartiates et la vertu des vieux Romains. Il a aussi siégé dans le Sénat, dans la chambre des pairs et là, comme sur le champ de bataille, il a encore défendu la liberté de son pays. »

(*Promenade philosophique au cimetière du Père-Lachaise*, par M. Viennet, de l'Académie française. Paris, 1855).

COLOMBAN Jacques.

Jacques Colomban, né au Villard-St-Pancrace en 1772, entré dans les *guides des Alpes* à la formation de ce corps et de là dans la garde consulaire, s'éleva par sa bravoure et son mérite au grade de lieutenant-colonel. Il fut mis à la retraite en 1815, à l'âge de 43 ans. Il était officier de la Légion d'honneur et chevalier de St-Louis.

Marié le 8 janvier 1817, à Embrun, il a eu deux fils dont l'aîné, Alfred, mon camarade de collège à Grenoble, a été receveur de l'enregistrement à Salon (Bouches-du-Rhône).

Le colonel Colomban est décédé à Embrun, le 24 décembre 1829.

COT Jean-Pierre, boulanger.

Fils de Simon Cot, boulanger dans la Grand'rue, Jean-Pierre Cot est né à Briançon le 28 janvier 1810. Quel digne et brave garçon, doux comme un agneau et comme lui inoffensif!!

Il avait en adoration sa ville natale, Briançon; il aimait aussi la France, il aimait tout le monde. Il eût embrassé avec tendresse le premier *caffre* venu qui lui aurait *baragouiné* le mot de *fraternité*.

Mais par dessus tout, plus que Briançon et la France, Cot aimait la musique et la poésie. Les lauriers de Reboul, son confrère boulanger, l'empêchaient de dormir. Amour malheureux et non payé de retour!! Quoiqu'il ait *musiqué* toute sa vie, il ne fut jamais qu'un grotesque en composition musicale. En poésie, ou plutôt en versification, il ne put s'élever plus haut. Je fais cependant une réserve pour ce passage de son petit poème : *Les Cloches du Christianisme* :

Maintes fois à minuit, au sein de ma chaumière,
Les refrains de l'horloge ont ouvert ma paupière;
Alors le bon papa disait avec raison :
« Commençons au pétrin notre longue oraison. »

Le brave homme savait par des conseils utiles
Alléger nos travaux et les rendre faciles.

.....
Satisfaits et joyeux, nous sortions un moment
Pour jouir de l'air pur et voir le firmament.
J'aime à me rappeler les leçons bienveillantes
Qu'inspiraient à son cœur les étoiles brillantes,
La majesté des nuits, le calme solennel,
La lune se montrant sous le dôme éternel,
Et de l'aurore enfin le concert unanime,
Célébraient du Seigneur la bonté magnanime,
Et nous faisaient songer au lointain avenir!...
Qu'il est doux à mon cœur ce touchant souvenir!...
.....

Il y a là, ce me semble, de la vraie poésie, mais, hélas !
l'inspiration n'était pas de longue haleine.

Cot *rimaillait* à propos de tout et les journaux de Gap
avaient à se défendre contre ses demandes d'insertion.

Et dire que jamais tout espoir n'abandonne
Celui qui peut de peu remplir tout son cerveau,
Qui cherche des trésors dans le sol qu'il sillonne
Et se sent satisfait s'il trouve un *vermisseau*.

GOETHE.

Le *vermisseau* ici c'était un beau rêve de gloire et d'im-
mortalité, et pour le doux illuminé, ce rêve était d'ores et
déjà une splendide réalité.

Dans sa conviction intime, il avait comme poète escaladé
les hauts sommets où chantait Lamartine ; sa musique
sacrée avait *enfoncé* les grands oratorios de l'Italie.

Cot, avons-nous dit, aimait d'amour extrême sa ville na-
tale : *Briançon, petite ville, grand renom*, ainsi qu'il le di-
sait en toute occasion. Lorsqu'il apprit que la gare du
chemin de fer de Gap à Briançon devait être établie à
Ste-Catherine, son indignation fut extrême. Il partit pour
Paris et demanda une audience au Président de la Répu-
blique. Il espérait obtenir du chef de l'Etat une interven-
tion toute puissante auprès des ingénieurs coupables de

criante injustice envers la ville de Briançon, dont le champ de Mars devait être l'emplacement de la gare.

Cette audience, Cot l'obtint et elle fut de longue durée.

A son retour de Paris, il vint me voir à Grenoble. — Hé bien, que vous a dit le Président de la République ? — Pas grand'chose, me répondit-il ; mais quel homme aimable et accueillant, ce M. Grévy ! Il m'a écouté en riant, et plus je m'échauffais, plus il riait. Je croyais ma cause, ma cause sainte gagnée. Mais quel amer désappointement ! Quel homme faible, quoique aimable, ce Président ! « Il m'a dit en dernier lieu qu'il n'y pouvait rien. »

Cot déplorait la faiblesse du président Grévy, mais il ne mettait pas en doute la grande impression faite par ses paroles sur le chef du pouvoir exécutif !

Textuelle la conversation que j'ai eue avec l'excellent boulanger naïf et simple au delà de toute expression !

Je ne sais, si en méditant son poème des *Cloches du christianisme*, Cot s'était enquis de l'oracle des Cloches de Varennes, dont le son, au dire de Jan des Entommeures, était plus *fatidique* que des *Chauldrons de Jupiter en Dodone* : *Marie-toy, marie-toy. Si tu te marie, marie, marie, bien t'en trouveras, veras, veras.*

Mais Cot, s'il consulta Rabelais, s'en tint à l'interprétation de Panurge :

« Ma foy, frère Jan, mon meilleur sera point ne me marier. Escoute que me disent les cloches à cette heure que
« sommes plus près. Marie point, marie point, point, point,
« point, point. Si tu te marie, marie, marie, tu t'en repen-
« tiras, tiras, tiras. »

Cot resta célibataire. Il mena l'existence la plus chaste et la plus pure. Si l'on ajoute à cela son ardent amour de l'humanité, son dévouement à toutes les saintes causes, on conviendra que Jean-Pierre Cot avait à la canonisation plus de droits que bien des saints couchés sur le calendrier.

Je possède un portrait de Cot (photographie). Cette figure empreinte d'exquise douceur, de placidité absolue rappelle à la pensée ces têtes nimbées de *bienheureux* qui

arrêtent si délicieusement le regard dans les beaux mis-sels du moyen âge.

Jean-Pierre Cot est mort dans le courant du mois d'août 1880.

A l'annonce de ce décès, il ne fut plus question des vers ni de la musique du défunt. On ne parla que de ses vertus et de son inaltérable bonté. Il fut universellement et sincèrement regretté.

BIBLIOGRAPHIE

Les Cloches du christianisme, poème historique et sentimental, par Jean-Pierre Cot, boulanger, in-12. Briançon, 1859.

Au Conseil municipal de la ville de Briançon. Rapport sur le chemin de fer de Briançon et sur la nécessité de faire établir la gare militaire aux portes de la ville, par Jean-Pierre Cot, membre correspondant de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon, auteur de plusieurs ouvrages de poésie et de musique. Grenoble, imprimerie de F. Allier père et fils, Grande-Rue, 8, cour de Chaulnes. 1876, in-12.

Inédits : *l'Amour de la Patrie*, poème.

Le fils d'un vieux soldat et translation des cendres de l'empereur Napoléon. Stances à M. Bugnard.

Cot a publié de nombreuses pièces de vers dans les journaux de Gap *l'Annonciateur*, *le Courrier des Alpes*.

DAILLIÈRE Jullien.

On a cité comme étant né à Briançon (Hautes-Alpes) Jullien Daillière, poète lyrique et auteur dramatique, dont on signale comme pièces de théâtre de valeur, *André Chénier*, *Napoléon et Joséphine*, *l'Aigle*. C'est une erreur. Daillière est né en 1812, à Briançon (Maine-et-Loire).

DURAND David.

David Durand, né à Briançon, a été proposant et régent du collège de Die et successivement régent des écoles de

Nyons. Appartenant à la religion réformée, il abjura et passa au catholicisme en 1625.

BIBLIOGRAPHIE

Déclaration de M. David Durand, dauphinois, jadis proposant et dogmatisant en la religion calvinisque (*sic*) et régent du collège de Die et escoles de Nions, touchant sa conversion à la foy catholique. (Grenoble, 1625, in-8°, 24 pages. (Bibliographie huguenote, par E. Arnaud, dans le *Dauphiné* du 28 mai 1795.)

FABRI Claude.

Tout ce qu'on sait sur Claude Fabri, se trouve dans ces trois lignes du *Dictionnaire historique du Dauphiné*, de Guy-Allard :

Fabri Claude, cordelier du Briançonnais, fut martyrisé par les huguenots en Languedoc, le 1^{er} de mars 1575.

FAUCHÉ-PRUNELLE.

Il existe, comme on sait, en France aussi bien qu'à l'étranger, un nombre infini de monographies sur le passé non seulement de régions jadis *provinciales* ou de villes de quelque renom, mais de localités à peines connues. Ces essais historiques ou biographiques utiles au point de vue de la constitution de l'histoire nationale comme matériaux offerts aux ingénieuses et puissantes synthèses de nos grands historiens, ne présentent, en général, qu'un intérêt secondaire, tout de surface et d'effet pittoresque.

Tel n'est point le livre pensé et écrit sur Briançon et le Briançonnais par Fauché-Prunelle. C'est une œuvre de haute science historique, d'intense méditation sur graves questions de droit public et administratif, sur les conditions et les errements de la vie nationale et sociale. Abondent dans ce livres les recherches patientes et habilement dirigées sur des points d'histoire inexplorés et les heureuses tentatives de mise en lumière des sédiments d'institu-

tions et de vie morale déposés, dans les Alpes dauphinoises par des nationalités diverses du ^v^e au ^{xi}^e siècle.

L'histoire du Briançonnais de Fauché-Prunelle n'est point une relation suivie des incidents de la vie publique ou privée d'un centre de population, fantasmagorie monotone par la répétition de scènes dramatiques identiques ou analogues de la vie ordinaire. C'est une œuvre de bien plus haute portée. Ce sont les institutions, leur action sur la vie publique ou privée et l'influence de rétroaction des mœurs sur les institutions qui sont surtout la préoccupation de l'auteur. C'est, du reste, dans son intégrité, l'âme d'un petit peuple qui palpète dans ces pages; ce sont ses aspirations, sa notion du droit, sa rectitude de jugement sur les difficultés naissant de l'opposition des idées ou des intérêts, la modification des mœurs par l'opinion publique dans ses organes les plus éclairés; c'est la liberté limitée et cantonnée par le droit d'autrui; c'est la vigilante conservation des usages démontrés utiles par la pratique; telle est, à grands traits, cette mosaïque historique, de lecture si attrayante et instructive non seulement pour un Briançonnais mais pour tout lecteur sérieux. Le livre de Fauché-Prunelle est de la grande facture historique des œuvres des Guizot, des Barante, des Michelet, des Mignet, etc. Le Briançonnais y a été fouillé dans ses profondeurs, dans son caractère ethnographique, dans ses tendances morales, dans les conditions de sa vie matérielle et dans les ressources normales de ses productions, dans sa conception de la justice distributive, et de l'assistance publique. On voit que ce laborieux, ce penseur, possédant un grand savoir et la clairvoyance d'un solide esprit, est à l'aise devant les horizons ouverts par ses recherches pour juger sainement des hommes et des choses.

Fauché-Prunelle n'est pas né à Briançon, mais si les mentions de l'état civil font défaut pour le déclarer briançonnais, on peut dire que la naturalisation s'est accomplie, inconsciemment peut-être pour lui, par la consécration de ses éminentes facultés à l'histoire du Briançonnais, son œuvre capitale; et aussi par son attachement à ce pays,

attachement qui se traduit parfois dans ses écrits par un trait énergiquement exprimé de sympathie.

Il nous semble, dès lors, que nous sommes en droit de revendiquer, pour l'inscrire à la page la plus marquante d'une biographie du Briançonnais, la haute personnalité de notre historien.

Que son nom figure dans notre modeste travail, afin qu'y soit inscrit l'hommage de respect, d'admiration et de gratitude qui lui est dû.

H. Gariel a écrit une notice de critique littéraire et de biographie sur Fauché-Prunelle comme discours de réception à l'Académie delphinale. Pour la composition de la partie biographique de son œuvre, il me demanda un concours et des communications que mes longues et affectueuses relations avec M. Fauché-Prunelle pouvaient lui rendre particulièrement utiles. Pour dire brièvement ce que fut notre historien, j'emprunte à la brochure de Gariel quelques détails qui appartinrent à notre collaboration :

« André-Alexandre Fauché-Prunelle est né à Grenoble le 15 janvier 1795. Il fit ses études au lycée de cette ville, où il obtint, en 1811, le prix d'honneur en rhétorique (1). Reçu un des premiers à l'Ecole polytechnique en 1814, il prit part, avec toute l'Ecole, à la bataille de Paris, où 23,000 hommes tinrent pendant treize heures contre 200,000 ennemis avides de reprendre enfin leur revanche d'une domination de dix ans, qui avait humilié les souverains dans leur orgueil, et, chose plus dangereuse, les peuples dans leur patriotisme et leur nationalité.

« Après la capitulation de Paris, M. Fauché-Prunelle rentra à l'Ecole jusqu'à son licenciement (ordonnance du 15 avril 1816). Il revint à Grenoble, à la fin de 1816, comme surnuméraire dans l'enregistrement, et il suivit en même temps les Cours de l'Ecole de droit. Reçu licencié en 1820,

(1) Sous le premier Empire, il n'y eut au lycée de Grenoble que deux prix d'honneur ; l'autre avait été donné, en 1810, à M. Gontard.

il abandonna la carrière de l'enregistrement pour se livrer à la profession d'avocat.

« A la Révolution de 1830, sa qualité d'ancien élève de l'Ecole polytechnique et ses opinions libérales très connues le firent acclamer capitaine de la garde nationale. Le 16 octobre de la même année, il fut nommé président du tribunal civil de Briançon ; le 29 septembre 1836, à celui de Vienne. Le 14 août 1838, il revint à Grenoble conseiller à la Cour royale, fonctions qu'il remplissait lorsque la mort, le frappant avant le temps, est venue jeter le deuil dans la cité. »

« M. Fauché-Prunelle fut conduit à s'occuper de l'histoire du Briançonnais et successivement de celle du Dauphiné de la façon singulière que voici : on pourrait croire que ce fût pendant son séjour à Briançon et pour charmer ses loisirs, — car, que faire à Briançon ? — que notre regretté confrère étudia sur place l'histoire des Alpes Cottiennes dont il devait plus tard se constituer le savant et patriotique écrivain. Il n'en est rien. Pendant les six années (1830-36) qu'il passa à Briançon, M. Fauché fit de la botanique et composa un herbier remarquable, moins par le nombre que par la beauté et la rareté des plantes, et une collection de lépidoptères décalqués et coloriés avec une merveilleuse habileté. Piéton aussi sobre qu'infatigable, il parcourait toutes les hauteurs des Alpes, et se délassait de ses courses au sein d'une société d'élite qui, appréciant à leur juste valeur, son mérite, son instruction et son caractère, l'avait fort gracieusement accueilli.

« Lorsqu'il dut quitter Briançon pour aller à Vienne, M. Benoît Bouchié, un de ceux qui l'avaient le plus goûté, lui offrit un dîner où il avait réuni tous ses amis. La conversation tomba sur l'histoire locale, et M. Bouchié, homme d'un savoir remarquable, prématurément enlevé à sa ville natale qu'il honorait, peignit, en quelques traits généraux, la constitution politique et le régime municipal inscrit dans la grande charte briançonnaise de 1343. C'est par cette charte que le dauphin Humbert II transporta aux communautés Briançonnaises tous ses droits féodaux et seigneu-

riaux. La curiosité de M. Fauché fut vivement éveillée par le récit de M. Bouchié, et, comme il émettait quelque doute sur l'étendue de l'abandon fait par le Dauphin, l'amphytrion, se levant de table, alla prendre dans sa bibliothèque un exemplaire imprimé de la transaction de 1343, et en fit don à M. Fauché. Arrivé à Vienne, notre futur historien fit une sérieuse étude de ce document et projeta dès lors son grand ouvrage sur les anciennes institutions briançonnaises et sur les libertés du Dauphiné. Mais la ville de Vienne ne pouvait lui fournir les matériaux indispensables à la réalisation de ce projet, et ce ne fut réellement qu'à Grenoble (1838) qu'il put mettre la main à l'œuvre. La bibliothèque, les anciennes archives de la Cour des comptes et celles de toutes les communes du Briançonnais, furent fouillées par lui dans tous les sens. Ce Briançonnais qu'il avait tant exploré en naturaliste, il l'explora de nouveau à diverses reprises et dans ses plus petits recoins, mais en paléographe. Les archives de Briançon, de Névache, du Val-des-Prés, de Ville-Vieille, de Ville-Vallouise, etc., furent complètement dépouillées. M. Fauché mit près de vingt ans à réunir tous les éléments de son livre. C'est l'œuvre de sa vie. »

Lorsque parut le livre de Fauché-Prunelle sur le Briançonnais (1856-1857), j'en donnai un compte rendu dans le journal le *Vœu national* du 15 mars 1857. Je dois dire, en toute humilité, que mes appréciations formulées sur lecture rapide du livre, demeuraient au-dessous de ce qu'une critique plus méditée, plus autorisée aurait pu relever de plus saillant dans cette œuvre magistrale à laquelle l'académie des inscriptions et belles-lettres eut dû, en toute justice, décerner le prix au lieu d'une mention très honorable.

Tel quel, je reproduis ici le compte rendu que je viens de rappeler :

« *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes Briançonnaises*, par M. Alex. Fauché-Prunelle, conseiller à la Cour impériale de Grenoble.

« Voici une œuvre sérieuse, fortement conçue, longue-

ment méditée et contrastant avec ces productions légères que, sous les formes variées du feuilleton et de la revue périodique, une littérature *au jour le jour* prodigue à une société préoccupée outre mesure des intérêts matériels, et peu soucieuse, en général, des travaux historiques de longue haleine et de haute portée.

« Le livre de M. Fauché-Prunelle est destiné à prendre une place recommandable parmi les travaux historiques de notre temps. L'Académie des inscriptions et belles-lettres, en décernant à l'auteur une mention très honorable, n'a fait, par cette flatteuse distinction, que prévenir le jugement du public sur cette œuvre.

« M. Fauché-Prunelle a voulu retracer l'histoire des institutions municipales, des libertés d'un petit peuple, le Briançonnais. Si la scène où se sont accomplis les faits et les choses que l'on trouve dans la monographie de M. Fauché-Prunelle paraît, au premier abord, étroite et mesurée, on se préoccupe peu de cette cause apparente de défaut d'intérêt dès qu'on a ouvert ce livre. On s'aperçoit bien vite que l'auteur élargit, à chaque instant, l'horizon de sa pensée et de ses observations, soit par des rapprochements nombreux des faits qu'il raconte avec ceux de l'histoire générale du Dauphiné, soit par des comparaisons des institutions du Briançonnais avec celles de nationalités importantes. D'ailleurs, ainsi que le dit très bien l'auteur dans l'avant-propos de son livre : « Est-ce l'importance numérique d'un peuple, est-ce la plus ou moins grande étendue de son territoire qui fait, qui constitue la nature, la force ou la bonté de ses institutions? »

« M. Fauché-Prunelle réunissait, plus que personne, toutes les conditions nécessaires pour traiter remarquablement le sujet qu'il avait choisi. Président du tribunal de Briançon et ayant résidé dans cette ville pendant plusieurs années, M. Fauché avait étudié le caractère, les mœurs, les croyances des populations dont il a, plus tard, retracé l'histoire à un point de vue particulier ; il avait étudié aussi et saisi la physionomie du pays, ses productions, ses ressources. Et c'est toujours un excellent moyen d'éclairer

le passé historique d'un pays que de se rendre un compte exact de sa situation actuelle, de ses éléments existants.

« Avant d'aborder ce travail important, M. Fauché-Prunelle avait poussé au loin ses reconnaissances historiques tout autour du théâtre de son étude principale : il avait fouillé les archives des communes du Briançonnais, celles fort importantes de la ville de Briançon, sauvées presque intactes des deux incendies de 1624 et 1692, et il avait publié, dans le bulletin de l'Académie delphinale, une analyse des titres les plus importants de ces archives ; rien de ce qui pouvait intéresser ce pays n'a paru indifférent à M. Fauché. On trouve dans le bulletin de l'Académie delphinale, signés de son nom, un article intéressant de zoologie sur le Briançonnais, une savante dissertation historique sur l'invasion des Sarrazins dans les Alpes, des considérations économiques du plus haut intérêt, à propos de la question importante du déboisement des forêts, si tristement remise à l'ordre du jour par les désastreuses inondations de l'année qui vient de s'écouler ; des appréciations pleines d'autorité et de science au sujet d'un travail de M. Albin Gras, sur la botanique du Dauphiné.

« On voit que M. Fauché-Prunelle se trouvait dans les conditions les plus heureuses pour entreprendre et mener à bonne fin l'œuvre difficile qu'il publie aujourd'hui. Qu'il nous soit permis d'indiquer en quelques traits rapides les points les plus saillants de ce livre dont nous ne voudrions, nous, rien retrancher à coup sûr.

Le chapitre XI^e, 1^{er} vol, ayant pour titre *Abolition de la Féodalité*, peut être recommandé à une attention spéciale. L'auteur y donne les détails les plus dignes d'intérêt sur la manière dont les Briançonnais, dès le milieu du XIV^e siècle, se sont rachetés de tous droits seigneuriaux ou féodaux vis-à-vis des comtes Dauphins, leurs seuls seigneurs suzerains, au moyen d'une rente annuelle perpétuelle de 4.000 ducats et d'une somme de 12,000 florins, payable dans un délai assez court. Un traité intervint entre le Dauphin et les habitants du Briançonnais, et ces derniers, en échange des sacrifices pécuniaires qu'ils faisaient, obtinrent le droit

de s'administrer eux-mêmes, d'exercer les droits seigneuriaux personnels, tels que ceux de port d'armes, de chasse, de pêche, de créer des francs-bourgeois..., le Dauphin ne se réservant que son autorité de haute justice et son autorité militaire. Une situation presque unique en France, d'indépendance et de liberté, fut acquise dès cette époque au pays briançonnais, par l'effet de cette charte au sujet de laquelle on trouve, dans Chorier, les réflexions suivantes :

« Leurs députés (des Briançonnais) furent d'habiles gens ;
« ils attaquèrent l'esprit du Dauphin du côté qu'il était le
« plus faible ; l'argent présent pouvait plus sur lui que les
« plus fortes considérations, il était prodigue, et qui l'est
« toujours est toujours avare ; il ne refusait rien à qui lui
« donnait ; ils lui présentèrent, outre ce revenu annuel
« (4,000 ducats), un présent de 12,000 florins d'or, et ce fut
« ce qui acheva ce célèbre traité. »

« Ce chapitre est suivi du texte de la charte du 29 mai 1343.

« Le second volume présente aussi les détails les plus intéressants sur les vicissitudes du régime municipal du Briançonnais, sur la justice et la magistrature municipale, le droit de bourgeoisie, l'instruction publique, l'industrie, le commerce, l'impôt, les droits d'arrosage, les bois et forêts, etc... Tout est, du reste, dans ce livre du plus haut intérêt, et pour qui s'adonne volontiers à une lecture instructive et sérieuse, il y a obligation de tout lire.

« Ce 2^e volume, qui est de 712 pages, renferme aussi une très belle étude sur l'historique des états-généraux du Dauphiné, depuis leur origine jusqu'à leur suppression en 1628, sur les assemblées des commis ou des huit ou dix villes, et, enfin, sur les Etats du Dauphiné depuis 1628 jusqu'à leur fin en 1789. Par cette dernière partie, le livre de M. Fauché-Prunelle se rattache à l'histoire générale du Dauphiné.

« Cette œuvre est destinée à un durable et bien légitime succès. Car il est, de nos jours, peu d'hommes assez dominés par l'amour de la science pour se livrer à des recherches aussi nombreuses, aussi variées. Ces pages sont, en dehors

d'un texte substantiel, nourries de notes, de dates, de citations d'auteurs ou de documents manuscrits très multipliés.

« Toutes ces conditions assurent à cette remarquable monographie une longévité de réputation difficile à conquérir aujourd'hui.

« A. A. »

Fauché-Prunelle est décédé le 13 juin 1863.

L'avocat-général René Bérenger, aujourd'hui sénateur, exprimait ainsi dans la séance de rentrée de la Cour d'appel de Grenoble du 3 novembre 1863, son sentiment sur le caractère et les œuvres du regretté magistrat :

« C'était un de ces esprits essentiellement studieux pour lesquels le repos est une fatigue et le travail un besoin. Les occupations de la vie judiciaire ne pouvant suffire à son activité, il se porta vers d'autres objets et sut se faire dans le monde savant une réputation qui ne nuisit en rien à celle qu'il s'était acquise au palais. Son ouvrage principal, *Recherches sur les institutions briançonnaises*, fruit de longues et patientes études, lui valut l'attention de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Admirateur passionné des merveilles de notre beau pays, il n'est pas une de ses œuvres qui ne soit un témoignage de son attachement pour lui. Soit qu'il éclaircisse les origines de notre histoire, soit qu'il fouille les poudreuses archives de nos vieilles juridictions ou qu'il décrive, en artiste épris de son œuvre, les beautés alpestres, on le sent toujours guidé par la pensée de concourir à la gloire de son pays. C'est ce but constant qui fit l'unité de ses œuvres et l'honneur de sa vie. L'expression de la reconnaissance publique pour une existence si noblement occupée doit se joindre au témoignage de nos regrets. »

BIBLIOGRAPHIE

Œuvres ayant trait au Briançonnais :

Aperçu pittoresque et romantique sur le Briançonnais. (Grenoble imp. de Prudhomme, 1843), in-8° de 19 p. Tirage

à part du *Bulletin de la société des sciences et des arts de Grenoble*, séance du 4 août 1843. Cet aperçu a été reproduit dans l'*Essai sur les anciennes institutions*, t. 1, p. 5-25.

Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes cottiennes-briançonnaises, augmenté de recherches sur leur ancien état politique et social, sur les libertés et les principales institutions du Dauphiné, ainsi que plusieurs points de l'histoire de cette province. *Grenoble, Vellot et Comp^e*, 1856-1857, 2 vol. in-8° de 636 et 712 p.

Coup d'œil sur la végétation des Alpes considérée dans son rapport avec le climat, suivi d'observations sur la hauteur de la ligne-limite des neiges perpétuelles dans les Alpes dauphinoises. *Grenoble, impr. de Maisonville* (1858), in-8° de 48 p. Extrait à petit nombre du *Congrès scientifique de France*, session de Grenoble, septembre 1857.

*Travaux publiés dans la collection du Bulletin de
l'Académie Delphinale :*

Dissertation sur un tombeau antique découvert en 1834 à Ristolas, dans la vallée briançonnaise du Queyras, t. 1, p. 321-328.

Livre du Roi, t. 1, p. 329-340.

Mémoire relatif à un rapport fait à l'Institut par M. Blanqui, le 25 novembre 1843, sur l'état économique des départements des Hautes et Basses-Alpes, de l'Isère et du Var, t. 1, p. 377-406.

Rapport sur les archives du Briançonnais et notamment sur celles des vallées de Queyras et de Vallouise, t. 1, p. 433-458.

Mémoire sur les invasions des Sarrazins dans les contrées de la rive gauche du Rhône et plus particulièrement dans le Dauphiné et les Alpes (séance du 16 janv. 1847), t. 2, p. 216-30, 276-294, 410-439, 474-527, 806-838; — t. 3, p. 141-176.

Mémoire sur les animaux des Alpes (Voy. G.), t. 2, p. 775-798.

Mémoire sur les irrigations dans le Briançonnais, t. 5, p. 110-112.

Un orage dans les Alpes Briançonnaises, t. 6 (I de la 2^e série), p. 414-419.

Les élections municipales dans le Briançonnais, t. 6, (I, 2^e série), p. 607-625.

*Travaux publiés dans les deux volumes du Congrès
scientifique de France :*

Coup d'œil sur la végétation des Alpes, considérée dans son rapport avec le climat.

Observations sur la hauteur de la ligne-limite des neiges perpétuelles dans les Alpes dauphinoises.

Discussion sur la géographie ancienne du Dauphiné, t. 2, p. 374.

*Travaux publiés dans les cinq années de la Revue des
Alpes :*

Un orage dans les Alpes Briançonnaises, n° 47, 22 mai 1858.

Les Alpes dauphinoises, leur description pittoresque, leur climatologie, leur végétation et leur flore, leur faune.

Les anciennes élections municipales dans le Briançonnais.

FAURE Louis-Etienne.

Louis-Etienne Faure est né à Briançon, le 20 août 1759. Son père, Nicolas Faure, originaire de Cervières, était notaire royal à Briançon. Suivant l'affirmation de l'un de ses neveux, Louis-Etienne Faure fit ses études en vue d'entrer dans les ordres. Quoi qu'il en soit de ces premières visées et d'un commencement d'exécution, on trouve Faure tout acquis aux principes de la Révolution dès les premières manifestations de l'esprit public. Il figure dans les conseils de la commune de Briançon quelle qu'en soit la dénomination, ainsi que dans l'administration centrale du département. En 1803, il est membre du conseil d'arrondissement

pour Briançon ainsi désigné : *Faure, ex-commissaire du département*. On le voit candidat au Corps législatif ensuite de la désignation votative de ses compatriotes.

Au commencement de l'Empire, Faure fut nommé receveur des droits réunis à Briançon.

Mais ces fonctions, d'ailleurs convenablement rétribuées, ne pouvaient suffire à l'activité d'esprit de Faure. De politique, il n'était plus question sous l'ère impériale. Il trouva dans l'étude théorique de l'agriculture et dans des essais pratiques bien vite fort étendus, l'emploi des loisirs que lui laissait sa charge et la direction de travaux de sa prédilection. Faure aimait la campagne avec passion. On trouve dans bien des pages de ses publications, même dans celles de la dernière heure, la sincère expression de cet amour des champs, des forêts, des troupeaux.

Le rêve d'une existence champêtre de bien naturelle hantise pendant les orages de la Révolution, prenant corps et espoir de réalisation dans des jours plus paisibles, ne fut peut-être tout d'abord qu'une vague aspiration d'un adepte du culte de Sylvain, méditant les délicieuses épîtres d'Horace, du voluptueux assagi et blasé, amoureux de solitude, pris par le charme de la vie pour soi et le dédain, de toute mondanité. Furent sans doute méditées et goûtées par le penseur Briançonnais, les épîtres à Quintius, *ad villicum suum*, à Fuscus Aristius; il dut dire dans la franchise et l'ardeur de son penchant vers les beautés de la nature :

....*Ego laudo ruris amœni*

Rivos et musco circumlita saxa, nemus que.

Quoi qu'il en soit, l'amateur de la campagne ne tarda pas à donner une direction plus active, plus pratique à ses goûts champêtres. Il devint un lecteur de Quesnay, du Marquis de Mirabaud, de tous les physiocrates; il fut à la fois, économiste et agriculteur.

Les idées du temps étaient du reste aux préoccupations de cette nature; Dellile, tant décrié depuis par des critiques superficiels et ignorants, ciseleurs de phrases creuses, Dellile était lu dans ses traductions et dans les œuvres de

son inspiration personnelle, toutes imprégnées de l'amour des champs.

Dans ce camp des publicistes agricoles, la guerre fut déclarée à la routine quant aux procédés culturaux, quant à l'outillage, quant à la substance et à la préparation des fumures et à leur adaptation aux diverses espèces de produits, quant à l'élève et au choix du bétail. Des revues agricoles virent le jour à Paris, à Genève, à Milan, etc. *Un journal d'agriculture* s'était fondé à Gap sur l'initiative et sous les auspices du préfet Ladoucette. Etienne Faure fut au premier rang des rédacteurs. Il fut le plus résolu parmi les hommes qui voulurent, dans notre région des Alpes dauphinoises, mettre en pratique les nouvelles théories. Il acheta des terres, appliqua, non sans succès, à leur exploitation les procédés de culture préconisés par les novateurs. Il s'adonna surtout à l'élève des *mérinos*. Cette espèce de la race ovine introduite en Espagne par les Arabes et plus tard dans le Roussillon et le Béarn, fut à la fin du siècle passé et au commencement de celui-ci, l'objet de nombreuses tentatives d'acclimatation, sur presque tous les points du territoire français. Pozzo di Borgo l'a fait pour la Corse en 1824.

Faure eut dès lors pour lecture assidue le *Manuel pastoral* de MM. de Grandmaison et Dumond, propriétaires du troupeau de *mérinos* d'Epluches près Pontoise. Il eut, lui aussi, son troupeau de *mérinos*. La lettre suivante dit ses dispositions d'esprit et ses espérances d'agriculteur et d'éleveur.

« A Monsieur Charles Pictet, l'un des rédacteurs de la
Bibliothèque Britan, à Genève.

« Entraîné par instinct, par goût, par la force des événements vers les champs, j'en ai préconisé les jouissances solides et inexprimables, et m'estime heureux de m'être nourri de vos préceptes sur ce premier des arts, et à votre exemple de m'attacher à en connaître les ressources inépuisables

« Placé sur une des pentes au midi des Alpes cottiennes,

dans le fertile vallon du Briançonnais (Hautes-Alpes), je me suis livré depuis huit à dix ans (malgré l'âpreté du climat, les préjugés, les habitudes les plus ridicules en agriculture) à faire quelques expériences qui, en résultat, m'ont procuré des moyens certains d'instruction et des profits réels.

« Dans le principe de mon établissement rural, j'ai cru indispensable de m'associer pour compagnons et soutiens de mes travaux, une centaine de mérinos, qui prospèrent à souhait, et pour l'entretien desquels j'ai dû m'occuper de suite des moyens d'obtenir la quantité et la qualité de plantes fourrageuses les plus convenables à la prospérité et à la santé de mon troupeau naissant.

« Briançon, 21 février 1811. »

.....

En 1803, Faure avait commencé à faire élever, en pleine forêt, sur les pentes de la montagne de Pierre-Ayrault, territoire du Villard-St-Pancrace, le chalet du Lauzin. Les travaux dirigés par Faure lui-même, exécutés par un nommé Welf, entrepreneur intelligent, étaient terminés en 1807. Le choix de l'emplacement témoignait d'un discernement très sûr des avantages qu'il offrait à tous les points de vue, et du goût parfait de l'architecte.

Le Lauzin est un lieu de charme *empoignant* ; séjour donnant un avant-goût de ces existences sidérales rêvées par Flammarion, une *symphonie pastorale* où chantent la forêt avec ses bruissements divers, la fontaine aux flots abondants et limpides, la clochette des troupeaux paissant sur les pentes voisines, le suave gazouillement du tartin et du venturon, la pelouse parfumée, les brises légères, les pans du ciel bleu coupés par les accidents forestiers de la clairière et les nuages floconneux frangés d'argent cheminant sur les sommités dentelées de l'horizon. Le Lauzin est un lieu à enchantement et ce qu'on peut en dire reste au-dessous de la vérité.

Là, Faure a passé quelques heureux jours. Là, il installa ses chers *mérinos* dans une longue étable joignant la ferme. Disons tout de suite que Faure donna trop d'extension

à ses entreprises agricoles et pastorales. Il avait, en outre du Lauzin, établi un parc de moutons aux chalets des *Fonds*, à l'extrémité de la plaine du Bourget, commune de Cervières, et construit une ferme avec bergerie à Sainte-Catherine, au confluent de la Durance et de la Guizane.

La direction et la surveillance de ces établissements éloignés les uns des autres étaient singulièrement difficiles sinon impossibles. Là où l'œil du maître ne pénètre pas, tout périclite, c'est une vérité pratique qui ne souffre presque pas d'exception.

La situation de Faure ne tarda pas à être embarrassée, et 1814 vit l'effondrement de sa fortune. Il avait compromis celle de son frère consanguin, Louis Faure, avoué près le Tribunal de Briançon, homme généreux, qui porta la peine d'un dévouement fraternel trop aveugle.

En 1814, Faure fut destitué de son emploi de receveur des droits réunis. Au retour de Bonaparte, il fut réintégré dans son emploi et nommé, au mois de mai 1815, membre de la chambre des représentants, par le collège électoral de l'arrondissement de Briançon, par 56 voix sur 68 votants, contre 12 données à M. Delphin, major du génie.

Faure garda le silence au sein de la Chambre des représentants jusqu'à la séance du 30 juin, où il soumit à la Chambre un projet de délibération tendant à déclarer aux puissances qu'il n'y aurait point de traité avec elles, sans l'exclusion formelle des Bourbons. Il lut à la tribune, au milieu des murmures, une opinion dans laquelle il concluait, dit la *Biographie des hommes vivants*, pour que le drapeau tricolore avec l'aigle fut déclaré le drapeau de la nation. Le lendemain, il fit imprimer ce discours, dont nous ne citerons que les passages suivants :

« Que veut-on donc ! Ouvrir la porte aux Bourbons, jeter ainsi parmi vous tous les ferments des discordes civiles. Ce système anarchique est allé bien plus loin : ici, comme à Mont-Saint-Jean, on crie à la trahison ; on annonce que tout est perdu, que la représentation nationale a proclamé Louis XVIII : tout Paris est imbu de ce cri mensonger et funeste. On vous dit que le ministère de ce prétendu roi

est nommé, que des lettres closes sont émises pour convoquer les derniers députés au Corps législatif; vous ne seriez donc plus, vous représentants du peuple, que des factieux, des séditeux? L'opinion publique attend de vous une déclaration franche, décidée et énergique, contre le retour du comte de Lille, même avec des conditions qui seraient nécessairement illusoires. Ce n'est pas avoir assez fait que de reconnaître Napoléon II; il faut attaquer les droits soi-disant légitimes des Bourbons, au moment décisif... Et la Chambre des représentants hésiterait à dire que les champs de Fleurus et de Mont-Saint-Jean ont élevé entre ses princes et nous une barrière éternelle! La nation et l'armée réclament l'expression de vos sentiments. Tel est mon vœu, celui de mes collègues des députations dauphinoises. C'est en leur nom et au mien que j'en demande acte à la Chambre. »

Inutile d'ajouter que la Chambre ne tint aucun compte de la motion du député Briançonnais.

Faure rentra dès lors dans la vie privée, destitué une deuxième fois par le régime nouveau, de son emploi, il demanda ses moyens d'existence à son instruction étendue et variée, à sa plume exercée. Il rédigea, pour les revues et les journaux d'agriculture et d'économie politique, d'innombrables articles. Il vécut ainsi honorablement jusqu'en 1830. Il lui fut équitablement accordé alors en sa qualité d'ancien fonctionnaire des droits réunis, un bureau de tabac de produit assez notable. Louis Faure vécut alors d'une existence tranquille, possédant le choix de ses travaux littéraires et les ressources nécessaires pour leur publication.

En 1843, à l'âge de 84 ans, il publia son livre : *Aperçus philosophiques*, qu'il faut lire ainsi que celui sur la Révolution de 1830, pour se rendre compte de la haute valeur de ce Briançonnais si peu connu et digne de l'être.

De son livre, *Aperçus philosophiques*, nous détachons le passage suivant :

« Entraîné de bonne heure par instinct et par goût vers les champs et la solitude, à cet âge où il est salutaire d'effacer sa personne derrière ses souvenirs, entièrement

livré à la retraite, afin de concentrer, de fortifier toutes les facultés de notre âme, éloigné des hommes et de leurs passions, des affaires et de leurs ennuis, nous nous sommes exclusivement occupé de la science chérie de la nature, comme principe de toute sagesse et de toute vérité.

« Là, loin du mouvement général, paisiblement assis, au bout de notre carrière, n'ayant plus que quelques heures pour nous rappeler et observer l'espace que nous avons parcouru; à l'abri du tumulte du monde et des passions qui s'agitent, séparé de cette cruelle et insidieuse politique, de cette police envahissante, qui corrompent, trompent, torturent tout ce qu'elles touchent, jusques aux libertés publiques et particulières, persuadé que le vrai bonheur nait du calme de l'âme, et que l'absence des pensées ambitieuses est la première condition du repos de la vie, nous nous sommes livré avec abandon à quelques recherches philosophiques. »

Louis-Etienne Faure est décédé à Paris, le 2 novembre 1850, à l'âge de 91 ans. Deux de ses neveux, Briançonnais aussi, fils de Louis Faure, ont occupé de hautes positions. Aimé Faure a été un des avocats distingués du barreau de Marseille et successivement juge au Tribunal. Jules Faure a été inspecteur divisionnaire des télégraphes.

BIBLIOGRAPHIE

Le Berger des Alpes, ou manière d'élever, de propager les bêtes à laine, mérinos, etc., et la race indigène dans le département des Hautes-Alpes, par L.-E. Faure, propriétaire-cultivateur, à Briançon. (Epigraphe : « Les brebis ont des pieds d'or, et partout où elles les placent, la terre devient or. » Paris, Fantin, libraire, 1807, in-16, 104 p.)

Mémoire sur les prairies artificielles. « Point de culture sans engrais, point d'engrais sans prairies artificielles. » par L.-E. Faure, propriétaire-cultivateur à Briançon.

Gap, Allier, imprimeur, sans date, in-8°, 23 p.

Lettre à M. Charles Pictet.

Briançon (Hautes-Alpes), ce 21 février 1811, 8 p. (*Journal d'agriculture des Hautes-Alpes*).

Article nécrologique sur l'abbé Rey, vicaire de Fortville, dans le *Journal d'agriculture des Hautes-Alpes*, t. 8, p. 319.

Mémoire sur les prairies artificielles, par L.-E. Faure, Paris, Fantin, 1814, in-8°, 30 p. (Reproduction à peu près complète de la 1^{re} édition.)

Statistique rurale et industrielle de l'arrondissement de Briançon, département des Hautes-Alpes, par M. Faure aîné, membre correspondant du Conseil général d'agriculture et de la Société royale et centrale de Paris.

Gap, Allier, imprimeur, 1823, in-8°, 116 p. (Imprimé aux frais du Ministère de l'intérieur). — Voir les lettres de la préface.

De la Révolution française, son origine, ses causes, ses progrès, ses abus, ses vicissitudes et ses résultats obligés, ou l'œuvre de juillet 1789, couronnée et accomplie par celle de juillet 1830, par L.-E. Faure, ancien député, membre de la Légion d'honneur. Paris, Delaunay et Dentu, in-8°, 1831, 201 p.

Aperçus philosophiques sur le monde physique et sur le monde intellectuel et moral servant d'introduction à un grand ouvrage sur ces matières, par M. Faure, ancien député.

Paris, Carilian-Gœury et Dalmon, 1843, in-8°, 167 p.

FAURE Alfred.

Alfred Faure, député du Rhône, est né à Briançon, le 21 août 1850, pendant un court séjour que sa mère y fit dans le cours de cette année. Son père, François-Honoré Faure, natif de la commune de l'Argentière, avait été pâtissier à Briançon. Appelé, vers 1843, à Oran, par son frère, capitaine du génie, qui y était en garnison et qui lui garantissait l'acquisition d'une rapide fortune en Algérie dans le commerce ou l'industrie, il se rendit à cette invitation, se fixa à Oran où il fit une fortune considérable dans un commerce de ferronnerie qu'il étendit jusqu'à créer une importante succursale à Sidi-Bel-Abbès.

Alfred Faure, ses études universitaires terminées, suivit les cours des facultés des sciences et de médecine de

Montpellier. Il accepta, cédant, en ce, à son irrésistible entraînement vers les sciences naturelles, les fonctions modestes d'aide-botaniste au jardin des plantes de cette ville. Durant le cours de ses études, le jeune savant, pour poursuivre le résultat d'explorations fructueuses, fit de nombreux voyages, que les larges allocations mensuelles d'un père très tendre et très libéral, lui rendirent faciles. Ces pérégrinations scientifiques ouvrirent à son esprit chercheur de nouveaux et larges horizons. Ses publications dans les revues spéciales conquièrent à son nom de la notoriété.

En 1878, des chaires de botanique et de zoologie, ayant été créées dans les écoles vétérinaires, Alfred Faure, à la suite d'un brillant concours, obtint la chaire de Lyon. Fixé désormais dans la grande cité, le jeune professeur qui est en même temps un homme spirituel, appela bientôt l'attention publique sur son enseignement plein d'aperçus originaux, très documenté du reste pour les faits et les observations.

En 1884, il fut élu membre du Conseil municipal de Lyon, et dans l'organisation du personnel dirigeant de l'exposition universelle de 1894, il fut appelé à la présidence du groupe X (agriculture, horticulture, viticulture) et nommé par ses collègues secrétaire du comité supérieur consultatif de l'exposition.

La mort du regretté Burdeau, l'homme d'Etat dans lequel la France républicaine avait placé de si hautes espérances, ayant donné lieu à la vacance d'un siège dans la députation du Rhône, Alfred Faure se vit l'objet de la distinction la plus flatteuse de la part de l'un des collèges électoraux de la seconde ville de France. Il a été élu député, en février 1895, en remplacement de Burdeau. Ses amis s'attendent à ce qu'il se montrera digne par la rectitude de sa conduite politique et son talent, de la succession du grand citoyen dont il occupe le siège.

FERRUS Guillaume-Laurent.

Guillaume-Laurent Ferrus, fils de Jean Ferrus, avocat

au parlement, exerçant près le baillage, est né à Briançon, le 10 août 1753.

La famille Ferrus était, dans le ^{xvi}^e siècle, établie à Savillan (Italie). Une de ses branches s'établit à Oulx d'où quelques-uns de ses membres se fixèrent soit à Briançon, soit au Puy-St-André. Les premiers acquirent de bonne heure le droit de combourgeoisie dans la ville. Ceux de Puy-St-André qualifiés d'abord d'*hostes* de la ville, y obtinrent aussi plus tard la qualité de combourgeois. Parmi ces derniers, André Ferrus, fils de Laurent, est mort à Puy-St-André en 1657, *debtenu dans son lit par vieillesse et caducité*. Son frère aîné Guillaume fut le membre de la famille qui se fixa, paraît-il, le premier à Briançon. La famille s'étendit en nombre et en importance locale. Les Ferrus se consacrèrent presque tous à des professions libérales : médecins, avocats, procureurs, notaires, militaires, ou ils occupèrent des fonctions dans les diverses branches de l'administration des finances ou de judicature. Comme d'autres compatriotes de la bourgeoisie, ils furent consuls, échevins, maires de la ville de Briançon.

Jean Ferrus était, en 1772, maire de Briançon.

Claude Ferrus était médecin de l'hôpital militaire en 1774. Il mourut en 1782 à l'âge de 99 ans.

Son arrière-petit-fils Victor Ferrus, mort il y a quelques années, était médecin principal des hôpitaux d'Alger. En 1843, il vint à Briançon avec Vincent Chabas, le capitaine *Manchot*, père de l'égyptologue français Chabas. Ils furent accueillis hospitalièrement dans notre maison à mas de Blais.

Guillaume Ferrus, décédé le 20 février 1763, à 80 ans, était médecin aussi à Briançon. Ferrus *dit la Botte* exerçait aussi la médecine à la fin du ^{xviii}^e siècle. Tous les trois étaient de la même famille.

On voit que la médecine était, en quelque sorte, la profession héréditaire dans la famille Ferrus. Le fils de l'avocat Guillaume-Laurent Ferrus devait être lui aussi médecin. Il fut un médecin célèbre.

Guillaume-Laurent Ferrus qui avait acquis, dans sa ville natale, considération et fortune, fut maire de Briançon en

1790. Le 29 août 1791, il fut élu député des Hautes-Alpes à la Législative par 130 voix sur 217 suffrages exprimés.

A la fin de sa législature, Ferrus regagna ses foyers. Il se livra à des opérations de commerce qui eurent pour résultat, ayant été payé en assignats, pour des fournitures de guerre, la déperdition presque totale de sa fortune.

L'un de ses frères, Thomas Ferrus, fit la campagne d'Egypte. Il devint capitaine et fut commandant du fort des Têtes à Briançon ; un autre frère, Guillaume Ferrus, fut receveur des gabelles au Château-Queyras.

Guillaume-Laurent Ferrus est décédé le 3 juin 1815.

FERRUS Jean-Joseph.

Jean-Joseph Ferrus, fils aîné de Guillaume-Laurent Ferrus, est né à Briançon, le 27 mars 1776. Il entra le 16 mars 1794 comme élève sous-lieutenant à l'Ecole du génie. (Cette école se fondit l'année suivante dans l'organisation de l'Ecole polytechnique.) Le 13 novembre de la même année, il était promu au grade de lieutenant, et le 21 mars suivant à celui de capitaine, au siège de Maëstricht, âgé de 19 ans seulement. Il servit en Italie avec distinction et suivit le général Bonaparte en Egypte. Il y mérita l'estime du général en chef et celle des autres généraux. Ses talents et sa bravoure s'étaient manifestés en toute occasion avec éclat. Ferrus soutint avec toute la conviction de son âme et toute l'impétuosité de son caractère, que St-Jean-d'Acre ne pouvait être emporté de vive force : cet avis partagé par plusieurs officiers d'un grand mérite, par le général Lannes entre autres, ne fut pas écouté. Ferrus fut blessé deux fois dans la tranchée et peu après attaqué de la peste. Le résultat du siège fut tel que Ferrus l'avait prédit. Le général en chef envoya le colonel Bessière au capitaine Ferrus, pour lui dire qu'il n'avait su la vérité entière que par lui, et qu'il le nommait chef de bataillon en récompense de ses talents et de sa franchise. Mais Ferrus ne put jouir de cette distinction, il mourut à Caïffa le 1^{er} prairial, an VII, emportant avec lui l'estime du général Bonaparte, et l'amitié de ses camarades. Il fut commandant à 23 ans !

FERRUS Guillaume (Le D^r).

Guillaume-Marie-André Ferrus, second fils de Guillaume-Laurent Ferrus, est né le 2 septembre 1784, au Clos-du-Rif près le Château-Queyras. A sa naissance, sa mère, Magdeleine Fantin, y était en villégiature chez son beau-frère Guillaume Ferrus, receveur des gabelles pour le Queyras.

Le jeune Ferrus reçut à Briançon l'instruction que les établissements scolaires de la ville pouvaient donner à cette époque.

A l'âge de 13 ans, l'oncle maternel du jeune écolier, André Fantin, chirurgien en chef de l'hôpital militaire de Briançon, le prit avec lui, se chargea de son éducation et de son avenir. Le docteur André Fantin destina son neveu à la carrière qu'il parcourait lui-même avec distinction.

Dès cet âge si tendre, l'enfant fut soumis à une discipline de fer, à assister à l'amphithéâtre comme aide, à toutes opérations chirurgicales ; il dut se livrer à des travaux de dissection et d'anatomie, travaux répugnants qui exigent de ceux qui s'y livrent une force de volonté que l'on ne rencontre d'ordinaire que dans l'âge viril. Le rude professeur qui constatait avec satisfaction l'intelligence supérieure et la fermeté de caractère de son élève ne lui fit grâce d'aucun effort pénible, d'aucune des épreuves de la profession.

Si l'éducation médicale fut poursuivie ainsi, avec une froide détermination de la part d'un professeur, au fond, rempli de tendresse, les progrès de l'élève, ses connaissances pratiques, sa précoce habileté d'opérateur, répondirent au delà de toute prévision à l'attente du docteur Fantin qui rêvait pour ce neveu si bien doué, succès et célébrité, et qui ne s'épargnait point pour lui préparer les voies dans la carrière qu'il lui avait ouverte.

Après quatre années de stage à Briançon en qualité d'élève officier de santé, Ferrus partit pour Paris en 1799 pour y continuer ses études médicales. Le 15 mai 1805, il était en possession du diplôme de docteur en médecine. La même année, il fut nommé, à 21 ans, chirurgien à l'ambulance de

la garde impériale (vérites des chasseurs à cheval). Promu le 25 septembre 1808 chirurgien-major, il fut décoré de la Légion d'honneur de la main même de l'Empereur à Wagram, en 1809, pour action d'éclat.

Dès le jour de son entrée dans la chirurgie militaire, Ferrus avait été constamment sur les champs de bataille, à Austerlitz, à Eylau (1807), en Espagne (1808) à Wagram, 2^e campagne d'Autriche (1809), en Russie (1812), en Hollande (1813). Partout faisant acte de bravoure, de sang-froid et d'habileté professionnelle.

Il dut à ces brillantes et solides qualités les témoignages de l'estime et de l'attachement de Corvisart. Retraité comme chirurgien-major le 4 janvier 1815, il reprit du service pendant les Cent Jours et assista à la bataille de Waterloo. Ce fut là le dernier acte de sa carrière médicale dans le service militaire.

Rentré dans la vie civile, le docteur Ferrus, mu par une impulsion de cause inconnue, persuadé dans tous les cas, que le progrès des sciences tient surtout à la spécialisation dans les travaux, s'adonna tout entier à l'étude de l'aliénation mentale. Cette tendance et ce choix peuvent paraître étranges de la part d'un chirurgien. Ces deux sortes d'études et de pratiques semblent être aux antipodes de la science médicale. Le chirurgien constate, sans grande difficulté, les lésions d'un organe et leur gravité. Il a le plus souvent sous les yeux, un corps tangible, sondable, pénétrable en un mot; le médecin aliéniste, lui, ne se préoccupe que secondairement de l'affection physique apparente, il a affaire surtout à la pensée, à l'intelligence; il doit cheminer en physiologiste, en psychologue, autant qu'en pathologiste dans les régions vagues, douteuses, le plus souvent inaccessibles du cerveau, tâche hérissée de difficultés, semée d'écueils et comportant cependant les plus redoutables responsabilités.

Les travaux de Pinel, d'Esquirol, de Fodéré avaient sans doute vivement excité l'attention du docteur Ferrus et son émulation. Il devint leur égal, sinon leur supérieur. Intelligence au plus haut point déliée et toujours en éveil,

disposition naturelle à l'observation, répulsion pour les conceptions à *priori*, pour les théories hypothétiques, amour de la vérité dans la constatation des faits, de la clarté dans les déductions, telles étaient les armes de trempe supérieure de Ferrus dans ce nouveau combat livré à la maladie.

Il conquiert bientôt dans le monde savant aliéniste une réelle autorité.

Médecin adjoint de Pinel à l'hospice de la Salpêtrière en 1819, associé résidant de l'Académie de médecine en 1823, Ferrus, nommé médecin à Bicêtre (division des aliénés), le 18 février 1826, est envoyé la même année, en mission en Angleterre pour étudier la question des aliénés. Il se marie la même année avec la fille du baron Dubois, veuve de Bécclard. Il est médecin consultant du Roi le 18 mai 1832 et membre du conseil supérieur de santé le 28 janvier 1833.

Le 1^{er} octobre 1835, le docteur Ferrus occupe le point culminant de la hiérarchie dans la médecine aliéniste. A cette date, il est nommé inspecteur général de tous les établissements d'aliénés de France.

Le moment était venu où le docteur Ferrus allait donner encore d'éclatantes preuves de sa supériorité d'esprit et de l'étendue de ses connaissances; nous voulons parler de sa large participation à l'élaboration de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.

On le sait, rien de plus disparate, de plus cruel que les procédés dont on usait envers les aliénés avant l'application de cette loi, à la fois protectrice du malheureux aliéné, de la famille et de la société. L'incurie ou les mesures barbares de répression, de prétendue sauvegarde de la sécurité publique, marquaient en général les agissements des administrations locales et des foules vis-à-vis de ces infortunés : on les voyait partout, même dans les centres importants de population, couchés sur la paille souillée d'immondices, abandonnés aux mauvais traitements de gardiens brutaux, mourant de faim, ou bien errant dans les campagnes, à moitié nus sous de sordides haillons, jouet d'une populace grossière et sans pitié. S'ils se por-

taient, dans les écarts dus à la folie, à quelques sévices, ils étaient plongés dans les prisons au milieu des criminels les plus infâmes ou relégués dans des cachots humides, pourvoyeurs certains de la mort.

Un tel état de choses offensait à la fois la morale et la justice. Il était indigne d'un peuple civilisé. La France pouvait à ce sujet recevoir des enseignements de l'Angleterre, des États-Unis, des états du Sud-Amérique, du Brésil entre autres.

Il fallait à tout prix régulariser cette situation désordonnée, *humaniser* les procédés envers l'aliéné; protéger la société et la famille contre lui; le protéger contre lui-même, contre la famille et la société; assurer au malheureux si digne de pitié des soins susceptibles de guérir un mal, en bien des cas, curable, d'atténuer ceux d'une affection irrémédiable; les publicistes, les médecins, les magistrats, la presse, organe de l'opinion publique, et les vives réclamations des familles réclamaient du Gouvernement et des Chambres une loi qui fût en harmonie avec les principes de l'humanité, et qui fit cesser les monstruosité jusqu'à signalées.

Un projet de loi préparé par le Conseil d'état fut présenté en 1837 à la Chambre des députés par M. de Gasparin, ministre de l'intérieur. Il n'entre pas dans le cadre étroit de cette notice biographique le dessein de rappeler les diverses phases réservées d'ailleurs à l'histoire des institutions administratives, des délibérations et discussions parlementaires qui suivirent; ce que nous voulons retenir, c'est que Ferrus eut un rôle prépondérant dans la préparation de la loi, qu'il fut l'inspirateur de ses plus sages dispositions; que MM. de Gasparin et Vivien, rapporteur du projet de loi, eurent en lui un collaborateur anonyme dont l'expérience et la parfaite connaissance de la matière, les mirent à même d'éclairer les Chambres et malgré l'adoption de quelques amendements, d'obtenir un vote sur les principales dispositions du projet de loi. Le nom de Ferrus eut dû, en toute justice, être attaché à cette œuvre législative qui était surtout sienne. La loi du 30 juin 1839 aurait dû être appelée *la loi*

Ferrus, comme on a dénommé plus tard *loi Béranger* un acte législatif de bien moindre importance et de contestable utilité.

Ainsi que Pinel et Esquirol, le Dr Ferrus estimait que la rigueur et la compression, loin de réduire l'affection mentale ou d'en calmer les transports, ne faisaient que l'accroître et la rendre incurable ; il avait la conviction puisée dans l'enseignement d'une longue expérience, que la douceur, la bonté, le raisonnement unis à la fermeté, devaient être la plus judicieuse et la plus efficace méthode de traitement.

Ces idées à la fois pratiques et généreuses, furent, à un moment donné, vivement attaquées.

L'un des successeurs de Ferrus à Bicêtre, le Dr Leurret, rompit en visière avec les doctrines de Ferrus, son maître.

Il soutint dans la *Gazette médicale* que le traitement efficace envers l'aliéné comportait comme moyens d'action, l'intimidation, la crainte, la terreur, la force ; contre cette théorie de la violence s'élevèrent les disciples de Pinel, d'Esquirol, de Ferrus, de Falret, de Voisin ; Leurret avait été acerbe et violent à l'encontre de son maître, à lui si grandement supérieur et qui dédaigna ces attaques ; mais l'un de ses élèves, son compatriote, le Briançonnais Eugène Billod prit à partie le Dr Leurret et la statistique des asiles d'aliénés à la main, démontra l'inanité et la barbarie des procédés violents. La victoire demeura à la doctrine qui proclamait le devoir du respect, autant que possible, de la personnalité humaine, la nécessité de la patience, du dévouement et de l'abnégation en face de la plus grande des infortunes.

C'est dans les agissements des partisans de Leurret qu'un éminent écrivain, polémiste ardent, Yves Guyot, a puisé les arguments de sa critique contre la loi de 1838. Son livre, *Un fou*, qui dénonce les tortures réservées à une malheureuse victime d'un scélérat complot de famille et de l'inconsciente participation de deux médecins au crime, est écrit avec feu, avec crudité dans la terminologie scientifique, avec un accent terrible de protestation. On dirait d'une page déchirée de l'*Inferno*. L'infortuné, sain d'esprit,

condamné au nom de la sécurité publique et de la science, subit un supplice sans nom. Sur les traits du médecin directeur aussi bien que sur la face ignoble du gardien brutal, il lit clairement le *Lasciate ogui speranza*.

« Vous vous êtes plaint de moi, lui dit le garçon en entrant dans sa chambre. Vous avez voulu me faire perdre ma place. N'y revenez jamais. J'en ai dompté de plus forts que vous. Entendez-vous, hein ! lui dit-il en le prenant par les bras et en lui donnant le coup de genou classique dans les reins. Vous comprenez n'est-ce pas, hein ! continua-t-il en redoublant... tu n'es pas plus fou que moi, c'est ce qu'il y a de drôle, mais tout le monde croit que tu es fou, excepté moi. Et maintenant, sois calme, si tu dis un mot de ce qui vient de se passer, le docteur verra bien que c'est un accès... tu auras une solide ration de douche avec camisole et cellule au bout. C'est moi qui te le promets. L'ignoble garçon lâcha Labat après avoir ponctué sa recommandation d'un dernier coup de genou dans le dos et Labat tomba accablé sur son lit... Je suis à la discrétion de ce misérable... Le prisonnier, au moins, peut se plaindre de son gardien ; le fou n'est pas cru s'il dénonce le sien. »

L'opuscule de M. Yves Guyot a été composé dans les conditions ordinaires d'un récit dramatique dans lequel les faits imaginaires tendent tous à la production d'un effet voulu, telles sont par exemple la cécité intellectuelle et la dure indifférence des médecins, telle la cruauté bestiale du gardien, à dessein exagérées. Certaines des affirmations du livre peuvent être fondées et elles sont la condamnation du système Leurret. Mais quand on étudie de près les dispositions de la loi de 1838, on reconnaît que le législateur a prévu et réglé ce qu'il était humainement possible de prévoir et de réglementer en vue des divers intérêts à sauvegarder. Un édifice quelque solide, quelque monumental qu'il soit et approprié à sa destination, offre quelque part aux regards attentifs, quelque fissure par où se révèlent l'imparfait et le périssable, inhérents à toutes les œuvres de l'homme.

La science aliéniste de Ferrus, sa droiture et son intentionnelle philanthropie ne sont point atteintes par ces critiques qui visent plutôt une défectueuse application que les prévisions et les commandements du texte de la loi de 1838.

Le 4 juin 1845, le ministre Duchatel adjoignit à l'inspection générale des asiles d'aliénés, celle des maisons centrales de détention. L'un des amis du docteur Ferrus a eu raison de dire qu'il s'imposait par sa valeur personnelle et que d'emblée, il dominait toutes les situations.

Il était membre de l'Académie de médecine de Belgique, de celle de Milan, membre fondateur de la Société médico-psychologique de Paris.

Le docteur Ferrus fut promu, le 9 février 1859, commandeur de la Légion d'honneur.

Il est mort le 23 mars 1861. Un éloge du docteur Ferrus a été lu le 27 mai 1878 à la Société médico-psychologique par le secrétaire général de la Société, le docteur A. Motet.

M. André Ferrus, officier de cavalerie en retraite et commandant d'un bataillon de mobiles en 1870, assistait à la réunion de la Société. Homme d'esprit et de cœur, M. André Ferrus se distingue par une exquise courtoisie et par l'élévation des sentiments. Adorant la mémoire de son père, ce fut avec un sentiment de joie profond qu'il écouta le magnifique éloge, œuvre du docteur Motet.

Nous extrayons de cet éloquent panégyrique quelques traits de la vie de Ferrus qui mettent en lumière son haut mérite et son noble caractère.

« A Eylau, il se distingua par un acte de courageux dévouement. Son général, dans une charge, est renversé de cheval et grièvement blessé. Il était tombé au pied des Russes, immobiles sous la discipline qui leur défendait d'avancer. Ils criblaient de coups de bayonnette le général qui ne pouvait se relever. Ferrus l'aperçoit, il agite son mouchoir blanc et sans souci du danger, il s'avance, enlève son général et après l'avoir arraché à une mort certaine, immédiate, il le panse et il a le bonheur de le guérir....

« D'une physionomie intelligente et vive, d'une exquise urbanité, Ferrus était un des hommes les plus séduisants

qu'on put rencontrer. Il aimait à causer, et mêlé aux événements d'une époque particulièrement tourmentée, sa causerie fine, alerte, était émaillée de piquants détails sur les hommes et sur les choses. Il avait beaucoup vu; et servi par une remarquable mémoire, par un jugement droit et sûr, il savait, d'un mot, caractériser une situation. Son cœur honnête et bon ne connaissait point l'envie; tout ce qu'il avait fait, il le disait simplement. Il était l'ami des hommes les plus illustres; il marchait de pair avec eux et jamais il n'en conçut d'orgueil...

« Ferrus avait été un fils dévoué; il avait en réserve des trésors de tendresse; il les dépensait largement; aussitôt qu'il fut rentré dans la vie civile et que son existence matérielle fut assurée, il fit venir auprès de lui toute sa famille, sa grand'mère, sa tante veuve André Fantin, son jeune frère; il était heureux du bien qu'il répandait autour de lui. »

Le Dr Ferrus a écrit sur Corvisart une notice historique d'un style sobre, grave et lumineux. Certaines de ses appréciations sur son maître et ami, s'appliquent à lui-même, celle-ci entre toutes :

« Où paraissait Corvisart, disait-il, la médecine était en honneur... les égards, le respect l'entouraient : son exemple prouvait combien la considération, obtenue par l'estime et de pénibles travaux, est au-dessus de celle que peuvent donner la naissance, la fortune et le hasard. »

Nous avons dit, au début de cet essai biographique, l'affection paternelle du Dr André Fantin pour son neveu Guillaume Ferrus; nous finirons en rappelant un des témoignages de gratitude de Ferrus pour la mémoire vénérée de son oncle.

On voit à l'église de Bardonnèche, dans une chapelle latérale de droite une plaque en marbre noir portant l'inscription suivante :

Ci-git dans le tombeau des familles

Desgeneys et Agnès

le corps de très honorable Antoine-André Fantin, docteur en médecine et chirurgien en chef de l'hôpital militaire

de Briançon, né au Château-Queyras (France), le 10 novembre 1753, décédé à Bardonnèche, le 9 septembre 1806. Son neveu G.-M.-A. Ferrus, médecin consultant du roi, inspecteur général des établissements d'aliénés, membre de l'Académie royale de médecine, officier de la Légion d'honneur, dont il fonda la carrière par ses bienfaits, a rendu à sa mémoire cet hommage de pieuse reconnaissance.

Posé en 1842.

BIBLIOGRAPHIE

Essai sur l'emploi de la suture, présenté et soutenu à l'école de médecine de Paris, le 11 pluviôse an xii, par Guillaume Ferrus, élève de cette école. Paris, Didot, an xii (1804), in-8°, 35 p. Page 5 : A mon père, à mon oncle A. Fantin (André Fantin), chirurgien en chef de l'hôpital militaire de Briançon. G. Ferrus.

Des aliénés. Considérations : 1° sur l'état des maisons qui leur sont destinées, tant en France qu'en Angleterre, etc. ; 2° sur le régime hygiénique et moral auquel ces malades doivent être soumis ; 3° sur quelques questions de médecine légale et de législation relatives à leur état civil. Paris, 1834.

Rapport sur la police sanitaire des maisons centrales de force et de correction. In- °. (Arch. gén. de méd.)

Des prisonniers, de l'emprisonnement et des prisons. Paris, 1850.

Mémoire sur le goître et le crétinisme. (*Bullet. de l'acad. de médecine*, t. XVI, 1851.)

De l'expatriation pénitentiaire. Paris, 1853.

Articles : asthme, cancer, cystite, épidémie, foie, goutte, ictère, néphrite, rhumatisme, etc., au *Dict. de médecine*.

Nombreux articles dans les annales d'hygiène. (Arch. de médecine.)

In- °. *Progrès des Sciences médicales*. In- °. *Gazette médicale*. Note sur quelques cas douteux de folie.

Rapport fait au nom de la commission des eaux minérales, par Ferrus.

Notice historique sur J.-N. Corvisart. S. d. 32 p. in-8°. Paris, Rougeron.

De la réforme pénitentiaire en Angleterre et en France. Travail faisant suite à l'ouvrage : Des prisonniers, de l'emprisonnement et des prisons. In-8°, 208 p., 1853.

FINE Oronce.

Les familles du nom de Fine ont toujours été et sont encore, à ce jour, nombreuses au Villard-St-Pancrace et au Pont-de-Servières. Il y en a quelques-unes à Briançon et au Fontenil. Il est de tradition que la famille d'Oronce Fine possédait quelques propriétés au Villard-St-Pancrace.

Lors de la transaction du 29 mai 1343, intervenue entre le Dauphin Humbert II et les communautés Briançonnaises, on voit que la communauté du Villard-St-Pancrace fut représentée dans ce solennel accord par un Guigues Fine. (Guiguo Fine procurator universitatis Villariorum Sancti Pancratii, de cujus procuratione constat publico instrumento facto manu Rodulphi Guiesii (guieno) notari). Guigues Fine est-il l'un des ancêtres d'Oronce Fine? C'est ce que nul document ne peut nous apprendre.

Il a été dit, et Rivoire de la Bâtie le répète dans l'*Armorial du Dauphiné*, que Michel Fine, seigneur de Champrouët et de la Verrallière, vivait en 1480 et prêta la même année, hommage noble au Dauphin. C'est une assertion qui ne repose sur aucun fondement.

Le 5 mars 1481, noble Peyron de Luserne, seigneur de la Bâtie des Vignaux, reconnaît tenir en fief du Dauphin, entre autres biens, à Villard-Saint-Pancrace, un tènement de terre confiné *du côté de dessous, de Michel Fine et le béal de Cervières*. Michel Fine ne possédait aucun titre nobiliaire. On mentionne dans cet acte, les nobles Peyron de la Luserne, plusieurs nobles Baile (Bajuli de Turre Villardorum) et les nobles Jean Martin.

Quant à la seigneurie de Champrouët, elle appartenait à plusieurs co-seigneurs dont les principaux étaient les Baile de la Tour, les Jean Martin, les Brocard, etc. Aucun document contemporain n'attribue la possession de cette

seigneurie ni à Michel Fine, ni à François Fine, père d'Oronce.

C'est la vanité de Claude-Oronce Fine, dit de Brianville, qui fit tous les frais de cette prétendue illustration de la famille à laquelle il voulait se rattacher par une parenté (qui est fort douteuse!)

François Fine, père du mathématicien Oronce, était un médecin du Briançonnais. Il s'occupait de mathématiques et il inventa un instrument pour trouver facilement la position des planètes. Cet instrument a été décrit dans un opuscule publié en 1494 sous ce titre : *de Cœlestium motuum indagazione sine calculo*.

Sous la direction de son père, Oronce Fine étudia les premiers éléments des mathématiques. Mais ce père mourut relativement jeune et laissa sans appui et sans ressources pécuniaires ce fils qui donnait de belles espérances.

Oronce Fine est-il né en 1494 à Briançon ou au Pasquier, commune du Villard-Saint-Pancrace? Nul moyen de s'en assurer avec certitude. Il est à croire, malgré l'assertion contraire de Ladoucette, qu'il naquit à Briançon où son père exerçait la médecine et où il possédait une maison ainsi que nous l'apprend Froment (*Essais sur l'incendie de Briançon*, p. 262) « L'archiprestre et curé de cette ville s'étant fait bastir une jolie petite maison contiguë à celle qui fut d'Horonce Fine, l'un des hommes illustres de la France, près la fontaine du milieu, y avait fait mettre l'inscription, etc... »

Le judicieux Pierre Bayle a donné, dans son Dictionnaire historique, une notice sur Oronce Fine. Nous lui empruntons les détails qui suivent :

« Fine (Oronce) en latin Orontius Finceus, professeur en mathématiques dans le collège Roial à Paris, étoit fils d'un médecin et nâquit à Briançon en Dauphiné l'an 1494. Etant encore fort jeune, lors que son père mourut, il s'en alla à Paris, et s'appliqua de toutes ses forces à l'étude. Antoine Silvestre, qui étoit de Briançon et régentoit les belles Lettres au Collège de Montaigu, lui servit de bon patron,

et le fit entrer au Collège de Navarre. Le jeune homme fit là ses Humanitez et son cours de Philosophie. Il étudia avec soin tout le Cours que les Professeurs lui enseignèrent; mais il s'attacha plus particulièrement aux Mathématiques, où son inclination naturelle le poussoit violemment. Il ne se rebuta point par la considération du mépris où étoient alors ces sciences et de la nécessité où il se voyoit réduit de s'y avancer de lui-même et sans le secours d'autrui; et ces obstacles n'empêchèrent qu'il n'y fit de très grans progrès. Il se rendit très habile dans la Méchanique, et comme il avoit également l'esprit propre à l'invention, et la main adroite à y travailler, il se mit dans une haute réputation par les essais qu'il donna de son industrie. Le premier travail où il se fit connoître consista à publier et à corriger l'Arithmétique de Jean Martin Silecœus et la Margareta Philosophica. Ensuite il fit des Leçons particulières de Mathématiques, et puis il enseigna publiquement cette science dans le collège de Maître Gervais. Il s'en acquita si glorieusement, qu'on le proposa à François I^{er} comme le sujet le plus capable d'enseigner les Mathématiques dans le nouveau Collège que ce Prince fonda à Paris. Il n'oublia rien pour faire honneur à sa Profession; et son assiduité à instruire ses Auditeurs ne l'empêcha pas de publier beaucoup de livres sur presque toutes les parties de Mathématiques. Il se glorifia d'avoir trouvé la quadrature du cercle. Ce qu'on a dit sur cela dans son Eloge nous fournira la matière d'une remarque. Je suis fort trompé s'il n'est point celui dont les lettres d'Agrippa ont fait mention, comme d'un homme qui fut longtemps emprisonné pour avoir prédit des choses qui ne plaisoient pas à la Cour de France; car en ce temps-là il n'y avoit guere d'Astronomes ou de Géomètres qui ne se mêlassent de l'Astrologie judiciaire. »

Bayle, comme on voit, suivant en ce, l'opinion de plusieurs auteurs, attribue à un horoscope qui aurait déplu à la Cour (horoscope, paraît-il, qui prédisait des succès au connétable de Bourbon), la disgrâce d'Oronce Fine et son emprisonnement.

Nicéron indique une autre cause qui semble mieux réunir les caractères de la vraisemblance :

« Le Roi François I^{er}, dit-il, ayant envoyé en 1517, le Concordat à l'Université pour l'y faire recevoir, il y eut de grandes oppositions, et les choses allèrent si loin que ce Prince fit arrêter au mois de mai de l'année suivante 1518, plusieurs de ses membres qui s'opposaient avec le plus de vivacité à sa réception. Fine fut de leur nombre, et demeura plusieurs années en prison où il était encore le 27 octobre 1524. Car on voit par les actes de la Faculté des Arts, qu'on y proposa ce jour-là de présenter une requête à la Reine Mère qui gouvernoit pendant la captivité du Roi, pour demander son élargissement et que la nation d'Allemagne se chargea de ce soin. Il est à présumer que les sollicitations eurent leur effet puisqu'on le voit l'année suivante 1525 donner au public quelques ouvrages. » (Nicéron).

« Pour connoître de quoi il étoit capable en fait de machines, ajoute Bayle, on n'a qu'à considérer l'horloge qu'il inventa l'an 1553, et dont le public a pu voir la description dans le Journal d'Amsterdam du 29 de mars 1694. Son esprit, son travail, ses inventions, et l'estime qu'une infinité de personnes lui témoignèrent ne le garantirent pas de la destinée si ordinaire des gens d'étude : il fut obligé de lutter, toute sa vie, contre une facheuse pauvreté, et en mourant il laissa une nombreuse famille chargée de dettes. Il est vrai que le souvenir de son mérite fit pour ses enfants ce que son mérite n'avait pu faire pour lui. Il se trouva des Mecenes qui en sa considération soulagèrent l'indigence de sa famille. » (*Dictionnaire historique et critique*, par Pierre Bayle; voir Fine.)

L'abandon dans lequel fut laissé le savant Mathématicien et sa pauvreté ont suggéré au Biographe Thevet (*Eloges des hommes illustres*), ces amères réflexions : « Je ne puis me tenir de dire que je ne me plains de l'ingratitude et méconnaissance de plusieurs cardinaux, abbez et autres prélats, qui ont vu, ouy, et entendu quelle estoit la misère de plusieurs pauvres, au reste gens vertueux et rares en sçavoir, tels qu'estaient Jodelle, Oronce Fine,

Postel, Regius, Belle-Forest et un assez grand nombre d'autres, qui après leur mort, n'avoient pas de quoy se faire enterrer et si n'ont daigné ouvrir leurs entrailles de miséricorde pour leur rendre un seul pauvre denier. »

Ainsi ce savant, ce restaurateur des sciences mathématiques, qui devait, à sa mort, être célébré par les lettrés de ce temps, fut, pendant sa vie, en proie aux poignants soucis de la gêne pour ne pas dire de la misère. Adolphe Rochas fait à ce sujet les réflexions suivantes :

« Excepté un évêque de Langres, Michel Boudet, qui avait été son protecteur dès le commencement de ses études, les grands seigneurs qu'il implora restèrent sourds à ses prières ; en échange des basses flatteries où la misère le faisait descendre, il ne recevait que des lettres de remerciements ou de stériles louanges : souvent même les libéralités de ses Mécènes se bornaient à un cadeau de papier, de cire et de parchemin. Ainsi abandonné à ses propres ressources, le malheureux succomba, épuisé par les privations et le chagrin, le 6 octobre 1555. Sa femme, Denyse Blanc (Dyonisa Candida), périt elle-même peu de temps après. »

Chorier rappelle le glorieux enseignement d'Oronce Fine et le mérite supérieur de ses livres. Il le place au premier rang parmi les illustres Dauphinois du xvi^e siècle. Il ajoute : « Les plus beaux esprits lui rendirent les devoirs funèbres par les vers qu'ils écrivirent à sa louange et par diverses épitaphes qu'ils lui dressèrent. Il en fut fait un livre sous le titre : *Funebre symbolum aliquot doctorum virorum viro doctissimo Orontio Finceo.* » (*Histoire du Dauphiné*, t. 2, p. 536. Edit. Valence.)

Nous indiquerons sommairement les publications d'Oronce Fine. Les titres de ses livres sont d'une longueur démesurée. On peut, sans inconvénient, renvoyer aux nombreux bibliographes qui les ont énumérés avec détails : Gesnerus, Lanois, Nicéron, Rochas, L. Gallois, etc...

BIBLIOGRAPHIE

Acquatorium planetarum, vnico instrumèto coprehensum.
— Quadrans astrolobicus, omnibus Europœ, regionibus

inseruies. — La théorique des cieux et sept planetes, avec leurs mouvemens. — Epistre exhortative touchant la perfection et commodité des ars libéraux mathématiques. — Protomathesis : opus varium, ac scitu non minus utile quam incundum. — Arithmetica pratica. — In sex priores libros géometricorum elementorum Euclidis Megarensis demonstrationes. — De mundi sphœra, sive cosmographia. — Les canons et documents tres amples, touchant l'usage et pratique des communs almanachz, que l'on nomme ephemerides. — Quadratura circuli. — Arithmetica practica. — De universali quadrante sinuumve organo. — De rectis in circuli quadrante subtensis. — Le sphere du monde, proprement ditte cosmographie. — De speculo ustorio ignem ad propositam distantia generante, liber unicus. — De duodecim cœli domiciliis. — De re et praxi geometrica. — De rebus mathematicis. — La composition et usage du quarré géométrique. — Compendiara tractatio de fabrica et vsu annuli astronomici. — De solaribus horologiis. — Opere di Orontio Fineo del Delfinato tradotte da Cosimo Bartoli, gentilhuomo et academico Fiorentino.

Manuscripts.

Liber singularis de alchemie Praxi. — De astrolabio sine planisphœrio. — L'art et manière de trouver certainement en tout temps la longitude ou différence longitudinale de tous lieux proposez sur la terre par le cours et mouvement de la lune et autrement que par les éclipses d'icelle.

Cartes géographiques.

Gallice totius nova descriptio auctore Orontio Fineo, Delphinatæ. Parisiis, Colinacus, 1525 ; grif^o en T., la Martonière, 1557. — Venetiis, ad signum bibliothecæ divi Marci, 1561 et 1566. — Orbis totius recens et integra descriptio. Parisiis, 1536, in-fol, en T. — Autre ed. sous ce titre : Cosmographiæ universalis ab orontio olim descripta, Joanes Paulus Cimerlinus veronensis in œs incidebat, anno 1566.

A consulter :

Avezac (d'). — Coup d'œil historique sur la projection des cartes de géographie. *Bulletin de la Société Géographique*, 5^e série, t. V. 1863, p. 308, 309, 310.

Bayle (Pierre). — Dictionnaire historique et critique, quatrième édition, revue, corrigée et augmentée. Paris, 1730, t. II.

Delambre. — Histoire de l'astronomie du moyen âge. Paris, 1819.

Gesnerus. — Bibliotheca universalis, sive catalogus omnium scriptorum locupletissimus... Tiguri, 1545.

Goujet. — Mémoires historiques et littéraires sur le collège royal de France. Paris, 1758.

Harisse (Henry). — Jean et Sébastien Cabot,... étude d'histoire critique suivie d'une cartographie, d'une bibliographie et d'une chronologie des voyages au Nord-Ouest. Paris, 1882, p. 181.

Lalande. — Bibliographie astronomique, avec l'histoire de l'astronomie depuis 1781 jusqu'en 1802. Paris, an ix.

Launoïus. — Regii Navarræ Gymnasii Parisiensis Historia. Lutetiæ, 1677.

Montucla (J.-F.). — Histoire des mathématiques, 4 vol. Paris, ans vii-x.

Nicéron (J.-P.). — Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres dans la république des lettres... Paris, 1727-1745.

Rochas (A.). — Biographie du Dauphiné. Paris, 1860, t. I, p. 384 à 393.

Chevet (F.-André). — Les vrais portraits et vies des hommes illustres, grecs, latins et payens, anciens et modernes. Paris, 1584.

Wieser (Franz). — Magalhaës. Strasses und austral continent auf den Globen der Johannes Schœner. Beitræge zur Geschichte der Erdkunde im Jahchundert. Innsbruck, 1881.

L. Gallois. — De Orontio Finæa gallico geographo... Parisiis, 1890.

De Thou. — Les éloges et les additions de Teissier.

Du Boulay. — *Historia universatis parisiensis.*

Lacroix du Maine et du Verdier. — Bibliothèque Française.

FINE Claude dit de BRIANVILLE.

Claude Fine est né à Briançon, le 8 avril 1608, ainsi qu'en fait foi son acte de baptême ainsi conçu :

Claudius Fine filius domini Pancrassii, fuit baptisatus die quo suprà, quem levaverunt in sacris fontibus, Egregius Claudius Cellon et Gasparda Gensour uxor Egregii Claudii Bajuli. (Une Baile de la Tour-des-Villards.)

Claude Fine entra dans les ordres et appartint d'abord à la compagnie de Jésus. Il était à Lyon en 1649 dans une maison de cet ordre. Il en sortit pour rentrer dans le monde. Il fut pendant quelque temps correcteur d'imprimerie à Lyon. Résolu de tenter les aventures pour s'avancer dans le monde, esprit délié et porté à l'intrigue, il commença par donner à son nom plébéien une tournure plus noble. Il se fit appeler d'abord Fine de Brianville-Montdauphin, puis simplement Fine de Brianville. Il crut habile de se rattacher, par une parenté (des plus douteuses) à la famille du grand mathématicien Oronce Fine; à son prénom de Claude, il ajouta celui d'Oronce. Qu'en était-il de cette parenté? Il est difficile sinon impossible de se reconnaître dans les filiations des innombrables porteurs du nom de Fine dans les communautés de Briançon et du Villard-St-Pancrace, depuis Guigues Fine qui représenta le Villard-St-Pancrace dans la transaction de 1343. (Procuration de la main de Rodolphe Giveyze, notaire.)

Quoi qu'il en soit de cette parenté et de cette falsification de son acte de l'état civil, Claude Fine, payant d'audace, se rendit à Paris et parvint à se concilier le puissant patronage de la maison de Montausier. Il obtint d'abord les titres honorifiques de conseiller et aumônier du roi. Il se livra dès lors pour se créer des ressources et une réputation littéraire, à l'étude du blason et des devises, genre de connaissances alors fort à la mode. Il composa un jeu de

cartes dans lesquelles, il fit entrer des figures historiques et allégoriques de façon à en composer une étude élémentaire du blason.

En 1663, par le tout puissant appui de la duchesse de Montausier, il entra dans la maison du Dauphin, alors enfant, avec charge de l'amuser en lui montrant les images des rois de France. En récompense du dévouement et du zèle déployés par Claude Fine en ces fonctions pour lors considérées comme fort enviables, il lui fut donné par la faveur royale l'abbaye de Quinçay, du diocèse de Poitiers ; c'est là qu'il mourut en septembre 1674.

« L'abbé de Brianville, dit Adolphe Rochas à qui nous avons emprunté ces derniers détails, était un écrivain des plus médiocres dont le petit esprit s'appesantissait curieusement sur de fort petites choses. Néanmoins l'honneur qu'il eut d'être attaché à l'éducation du Dauphin, lui donna, bien plus que ses ouvrages, une grande considération. Bossuet, l'un des prélats chargés d'examiner son *Histoire sacrée en tableaux*, l'appelle un savant homme dans l'approbation datée de 1669. L'abbé de Marolles parle de lui et de ses ouvrages dans le chapitre de ses mémoires intitulé : *Dénombrement de ceux qui m'ont donné de leurs livres ou qui m'ont honoré extraordinairement de leurs civilités.* »

Chorier (bien des écrivains sont moutons de Panurge) a surenchéri sur ces appréciations flatteuses : « Brianville-Fine, dit-il, homme consommé dans les belles lettres et recommandable par son esprit et par son mérite: (*Hist. du Dauphiné*)... Claude-Oronce Fine-Brianville, abbé de St-Benoit-de-Quinçay est de ses descendants (d'Oronce Fine le mathématicien) et une nouvelle lumière à son nom et à sa famille. » Erreur quant à la filiation, platitude dans l'appréciation littéraire!!

« Il ne faut rien de moins dans les cours, dit Labruyère, qu'une vraie et naïve impudence pour réussir. » C'est affirmatif, sans ambages et sans réserves!! Fine-Brianville était donc pourvu de cet élément de succès!

Quelle étrange et curieuse histoire que celle de ce petit abbé briançonnais, qui a su si bien jouer des coudes dans

la mêlée de la vie! S'il avait eu le talent d'un Le Sage et l'idée de publier ses mémoires, quels piquants détails de mœurs nous eût révélés ce Gil-Blas en soutane, quels portraits rivalisant avec ceux du duc de Lerne et du comte d'Olivarès !!!

BIBLIOGRAPHIE

Cartes d'armoiries de l'Europe à S. A .R. de Savoye, par C. O. F., C^{er} et aumosnier du roy.

Jeu d'armoiries de l'Europe, pour apprendre le blason, la géographie et l'histoire curieuse, par C.-F. de Brianville. Montdauphin. Lyon, Benoit-Coral, 1659.

Abrégé méthodique de l'histoire de France par la chronologie, la généalogie, les faits mémorables et le caractère moral et politique de tous nos rois. Ensemble leurs portraits. Paris, Ch. de Sercy, 1664, in-12.

Symbole héroïque pour le Roy sur les préparatifs de la guerre. Paris, Seb.

Lettres latines de M. de Bongars, résident et ambassadeur sous le roy Henry IV, en diverses négociations importantes. Dédiées à Monseigneur le Dauphin.

Histoire sacrée en tableaux pour Monseigneur le Dauphin avec leur explication suivant le texte de l'écriture et quelques remarques chronologiques. Paris, 1670-71-75, 3 vol. in-12, fig. de Seb. Leclerc.

Il a publié les *Devises de M. de Boissière* (Paris), Aug. Courbé, 1654, in-8°. L'Épître adressée à MM. de l'Académie française est signée F.-B. — D'après le P. Menestier (*Vérité. art du blason*, éd. de 1672, p. 45 et 89), il a donné une nouvelle édition de l'*Origine et pratique des armoiries à la gauloise* du P. Philib. Monnet; il avait commencé la publication des armoiries d'une promotion de chevaliers du Saint-Esprit, mais il abandonna cette entreprise après en avoir fait graver une vingtaine de feuilles.

FINE Oronce dit de BRIANVILLE.

Oronce Fine, fils d'Antoine, procureur au baillage, et d'Anne Peralda, est né à Briançon, le 20 juin 1656. Il était

le parent de Claude Fine-Brianville. Lorsqu'un vernis de célébrité eut été attaché au nom de ce dernier, la famille d'Oronce s'appropriâ ce vocable aristocratique *Brianville*. Quant à Oronce qui entra dans l'ordre de Cîteaux en 1678, il s'appropriâ en plus, dans l'héritage de son parent, l'art de se faufiler parmi les puissants du jour et de capter leur bienveillance. Il fut, presque avant d'entrer dans l'âge mûr, nommé, le 11 février 1688, abbé de Pontigny au diocèse d'Auxerre.

Cette nomination fut l'occasion d'une manifestation de l'abbé Ricard, alors curé de Briançon, manifestation que l'on peut qualifier, sans trop de sévérité, acte de flagornerie, malséant de la part d'un ecclésiastique.

Dans les actes de l'état civil de la ville de Briançon on lit ce qui suit :

« Ce 27 febvrier 1688 nous avons chanté une grand'messe solennellement du Saint-Esprit en action de grâce de la nomination à l'abaye de Pontini chef d'ordre de 40,000 livres de rante (*sic*) où a été nommé et eslu le révérendissime Oronce Fine de Brianville, fils à sieur Antoine Fine, bourgeois de cette ville de Briançon ; le dit M. l'abé agé de 31 ans à laquelle il a été nommé par la voyx des religieux le 11^e jour du présent mois à la prière de MM^{rs} des provinces de Bourgogne et de Berry avec l'agrément ensuite de Sa Majesté. — Signé : Ricard, curé. »

Non erat his locus.

Par le contexte de ce document fidèlement reproduit, on voit que l'abbé Ricard maltraitait sans gêne la grammaire et l'orthographe — mais *c'était là son moindre défaut*. La rédaction des actes de l'état civil qui lui appartient révèle sa constante préoccupation de flatterie envers les nobles et les bourgeois riches de la ville. Ne comptait-il pas sur une gratitude se traduisant en amabilités hospitalières, en prévenances culinaires ? C'est la plus favorable explication de ces singuliers agissements.

Vers ce même temps, La Bruyère publiait ses *Caractères*. On y lit au chapitre des *biens de fortune* : « Ce garçon si frais, si fleuri et d'une si belle santé est seigneur d'une

abbaye et de dix autres bénéfices : tous ensemble lui rapportent six vingt mille livres de revenus, dont il n'est payé qu'en médailles d'or. Il y a d'ailleurs six vingt familles indigentes qui ne se chauffent point pendant l'hiver, qui n'ont point d'habit pour se couvrir et qui souvent manquent de pain ; leur pauvreté est extrême et honteuse : quel partage ! et cela ne prouve-t-il pas clairement *un avenir ?* »

Un siècle plus tard, *cet avenir* entrevu par La Bruyère dans les criants abus qu'il signale, s'appelait la *Révolution française*.

L'abbé Ricard n'y voyait pas si loin et si bien. Il ne songait pas à l'avenir ; il pensait peut-être à cette *rante* de 40,000 livres, le plus beau fleuron de la mitre de l'abbé.

Quant à Oronce Fine de Brianville, il trouva sans doute insuffisants ces beaux revenus car il dissipa, s'il faut en croire les écrivains ecclésiastiques, les biens de l'abbaye et les greva de dettes. Il mourut le 30 avril 1708.

On peut amnistier, ce semble, Oronce Fine de Brianville de sa mauvaise administration, car il eut le bon goût de se faire peindre par l'un des grands portraitistes du temps, H. Rigaud. Dans ce portrait, il est représenté en buste couvert d'un camail, la croix abbatiale au cou.

BONNET-FINE (Charles du).

Charles du Bonnet-Fine a occupé, dans le Dauphiné, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, une situation considérable. Comme avocat au parlement de Grenoble, il s'acquitt, au dire de Guy-Basset, de Guy-Allard et d'Expilly, la réputation d'un orateur éloquent et habile ; il avait été reçu docteur en droit en 1575. Le choix que firent de sa personne, le 5 mai 1582, les Etats du Dauphiné pour aller porter au roi, les remontrances de la province, témoigne de la confiance que son mérite avait inspirée à ses concitoyens.

Le 21 juin 1589, les consuls de Grenoble et Simiane de Gordes députèrent Charles du Bonnet-Fine vers Alphonse d'Ornano qui avait été expulsé de la ville par les habitants appartenant en majorité au parti de la ligue, aux fins de s'entendre avec lui au *pacifiquement des troubles survenus*

en la ville de Grenoble. Du Bonnet-Fine remplit cette mission au mieux des intérêts de ses commettants.

Le 20 décembre 1590, Simiane de Gordes et les consuls de Grenoble mirent de nouveau en réquisition le patriotisme et les aptitudes diplomatiques de du Bonnet-Fine, en lui demandant de traiter avec Lesdiguières des conditions de la reddition de Grenoble que le célèbre chef des protestants du Dauphiné tenait assiégée depuis trois semaines. Les conditions obtenues par l'habile négociateur furent, au rapport de Videl, toutes honorables pour les habitants. En témoignage de reconnaissance, les Etats du Dauphiné votèrent, en sa faveur, le 29 juin 1602, une gratification annuelle de 2,000 livres.

La même année, la ville de Valence adressa, par l'organe de députés, à Charles du Bonnet-Fine, la demande de vouloir bien accepter la place de premier régent en son université avec 600 écus d'appointements.

« De leur côté, dit M. Emmanuel Pilot de Thorey, dans une courte notice qu'il a consacrée à du Bonnet-Fine, les membres de la noblesse du Dauphiné réunis en assemblée générale le 10 juillet 1603, en considération des nombreux services que du Bonnet-Fine avait rendus à son pays, adressèrent au roi une supplique où ils demandèrent instamment des lettres de noblesse pour leur protégé. Nous ignorons les circonstances qui ne permirent pas à Henri IV d'accéder immédiatement à cette prière. Charles du Bonnet-Fine ne fut annobli que plusieurs années après, par lettres données à Paris, au mois de février 1606. »

« Après avoir enseigné le droit à Valence pendant cinq ans, du Bonnet-Fine revint se fixer à Grenoble où il se fit, de nouveau, inscrire au barreau, le 3 novembre 1606. »

Du Bonnet-Fine était du Briançonnais (de la commune du Villard-St-Pancrace). Chorier dit positivement qu'il était de la maison d'Oronce Fine. (*Etat polit.* t. 1, p. 115.) Dans un dénombrement fourni le 27 février 1448 par noble Albert Baile, de la Tour-du-Villard-St-Pancrace ensuite de l'hommage prêté pour ses biens, on trouve dans les confins de ses possessions, *la terre de Bonnet-Fine*. Dans une recon-

naissance passée au profit du Roy Dauphin, le 5 mars 1481, par noble Peyron de Luzerne, pour ce qu'il possédait à Villard-St-Pancrace, se trouvent mentionnés les biens d'Antoine Bonnet-Fine.

Enfin, dans un acte d'échange du 8 décembre 1489 entre Peyron de Luzerne et les Aymar frères et consorts, est mentionnée dans une indication de confins, la *sagne* de M^e Bonnet-Fine. (Inventaire de la Cour des comptes.) Ces mentions ne laissent aucun doute sur l'origine briançonnaise de la famille Bonnet-Fine.

Quant à Charles du Bonnet-Fine, est-il né à Briançon ou à Grenoble, comme le prétendent certains auteurs; c'est ce qu'aucun document n'a pu établir jusqu'ici.

Du Bonnet-Fine présenta au serment d'avocat, son compatriote Antoine Froment (l'auteur de l'*Essai sur l'incendie de Briançon*) ainsi que le porte un extrait du plumitif de la première Chambre du Parlement de Grenoble que M. Pilot père voulut bien rechercher à mon intention : « Du jeudi 17 février 1611, M^e Anthoine Froment a esté présenté par M^e Fine pour estre receu advocat. Oui M^e Boffin, receu. »

Dans l'inventaire *sommaire des archives de l'Isère* (t. 2, série B. p. 28) est mentionné un accord entre Marianne Chappuis, veuve de Charles du Bonnet-Fine, avocat, et les consuls et communautés de Grenoble, St-Egrève et Voreppe, à raison de l'indemnité due à ces communautés par suite des lettres de noblesse accordées audit du Bonnet-Fine (1618). Georges du Bonnet-Fine était secrétaire patrimonial à Grenoble en 1571. (Arch. de l'Isère.)

FORGUES (Le Docteur).

Le docteur Emile-Auguste Forgues est né à Briançon, le 27 décembre 1860. Son père, natif des Hautes-Pyrénées, était maître-tailleur au 87^e de ligne; sa mère, née Adèle Allemand, appartenait à une excellente famille bourgeoise de la ville. Il fit ses études universitaires à Tarbes et à Montpellier. Il entra dans la médecine militaire et avec l'appui tout paternel de son oncle, Auguste Allemand

aujourd'hui premier adjoint au maire de Briançon, il put faire de brillantes études médicales à la faculté de Montpellier et obtenir un rapide avancement dans sa carrière. Il sortit au premier rang de l'Ecole du Val-de-Grâce et fut nommé médecin aide-major au 2^e régiment du génie. Au concours de la Société de chirurgie de Paris, il fut lauréat et obtint le prix *Demarquay*. Il était peu après nommé avec le n^o 1 agrégé de chirurgie à la faculté de Montpellier. En 1888 M. Forgues obtenait le prix de chirurgie d'armée (médaillon d'or).

Le docteur Forgues a conquis très jeune la notoriété la plus flatteuse par ses opérations chirurgicales et par la publication d'ouvrages importants sur la chirurgie. L'un de ses livres, *Des luxations pathologiques*, a été couronné par la Société de chirurgie. Il est aujourd'hui Médecin-Major militaire et professeur à la faculté de Montpellier. L'avenir le plus brillant lui est réservé.

BIBLIOGRAPHIE.

Distribution des racines motrices dans les muscles des membres, par le docteur E. Forgues, prosecteur à la faculté de médecine de Montpellier, ex-préparateur de physiologie (concours de 1880), Lauréat de la Faculté (concours 1879, concours 1880), Lauréat et membre de la Société de médecine et de chirurgie pratique de Montpellier (concours de 1882), (Thèse de doctorat 1883).

Thèse présentée au concours pour l'agrégation « Des septicémies gangréneuses (1886). » Section de chirurgie et d'accouchement par le même Lauréat de la Société de chirurgie de Paris (prix *Demarquay*, concours 1886). Médecin aide-major.

Des luxations pathologiques, leur pathogénie, in-8^o, 1886. Delaye et Lecrosnier avec Maubral, par Forgues, médecin aide-major.

Essai critique et clinique sur le traitement des lésions traumatiques du crâne. Mémoire qui a obtenu le prix de chirurgie de l'armée en 1888.

7 Novembre 1891. Installation solennelle du docteur

Forgues, nommé professeur de médecine opératoire à la faculté de Montpellier.

1892. A fait paraître un traité pratique de chirurgie. Deux gros volumes avec planches, chez Masson, éditeur, Paris.

Etudes cliniques de thérapeutique, in-8°, Montpellier, Coulet (G. Masson. 2 fr. Extrait de la *Gazette hebdomadaire des sciences médicales*, par Forgues Emile, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, médecin-major de l'armée.)

FROMENT Antoine.

Antoine Froment est le plus ancien chroniqueur du Briançonnais. Son livre, *Essais sur l'incendie de sa patrie*, publié en 1639, contient les détails les plus intéressants sur les hommes et les faits contemporains de l'auteur. Peu d'immixtion de l'histoire générale dans cette œuvre toute briançonnaise, toute locale ; par là plus d'intérêt intime, plus d'attrait particulier pour ceux qu'intéresse l'histoire du Briançonnais.

Il faut reconnaître que ce livre, objet de critiques dédaigneuses de la part des historiens dauphinois, n'est point sans défauts. Point d'ordre chronologique, point de disposition logique dans l'exposé des faits ; d'innombrables citations d'auteurs sacrés et profanes, quelquefois sans liaison bien saisissable avec le texte, arrêtent et déroutent le lecteur.

Il chemine avec quelque peine dans ce sentier qui disparaît parfois sous la frondaison de cette végétation parasite.

« Mais, ainsi que je le disais dans la préface de l'édition du livre de Froment publié, à mon instigation, par mon ami Edouard Allier (l'éditeur de beaux livres dauphinois et savoisiens), ces défauts sont rachetés par l'intérêt réel que Froment a su donner à sa narration, intérêt qui ressort principalement des faits eux-mêmes, mais qui naît aussi, on ne saurait en disconvenir sans injustice, de tout ce que l'auteur a su mettre dans leur relation, de son patriotisme, de son inspiration, de son âme.

« Quoi de plus touchant, par exemple, de plus suave que

cette peinture attendrie de l'abandon de la maison paternelle en proie aux flammes !

« Le père octogénaire quittant pour jamais le seuil de sa demeure, emmenant en laisse un petit troupeau d'agneaux qui suit docilement ses pas ; la vieille mère et la servante emportant quelques vivres ; les deux vieux époux se retournant pour contempler une dernière fois cet asyle, si longtemps l'abri de leur doux hyménée ; Antoine Froment, le fils, égaré d'esprit, s'emparant, au hasard, pour les sauver, des meubles les moins précieux, abandonnant au formidable ennemi sa petite bibliothèque, ses tableaux, son luth favori, toutes choses qui lui tiennent au cœur et qui sont, on le sent bien, les vrais dieux lares qu'il regrettera.

« Ces pages sont d'une poésie noble et pure, de bon aloi ; elles ouvrent, au fond de l'âme, toutes les sources de l'émotion. Par l'intensité de son regret douloureux, l'auteur s'y élève jusqu'à l'éloquence.

« Combien d'autres passages palpitants d'intérêt, de style énergique et pittoresque dans la relation de l'incendie, dans la peinture, à ce moment néfaste, des emportements de l'intérêt personnel, des abus de la force vis-à-vis des faibles, des femmes, des enfants, des vieillards, des alternatives d'espérance, de terreur et de morne accablement de cette multitude affolée par les rapides envahissements du fléau !! Quels sombres et saisissants tableaux que les chapitres de *la peste*, des *ravages des loups*.

« Ce livre quoi qu'on en puisse dire, est marqué au coin d'une vive originalité. »

J'ai lu fort attentivement le livre de Froment ; j'ai corrigé, tant bien que mal, les épreuves de la seconde édition. C'est avec conviction, en connaissance de cause que je répète ici ce que je disais dans la préface :

« Pour moi, j'exprime ici un sentiment tout personnel, j'aime ces pages qui disent le passé de mon pays natal.

« J'aime Froment parce que à côté de cette érudition qui s'affiche dans son livre avec une candide ostentation, s'affirment les sentiments les plus purs de civisme et de famille ; parce que sa narration a l'exquise saveur de la

vérité; que le monde de son livre vit, respire, agit, se passionne suivant la réalité; parce qu'on trouve là la description des lieux connus et aimés, la vieille légende, la pensée des aïeux; qu'on y sent la palpitation de la vie puissante que donne à la petite cité le jeu d'institutions largement démocratiques; j'aime Froment parce qu'il ne se désintéresse de rien de ce qui touche à sa ville natale; parce qu'il est briançonnais de la tête aux pieds; je l'aime surtout peut-être parce que la lecture de son livre fait vivre au loin de la vie briançonnaise tous les absents de la patrie. »

« On sait peu de choses sur la vie de Froment, disais-je dans la préface; » j'en sais un peu plus aujourd'hui à la suite de minutieuses investigations dans les actes de l'état civil de la ville qui remontent non à 1734 comme je le disais, mais à 1592, soit aussi dans les minutes des notaires de Briançon.

Quant à sa naissance, on ne peut en retrouver la date parce qu'elle est antérieure à 1592. Mais on peut la fixer par approximation par le fait qu'il prêta le serment professionnel d'avocat le 17 février 1711. Si Froment, suivant les cas ordinaires, avait l'âge de 21 ou 22 ans lors de l'accomplissement de cette formalité, il était né en 1589 ou 1590.

Pour sa mort, on peut, avec presque certitude, en fixer la date au mois de novembre ou de décembre 1657. Jusqu'à cette date et après le 30 décembre, nulle mention de son décès. Dans les actes de l'état civil, il existe une lacune en l'année 1657, du 20 novembre au 30 décembre, soit de 40 jours.

Un tiers environ de la page a été laissé à cette date en blanc, par le curé rédacteur des actes, et sans doute intentionnellement, pour y inscrire ultérieurement le décès de Froment et celui d'autres personnes. En tête de cette fraction de page réservée, a été écrit le mot *Dominus*, qualification qui ne pouvait s'appliquer qu'à une personne de quelque importance.

En confirmation de cette hypothèse, une note autographe de messire Roll ou Roul, curé de Briançon, ainsi que les indications d'un acte reçu M^e Colaud, notaire, le 22 juillet

1659, nous apprennent que le 8 janvier 1659, sa sœur, Jeanne Rol, veuve d'Antoine Froment, ancien gradué au siège de Briançon, s'est remariée au sieur Nicolas Silvestre Rous, secrétaire de la ville; que le mariage d'Antoine Froment avait donné naissance à une petite fille, Jeanne Froment, pour lors âgée de 8 ans; qu'une opposition d'intérêts entre cette mineure et sa mère ayant été créée par suite du convol de cette dernière à de secondes noces, il a été nommé tuteur de sa nièce par une assemblée de famille. Nous voilà donc ramenés pour fixer la date de la mort de Froment aux probabilités suggérées par la lacune que nous avons ci-dessus signalée. Froment meurt fin novembre ou en décembre 1657. Sa veuve Jeanne Rol se remarie un an après. C'était une jeune femme. Elle était née le 16 septembre 1628.

D'après les données ci-dessus, Froment serait décédé à l'âge d'environ 68 ans. Sa fille était née le 18 février 1651; il s'était marié vers 1650, à l'âge d'environ 60 ans. La différence des âges entre les deux époux était presque de 40 ans.

Jeanne Froment, l'unique enfant d'Antoine Froment, mourut le 26 octobre 1662, à l'âge de onze ans.

« Froment, disais-je dans la préface de son livre, passa à Briançon la plus grande partie de sa vie. (Il avait fait ses études universitaires à Embrun, au collège tenu par les Jésuites). Il exerça près du bailliage de Briançon la profession d'avocat. Cependant, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même, il fit à Grenoble, avant de se fixer définitivement dans sa cité natale, un séjour assez prolongé. « Mon petit estude des montagnes, dit-il, lequel ne s'ouvrait qu'à la closture du parlement de Grenoble ou que comme un autre temple de paix, *dùm clauderentur majores belli forensis portæ*, estait jà, tellement abordé des feux, etc... »

« On peut conclure de là que le jeune avocat accomplit son stage près le parlement et qu'à sa cessation, il continua à suivre la carrière du barreau, à Grenoble, jusqu'à l'époque de l'incendie (1624), passant à Briançon les fêtes; ce qui porterait à douze ou treize ans la durée de sa résidence

au chef-lieu de la province. Il est à présumer que *l'esprit de retour* s'était singulièrement effacé dans les sentiments du jeune montagnard pendant ce long séjour dans une cité, où la nostalgie est pour les étrangers qui y résident quelque temps, une affection du cœur inconnue ; qui exerce un si grand empire de séduction par l'incomparable beauté de la contrée qui l'entoure, par la proverbiale urbanité de ses habitants et pour ceux qui aiment et cultivent les choses de l'esprit, par l'atticisme du goût littéraire, par le charme des relations sociales dans un tel milieu.

« Peut-être faut-il placer, pour Froment, à côté de ces causes d'attrait, celle des débats judiciaires devant le parlement, débats plus solennels que ceux de son bailliage, plus relevés par l'éloquence des avocats, par le savoir de la magistrature. Ces éléments de vie intellectuelle et morale, sont pour certaines âmes les plus fortes attaches et il est vraisemblable qu'ils exercèrent sur cette période de l'existence de notre auteur une grande influence.

« Quelles circonstances rompirent le charme et rappelèrent le jeune transfuge dans son austère pays natal ? C'est ce qu'il est impossible de savoir. Nous admettrions volontiers, étant donnés ses tendres attachements de famille racontés dans son livre, que la terrible catastrophe de l'incendie de 1624, l'affliction des siens. l'importance des services que sa présence lui permettait de leur consacrer arrêtaient dans son cœur une louable pensée d'abnégation et le rendirent irrévocablement à sa ville natale. »

Aucuns documents ne sont parvenus à notre connaissance qui auraient pu jeter quelque lumière sur la vie privée de Froment, sur sa situation au barreau du bailliage. Un mot mélancolique de son livre nous dit que son existence fut soumise peut-être à de dures épreuves. Il y parle du P. Laborée, jésuite, son ancien professeur au collège d'Embrun, comme d'un Saint et il ajoute ceci : « Mon devoir, heureux que je suis en *mes maux*, de l'avoir eu pour régent, me dispenserait d'en dire quelque chose au peuple de l'advenir, mais ne l'ayant jamais vu que bien faire et bien dire

pour le ciel, à l'attente des lots immortels ou d'une éternité de récompenses... »

Ces maux dont Froment laisse échapper l'aveu, de quelle nature étaient-ils ? étaient-ce des chagrins de famille, des embarras d'argent ? était-ce la maladie et son triste cortège de souffrances physiques et morales ?

Il y avait peut-être de toutes ces causes dans l'existence tourmentée de l'avocat briançonnais.

On peut conclure des stipulations d'un acte aux minutes de M^e Colaud, notaire, du 22 juillet 1659 que Froment mourut dans un état de fortune voisin de la pauvreté.

Cet acte renferme les conditions de la vente passée par le tuteur de la mineure Jeanne Froment, ensuite de décision du bailliage, à l'apothicaire Bernardin Travail, d'une maison de l'héritage de Froment. Le prix de vente est modique (900 livres en capital et 12 livres d'étrennes). (Peut-être y eut-il dissimulation d'une partie du prix.) La vente des fruits des terres de Serre-Guignier, au pont de Cervières, dépendant de la même hoirie, ne donne qu'une somme de soixante livres. Ces diverses valeurs si restreintes quant à l'importance, furent déléguées, pour la plus grande partie, à des créanciers du défunt.

Froment avait vu mourir, le 15 novembre 1653, son frère François auquel il était tendrement attaché, le parrain de sa fille, en qui il espérait pour elle un appui. Sa petite fortune était embarrassée ; l'âge avait sans doute amorti son activité et réduit sa clientèle. La mort dut être la bienvenue pour notre chroniqueur briançonnais qui ne fut peut-être ni un très habile écrivain, ni un avocat de premier ordre, mais qui posséda, son livre le révèle à chaque page, la maîtrise du patriotisme et de la probité.

BIBLIOGRAPHIE

Essais d'Antoine Froment, avocat au parlement du Dauphiné, sur l'incendie de sa patrie, les singularitez des Alpes en la principauté du Briançonnais, avec plusieurs autres curieuses remarques sur le passage du Roy aux Italiés,

ravages des loups, pestes, famines, avalanches et embrasements de plusieurs villages y survenus de suite. A Grenoble, chez Pierre Verdier, imprimeur du roy, en la salle du Palais, 1639.

GARNIER-PAGÈS Etienne-Joseph-Louis.

Garnier-Pagès l'ainé, l'une des gloires les plus pures de la tribune française, était Briançonnais d'origine. Son père, Etienne Garnier, était né à St-Blaise, commune de Briançon, le 27 août 1772. Ce fut Garnier-Pagès lui-même qui apprit à Antoine Allier, député des Hautes-Alpes, cette origine de sa famille paternelle. Je tiens le fait du député Allier lui-même et j'en fis part à Adolphe Joanne qui l'a consigné dans son guide du voyageur (Hautes-Alpes, etc.) On sait que les Garnier-Pagès étaient frères utérins, l'ainé, fils de Garnier le Briançonnais, chirurgien de la marine, né en 1801, mort en 1841; le puiné, Louis-Antoine, fils de M. Pagès, né en 1803. Les deux frères liés par le plus tendre attachement, unirent leur nom, leur fortune et leur destinée. J'ai connu Garnier-Pagès Louis-Antoine le membre du *gouvernement provisoire*. Je l'ai vu, dans l'intimité, chez mes amis Rallet à Biviers (Isère). Il me parlait de son frère aîné avec attendrissement. Il m'apprit qu'il avait, un jour, avec son fils, fait un pèlerinage à St-Blaise pour connaître et faire connaître à son fils le berceau de la famille d'un frère dont il adorait la mémoire. « Vous reconnaitrez, me disait-il, que ce pèlerinage avait un caractère plus avouable, plus noble, que ceux dus aux écarts d'une superstition saugrenue. »

GUILLEMIN Paul.

Paul Guillemin est né à Sorin (Meuse), le 30 août 1847. Son père, Martin Guillemin, capitaine d'infanterie, était lorrain. Sa mère, née Adèle Claverie, était la nièce du docteur Pensens, qui a exercé honorablement la médecine à Briançon où il était allié à la famille Blanchard, l'une des plus anciennes et des plus importantes du pays. (Le beau-père du docteur Pensens, le notaire Blanchard, fut long-

temps maire de Briançon ; son beau-frère était le colonel d'artillerie Blanchard). La dame Guillemain avait passé sa vie à Briançon, jusqu'au jour de son mariage. Disons tout de suite, que le capitaine Guillemain vint, à sa retraite, se fixer à Briançon et qu'il y mourut le 28 octobre 1865 ; que sa veuve ne quitta plus sa patrie d'adoption ; qu'elle y habita la maison patrimoniale des Blanchard achetée de ses deniers et qu'elle transmit à son fils à son décès en 1873 ; disons encore, en explication et justification de la place que nous donnons à Paul Guillemain en cette biographie briançonnaise, qu'il a toujours regardé comme son pays, comme sa patrie, la ville où il avait ses amitiés, ses souvenirs d'enfance, la tombe des siens, les traditions de famille et son *home* où sa tendresse pour sa mère le fixa pendant plusieurs années de sa jeunesse.

Paul Guillemain a fait honneur à la patrie selon son cœur, la *petite ville grand renom*. Sa droiture, sa large et solide instruction, sa vaillance sans rivale comme *alpiniste*, l'irréprochable accomplissement des fonctions auxquelles il a été successivement appelé, lui ont concilié dans le Briançonnais où son nom est populaire, considération flatteuse et affectueux sentiments. Sa place était donc marquée dans le catalogue des Briançonnais dignes de mémoire.

Guillemain a fait ses études universitaires au Prytanée militaire de la Flèche dont il a été l'un des brillants élèves. A la mort de son père, à l'âge de 18 ans, il revint à Briançon auprès de sa mère. Pour ne pas la quitter, il consentit à être maître d'études dans le collège de la ville. Il passa de là au lycée de Grenoble où il était maître répétiteur ; il y suivait aussi les cours de l'école de Médecine avec assiduité. Ce fut en sa qualité d'étudiant en médecine qu'il fut, en 1870, requis à l'hôpital militaire de Briançon d'où il passa au 14^e bataillon de chasseurs à pied. Inutile de dire qu'ici et là, il fit bravement son devoir.

Il entra, après la guerre, au lycée de Lyon en qualité de maître répétiteur, remplissant intérimairement les fonctions de sous-censeur. Il occupa cette position jusqu'en 1879.

C'est dans la période de temps qui s'est écoulée de 1871 à

1879 que Guillemain, mettant à profit tous les instants de liberté que lui laissaient ses fonctions au lycée de Lyon, se lança, à corps perdu, dans l'Alpinisme. Pressentant tout le bienfait moral et de régénération physique de ce sport qui eut dès l'abord le caractère d'une inspiration nationale, le cœur généreux de Guillemain en fit l'adepte le plus convaincu et le plus agissant. Il possédait, au premier chef, d'éminentes qualités pour être à la tête des plus courageux, des plus résolus. Corps solide et dur à la fatigue, fermeté d'âme, sang-froid, géologue, minéralogiste (il avait collectionné dans sa maison de Briançon plusieurs milliers d'échantillons de minéraux), botaniste, cartographe émérite, familier de la montagne par ses pérégrinations de jeunesse, chirurgien au besoin, Guillemain devait fortement marquer sa place dans la noble phalange des pionniers de l'alpinisme. Aussi y a-t-il conquis une légitime célébrité : son nom est attaché aux récits des premières explorations du Pelvoux, de la Meije, de la Barre des Ecrins, du Viso et des pics de moindre hauteur, satellites colossaux de ces sommités de première grandeur. Il a été l'historien de ses ascensions. Ses publications sur la montagne et les glaciers ont un caractère particulier de précision comme pages descriptives, de vigueur et de simplicité dans la peinture des impressions morales. Le récit est d'une allure superbe lorsqu'il relate ces situations où la vie de l'ascensionniste, sur le bord des abîmes, tient à un fil et n'est sauvée que par l'effort de la plus virile énergie. Les écrits de Guillemain tiendront toujours une place honorable dans cette littérature alpiniste qui paraît être douée d'une forte vitalité.

De 1879 à 1882, Paul Guillemain fut chef de cabinet du préfet du Rhône et successivement chef du cabinet du préfet de police à Paris.

En 1882, il fut appelé aux importantes fonctions d'inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, situation élevée qu'il occupe encore aujourd'hui avec distinction.

Guillemain a dû, dès lors, mettre un frein à ses entraînements de *grimpeur* alpin ; adonné à de graves travaux

fonctionnels, l'ardent touriste de jadis a peu de loisirs à consacrer aux ascensions. Il a presque divorcé avec la montagne. Dans quelques années, il sera le vétéran le plus chevronné de l'alpinisme.

Mais ses chères études sur le Briançonnais n'ont point été abandonnées. Guillemain a même étendu dans le Dauphiné entier ses recherches bibliographiques, ses investigations archéologiques ; les rayons nombreux de sa bibliothèque sont surchargés de livres, de brochures, de chartes, de parchemins, d'autographes, de gravures, de dessins, etc. Il y a là tout un monde de richesses intellectuelles, de curiosités historiques et artistiques.

Guillemain a trouvé le moyen de faire face à ces labeurs multiples et divers. Faisant revivre les traditions des vieux savants, nos aïeux, de ces jurisconsultes du temps jadis, penchés dès l'aube sur les lourds in-f^{os} et murmurant le vieil adage de la profession :

Vigilantibus, non dormientibus jura succurrunt,

Guillemain est debout au premier chant du coq (si tant est qu'il y ait de ces bruyants gallinacés dans son voisinage). C'est à ces heures-là, un bénédictin, lisant, écrivant, notant, classant les documents acquis de la veille ; au sortir du sanctuaire du bibliophile, le fonctionnaire est à l'œuvre durant le cours de la journée. Dans la soirée il est au repos, tout aux joies de la famille. surveillant l'instruction de ses fillettes et parfois aussi homme du monde partout bien accueilli, partout choyé.

Tel est Paul Guillemain.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ascension du Mont - Rochebrune. Lyon, Bonnaviat. 1874, in-8°.
2. Ascensions dans les Alpes briançonnaises. Paris, Chamerot, 1876, in-8°.
3. Deux mois dans les Alpes briançonnaises. Paris, Chamerot, 1877, in-8°.
4. Explorations dans les Alpes briançonnaises. Paris, Chamerot, 1878, in-8°.

5. Album pittoresque des Alpes briançonnaises, légende. Lyon, Portier, 1878, in-f°.
6. Le Bacchu-ber, essai historique et archéologique. Lyon, Pitrat, 1878, in-8°. (Traduit dans la *Newe-Alpenpost*, 1878).
7. Minellanées. Paris, Chamerot, 1878, in-8°.
8. Carte topographique du massif du Pelvoux, au 80.000. Lyon, Garcin, 1879.
9. Bivouacs dans les Alpes françaises. Paris, Chamerot, 1879, in-8°.
10. Les Coutumes d'Arvieux. Lyon, Goyard, 1880, in-8°.
11. Album du Queyras, légende. Lyon, Goyard, 1880, in-8°.
12. Alpes françaises. Paris, Chamerot, 1880, in-8°.
13. Carte des frontières de Piémont et de Savoye, dans laquelle se trouvent le Briançonnais, etc. (xviii^e siècle). Paris, 1885.
14. Carte des frontières de Piémont et de Savoye contenant le Briançonnais. Paris, 1885.
15. Les voies anciennes des glaciers du Pelvoux. Paris, Chamerot, 1887, in-8° (avec la reproduction de 2 cartes anciennes).
16. Carte du Briançonnais dressée en 1873. Paris, 1888.
17. Voyages à travers les Dauphinois. Paris, Chacornac, 1889 (sous le pseudonyme d'Amédée Guérin).
18. Le voyage de Villars en Oisans. Arras, de Sède, 1889, in-8°.
19. Carte du massif de la Barre des Ecrins, au 40.000. Paris, 1889.
20. Carte manuscrite des vallées Vaudoises des Alpes françaises. Paris, Fischbacher, 1889.
21. Jean de Beins, géographe dauphinois. Gap, Jouglaud, 1890 (avec une carte.)
22. Carte topographique du Haut-Dauphiné, au 50.000. Paris, Rouillé, 1890.
23. Date de l'Histoire du diocèse d'Embrun. Gap, Jouglaud, 1891, in-8°.
24. Tomaso Borgonio et la première carte topographi-

que des Alpes occidentales (avec une carte). Paris, Chacornac. 1891, in-8°.

25. La carte manuscrite des Alpes dressée en 1664 par le capitaine Jean Videl (avec une carte). Paris, Chacornac, 1891, in-8°.

26. Le voyage de Dhellancourt en Oisans (1785). Grenoble, Allier, 1892, in-8°.

27. — Fêtes d'inauguration du Refuge-Hôtel de l'Alpe du Villard-d'Arène. Embrun, Jugy, 1892, in-16°.

28. L'imagerie des Liqueurs du Dauphiné. Grenoble, Baratier, 1892, in-8°.

29. Voyage de Paris à Herblay, aller et retour par mer. (Illustration de M. Emile Guigues). 1893 (grand in-4°).

30. Le Briançonnais en 1754, par Jean Brunet. Grenoble, Allier, 1893, in-8°.

31. La Meije. (Illustration de M. Emile Guigues. *Revue du Dauphiné*, 1894.)

32. Les Refuges alpins du Dauphiné. Inauguration du Refuge-Hôtel Evariste-Chancel, Briançon, 1894, grand in-4°.

33. A toute vapeur de Paris à Corbeil. Briançon, 1894, grand in-4°.

34. La Meije dans l'image. Paris, Chamer, 1895, in-8°.

HILAIRE Claude.

Hilaire (Claude), né à Névache, a été prieur des Augustins à Lyon.

BIBLIOGRAPHIE

Traité de l'exposition des mystères de la messe par frère François Vitelman, traduit du latin en français par Vénéable père en Dieu, frère Claude Hilaire, Lyon, Nicolas Petit, 1544.

HILAIRE (Jean-François) le baron.

On ignore le lieu de naissance de Jean-François Hilaire. Adolphe Rochas indique Chirens (Isère), comme étant la localité qui l'a vu naître. C'est une erreur que dément

l'examen des actes de l'état civil de cette paroisse où le nom d'Hilaire n'est écrit nulle part. Ce qui a porté sans doute Rochas à cette indication, ce sont les termes de l'acte de décès d'Hilaire, mort à St-Nazaire (Isère), le 7 septembre 1825. L'acte de décès est rédigé sur la déclaration du maître domestique du défunt, Jean Chatain, et d'Arthur Rey-Pirolle, âgés le premier de 26, le second de 27 ans. Ils déclarent que le défunt était âgé d'environ 77 ans, né à *Chirens* (Isère). Ces affirmations paraissent être vagues et faites en l'air.

D'autre part, Ladoucette (*Histoire et topog. des Hautes-Alpes*), assure qu'il est né à Névache. Cette affirmation paraît être tout aussi hasardée que la première. Car les actes de l'état civil de Névache, de Plampinet, du Val-des-Prés, de la Vachette, tout en mentionnant la naissance de nombreux Hilaire ne renferment aucun nom qui réponde soit au prénom d'Hilaire soit à l'époque présumée de sa naissance.

On demeure donc dans l'incertitude sur le lieu et sur la date précise de sa naissance. Nous penchons à croire qu'il est né dans le Briançonnais mais en dehors de la vallée de la Clarée, nous fondant sur la continuation de ses relations avec ses compatriotes attestée par quelques éléments de correspondance.

Quoi qu'il en soit, natif ou seulement originaire du Briançonnais, Jean-François Hilaire acquiesça dans le département de l'Isère quelque célébrité. Il fut à Grenoble avocat consistorial. A la Révolution dont il adopta les principes avec un enthousiasme un peu bruyant et peut-être avec une intentionnelle exaltation en vue de son avancement dans les fonctions publiques, il fut élu procureur syndic et agent national du district de Grenoble, de 1790 à 1795. De 1795 à 1797, il fut commissaire du directoire exécutif près l'administration centrale de l'Isère.

Mais le zèle révolutionnaire d'Hilaire s'était refroidi. Il fut destitué. Les agitations politiques prolongées l'avaient converti à la conviction de la nécessité de la stabilité gouvernementale; aussi s'empressa-t-il d'adhérer à la Révolution du 18 brumaire. Sous le nouvel ordre de choses, Hilaire

fut nommé Sous-Préfet de Vienne, le 30 mars 1800. Promu le 25 février 1804 Préfet de la Haute-Saône, il exerça ses fonctions jusqu'au 3 janvier 1814, époque à laquelle il fut destitué. Il se retira dans sa propriété de St-Nazaire où il mourut, comme nous l'avons dit, en 1825.

Homme laborieux, administrateur éclairé, Hilaire se fit estimer et aimer par ses administrés de la Haute-Saône. Il était aimable et hospitalier. On trouve le témoignage de ces dispositions d'esprit et de caractère dans trois humoristiques pièces de vers qui lui furent successivement adressées par le bibliographe Gabriel Peignot sous ce titre : Ambassades des Bartavelles de Dauphiné pour féliciter M. Hilaire sur le titre de baron et sur la dotation qu'il vient de recevoir. Vesoul, 1810. Nouvelles ambassades des Bartavelles... Troisième ambassade...

Ces feuilles volantes ont été réimprimées luxueusement par la *Société des bibliophiles*.

BIBLIOGRAPHIE

Discours du cit. Hilaire, commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale du Département de l'Isère, prononcé à la fête du 15 floréal an v ; concernant la paix avec l'Europe. 4 p. in-8°, chez Ferry et Duciaud, près le pont de bois.

LANNES, botaniste.

Lannes (Jean-Joseph), est né à Aiguilles (Queyras), en 1825, fils d'un simple préposé des douanes. Son père ayant été appelé au poste de Sainte-Catherine-sous-Briançon, le jeune Lannes y put suivre les cours de l'Ecole primaire, puis pendant quelques années ceux du collège de la ville. Il entra dans la douane et il obtint assez rapidement le grade de capitaine. Lannes s'était épris de la science de la botanique. Ce fut chez lui, ainsi que l'étude de l'entomologie une passion forte et vivace. Dans tous les postes qu'il occupa, à Saint-Véran (Queyras), à Névache, au Monétier-de-Briançon, à St-Tropez (Var), à la Condamine (Basses-Alpes), à Briançon enfin, il se livra à

des herborisations sans fin. Il composa par ses propres découvertes et par des échanges l'herbier le plus riche du département des Hautes-Alpes. Il put réunir aussi une belle collection de coléoptères. Membre de la Société botanique de France, de la *Flora Selecta* de Saint-Quentin, Lannes, entre autres distinctions, a reçu en 1894 une médaille d'or de l'Académie internationale de géographie botanique et les félicitations des plus savants botanistes de notre temps.

Fixé à Briançon depuis sa retraite, cet excellent homme y a joui jusqu'à sa mort de l'estime générale. Il s'y était concilié de solides amitiés.

Lannes est décédé à Briançon, le 14 mai 1895.

BIBLIOGRAPHIE

Catalogue de la flore du bassin supérieur de l'Ubaye. (Publié dans le bulletin de la Société botanique de France, 1879.)

Catalogue des plantes les plus intéressantes croissant dans la partie supérieure du département des Hautes-Alpes, Briançonnais, le Queyras et le haut du vallon de Vars. (Altitude minimum (*sic*) 1,100 m. et maximum (*sic*) 3,000 m. par M. Lannes, capitaine des douanes en retraite. Jouglard, Gap, 1885 (paru d'abord dans le bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes en 1885).

A consulter :

Excellent article de nécrologie de M. René Faure, ancien maire de Briançon, dans *la Durance* du 26 mai 1895.

LATOUR André.

Jean-André-Eléonor Latour est né à Briançon (Hautes-Alpes) le 22 nivôse an iv (12 mars 1796).

Placé fort jeune au lycée de Mayence, il y fit de bonnes études. Son père, le commandant Claude Latour, officier supérieur plein de mérite, que la mort frappa dans la force de l'âge, l'avait d'avance voué à la carrière qu'il parcourait lui-même avec distinction ; le jeune orphelin crut devoir se

conformer avec un pieux respect au désir manifesté par son père, quelque peu porté qu'il fût d'ailleurs par son inclination vers la profession des armes. Peut-être aussi fut-il affermi dans cette résolution d'obéissance posthume par une généreuse pensée de patriotisme. C'était à la fin de 1813. La France était inquiète et comme oppressée par de sinistres pressentiments. On prévoyait de nouvelles luttes plus terribles à coup sûr, plus chanceuses peut-être. Dans les classes de la société que la guerre avait élevées en portant aux hauts grades beaucoup de leurs membres, dans les *familles militaires*, si l'on peut ainsi dire, bien des jeunes hommes, des adolescents même, — et les nécessités d'une guerre prolongée appelaient souvent ceux-ci avant le temps aux actes guerriers de la virilité, — se consacraient avec une louable spontanéité au maintien de la gloire de la patrie ; ils ne pensaient peut-être pas encore que c'était à sa défense.

M. Latour entra à l'école militaire de Saint-Cyr le 18 octobre 1813. Il en sortait le 12 octobre 1814 pour entrer comme sous-lieutenant au 49^e de ligne. Ainsi il débuta dans la vie de la manière la plus noble qu'il soit donné de le faire : il combattit pour défendre son pays contre l'invasion étrangère. Mis en demi-solde après les Cent-Jours, et plus tard réintégré en son grade dans la légion du Bas-Rhin, il abandonna tout à fait le service militaire à la fin de 1818. Il fit son cours de droit à Grenoble, et devint avoué près le tribunal de Briançon. Nommé, en 1830, substitut du procureur du roi à Briançon, puis devenu successivement juge d'instruction à Embrun, procureur du roi et président du tribunal à Briançon, M. Latour s'acquitta dans ce pays, qui était le sien, la considération générale et l'affection de ses compatriotes ; en 1848, il reçut d'eux un témoignage honorable d'estime. Il fut porté au conseil général du département des Hautes-Alpes. *Prophète dans son pays*, il vit les électeurs du Briançonnais lui offrir leur vote pour la représentation nationale. Il s'abstint néanmoins de toute candidature. Au conseil général, les suffrages de ses collègues l'appelèrent à la présidence.

A cette époque, une distinction plus importante vint témoigner de l'appréciation flatteuse que les magistrats supérieurs de la cour d'appel de Grenoble avaient faite de ses services et de son aptitude. Il fut nommé président du tribunal civil de Grenoble.

Jusqu'à sa mort (6 avril 1852), M. Latour a rempli ces hautes et délicates fonctions avec tact, avec une grande expérience des affaires et des hommes.

Le souvenir du collègue aimable et spirituel, du magistrat aux formes pleines de bienveillance et d'aménité, est demeuré vivant parmi MM. les juges du tribunal, comme parmi les avocats et avoués du barreau de Grenoble.

M. Latour consacrait volontiers ses loisirs à des études et à des compositions littéraires. Ses œuvres attestent l'étendue de son instruction, le mouvement et la grâce de son esprit. Voici quelques rapides indications sur les plus notables de ses productions :

Notes sur les avantages qu'il y aurait à obtenir l'achèvement de la route de Briançon à Turin par Suze, une correspondance de dépêches et la liberté d'établir des voitures publiques sur cette route.

Ce travail remarquable, qui suppose des recherches préalables nombreuses et variées, a été inséré *in extenso* dans l'*Histoire des Hautes-Alpes* de M. Ladoucette, édition de 1848, pag. 681 et suivantes.

Il est rationnel de croire que cet excellent résumé d'une question d'un haut intérêt général, a dû influencer sur les déterminations des gouvernements français et sarde, auxquels il fut soumis, et hâter l'exécution des travaux de restauration réclamés par l'auteur et qu'il lui a été donné de voir s'accomplir.

Episode de 1815 dans le Briançonnais, par Breistroff. — Grenoble, 1850.

Cet opuscule contient l'histoire de l'invasion du Briançonnais, en 1815, par un corps d'armée sarde, du blocus de Briançon et de la noble résistance des Briançonnais qui, livrés à leurs propres forces et commandés par l'héroïque général Eberlé, conservèrent, vierge de l'invasion, ce boule-

vard du sud-est de la France et l'immense matériel qui y était renfermé (1). Il contient aussi le récit d'un drame judiciaire qui contrista profondément les populations du Briançonnais et les préoccupa un instant autant que la présence de l'ennemi sur leur territoire.

Jean-Joseph M....., natif de Saint-Chaffrey, près Briançon, homme d'un courage emporté, d'habitudes violentes, voyait avec rage les avant-postes du corps d'armée sarde occuper le village qu'il habitait; toujours prêt à traduire en hostilité ouverte sa haine irréfrénable contre l'étranger, il trouvait dans ses compatriotes, dans les membres de sa famille, dans sa femme surtout, une surveillance vigilement exercée à l'effet d'empêcher l'explosion de sa fureur.

Il paraît qu'une nuit, le 15 août 1815, irrésistiblement emporté par sa pensée fixe d'agression, il repoussa violemment sa femme qui voulait l'empêcher de franchir le seuil de la maison. M.... était armé d'un fusil. La malheureuse femme fut atteinte d'un coup de feu, qui ne fut peut-être que le résultat involontaire de cette lutte entre les deux époux. Dans tous les cas, un crime allait être commis pour dérober aux investigations de la justice les circonstances plus ou moins imputables de ce fait. M.... dépose la victime dans une grange remplie de foin et met le feu au bâtiment. Un terrible incendie fut allumé : vingt-trois maisons furent consumées (2). La justice informa. M.... fut arrêté, fit des aveux, fut condamné à mort et subit sa peine. Cette exécution est la seule que l'on cite dans les annales judiciaires de l'arrondissement de Briançon, où l'exhibition de la hideuse machine n'a jamais eu lieu depuis.

Le récit de M. Latour est entraînant et porte l'empreinte de l'émotion profonde que cet épisode de l'invasion avait produite sur le Briançonnais.

(1) Ce matériel a suffi plus tard pour armer Grenoble, Valence, Embrun et plusieurs autres places fortes.

(2) Un premier incendie en avait dévoré cinquante-sept quelques jours auparavant.

Dans cet opusculé, l'auteur, à côté du portrait de Morand, esquisse celui de deux personnages typiques. L'un, Eloi Gaudry (Eloi Giraud) chasseur, trappeur, arboriculteur, figure fine, narquoise, a laissé dans les Alpes Briançonnaises, dans la Drôme et l'Ardèche le plus vivant souvenir.

On y rencontre mille traits de la vie aventureuse et cynégétique du grand *loubatier* (tueur de loups). Son nom est légendaire. (Voir ma Biographie du canton de la Grave et du Monétier, et aussi mes notes sur les essais d'Antoine Froment.)

L'autre personnage était *Arnoulet* (caricature qui n'était cependant au fond qu'un portrait assez fidèle.) Il s'agissait d'un honnête tabellion plein de sotté vanité, de lourd pédantisme, dont les aphorismes à la La Palisse ont longtemps défrayé la verve railleuse des *loustics* de Briançon. Sans valeur intellectuelle aucune, et sans instruction, ce paroissien, à plat ventre devant l'autorité, fut cependant, sous le second Empire, le premier des édiles de Briançon, cité réputée pour l'intelligence et l'instruction de ses habitants, et décoré de la Légion d'honneur! *Sic fata Voluere!* Ces choses-là se sont vues quelquefois. (Consulter le dictionnaire des ganaches.)

La dernière publication d'André Latour a été posthume; elle a pour titre : *Scènes de mœurs judiciaires en Province.*

Ce sont des scènes gracieuses entremêlées de couplets spirituels.

Numismate intelligent, investigateur heureux, M. Latour avait formé une collection de médailles dont les éléments ont été recueillis dans le Briançonnais (1). Il a légué au musée de Grenoble une urne cinéraire antique fort belle et quelques armes africaines, don de son ami et compatriote l'excellent Galice-Bey, colonel du génie au service du pacha d'Egypte.

M. Latour a passé presque toute sa vie à Briançon, sa

(1) M. Ladoucette a donné le catalogue de cette collection à la page 739 de son *Histoire des Hautes-Alpes*, édition de 1848.

patrie. L'estime de ses concitoyens, l'amitié d'un homme de cœur et de vaste intelligence, M. Benoit Bouchié de Colaoud, qui l'a précédé dans la tombe, la vive affection qu'il portait à sa sœur, Mme Julie Turin, l'ont retenu dans ce pays dont les intérêts et l'avenir l'ont constamment préoccupé, ainsi qu'on a pu le voir par quelques-uns des titres de ses œuvres. Sa vie a été l'une de ces existences privilégiées toutes remplies par le travail, les études sérieuses et l'accomplissement de graves devoirs. Elle porte avec soi un enseignement moral élevé : celui du mérite conduisant à la considération ainsi qu'à une belle position sociale.

BIBLIOGRAPHIE.

Mémoire sur la route de Grenoble à Turin par le Lautaret et le Mont-Genèvre. (Imprimé dans *l'Histoire des Hautes-Alpes* de Ladoucette, édit. de 1848).

Episode de 1815 dans le Briançonnais — Grenoble, par Breistroff, 1850.

Scènes et mœurs judiciaires en Province par J.-A.-E. Latour (de Briançon, Hautes-Alpes), Grenoble, 1852. Grand in-8°, 191 p.

L'usure dans les Hautes-Alpes, conseils à ses habitants, manuscrit. (A été donné à la Bibliothèque publique de Grenoble par A. Albert qui en était le possesseur.)

Victoires, conquêtes et revers d'une paire de moustaches, roman humoristique. (Manuscrit resté dans la famille.)

A consulter :

M. Latour, ancien président du tribunal civil de Grenoble, par Aristide Albert, — in-18, — Grenoble, 1858. — Maisonville, 18 p.

LAUGER George.

George Lauger, né à Briançon, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, ne nous est connu que par un passage du livre d'Antoine Froment sur l'incendie de Briançon. Voici ce qu'on lit dans ce curieux livre p. 238 (édit. A. Albert) :

« Le R. P. George Lauger, docteur ès droit et en théolo-

gie, de l'ordre des Jacobins réformés, prédicateur ordinaire du Roy, et lors prieur de St-Marcellin, fut aussi voir les cendres de son sol natal, visiter sa patrie en l'estat et y consoler son propre frère le capitaine Lauger qui en estait second consul... Ce rare prédicateur, par des belles actions qu'il fit en chaire, consola grandement ses pauvres patriotes affligés et comme bannis de leur paradis terrestre par les feux de la cholère de Dieu. Il les repeut aussi de belles espérances par des grands bienfaits qu'ils auraient du Roy et des seigneurs de sa cour dont il estait fraîchement arrivé; et tant que le pauvre peuple en sortait grandement satisfait. »

Le P. Lauger avait le titre de *prédicateur ordinaire du Roy*. Etait-ce un titre honorifique ou bien l'indication d'une fonction effective? C'est ce qu'il serait fort difficile d'éclaircir aujourd'hui.

La famille Lauger appartenait dès longtemps à la bourgeoisie briançonnaise. Elle était liée d'amitié avec celle d'Antoine Froment. Jeanne Lauger, femme du capitaine Lauger, fut la marraine de l'unique enfant de l'historien briançonnais.

LAURENT de Briançon.

Laurent de Briançon, jurisconsulte et poète, a été recteur de l'Université de Valence en 1560, puis avocat au parlement de Grenoble où il acquit de la célébrité; déjà, il avait été premier consul de la ville de Grenoble en 1576. Il a composé en patois de Grenoble de petits poèmes qui ont été grandement en vogue lors de leur publication. Ils sont à peu près introuvables aujourd'hui.

Il y a divergence entre les biographes et bibliographes Dauphinois sur le lieu de naissance de Laurent de Briançon et sur ses liens de famille.

Guy-Allard, à la suite d'une notice étendue sur la famille de Briançon, venue de la Tarentaise et fixée en Dauphiné depuis le XII^e siècle, après l'énumération des personnages de cette famille ayant occupé un rang élevé dans l'Eglise, dans les armes, dans les ordres religieux, ajoute ceci :

« C'est de Laurent de Briançon, recteur de l'Université de Valence l'an 1560 et natif de Grenoble, qui fut après, l'un des plus célèbres avocats de ce parlement, que nous tenons ces admirables et spirituels poèmes en langage du pays, intitulés : *Lo batifel de la Gisen*, c'est-à-dire le caquet de l'accouchée; le *banquet de le Faye*, qui veut dire le festin ou le régal des fées, et la *Vieutenanci du courtizan* qui signifie le portrait des courtisans de son temps.

« *On tient qu'il était bâtard de la maison de Briançon.* »

Cette dernière vague indication de Guy-Allard sur la famille de Laurent de Briançon donne peu de créance à celle sur le lieu de sa naissance. On peut, ce semble, tenir pour certain qu'il n'y a dans le passage ci-dessus qu'une de ces allégations aventurées dont Guy-Allard était coutumier.

Il y a une présomption plus sérieuse en faveur de la thèse de la naissance à Grenoble dans le fait de la composition des poèmes humoristiques de Laurent, en patois de Grenoble. Ce n'est là toutefois qu'une simple présomption qui peut être combattue.

MM. Colomb de Bastines et Jules Ollivier ont adopté la version de Guy-Allard.

D'autre part, le curé Albert (*Hist. du diocèse d'Embrun*) et Ladoucette (*Hist. des Hautes-Alpes*), ne doutent pas que *Laurent* ne soit un nom patronymique et de *Briançon* un lieu d'indication de naissance. Le savant bibliothécaire de Grenoble, M. Edmond Maignien, partage cette opinion. Ses recherches sur la famille Savoisiennne de Briançon fixée dans le Dauphiné et l'absence du nom de Laurent dans la généalogie de cette famille l'ont confirmé dans cette pensée.

Moréri dans son *Dictionnaire historique* énumère les hommes notables de la famille de Briançon et ne fait aucune mention de Laurent.

M. de Terrebasse m'a dit un jour en présence de H. Gariel, qui n'y contredisait pas, qu'il croyait à l'origine briançonnaise de Laurent de Briançon.

Adolphe Rochas, après avoir constaté la divergence des opinions entre Guy-Allard et le curé Albert, ajoute sage-

ment qu'en l'absence de documents plus certains, il est impossible de concilier ces deux opinions contradictoires :

On peut donc dire : *Adhuc sub judice lis est.*

MARITAN Claude.

Claude Maritan, est né à Névache, le 9 février 1806. Il était le fils de Claude Maritan et de Catherine Pascallet, propriétaires cultivateurs de cette commune.

Il fit ses premières études à l'humble école primaire de Névache. En 1820, il entra au petit séminaire d'Embrun, il y resta trois ans et il obtint les plus brillants succès; il passa un an encore au collège des Jésuites à Forcalquier, entra au grand séminaire de Gap, y fit ses études théologiques et de là fut nommé professeur au petit séminaire d'Embrun. Il avait là, la table, le logement et 300 fr. d'émoluments.

Le colonel du génie Izoard, qui avait entendu parler de l'instruction et de la remarquable intelligence du jeune professeur, l'invita à sa table. « Combien gagnez-vous par an? » demanda le colonel à Maritan. — « 300 francs », répondit-il. — « Je vous offre 2,000 fr. par an, la table et le logement, dit le colonel, si vous voulez être le précepteur de mes deux fils. » Maritan accepta avec empressement. Le chiffre de ses émoluments fut au même moment porté à 3,000 fr. par l'adjonction d'un troisième élève, fils de M. Bontoux, président du tribunal d'Embrun. Dès lors Maritan quitta la soutane et refusa absolument d'embrasser l'état ecclésiastique, malgré les instances qui lui furent faites.

En 1833, il est professeur à Grenoble dans l'institution de plein exercice dirigé par M. Froussart. C'était, me disait mon ami Emile Leborgne, qui avait été son élève, le plus brillant professeur de l'institution. Son ami Pascal, de Névache, était professeur aussi dans la même pension.

A la fin de l'année 1836, Maritan se rendit à Paris. Il y donna des leçons de littérature et de langues anciennes. Il donna des leçons de latin, en 1837, aux deux filles du comte d'Appony, ambassadeur d'Autriche. Il publia l'année suivante, son livre sur *l'étude du latin en général et par les femmes en particulier*. Cet écrit est d'un style ferme et

clair. C'est l'œuvre d'un esprit indépendant, novateur, d'un homme savant, de morale pure et presque intransigeante.

En 1843, Maritan se chargea de l'éducation des fils de M. le comte de Bondy. Son heureuse destinée le fixa au sein de cette famille où les sentiments élevés et généreux étaient de tradition et se révéleraient au besoin par ce seul fait de la délicate hospitalité exercée envers le professeur qui s'était montré digne d'une telle adoption.

« M. Maritan, notre excellent ami, est mort à Paris chez mon père, le comte de Bondy, le 15 février 1883, emportant les respects et l'estime de toute notre famille dans laquelle il avait passé la plus grande partie de son existence, comme précepteur d'abord de mon frère et le mien et ensuite comme ami. » (Lettre de M. le vicomte Ollivier de Bondy du 23 juin 1886.)

Quel bel éloge de Maritan ! Quel bel éloge aussi de la famille de Bondy !

Par son testament, aux minutes de M^e Segond, notaire à Paris, Maritan a légué au bureau de bienfaisance de Névache, la somme de 2,000 fr. et pareille somme à l'Eglise.

BIBLIOGRAPHIE

Les Jésuites dévoilés à leurs amis et à leurs ennemis (par C. Maritan de Névache.) Lyon, Guyot, 1829, in-8°, 119 p.

De l'étude du latin en général et par les femmes en particulier. Diverses méthodes d'enseignement, par C. Maritan. — Paris, chez l'auteur, rue de l'Université, 42, et chez Delaunay, 1838, in-8°, 64 p.

Nouveau cours de géographie moderne, 1839, in-12 (en collaboration avec J.-F. Queyras).

Géographie ancienne et du moyen-âge présentant les réponses aux questions du baccalauréat ès lettres. Paris, Eug. Belin, 1848, in-12 (en collaboration avec J.-F. Queyras).

MORAND Jean-Antoine.

Jean-Antoine Morand est né à Briançon, le 10 novembre 1727. Sa famille, venue de longue date de la Vallouise,

comptait dans le passé de nombreux hommes d'affaires, avocats, procureurs, magistrats membres du bailliage, et a continué, à Briançon, dans le choix d'une carrière, les mêmes traditions, jusque dans les premières années de ce siècle ; son père, Etienne Morand, son oncle, Edme-Charles Morand, étaient l'un et l'autre avocats au parlement, exerçant près le bailliage de Briançon. Naturel et vif fut le désir des parents du jeune Morand de le voir embrasser la profession qu'ils exerçaient eux-mêmes et qu'ils considéraient sans doute comme aussi lucrative qu'honorable. Mais ils rencontrèrent dans les goûts et les dispositions natives de l'enfant une opiniâtre résistance à leur volonté, signe d'une vocation déterminée. Il se sentait irrésistiblement entraîné vers les arts.

Pour se soustraire à l'obsession de sa famille, il quitta furtivement la maison paternelle et se rendit à Lyon où il se mit avec ardeur à l'étude du dessin, travailleur infatigable et s'assimilant rapidement la pensée et les procédés des grands modèles. Il se fit bientôt connaître par des travaux qui témoignaient de ses rares aptitudes pour la décoration et l'architecture.

La réputation de Servandoni était alors universelle. Morand quitta Lyon où sa famille continuait à violenter ses volontés et se rendit à Paris pour y apprendre, sous le célèbre artiste, la perspective et la décoration. Il revint ensuite à Lyon où il se fixa définitivement.

La ville de Lyon avait résolu de construire sur l'emplacement des jardins de l'Hôtel-de-Ville une salle de spectacle. On s'adressa au grand architecte Soufflot, qui consentit à dresser les plans du théâtre projeté mais se refusa à en faire exécuter lui-même les travaux, retenu qu'il était à Paris par d'autres occupations. Avec l'assentiment de la ville de Lyon, il désigna pour cette tâche difficile Morand dont il connaissait le talent et l'activité.

Cette œuvre fut conduite avec autant de célérité que d'art. Le théâtre fut achevé en 1757 et mit en relief la supérieure habileté de l'architecte. La décoration tant extérieure qu'intérieure appartenait en entier à Morand.

« Parmi les peintures dont il décora le théâtre, dit M. Martin-Daussigny, l'un de ses biographes, on admira surtout le rideau d'avant-scène, peint à détrempe par Morand lui-même et représentant les noces d'Amphitrite amenée à Neptune, dans son palais, sur un char formé d'une coquille et trainée sur les eaux par deux dauphins. Cette peinture, d'une très grande dimension, démontra tout le talent artistique de Morand et prouva combien il avait profité des leçons de Servandoni. Ce dernier travail, loué de la ville entière, porta au comble la renommée du jeune architecte. »

Le théâtre, œuvre de Soufflot et de Morand, a subsisté jusqu'en 1826.

La réputation de Morand s'était étendue au loin. La ville de Parme l'appela en 1759 pour y construire un théâtre à machines et y dessiner divers groupes décoratifs, le tout en vue des fêtes projetées à l'occasion du mariage de l'archiduchesse de Parme avec l'archiduc Joseph d'Autriche, devenu peu après empereur.

Dans ces travaux artistiques divers, Morand réussit au delà des espérances de la ville de Parme et s'attira la jalousie des artistes italiens.

De Parme, Morand se rendit à Rome où il étudia les chefs-d'œuvre de l'architecture antique. Son savoir et ses goûts artistiques déjà si remarquables s'élargirent encore à cette étude, à ces contemplations si fortement suggestives. Il regagna Lyon où l'appelaient de nouveaux et importants travaux. La ville, enrichie par le commerce, s'étendait vers la rive droite du Rhône et s'embellissait. On décida les constructions du quai Saint-Clair, malgré l'opposition de M. Tholosan (Briançonnais d'origine) et d'autres riches propriétaires qui redoutaient de voir les nouvelles constructions obstruer la vue superbe dont ils jouissaient sur le fleuve et sa rive gauche. Malgré cette opposition, le projet reçut exécution, et Morand fut chargé de la direction de ces travaux.

Mais l'extension de la ville devant fatalement suivre le nombre toujours croissant de sa population, il fallait

enjamber le Rhône et diriger vers les Brotteaux, l'agrandissement de la ville. Pour la réalisation d'une telle entreprise, qui était dans la pensée de tous, un pont partant de l'Hôtel-de-Ville, reliant les deux rives du Rhône, devenait d'une indispensable nécessité. La dépense faisait reculer le Conseil de ville.

Après bien des tâtonnements et des essais infructueux pour diriger vers Perrache l'assiette de populeux quartiers, l'opinion publique se rallia à la pensée de Morand qui dès l'abord avait signalé les Brotteaux comme devant être l'agrandissement normal de la ville et qui avait démontré la nécessité de la construction du pont partant de l'Hôtel-de-Ville.

La dépense d'un pont de pierre effrayait le Conseil de la ville et les spéculateurs. Morand proposa la construction d'un pont en bois, ce qui réduisait la dépense des deux tiers.

« Ingénieurs et architectes se récrièrent, dit M. Martin-Daussigny, affirmant qu'un pont de bois sur un fleuve aussi large et aussi rapide que le Rhône était impossible, et que si on parvenait à l'établir, il serait emporté à la première crue du fleuve. Morand répliquait que ses piles n'offrant aucune résistance au courant de l'eau, n'en seraient point ébranlées, et que d'ailleurs, en y établissant des éperons en amont afin de briser les lames, la solidité de sa construction n'en recevrait aucune atteinte. La seule qui pourrait y causer quelque dommage serait un grand bateau venant se jeter en travers et offrant alors une large prise au courant, une arche pourrait être emportée. Mais encore ce dommage ne pouvant être que partiel, puisque toutes les arches étaient indépendantes les unes des autres, il serait facile de le réparer. » (C'est ce qui arriva en 1822 ainsi que Morand l'avait prévu.)

Les arguments de Morand l'emportèrent sur les allégations et récriminations des adversaires de son projet. Une société se forma, la construction du pont fut résolue. Elle fut achevée au bout de 3 ans. Le pont fut assis sur 17 arches mesurant 14 mètres de largeur sur 213 de longueur.

Morand eut l'approbation compétente de l'Ecole des ponts et chaussées. Son nom acquit un degré de plus de célébrité. Le comte de Lille, depuis Louis XVIII, passant à Lyon en 1775 décora Morand du cordon de Saint-Michel.

Le pont Morand était la gloire de la charpente, à tel point que dans une vieille chanson de compagnonnage on célébrait les gloires de l'œuvre de Morand dans ce refrain naïf :

*Vous y verrez le pont Morand
Bâti si adroitement.*

Le pont Morand qui ne devait avoir, au dire des détracteurs de la première heure, qu'une éphémère existence a duré un siècle. Il n'a pas succombé sous le trait du temps ni sous les assauts du fleuve. Il a été démoli.

La fortune avait longtemps souri à Morand. Vinrent les jours malheureux. Pendant le siège de Lyon en 1793, Morand défendit le pont qui avait été son œuvre capitale. Jour et nuit, il veillait sur lui et il parvint à force d'art et de mesures habiles, à détourner les brulots et les machines infernales employés par Dubois-Crancé pour le détruire. Pendant tout le siège, il s'était employé de tout son génie et de toute son activité à la défense de la ville. Il paya de sa tête ce dévouement. Il fut proscrit et mourut sur l'échafaud le 24 janvier 1794.

Le fils de Morand, Antoine Morand de Jouffrey, et son petit-fils aîné Jean-Jacques Morand de Jouffrey, rentrèrent dans la carrière de leurs ancêtres briançonnais. Le premier fut conseiller à la Cour royale de Lyon. Le second a été procureur général à Douai et successivement à Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE

L'art d'exploiter les mines de charbon de terre. S. L. 1768. Trois parties en un volume in-f°, nombreuses planches par Morand. (*Attribution à vérifier.*)

MOTTET Daniel.

Daniel Mottet était, au xiv^e siècle, notaire à Briançon. Il avait d'importantes possessions soit dans la ville soit dans la communauté du Monétier. Il avait acquis, sans doute par sa valeur personnelle, une grande considération. Il fut témoin dans l'acte de la grande transaction du 29 mai 1343.

A la suite des témoins du Dauphin, tous gens qualifiés (*præsentibus jurisperitis consiliariis dicti domini Dalphini*) sont inscrits les noms de deux témoins Briançonnais : Daniele Motheti notario de Brianzonio et Durando Croseti, de Quadracio (du Queyras).

Cette participation comme témoin à l'acte le plus solennel, le plus mémorable de la vie civile et politique du Briançonnais, atteste la réputation acquise par Mottet soit à Briançon soit à la cour du Dauphin.

Comme traits de mœurs du xiv^e siècle, nous reproduisons ici les termes du testament de Daniel Mottet. Ils sont rapportés dans l'inventaire de la *Cour des comptes* (au registre de rebus nobilebus ballivatus Brianzonii) testament du 19 septembre 1348, « par lequel le dit du Motet fonde une chapelle dans l'église de Saint-Nicolas de Briançon sous le vocable du Saint-Esprit, à l'honneur de Dieu et de la B. H. Vierge Marie et donne un calice d'argent et tous les ornements nécessaires pour le service divin, pour la dotation de laquelle il donne 28 septiers seigle, six septiers et une éminée froment, 21 septiers avoine de Cense, ensemble tous les moutons qui lui appartenaient pour droits de pasquerages, les quelles rentes, il percevait dans la paroisse du Monétier, plus une maison, cellier, granges, étables situés dans le bourg de Briançon, joignant la maison de François Allois, se réservant le droit de patronage et à ses successeurs et plus proches et qu'aucun ne puisse être nommé recteur de ladite chapelle s'il n'est *in sacris* et à la charge de célébrer ou faire célébrer tous les jours la messe. »

Dans les vieux cadastres de la ville de Briançon on trouve mentionné : Campus motteti (plus tard champ Mottet).

MOTTET Jean.

Jean Mottet, Jésuite, est né à Briançon en 1590. « Il professa longtemps les belles lettres, dit Ad. Rochas, et se livra aussi à la prédication. Nommé recteur du collège de Dijon, il assista, avec droit de suffrage, au dixième chapitre général tenu à Rome. Il fut ensuite provincial de Champagne et mourut dans la maison des Jésuites de Pont-à-Mousson, en Lorraine, le 15 décembre 1662. »

BIBLIOGRAPHIE.

Combat d'honneur concerté par les quatre éléments sur l'heureuse entrée de M^{me} la Duchesse de Lavalette en la ville de Metz, ensemble la réjouissance publique concertée par les habitants de la ville et du pays sur le même sujet. Metz, 1654, in-f° fig.

Un autre Jean Mottet appartenant peut-être à la même famille et Briançonnais aussi assista aux états de Tours en 1483.

PONCET, médecin.

Marcellin Fornier signale parmi les hommes remarquables du Briançonnais, les deux médecins Poncet et Ardouyn (1535) :

« Les œuvres de Poncet, dit-il, sur le subject des poisons, accusé au commencement des disquisitions magiques du très savant *del Rio*, ont reçu quelques censures pour cause du subject qui ne sera jamais assez ignoré. Il ne laissera néanmoins d'avoir toute la réputation d'un homme accompli en la cognoissance de la nature et nommément en sa profession. »

Nous avons vainement recherché dans Brunet, dans Quérard, etc., le nom et les titres des écrits de Poncet. Quant à *del Rio* (*disquisitionum magicarum libra sex. Lugduni*, 1612), il se borne à ces simples paroles : *Ponceti et Ardoini libri de venenis legendi non videntur nisi a medicis conscientie timoratæ ac piæ, cæteris ea lectio intacta* (p. 5, chap. 3, 9, 1). — S'agit-il bien des deux médecins

brigaconnais Poncet et Ardoin ? Marcellin Fornier l'affirme.

Ainsi les écrits qui semblent perdus aujourd'hui avaient trait aux poisons, avec un peu de magie sans doute, car del Rio met les deux médecins au nombre des auteurs qui ont traité de *magia naturalis seu physica summaria brevia*, etc.

PRAT François.

François Prat est né au Val-des-Prés, vers 1734. Intelligent et actif, il songea de bonne heure à chercher au dehors, dans le commerce, un emploi fructueux de ses facultés. En 1752, il se rendit, étant encore très jeune, à Gènes où étaient fixés déjà quelques-uns de ses compatriotes, et il entra dans le commerce. Son intelligence, sa sagacité, son activité et les habitudes d'économie qu'il devait à l'éducation de la maison paternelle, assurèrent rapidement à François Prat, et presque au delà de ses espérances, une fortune très considérable. Il sut user noblement de la richesse. Si le soin de sa fortune le fixait à Gènes, le souvenir de sa gracieuse vallée natale hantait toujours sa pensée et quelque nostalgie était le correctif de la satisfaction que lui donnait le succès de ses opérations commerciales. Aussi le négociant abandonnait-il de temps en temps à ses employés le soin des affaires pour revenir au pays où, sur les bords charmants de la Clarée, se réveillaient les souvenirs de son enfance et s'avivaient les plus douces émotions. Il avait si bien gardé l'amour du pays qu'en 1784, il accepta les fonctions de consul de la communauté de Montgenèvre (le Val-des-Prés faisait partie à cette époque de cette communauté). Mais c'est à la Révolution et devant les menaces de l'invasion étrangère que s'affirma l'ardent patriotisme de Prat. Dans les dons présentés à l'Assemblée nationale, celui de Prat fut de 3,000 fr.

Dans un moment où l'armée d'Italie éprouvait les plus grands besoins, Prat fait présent à ses compatriotes de 400 paires de souliers. Il engage, dans les termes les plus pressants, tous les Français résidant à Gènes à faire un

semblable don. La Convention nationale décréta la mention honorable et l'insertion au bulletin, du don des négociants français établis à Gènes.

En l'an II, le département des Hautes-Alpes et celui de l'Isère manquaient de subsistances. Il prête 100,000 francs aux deux départements et déclare qu'il ne veut point d'intérêts de cette somme.

Au mois de mai 1790, les habitants de treize municipalités du Briançonnais, réunis en assemblée générale, sentant la nécessité de se défendre dans un danger commun, et les difficultés de leur position sur la frontière, organisent une garde nationale ; à l'unanimité, ils élisent François Prat pour leur colonel. Il assista, en cette qualité, à la fédération générale de 1790. Il habilla à ses frais 700 de ses compatriotes qui étaient hors d'état de faire face aux dépenses de leur uniforme.

Le soin de ses affaires commerciales réclamait impérieusement la présence à Gènes et la direction du généreux colonel. Il donne sa démission et l'annonce, le 15 mars 1791, aux treize communautés du Briançonnais dans les termes suivants : « Ce n'est point une froide indifférence pour ma patrie qui m'inspire ; arraché de son sein par les affaires de mon commerce, je vis et je respire pour elle. Quoique je sois éloigné de cinquante lieues, mon cœur se fait toujours gloire d'être au milieu des bons patriotes, dont je ne démentirai jamais la qualité puisqu'elle est gravée dans mon cœur. »

En 1784, François Prat fit construire au Val-des-Prés une maison spacieuse et commode. Il caressait le rêve de céder son commerce à ses enfants et de s'y retirer. Cette maison est encore, à ce jour, la plus belle habitation de la vallée de la Clarée.

Atteint de maladie, François Prat espéra recouvrer la santé au sein de sa vallée natale. Il s'y rendit quoique très souffrant, mais ses jours étaient comptés. Il mourut au Val-des-Prés, le 3 octobre 1796.

François Prat était un homme de remarquable intelligence. Il était grand et généreux ; ardent patriote, il aimait

la France; il adorait sa petite patrie briançonnaise. Son nom doit être honorablement classé dans le catalogue des Briançonnais dignes de mémoire.

A consulter :

Plaidoyer pour Elisabeth Prat, dame Reymond, contre Prat fils, 1808.

REY Léoncie.

M^{lle} Léoncie Rey est née à Briançon, le 10 décembre 1838.

Son père, Guillaume Rey, notaire, avait de l'esprit et de la littérature.

M^{lle} Léoncie Rey a publié des poésies. Les notes dominantes de son œuvre sont la ferveur religieuse et la délicatesse des sentiments.

Ses vers ne manquent ni de correction, ni d'élégance.

Est-ce par estime pour nos fiers voisins d'Outre-Manche que M^{lle} Rey a voulu *anglicaniser* son prénom? Nous croyons qu'il n'y a là qu'un pur enfantillage inspiré par la mode d'un jour.

BIBLIOGRAPHIE

Une fille de Cœcilius poème et roman chrétien, par M^{lle} Léoncy Rey. Marseille, Camoin, libraire, 1879, in-8°, 194 p.

Le premier bal, poésie par M^{lle} Léoncy Rey (Extrait de la *Revue de Marseille et de Provence*). Marseille, 1873, in-8°, 4 p.

L'Etoile, poésie (dans la *Revue de Marseille et de Provence*). Janvier 1874, 5 p.).

RICHARD Marcellin.

Marcellin Richard était, au commencement du xvi^e siècle, curé de la paroisse de Puy-Saint-André. Il composa, en 1512, le *Mystère de Saint-André*, qui fut représenté cette même année. Ce fut le vicaire de la paroisse, B. Chancel,

qui présida aux répétitions et dirigea la représentation.

« L'auteur de ce mystère, dit M. l'abbé Guillaume, le savant archiviste des Hautes-Alpes (Société d'études des Hautes-Alpes, 1883) prend le titre de chapelain émérite ou mieux d'ancien chapelain, *capellanus meritis*. Très probablement, cet ecclésiastique était originaire du Puy-Saint-André, petite commune du canton de Briançon, dans les archives de laquelle le manuscrit original de ce drame a été rencontré. Les familles portant le nom de Richard ont été et sont encore fort nombreuses au Puy-Saint-André et surtout au village de Puy-Saint-Pons qui, à cause de cette circonstance, a fini par s'appeler Puy-Richard. » (Localité la plus voisine de Puy-Saint-André, quoique appartenant à la commune de Puy-Saint-Pierre).

BIBLIOGRAPHIE

Le mystère de Saint-André par Marcellin Richard, 1512, découvert en 1878 et publié avec une introduction, etc..., par l'abbé J. Fazy, curé de Lettret. Aix, 1883, in-8°, 146 p.

RIGNON Jacques.

Jacques Rignon, dit Merle, né vers le milieu du XVIII^e siècle aux Albert, commune de Montgenèvre, s'était établi à Gandia (gouvernement de Valence, Espagne) et y avait fait un commerce lucratif. Par testament reçu Py, notaire à Gandia, du 6 septembre 1806, il légua à l'hospice du Montgenèvre 1500 piastres espagnoles. Le montant de ce legs, réalisé à 6,000 francs, ne fut acquitté définitivement qu'en 1831, par suite de l'opposition de l'un des héritiers. (Histoire de l'établissement du Mont-Genèvre, par l'abbé Aucel; manuscrit en ma possession.)

RIGNON Jean-Antoine.

Jean-Antoine Rignon est né aux Albert, commune du Montgenèvre, le 15 mars 1775.

Il entra au service militaire dans les guides à pied de l'armée des Alpes le 20 avril 1793. Il était lieutenant dans

les chasseurs à pied de la garde consulaire le 1^{er} vendémiaire an xi; le 5 ventôse an xii, capitaine dans le corps des vélites et chef de bataillon dans la garde impériale, le 24 juin 1811. Le 7 août 1814, il était colonel et commandait le 47^e de ligne.

Il fut tué à Waterloo, le 18 juin 1815. Rignon avait été blessé à Marengo. C'était un vaillant militaire, digne frère d'armes de ses compatriotes les deux Chapuzet, les Colom-ban, les Claude Finat, les deux Caire et autres officiers supérieurs Briançonnais ayant presque tous, ainsi que le général de division Jean-Baptiste Albert, débuté dans la carrière militaire, dans les guides à pied de l'armée des Alpes. Il était officier de la Légion d'honneur, chevalier de la Couronne de fer et baron de l'Empire.

Son fils Emile - Nicolas - Victor est devenu lui aussi colonel d'infanterie.

La succession de la fille de ce dernier, décédée sans héritiers directs et sans proches collatéraux, fut dévolue à des parents du Val-des-Prés et des Albert, héritiers au degré successible, qui furent aussi surpris que charmés de cette aubaine inattendue. Mais l'un d'eux, le sieur R..., ferblantier à Briançon, qui avait fondé sur le chiffre probable de la part lui revenant les plus folles espérances et déçu dans son rêve de grandeur, par le résultat du partage, atteint du délire de la persécution, coupa la gorge à sa femme, dans un accès de folie furieuse, et alla se précipiter dans la Durance du haut du pont Asfeld. Ce drame épouvantable a eu lieu en 1889.

RIGNON Nicolas.

Rignon Nicolas est né aux Albert, commune du Montgenèvre le 7 décembre 1773.

Il entra au service militaire le 1^{er} pluviôse an iii dans le bataillon des chasseurs des Hautes-Alpes. Un moment prisonnier de guerre et rentré en France, il entra au service de l'Italie (ordre du gouvernement français) dans les dragons cisalpins formés à Bourg-en-Bresse le 20 ventôse an viii.

Dans ce corps, Nicolas Rignon fit bravement son devoir. Il fut nommé capitaine le 6 septembre 1813. Il prit part, depuis l'an III jusqu'au 30 juillet 1814, à toutes les grandes guerres. Il avait enlevé un jour une pièce de canon à l'ennemi. Il fut blessé le 30 octobre 1813 d'un coup de feu au flanc droit.

Il était chevalier de la Couronne de fer. Dans les dragons cisalpins, il portait le nom de Rignoni.

En 1830, sa pension de retraite qui avait été fixée en 1818 au chiffre dérisoire de 625 fr. fut révisée.

On ignore l'époque de son décès.

Nous n'avons pu nous assurer s'il était aussi des bords de la Clarée cet autre Rignon, lieutenant de dragons, admiré dans nos armées d'Espagne et de Portugal pour son héroïque bravoure. (*Victoires et conquêtes*, t. 21). Il est mort glorieusement en 1809 sous les plis du drapeau français aventuré, dans la noble péninsule, pour une cause déshonorée, inspiration d'une insatiable ambition, dynastique flétrie par l'histoire.

ROSTOLLAN Claude (le général).

Claude Rostollan est né à Névache, le 23 mai 1762, fils de Laurent et de Catherine Rolland.

L'acte de baptême porte que Laurent Rostollan était absent de la paroisse au moment de la naissance de son fils. Il était marchand colporteur comme beaucoup de ses compatriotes qui, partis de la vallée de la Clarée avec le fonds de première mise le plus chétif, ont fondé en Espagne et en Italie d'importantes maisons de commerce.

Le jeune Rostollan débuta dans la vie en continuant les modestes errements de l'industrie paternelle. Mais bientôt, répugnant à ces occupations, il s'enrôla en 1783 dans le régiment de Toul artillerie. Il demeura huit années dans le grade subalterne de sous-officier; mais il allait, comme nombre de militaires de cette époque, arriver rapidement à un grade élevé. Sous-lieutenant, le 16 mars 1791, dans la garde nationale soldée de Paris, il fut nommé capitaine, le 25 novembre 1792, dans le premier bataillon de la Creuse.

Après avoir assisté au blocus de Thionville, il prit part à tous les combats qui eurent lieu dans les Ardennes en 1793. Elevé au grade d'adjudant général provisoire, le 13 brumaire an II, il fit de nouveau remarquer ses talents militaires aux combats de Philippeville, de Boussu, à la prise de Thuin, à la reprise de Landrecies, de Valenciennes et du Quesnoy où il commandait la tête de tranchée de droite. Confirmé dans le grade d'adjudant général, chef de brigade le 25 prairial an III, ce fut lui qui, à la tête de l'avant-garde du général Marceau, enleva avec deux escadrons, à la bataille de Sprinont, une compagnie d'artillerie légère avec ses pièces qu'il dirigea contre les Autrichiens et qu'il fit servir par leurs propres canonniers.

L'affaire de Duren sur la Roër, le combat qui eut lieu dans les plaines de Bologne, le blocus de Mayence et la journée de Platten lui offrirent de nouvelles occasions de déployer sa valeur. Envoyé en Hollande, le 7 ventôse an VII, il soutint à la bataille de Bergen, pendant quatre heures, avec trois bataillons et deux escadrons, les efforts d'un corps d'armée russe fort de quinze bataillons, et ne se retira que lorsqu'il eût acquis la certitude que l'armée française était prête à recevoir l'ennemi. En récompense de cet éclatant fait d'armes, le général Brune l'investit des fonctions de chef de son état-major. Il servit en cette qualité à tous les combats qui eurent lieu jusqu'à la capitulation du duc d'York au mois de frimaire an VIII. Il fut ensuite envoyé auprès du général Augereau comme chef d'état-major avec un corps de troupes gallo-lataves pour appuyer la gauche de l'armée du Danube. Après avoir exercé plusieurs commandements à l'intérieur, il fut envoyé le 29 floréal an XIII dans le département de la Doire, et fut nommé chef d'état-major de l'armée des Côtes le 25 fructidor. Il servit sous les ordres du maréchal Brune à la grande armée. En 1809, il fut chef d'état-major du corps de troupes rassemblées sur l'Escaut.

Le 9 septembre 1812, Rostollan se rendit par ordre du gouvernement à Gorée, île des Pays-Bas, près l'embouchure de la Meuse. Il fut fait prisonnier de guerre en 1814, rentra en France au mois de mai et fut appelé le 4 juin à

commander le département des Hautes - Alpes. (Voir : *Fastes de la Légion d'honneur*, t. 3, p. 529 et suiv.)

A la rentrée de l'Île d'Elbe, et à l'arrivée de la petite troupe de Napoléon à Gap, Rostollan, convaincu qu'il ne pouvait compter sur l'obéissance des soldats sous ses ordres et constatant l'enthousiasme des populations rurales pour l'homme extraordinaire qui les avait pourtant si bien et si longtemps décimées, Rostollan se retira à Embrun. Les événements se précipitaient. Napoléon avait ressaisi le pouvoir. Les alliés faisaient de nouveau mouvoir vers la France leurs formidables armées. Rostollan crut de son devoir de mettre son épée au service de sa patrie. Il se rendit à Paris, et reçut le commandement d'une brigade sous les ordres du général de division Tareyre.

Au retour des Bourbons, Rostollan fut mis à la retraite le 4 septembre 1815. Il se retira à Passy, où il mourut le 11 janvier 1846. Il était commandant de la Légion d'honneur.

Un officier supérieur, dans une lettre qu'il m'écrivait le 29 juillet 1889, s'exprimait ainsi au sujet du général Rostollan : « Lors de la rentrée de Napoléon de l'Île d'Elbe, il commandait à Gap et il s'est retiré à Embrun. Sa conduite m'a paru fort équivoque et il a cherché à en tirer parti auprès de Napoléon d'abord et ensuite auprès des Bourbons. »

D'autres lui ont reproché, ainsi qu'à d'autres généraux, d'avoir trahi le serment prêté en 1814 à Louis XVIII.

Ces reproches et ces sévères appréciations me paraissent injustes.

Il y a serments et serments!!

Il en est un supérieur à tous les autres, primordial, immanent, non écrit, mais gravé en indélébiles caractères en toute âme de ferme droiture. C'est celui de servir sa patrie, de combattre pour elle envers et contre tous. Tous autres serments qui impliquent la violation de celui-là ne sont pas *tenables*, ne sont que formule vaine, car leur observation peut être dans certains cas un crime de lèse-patrie.

C'est au regard de cette vérité qu'il faut juger la conduite des généraux et des fonctionnaires de tous ordres, qui, déliés de tous devoirs envers un roi qui avait fui à l'étranger, estimèrent que le devoir suprême était de combattre pour la France menacée d'une seconde invasion. Qu'importent d'ailleurs, quelques paroles prononcées à ces heures troublantes où le vœu de la nation était incertain, où ses destinées tenaient à un fil, où l'on se demandait où serait le salut de la patrie !!

Les Briançonnais ont toujours repoussé pour leur compatriote le reproche de duplicité. Ils ont gardé leur estime au général Rostollan, à ce fils du Briançonnais qui, né dans une humble famille, au sein des populations rurales, ne dut son élévation qu'à son mérite et à sa bravoure.

On a cité quelquefois, Ladoucette entre autres, comme étant de Névache et appartenant à la famille du général Rostollan, un autre général du même nom, qui a été gouverneur des Antilles françaises. C'est une erreur. Le général Louis de Rostollan est né à Aix (Bouches-du-Rhône), le 21 juillet 1791. Il était étranger à la famille de son homonyme.

ROUX-LACROIX Jean-Antoine.

La famille Roux-Lacroix était représentée à Briançon, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, par Michel Roux-Lacroix, docteur-médecin, et par Jean Roux-Lacroix, avocat.

Michel Roux-Lacroix avait épousé Magdeleine Prat, sœur de Jean Prat, seigneur de la Bâtie-des-Vignaux, lieutenant particulier au bailliage et qui fut anobli par Louis XIV.

Michel Roux-Lacroix eut de nombreux enfants parmi lesquels Jean-Antoine, qui naquit à Briançon le 13 *febvrier* 1673, et qui eut pour parrain son oncle maternel, Jean Prat.

Jean-Antoine Roux-Lacroix devint avocat et président-juge des traites (ou fermes) au département des montagnes du Haut-Dauphiné, juridiction dont le siège était Briançon.

Jean-Antoine Roux-Lacroix fut premier consul de la ville de Briançon, en 1713 et 1725.

M. Fauché-Prunelle rappelle, dans un article publié dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* (1856-1860, p. 617 et suiv.), un usage en vigueur alors qu'avaient lieu les élections des consuls de la ville de Briançon :

« Soit immédiatement après son installation, soit à la première séance qu'il présidait, le premier consul de Briançon adressait au corps municipal une allocution ou un discours tant en son nom qu'en celui de ses collègues. »

M. Fauché-Prunelle reproduit le texte de trois de ces discours prononcés par Jean-Antoine Roux-Lacroix, à l'occasion de son double consulat de 1713 et 1725. Ces discours ne sont pas de simples allocutions. Ils sont d'une certaine étendue, nourris de faits et de réflexions portant principalement sur les franchises et libertés briançonnaises et leur influence sur l'orientation de l'administration politique et municipale de la cité.

« On y remarque, dit M. Fauché-Prunelle, parmi les exhortations adressées au Conseil municipal pour l'accomplissement de ses devoirs, l'ostentation de montrer une certaine érudition historique pour relever l'éclat des fonctions consulaires. »

Le second de ces discours fut prononcé à la fin de l'année consulaire de 1713, pour, dit l'orateur, « avant de déposer le *chaperon*, donner à ses concitoyens des témoignages authentiques de sa reconnaissance. » Ajoutons que la harangue de 1725 est bien supérieure aux deux autres pour la gravité des pensées et la correction du style.

Ces discours avaient été donnés par l'arrière-petit-fils de Jean-Antoine Roux-Lacroix à M. Fauché-Prunelle qui rend un témoignage élogieux de la conduite des divers membres de cette famille ayant exercé à Briançon des fonctions publiques.

M. Fauché-Prunelle donne à tort à Jean-Antoine le titre de seigneur de la Bâtie-des-Vignaux; ce fut son fils, Georges Roux-Lacroix, qui acquit cette lilliputienne seigneurie des sieurs Prat ou du Prat, ses oncles maternels.

ROUX-LACROIX Georges.

Georges Roux-Lacroix, fils du précédent, est né le 5 septembre 1710. Il eut pour parrain son parent, Georges du Prat, seigneur de la Bâtie-des-Vignaux, lieutenant particulier et subdélégué de l'Intendant. (Soit dit entre parenthèses, la famille Prat avait ainsi *nobilisé* son nom patronymique. Elle était, ainsi que d'autres hobereaux de noblesse équivoque, assoiffée de distinctions et de privilèges.)

Georges Roux-Lacroix, avocat, fut investi, comme son père, de la charge de président juge des traites du siège de Briançon. Comme son père encore, il fut, à plusieurs reprises, premier consul de la ville de Briançon.

Son consulat de 1758 fut marqué par l'accomplissement d'un service public dont l'objet était commun à toutes les communautés du Briançonnais.

De temps immémorial, les Briançonnais commis à la défense de la frontière et qui, pour cette noble tâche, avaient montré vaillance et habileté stratégique, étaient exempts en fait, sinon en droit, du tirage à la milice. Aucune difficulté à ce sujet ne s'élevait au sein de leurs montagnes; mais lors des émigrations hivernales des jeunes Briançonnais, soit comme peigneurs de chanvre, maîtres d'école ou marchands ambulants, ils étaient souvent inquiétés au dehors à raison de ce tirage auquel on voulait les soumettre.

Les communautés briançonnaises assemblées en *escarton* nommèrent M^e Georges Roux-Lacroix chargé de faire les démarches nécessaires pour obtenir de l'autorité compétente un titre régulier d'exemption.

Georges Roux-Lacroix s'acquitta de sa mission à la satisfaction de ses mandants. La requête qu'il présenta pour cet objet à l'intendant fut suivie d'ordonnance conforme qui donna force obligatoire au vieil usage. Cette ordonnance est à la date du 23 juin 1758. Elle autorise les communautés à faire imprimer le texte de ses dispositions.

Les certificats délivrés depuis par les consuls des com-

munautés aux jeunes émigrants relatant le texte protecteur de l'ordonnance les mirent à l'abri de toutes vexations.

Dans la requête adressée à l'intendant, Roux-Lacroix se qualifie ainsi : *Maître Georges Roux-Lacroix, seigneur de la Bâtie-des-Vignaux, conseiller du roi, président et juge des fermes au département des montagnes du Haut-Dauphiné, premier consul et député des communautés.*

En dehors de sa participation à la gestion des affaires de la ville et du Briançonnais, ainsi que des occupations de sa charge, Roux-Lacroix conçut la louable pensée d'étudier la situation économique de son pays, ses ressources, ses besoins et d'en dresser la statistique. Ce labeur était dans sa compétence comme dans ses goûts; ses connaissances locales, ses relations étendues devaient lui permettre de conduire à bien une telle monographie. Il écrivit donc une notice statistique estimable et qui peut être consultée avec fruit pour l'étude du Briançonnais au XVIII^e siècle. Elle porte la date de 1747.

M. Joseph Roman, homme de vaste érudition, habile explorateur de bibliothèques et d'archives, dénicha un jour aux archives des affaires étrangères, le manuscrit de la statistique de Roux-Lacroix. Il le publia dans le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*. (Il y eut un tirage à part.)

M. Roman a fait précéder cette publication de quelques réflexions sur sa valeur et sur le mérite relatif de l'auteur. « La statistique du Briançonnais que l'on va lire, dit-il, est l'œuvre d'un homme qui parle *dè visu*, qui sait ce qu'il dit et que l'on peut croire. Les renseignements qu'il donne sont précis : la population, les bêtes de somme et de boucherie, les forêts, le revenu en céréales, en foin, la principale occupation des habitants, les principaux passages des montagnes, tous ces détails sont d'autant plus curieux à connaître qu'on ne sait, pour la plupart, où les trouver aujourd'hui. L'auteur y ajoute également quelques bribes d'histoire et ne se trompe pas trop souvent. »

Roux-Lacroix eut des visées plus hautes. Il voulut écrire

l'histoire du Dauphiné. Résolution généreuse, mais imprudente ! Quel que fût le degré de culture intellectuelle de Roux-Lacroix, sa tentative ne pouvait aboutir. Il vivait confiné dans sa petite patrie briançonnaise, en dehors des indispensables ressources offertes par les bibliothèques publiques, par les archives de la province concentrées à Grenoble, privé de la consultation des chartes, des monographies historiques, des travaux antérieurs ; dans ces conditions de limitation de ses recherches, le laborieux Briançonnais ne pouvait mener à bien un tel projet. Et cependant, il se mit à l'œuvre. Mais les obstacles se dressèrent insurmontables devant son labeur. Il dut l'abandonner.

Fut-il rebuté dès l'abord par la lourdeur et les difficultés de sa tâche, comme on l'a dit ? Se borna-t-il, comme le prétendit un jour le journal *l'Allobroge*, à une *mirobolante préface* ? Non. Il n'en fut pas ainsi. Il était encouragé et flatté dans ses espérances par des parents influents, les Chateau-Villard du Gapençais, par des amis tels que l'intendant du Dauphiné, De la Porte, et le comte de Clermont-Tonnerre. J'ai sous les yeux une lettre de ce dernier à Roux-Lacroix, à moi remise par Eugène Chaper, lettre où respire la plus grande bienveillance, où se lit la promesse chaleureusement exprimée de sa protection pour l'œuvre en cours de préparation et pour l'auteur. La lettre prouve qu'une partie plus ou moins importante du travail de Roux-Lacroix avait été adressée au comte de Clermont-Tonnerre pour être soumise à son appréciation.

« Si tôt mon retour à Grenoble, dit le puissant protecteur (lettre du 18 octobre 1770), je préviendrai M. l'intendant. J'ai lieu d'espérer que vous trouverai en lui (sic) tous les secours qui seront en son pouvoir. Il est mieux à même que qui que ce soit de juger le mérite et le fruit de votre entreprise. Homme en place, il la protégera ; homme de lettres, il la chérira. La bienfaisance est son caractère ; ainsi vous réunissez plus d'une prérogative autour de lui...

« Vous pouvez continuer, Monsieur, de m'adresser successivement les portions de votre ouvrage. »

A quel point et pour quelle cause immédiate fut abandonné le travail, c'est ce qu'il ne nous a pas été permis de savoir.

La courageuse entreprise de Roux-Lacroix a été sévèrement jugée. La raillerie s'est mise de la partie. L'œuvre projetée et l'auteur ont été rudement traités.

Et cela est-il juste et bien séant ? Est-il désirable d'entraver par le dédain et le sarcasme ces essais d'une décentralisation littéraire qui aviverait partout les aspirations vers les hautes cultures intellectuelles ?

Georges Roux-Lacroix fut, en somme, un citoyen digne de toute estime. Ainsi l'ont jugé les Briançonnais ses contemporains. Il est mort à Briançon, le 7 janvier 1774.

L'honorable famille Roux-Lacroix est, à ce jour, honorablement représentée par M. Paul Roux-Lacroix, receveur de l'enregistrement à Marseille, par M^{me} Doumet, née Roux-Lacroix et sa nièce, M^{lle} Adélaïde Roux-Lacroix, qui habitent Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE

Statistique du Briançonnais en 1747, par Roux-Lacroix, juge des fermes du roi à Briançon, publiée par J. Roman, correspondant du ministère de l'instruction publique. Gap, 1892, in-8° 42 p.

SILVESTRE Antoine.

Antoine Silvestre est né à Briançon vers le milieu du x^v^e siècle. On ignore en quel lieu il fit ses études universitaires. Tout porte à croire que son instruction commencée à Briançon fut poursuivie dans un centre de lumières plus favorisé et plus étendu. Jean de Launoy (*Joanes Launoi*), l'historien du collège de Navarre, nous apprend seulement qu'après avoir enseigné pendant sept ans les belles lettres au collège de Montaigu (*mons-acutus*), il devint professeur de théologie au collège de Navarre, adjoint d'abord au titulaire de cette chaire, Ollivier le Lyonnais, et qu'en 1523 fut conféré à Silvestre le grade de licencié. A la suite, il fut nommé sous-dialecticien (*hypodidasculus*) et peu après

professeur en titre (*didasculus*). Il est l'auteur, au dire de Launoy, de la seconde partie du livre de Guillaume, évêque de Paris, et d'un abrégé de la vie de ce prélat.

Antoine Silvestre est décédé vers 1525. Il a été enterré dans le cimetière du collège de Navarre. L'épithaphe gravée sur sa tombe est ainsi conçue :

Mortalis genitus Silvester morte dolenda
Omnibus occubuit, sic fera fata Jubent :
Cujus, si vitam, si morum ornamenta recurras,
Haud unquam dignus qui moreretur, erat.
Nec totus tamen interiit : sed parte sepulta,
Pulchrius et fama vivit et ingenio.
Vivus hic immensum per scripta déambulat orbem,
Scripta quidem.

En dehors de sa participation à la composition du livre de l'évêque Guillaume, on ne connaît pas les autres écrits de Silvestre. De Launoy croit qu'il avait écrit d'autres livres mais qu'il n'a pu les connaître. (*Alia scripsisse docet ejus epitaphium, sed ad meam cognitionem minime pervenerunt*) (1).

On peut, en dehors des lumières et des œuvres d'Antoine Silvestre, lui reconnaître un autre mérite. Il accueillit avec bonté le jeune Oronce Fine qui arrivait de Briançon à Paris riche d'espérances et court d'argent. Silvestre aida très efficacement et très généreusement son jeune compatriote de ses conseils et de sa bourse. Il le fit entrer au collège de Navarre pour terminer ses études, et postérieurement le fit admettre au nombre des professeurs de ce collège célèbre dont il était devenu le régent (*primarius*).

BIBLIOGRAPHIE.

La collaboration de Silvestre à l'œuvre de Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris, ne saurait être mise en doute par la date de la publication de ce livre, mais elle implique

(1) *Joannis Launoi, Navaræ gymnasii Parisiensis, historia.*

l'idée de la jeunesse du collaborateur lors de la conception de l'œuvre. Le livre de ce prélat : *Rethorica divina quo nulla utilior, dulcior ac devotior est*, a été publié en 1483, in-4° goth. (Le plus ancien livre imprimé à Gand). La 2^e édition imprimée à Orléans en 1674 : *Guillelmi alverni episcopi parisiensis opera (aureliæ, 1674, 2 vol. in-f°)*.

TANE (Marcellin), l'abbé.

L'abbé Tane est né le 8 novembre 1745, à Névache, fils de Claude et de Marie Rostollan-Chalvet.

L'abbé Tane ne m'était connu que par de vagues oui-dire au milieu desquels l'allégation qu'il était le véritable auteur de la *Grammaire de Lhomond*, dont le manuscrit lui avait été soustrait et publié par autrui. Un jour, je reçois de mon ami Victor Vincent, esprit et plume alertes malgré ses 75 ans, une brochure, son œuvre, portant ce simple titre : *A propos de l'abbé Tane, souvenirs briançonnais*.

Je lis les pages avec curiosité d'abord, puis avec un intérêt qui va *crescendo*. J'y trouve non une simple ébauche, mais un portrait en pied de l'abbé Tane, physionomie arrêtée dans les traits fermes et doux qui révèlent une individualité supérieure et s'emparent de vive force de l'attention.

Raison droite, large instruction, idées primesautières, facultés inventives, glissement de plein abandon sur la pente de l'altruisme, ascétisme dans le régime de la vie, tels sont, dans le tableau biographique, tracé par Vincent, les traits saillants de cette physionomie originale, figure de solitaire du désert humanisée par le sentiment relativement moderne de l'amour des pauvres, éclairée par l'amour de la science.

Est-ce là, me disais-je, le portrait d'un homme ayant existé en chair et en os, de notre temps? Une forte dose de scepticisme avait un instant suspendu tout jugement sur la réalité des choses. N'y a-t-il là que de pures idéalités, rêve généreux du cœur de Vincent? Mais non. Ce récit n'est que la relation des dires très explicites d'hommes graves insusceptibles d'enthousiasme irréfléchi, anciens élèves de l'abbé Tane, parmi lesquels, M. Vincent père et J.-B.

Caire, ancien greffier du tribunal, mort nonagénaire. Ils ont marqué de l'estampille de l'authenticité les détails biographiques publiés sur leur foi. Vincent déclare d'ailleurs n'être qu'un rapporteur fidèle, un sténographe des opinions souvent émises devant lui sur l'homme de mérite transcendant dont il retrace l'existence.

On est donc non en face d'un être de raison, mais en présence d'une de ces âmes d'élite s'élevant à de grandes hauteurs morales, par leur propre virtualité, indépendamment des circonstances de temps, de milieu, d'événements extérieurs.

Ce qui frappe dans la direction morale de la vie de l'abbé Tane, c'est la constance de ses opinions, l'unité dans sa règle de vie, à travers les orages des révolutions, dans ces jours sombres où sont mises en question les croyances, jusque-là les assises des institutions sociales et politiques. Sans déviation de son labeur sincèrement philanthropique, l'abbé Tane continue à semer autour de lui, et autant qu'il est en lui, l'instruction, à prêcher la morale de parole et d'exemple, à dire, avec éloquence, la nécessité de l'assistance envers les déshérités du sort.

Au mois de février 1791, l'abbé Tane était vicaire aux Guibertès (commune du Monétier), et malade depuis deux mois. Il s'était cassé une jambe. Pour ce motif, il ne put pas prêter alors le serment civique, mais il le fit au Monétier, le 2 juin suivant, en présence du conseil général de la commune et des fidèles. Prêtre intelligent et austère, citoyen patriote, l'abbé Tane n'hésita pas à obéir aux lois de la nation dont il se déclara toujours le serviteur fidèle.

Ce serment civique, il le renouvela à Névache, le 30 septembre 1792, et ne le rétracta jamais. Il était, depuis un an environ, curé à Plampinet. Il signe, en cette qualité, le 3 novembre 1791, un acte de décès dans les actes de l'Etat civil de cette localité.

Etre curé à Plampinet, paroisse de 250 âmes, aux abords de sa vallée natale, la gracieuse et toute verdoyante petite contrée de Névache, tel était le terme de l'ambition de l'abbé Tane.

Dès lors commence pour le desservant volontairement humble et solitaire, cette existence admirable de consécration toute désintéressée à l'instruction, à l'éducation des enfants et des hommes. Le bienfait en fut obtenu tout d'abord, sur place, au profit des enfants de la paroisse de Plampinet. Mais les actes de l'éminent *accoucheur* des intelligences et des noblesses natives des cœurs, ne tardèrent pas à être connus dans un rayon assez étendu, et notamment à Briançon. Il se rassembla dès lors, autour du maître et dans une intimité plus étroite, un certain nombre d'élèves sortis des familles les plus anciennes et les plus éclairées de la région. Ici nous ferons de larges et textuels emprunts à la notice de Vincent. Sa relation vaudra cent fois l'analyse incolore que nous pourrions faire de ses attachants récits.....

« Faisant tout le bien possible, l'abbé Tane s'imposait le soin d'instruire quelques jeunes garçons de la commune, bien entendu gratuitement. Ce qui se sut à Briançon, dans ce temps de suspension d'étude, de désarroi du Collège. — Des pères de famille, peïnés et soucieux de leurs fils, abandonnés au désœuvrement, sondèrent et sollicitèrent ce vénérable Curé, qui, avec un généreux empressement, accepta cette charge nouvelle, occasion nouvelle de faire le bien. Ah, certes, ce n'était point l'esprit de lucre qui pouvait entrer en la tête de ce saint homme ! Le prix de la pension en est suffisamment expressif. Quel était-il ? Sa minimité en est incroyable (ayant déjà été indiqué que l'instruction était gratuite), pour le logement et la nourriture, les parents payaient au Curé la somme de *quatorze* francs par mois ! Ce n'était donc même pas cinquante centimes par jour !! Il est vrai que les parents fournissaient, envoyaient eux-mêmes le pain à leurs enfants.....

« Ce respectable Curé, rien moins que riche, désintéressé quand même, quelle nourriture pouvait-il donner à cette jeunesse, ne retirant que si minime rétribution ? de la volaille, des friandises ? pas même de la viande ! C'était le régime végétarien, qui était peut-être dans le système d'éducation de l'Abbé, mais en certitude seul compatible

avec le prix de la pension. Pâques procurait la seule exception en cette alimentation; un frère du Curé lui faisait, à ce jour, présent d'un mouton, que deux ou trois des plus grands pensionnaires allaient chercher à Névache. A ce régime d'antique sobriété, le Curé se soumettait lui-même, trouvant encore moyen de surenchérir par des jeûnes et abstinences, ce que ses élèves remarquaient bien puisqu'il prenait tous ses repas au milieu d'eux, leur consacrant tout le temps que lui laissaient ses fonctions sacerdotales et ses devoirs envers ses paroissiens, malades ou affligés dont il était la Providence.

« L'Abbé Tane était un penseur, observateur profond, chercheur passionné de curiosités scientifiques, insatiable, selon le mot expressif d'un sien compatriote, *il voulait tout apprendre*. D'habitudes très matinales, après journées toujours laborieusement remplies, ses veillées étaient longuement consacrées à l'étude. Hélas, dans ce petit repli des Alpes, vrai désert, loin de toutes relations, des foyers lumineux, que pouvait-il ! Il n'a abouti, dans la haute sphère spéculative, qu'à des essais attestant la hauteur de ses conceptions, l'ampleur de ses facultés. Je savais, et cela m'a été confirmé lors de ma dernière excursion à Névache, que ce vaillant prêtre a laissé des mémoires dans lesquels il a traité des diverses applications de la vapeur, de la combustion de certains gaz, propres à l'éclairage; la personne (M. Sébastien Carail, ancien maire), qui m'a affermi mes souvenirs, a vu et lu partie de ces écrits datant de bien plus loin que la création de tant d'usines et des chemins de fer. L'abbé Tane, en plus, était mécanicien, employant ses loisirs à fabriquer des horloges en bois, des ustensiles aratoires, etc., il y avait en lui du grand savant Pascal, l'auteur des Provinciales et l'inventeur de la brouette et du tombereau.

« La seule satisfaction qui lui soit advenue et dont il aimait à se louer, pour être sa plus douce récompense, était d'avoir rendu aux parents, des jeunes gens, non très riches en sciences, mais sachant bien ce qu'ils avaient appris, donc très aptes à savoir davantage; et, ce qui n'est point à

dédaigner, il les a rendus pleins de belle santé, robustes, agiles, rompus aux fatigues, accoutumés aux intempéries et à la sobriété.

« Qu'on juge de son zèle ! cet infatigable maître avait composé nouvelles grammaires pour l'enseignement du français et du latin et les avait écrites de sa propre main. Je touche ici au cœur de mon récit. Or, n'ayant que son seul manuscrit, il le confiait à ses élèves, qui en prenaient copie, s'en pénétraient mieux, et, au fur et à mesure d'avancement dans l'instruction, se trouvaient, en finale, possesseurs des deux grammaires complètes. »

Les deux grammaires, suivant le dire de Vincent, étaient en un unique manuscrit qui fut adressé par l'abbé Tane au citoyen Rolland, ministre de l'Intérieur, qui avait alors dans ses attributions le service de l'instruction publique. Mais aucun accusé de réception ne parvint à l'auteur. La cause en était aux formidables perturbations politiques et sociales du moment. Les lettres de réclamation demeurèrent sans réponse.

L'abbé Tane avait fondé de grandes espérances, pour le bien de l'instruction publique, sur l'adoption de ses grammaires par l'Université. Il avait, par l'expérience faite, la ferme conviction de leur supériorité sur les livres élémentaires alors en usage. Aussi fut-il désolé de la perte de son manuscrit.

Plus tard, quand parurent les grammaires de Lhomond, la similitude de ses œuvres et de celles de l'abbé Tane parut telle aux anciens élèves de l'abbé que ce fut, de leur part, un *tolle*, une directe accusation de plagiat contre le pauvre Lhomond dont l'innocence fut ultérieurement démontrée. Une même tournure d'esprit dans les deux abbés (Lhomond était prêtre aussi), avait donné naissance aux deux livres, frères Ménechmes, dont la similitude très apparente avait paru être l'identité même aux amis de l'auteur Briançonnais.

Le vénérable abbé Tane éprouva un véritable chagrin de la perte du fruit de ses veilles. Mais la pratique journalière de ses œuvres pies d'instruction et de paternelle

assistance envers ses paroissiens fut un premier allègement à sa peine. Il en trouva sans aucun doute un autre dans la quotidienne contemplation des grandes Alpes, en parcourant les sentiers du pittoresque bois de mélèzes des Gachets qui fait face à Plampinet, soit en montant jusqu'au frais vallon des Acles, soit en gagnant parfois l'ombreuse forêt des Bauches que traverse la route de Névache à Briançon.

Combien calmante et douce est l'influence de la haute montagne et de la forêt sur l'âme humaine en proie au trouble, aux douloureuses agitations ! Un autre prêtre, blessé dans la mêlée des luttes intellectuelles de la première moitié de ce siècle, Lamennais, a dit éloquemment cette faculté d'apaisement de la grande nature et des grands bois :

« J'ai toujours éprouvé, dit-il, qu'en ces moments, la vue de la nature, un plus étroit contact avec elle, calmait peu à peu le trouble intérieur. L'ombre des bois, le bruit de la source qui tombe goutte à goutte, le chant de l'oiseau dans le buisson, les bourdonnements de l'insecte, l'éclat, le parfum des fleurs, l'ondoiement de l'herbe que la brise agite, toutes ces choses et surtout l'intarissable exhalaison de vie, de cette vie que Dieu verse à torrents au sein de son œuvre perpétuellement jeune, perpétuellement ordonnée pour l'ensemble des êtres et pour chaque être particulier à une visible fin de félicité mystérieuse, raniment l'âme flétrie, l'abreuvent d'une sève nouvelle, lui rendent sa vigueur qui s'éteignait. » (Voyage de Rome.)

D'ailleurs, la dominante des aspirations de l'abbé Tané :

*La concreata e perpetua sete
Del deiforme regno...*

(DANTE, *Parad.*)

eût suffi seule à dissiper ses regrets, nuées légères qui avaient pu estomper un instant le clair azur de ses pensées.

Dans son humble presbytère de Plampinet, vraie cellule d'anachorète, l'abbé Tané passa paisiblement de longs jours de vieillesse. Elévations à Dieu dans sa petite église

aux naïves peintures murales; méditations de haut vol en tous lieux; œuvre de charité et d'amour de son prochain en tout temps; telle était la vie morale de l'humble desservant qui put conserver intacte et supérieure jusqu'au bout, son intelligence, confirmant cette pensée de l'Imitation du Christ, fixée sans doute dans son esprit : *bona vita refrigerat mentem*.

C'est ainsi qu'insoucieux des biens terrestres, possesseur d'un inépuisable trésor, la sagesse, le digne abbé parvint jusqu'aux limites de la vie humaine ayant, jusqu'à sa dernière heure, ordonné sa vie, au mieux des destinées de son âme immortelle.

Il mourut à Plampinet, le 16 janvier 1826.

Son presbytère avait reçu quelques réparations en 1824. Le bon octogénaire ne put jouir longtemps des minces commodités créées par cette restauration.

TOLOZAN Antoine.

On lit dans une notice sur Louis Tolozan de Montfort, le dernier prévôt des marchands qu'ait eu la ville de Lyon (notice insérée dans le tome 6^e de la *Revue du Lyonnais* sous la signature de J.-S. Passeron), ce qui suit sur Antoine Tolozan, son père, marchand de soie, banquier et fabricant de soieries : « Cet Antoine Tolozan qu'on dit être venu à Lyon, en sabots et avec une pièce de 24 sous dans sa poche, sortant d'un village du Haut-Dauphiné, dans les montagnes près de Briançon, n'en fut pas moins un de nos premiers négociants, un homme de la plus rare capacité pour les affaires. Après y avoir amassé et même en assez peu de temps une fortune des plus considérables, on le vit, vers l'année 1740, faire bâtir l'immense maison qui coupe de la rue Longue à la place du Plâtre, et presque aussitôt, il entreprit celle du quai Saint-Clair qui fut entièrement terminée vers l'année 1746. Voulant établir son domicile dans cette dernière, il y fit déployer un luxe d'architecture, peu commun alors ! Quelques jaloux contemporains se récrièrent ; mais la noblesse et l'élégance qu'on admire encore aujourd'hui dans cette belle construction, convenaient par-

faitement à un homme qui avait pris le titre d'Ecuyer, qui possédait le noble fief de Montfort, et qui depuis l'année 1736, était pourvu d'une charge de conseiller-sécritaire du roi en la chancellerie près la cour des Monnaies de Lyon. »

Antoine Tolozan avait eu de son mariage avec Benoîte Gesse, tante de Gesse de Poizieux, lieutenant général en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon, six enfants mâles, tous pourvus de charges considérables dans les finances, la magistrature et l'administration centrale.

Antoine Tolozan mourut le 19 décembre 1754, âgé de 67 ans, ayant survécu à trois de ses fils. Les trois survivants furent Jean-François, intendant du commerce à Paris; Louis, le dernier prévôt des marchands de la ville de Lyon, et Claude, introducteur des ambassadeurs, riche amateur et collectionneur de tableaux.

Le curé Albert assigne à Antoine Tholozan un autre lieu de naissance et une autre origine. Influencé sans doute par l'extension constatée à profusion de ce nom patronymique dans l'Embrunais, à Vars, à Saint-André, aux Orres, à Baratier, etc., il indique la paroisse de Saint-André comme étant le lieu d'origine d'Antoine Tholozan. « M. de Tholozan, dit-il, qui a été échevin de Lyon, ensuite maître des requêtes, et après revêtu des charges les plus honorables, est originaire de la paroisse de Saint-André. Un de ses ancêtres en sortit avec peu. La fortune seconda son industrie et sa diligence, et a fait monter ses descendants au point où ils sont parvenus. Il faut cependant dire à la gloire de cette famille qu'elle tenait un rang distingué dans le Briançonnais. » *Hist. du dioc. d'Embrun*, t. 1. p. 136, et ailleurs : « La famille des Tholozan vient des anciens marquis de Cezanne, car on lit dans les Essais du sieur Froment que M. Antoine de Tholozan, docteur en droit au bailliage de Briançon, était issu des anciens marquis de Cezanne. » *Id.*, p. 251.

Nous sommes en pleine fantaisie comme on le voit. Dans la notice documentée de J.-S. Passeron, marquée par la précision des détails, il s'agit du fondateur de la richesse et de la grandeur de la famille décédé en 1754. Le curé Albert attribue à un ancêtre, non indiqué ni désigné,

une situation qui était celle d'un de ses contemporains !! Il faut donc s'en tenir aux indications du biographe lyonnais des Tolozan.

Les Tolozan du Briançonnais n'avaient été, à aucune époque, marquis de Cezanne. Cette erreur de l'avocat Froment avait été adoptée sans contrôle et répétée par le curé Albert. Les Comtes d'Albon, et plus tard les Dauphins du Viennois, furent seuls marquis de Cezanne (depuis le milieu du ^x^e siècle, s'il faut croire à l'authenticité de la charte de 1053 rapportée dans le cartulaire d'Oulx, p. 135. qui contient des dispositions libérales de Guigues le Vieux (senex) et de son fils Guigues le Gras (pinguis.), dispositions qui supposent le plein domaine du territoire de Cezanne). Les comtes d'Albon et Dauphins du Viennois prennent dans tous les actes où ils figurent, le titre de marquis de Cezanne. Humbert II lui-même dans l'acte de cession du Dauphiné à la France se qualifie marquis de Cezanne ; tous les hommages et les reconnaissances, actes de ventes ou d'échanges rapportés dans l'*Inventaire* de la cour des comptes, confirment la réalité du domaine plein et entier des Dauphins sur Cezanne et les Thures dépendant de la paroisse. Les Tholozan n'apparaissent dans le Briançonnais qu'au ^{xvi}^e siècle, confondus dans la noblesse nombreuse alors et pauvre du Briançonnais, possessionnés de quelques biens ruraux dans les paroisses de Saint-Chaffrey et de la Salle ainsi que d'une bicoque à Briançon.

Sans aucun doute, Antoine Tolosan ne songea jamais à requérir la dextérité d'un généalogiste famélique pour rattacher sa famille à celle d'un pauvre gentilhomme sans illustration du ^{xvi}^e siècle. Il préféra pour opérer le décrassement de sa roture la *savonnette* à *vilain* accolée à son titre de conseiller en la chancellerie près la cour des Monnaies de Lyon, soit à son titre d'acquisition du noble fief de Montfort. Car c'est ainsi que, sans tambour ni trompettes, s'opérait l'anoblissement par l'acquisition, à prix d'argent, de certaines charges de l'Etat.

VAGNAT Auguste (le Dr).

Le Dr Charles-Auguste Vagnat est né à Briançon, le 6 novembre 1851.

Son père, François Vagnat, a longtemps été régent de mathématiques au collège de Briançon. C'était un laborieux, attaché à son pays natal autant qu'à ses devoirs de professeur; nous avons eu sous les yeux une lettre du vénérable Antoine Farnaud de Gap qui ayant eu, à plusieurs reprises, la mission d'inspecter l'Ecole normale des Hautes-Alpes, ne tarissait pas d'éloges sur le jeune élève Vagnat dont il prédisait les succès dans l'enseignement et la carrière honorable.

L'aïeul paternel de Vagnat, Vincent Vagnat, était un militaire d'éclatante bravoure décoré de la Légion d'honneur sous le premier Empire.

Quand le jeune Vagnat, ses études universitaires terminées, commença celles en médecine à Paris, ce fut, dans sa ville natale, un désir et une espérance de voir s'y fixer un jour, le jeune étudiant, devenu médecin.

Ses nombreux parents de la famille de sa mère, née Blanchard, l'y appelaient de tous leurs vœux. Auguste Vagnat, ses études (traversées et suspendues pendant l'année terrible, par son volontaire enrôlement dans l'armée et sa participation en brave soldat à la défense de la patrie) une fois terminées, Auguste Vagnat regagna Briançon. Il y fut réputé tout d'abord comme le fils le plus dévoué à une mère veuve depuis quelques années et bientôt comme un médecin instruit et précocement expérimenté, ayant été interne dans les hôpitaux.

Le Dr Vagnat a réalisé toutes les espérances que sa belle intelligence et des qualités de cœur de premier ordre avaient fait concevoir à ses amis, à tous ses compatriotes. Il est aujourd'hui le médecin en plein exercice de sa profession, inspirant absolue confiance en ses lumières, sur pied le jour et la nuit à l'appel d'un malade pauvre ou riche, pauvre surtout, défiant la fatigue et la veille! Que dire de son désintéressement si peu compatible à ce jour pour tout le monde avec les exigences si multiples de la vie matérielle,

désintéressement dont tout bas ses amis désapprouvent l'excès ?

Les compatriotes du Dr Vagnat lui ont donné des preuves nombreuses de leur estime, de leur attachement, de leur gratitude, en l'appelant tout jeune aux fonctions publiques électives. Il est depuis longues années déjà membre du conseil général des Hautes-Alpes pour le canton de Briançon, et maire de la ville depuis le mois de septembre 1888. Il succédait à M. René Faure, homme intelligent, instruit, disciple éclairé d'Auguste Comte, qui avait marqué son administration par des mesures et des travaux d'utilité publique dénotant une initiative d'incontestable activité intellectuelle.

M. René Faure, réélu maire à l'unanimité en 1888, avait basé son refus sur ce qu'il avait largement payé sa dette de dévouement à son pays et aussi sur son désir légitime de réserver son attention et ses soins à la gestion de ses intérêts privés.

Le Dr Vagnat, comme son prédécesseur, s'occupa, avec ardeur, malgré les exigences de sa profession, des intérêts de la ville. On lui doit un aménagement plus étendu du bâtiment du collège avec construction d'un calorifère, la création de fontaines dans les villages de la banlieue (travail de première importance pour Sainte-Catherine notamment), l'agrandissement de l'abbatoir, la réorganisation du service des secours contre l'incendie, l'éclairage électrique pour la ville et ses dépendances de Sainte-Catherine, le remplacement de l'horloge fonctionnant à l'église, la rectification de chemins communaux, etc... et enfin la création d'une Bibliothèque municipale, pour la composition de laquelle, il a bien voulu requérir la collaboration de l'auteur de ces notes; etc., etc.

Le conseil municipal de Briançon a secondé de son mieux la pensée qui a présidé à ces innovations heureuses et n'a jamais marchandé son concours au maire investi de toute sa confiance et de son réel attachement.

MM. René Faure et Vagnat ont eu pour collaborateur intelligent le laborieux M. Paul Vollaire, qui occupe encore

aujourd'hui avec la compétence que donne l'exercice prolongé d'une fonction, le poste de secrétaire en chef de la mairie de Briançon. Dans les travaux de recherches auxquels j'ai eu à me livrer dans les archives de Briançon, j'ai trouvé en M. Vollaire, obligeance, courtoisie et parfois, utiles indications ; je lui exprime ici ma gratitude.

VIDEL (les).

« La famille Laurent Videl, dit Guy-Allard (*Dict. hist. du Dauphiné*), fertile en gens savants, est originaire du Briançonnais. Laurent Videl fut un docte médecin. Il est le premier qui a écrit contre Nostradamus et qui a tâché de détromper les gens sur ses prétendues prophéties. Il a vécu sous Henri III et Henri IV. Louis Videl, son fils, secrétaire du connétable de Lesdiguières, a écrit l'histoire de son maître et des annotations sur celle du chevalier Bayard. »

Il y a, dans ces quelques lignes de Guy-Allard, des erreurs de fait et d'appréciation critique. Louis Videl n'était pas le fils de Laurent, mais bien de Jacob Videl, et d'autre part, le livre de Laurent Videl contre Nostradamus n'était pas inspiré peut-être par le désir de détromper les gens sur ses prétendues prophéties, mais par l'inspiration d'un sentiment tout personnel de rancune et de haine : un mot d'explication sur ce dernier point :

Le livre de Laurent Videl contre Nostradamus est rarissime. On trouve dans le bulletin du bibliophile Teche-ner (15^me série) quelques passages de ce livre relevé par F. Buget qui a analysé tous les factums et libelles publiés contre Nostradamus. F. Buget est dur pour Videl.

« J'ai lu, dit-il, à Sainte-Geneviève, ce libelle dont j'ai copié les passages qui m'ont paru de quelque valeur. L'auteur a le ton d'un cafard et le venin de la vipère. Les deux passages du livre de Videl cités ne donne pas l'impression de cette critique.

Dans le premier : « Laurent Videl au lecteur *Salut et paix*, on ne rencontre que le développement d'une pensée que ne réprouvent pas les croyances religieuses de ce temps : « Aucune influence que les estoiles nous promettent et viennent

à signifier ne nous peut faire bien ou mal si ce n'est le bon plaisir de Dieu, car c'est celui qui peut détourner tous mouvements et les faire aller contre leur naturel, s'il est en son bon plaisir, qu'est chose bien évidente que les astrologiens ne doivent parler ni dire qu'un tel fait viendra pour leur ainsi que fait ce phanatique de Nostradamus... »

Le second passage est une apostrophe de Videt à Nostradamus : « Tu as montré, dit-il, que tu étais fort *galeux* et *roigneux* comme il appert par tous tes présages de l'an 1557... Je te puis bien assurément dire que de la vraie astrologie, tu y entends moins que rien... Certes, si te voulais réciter toutes tes ignorances, abus et sottises que tu as mis en tes œuvres depuis 4 ou 5 ans en ça, il en faudrait faire un bien grand livre... tu ne te contentes de boire par toutes les bonnes maisons, mais vas boire par toutes les tavernes et cabarets comme un bon pion.. » Etc.

On n'a que faire de ce tas d'injures et de cette querelle de boutique. Ce qu'on peut retenir de ces citations c'est que Videt, comme Nostradamus, s'occupait aussi d'astrologie ; c'est qu'il publiait aussi des almanachs ; qu'il y avait entre eux antagonisme de science ou de charlatanisme et opposition d'intérêts. De là les grossières injures qu'ils s'adressaient, genre de discussion du reste fort à la mode en ce temps-là.

F. Boget présente à la suite de cette relation, quelques considérations qui tendraient à prouver que Laurent Videt n'était point l'auteur du libelle dont s'agit. « Je regarde, dit-il, ce libelle comme un pseudonyme où on a profité d'une querelle d'almanach entre Videt et Nostradamus, pour attaquer le second sous le masque de l'autre.... Je suppose que cette brochure vient de Genève, de la propagande calviniste et je l'attribue à Pierre Viret, ministre à Lausanne, ami de Bèze, dévoué à Calvin, pamphlétaire infatigable... etc. »

Quoi qu'il en soit, il paraît avéré que Laurent Videt avait dû quitter Briançon, sa ville natale, et se fixer à Avignon.

BIBLIOGRAPHIE.

Déclaration des abus, ignorances et séditions de Michel de Nostradamus de Salon-de-Craux en Provence, œuvre très utile et profitable à un chacun. Nouvellement traduit de latin en français. Avignon, Pierre Roux et Jean Trambay, in-4° de 44 p.

Alexandre Vidal, de la même famille, né suivant toute apparence à Briançon, vers les premières années du xvii^e siècle, y exerça la médecine pendant un certain nombre d'années. Il appartenait à la religion réformée. A la demande de ses coreligionnaires, les Vaudois du Piémont, il se transporta plusieurs fois dans leurs vallées pour y donner des soins aux malades. A la suite de controverses qu'il eut avec des théologiens soit protestants soit catholiques, après études sérieuses, affirme-t-il, des questions débattues entre Genève et Rome, il se convertit à la foi catholique. Il publia les motifs de sa conversion. Quoique marié et père de famille, le converti ne laissait pas, paraît-il, d'oublier parfois la sainteté de la fidélité conjugale. Car on lit dans les actes de baptême de l'Etat civil de Briançon la mention suivante : Octobre 1636, Gasparde Vidal, fille naturelle de Françoise Rostollan, veuve de François Faure, avocat, et d'Alexandre Vidal, docteur. Attestation de Fantin, pharmacien, et de B.-J. Ferrus

Alexandre Vidal, assure Guy-Allard, savait parfaitement la chimie. Suivant Pilot, il mourut à Grenoble et fut inhumé dans le couvent de Sainte-Claire, le 7 décembre 1686.

BIBLIOGRAPHIE.

Traité des motifs qui ont obligé le sieur Alexandre Vidal, docteur en médecine, d'abjurer la religion prétendue réformée pour embrasser la foy catholique, apostolique et romaine, etc. Grenoble, 1670, 274 p. in-8°.

Jacob Vidal, membre de la même famille, a été un des bourgeois des plus notables de Briançon. Il y fut appelé à

des fonctions importantes. Il fut premier consul de la ville en 1611. En 1613 il était, au rapport du D^r Chabrand qui a publié une excellente étude sur la *famille Vidal*, commissaire des vivres et des munitions de guerre des places fortes du Dauphiné. Plus tard, en 1616, il fut nommé capitaine châtelain de la ville de Briançon.

Il ne faudrait pas, sur ce titre pompeux, prendre une trop haute idée des attributions qui y étaient attachées. On lit dans un mémoire soumis en 1698, au parlement, par noble Sébastien de Chaillot, vibailly du Briançonnais, contre Gabriel Bonnot, châtelain de Briançon, ce qui suit : « Jacob Vidal en 1615 déclara lui-même que l'office de châtelain de Briançon était sans revenu et sans juridiction ; qu'il n'était que geôlier ; que pour cela, il avait le louage d'une maison de trente écus. »

Ce même mémoire constate que les provisions de châtelain obtenues par Jacob Vidal lui furent conférées par le connétable de Lesdiguières pour lors *lieutenant général et administrateur perpétuel* du gouvernement du Dauphiné, dont le fils de Jacob Vidal était secrétaire ; qu'en 1630, Jacob Vidal était encore châtelain de Briançon.

Jacob Vidal appartenait à la religion réformée. Malgré son influence sur ses concitoyens, il n'avait pu obtenir en 1605 l'exercice libre du culte protestant et l'autorisation de faire élever un temple dans l'enceinte de Briançon. L'opposition de la communauté fut très vive et prévalut. Ceux de la religion durent se contenter de l'exercice du culte à Sainte-Catherine. On ignore la date de la naissance de Jacob Vidal et celle de son décès.

A consulter : la famille Vidal par le D^r Chabrand. Grenoble, 1879. 15 p. petit in-8°.

Louis Vidal, fils de Jacob Vidal, est né à Serres, vers 1598, disent les auteurs Dauphinois. La biographie de l'historien du connétable de Lesdiguières a été écrite longuement par MM. Adolphe Rochas et H. Gariel, qui ont donné aussi des ouvrages qu'il a publiés une énumération complète.

Gabriel Peignot et la Biographie Universelle de Michaud

font naître à tort Louis Videl à Briançon. Il a lui-même affirmé le fait de sa naissance à Serres.

Jean Videl, dit le capitaine Videl, autre fils de Jacob Videl, est né à Briançon. Il est l'auteur d'une carte chorographique du bailliage de Briançon et còs fròs (confronts) faicte en 1664. L'excellent cartographe, Paul Guillemin, l'a fait reproduire en 1891 par la gravure. Guillemin a accompagné sa publication des observations qui suivent : « Jean Videl ne mérite pas l'oubli où il est resté. Sa carte qui est antérieure de 14 ans à celle de Borgonio est une œuvre originale bien personnelle. A côté d'une représentation bizarre de la région, elle renferme une profusion de détails des plus intéressants ; nous y rencontrons même une vue en perspective de Briançon. L'original appartient aux archives de la guerre... Le capitaine Jean Videl a encore dressé en 1670 une carte du diocèse d'Embrun. Elle appartient à la Bibliothèque nationale. »

La carte dressée par Jean Videl est de bien plus grandes dimensions. Elle comprend le Dauphiné, le Piémont, la Provence et la Savoie. La publication de Paul Guillemin ne porte que sur un extrait de la grande carte qui a pour titre : *La carte manuscrite des Alpes dressée en 1664, par le capitaine Jean Videl.*

VINCENT Victor.

Victor Vincent est né à Briançon, le 6 mars 1819.

La famille Vincent, venue de la commune de Cervières, occupait au XVIII^e siècle une place honorable dans la bourgeoisie de Briançon. André Vincent, l'aïeul paternel de Victor, né vers 1754, était, en 1800, l'un des administrateurs du canton de Briançon. Il avait été antérieurement membre de l'administration centrale du département. Il figure, avec cette désignation, dans la liste des notables du département des Hautes-Alpes de l'an x de la République.

Son fils, Jean-Etienne-Victor Vincent, né le 27 décembre 1787, reçut une bonne éducation. Il fut ainsi que J.-B. Caire qui a été greffier au tribunal, Zéphirin Faure-Durif, qui a

été avoué à Grenoble, et d'autres jeunes Briançonnais, l'élève à Plampinet de l'abbé Tane. Il fit son droit à la faculté de Grenoble et fut admis à la licence le 28 août 1811.

Vincent se fixa dans sa ville natale, y devint avoué près le tribunal, se maria avec l'aimable fille du président, M. Roubaud. Il fut bientôt à la tête d'une nombreuse clientèle.

La nature avait été prodigue, on pourrait presque dire outre mesure, de ses dons envers cet homme remarquable à divers titres. C'était un très bel homme, de figure régulière et expressive; d'aspect imposant; il y avait en lui de la gravité sans raideur ainsi qu'une grande distinction naturelle. Doué d'une belle intelligence, de l'amour du travail, réputé pour sa scrupuleuse probité, Victor Vincent père acquit à Briançon une influence et une considération presque sans égales. Chef envié d'une belle famille, il tint, pendant le cours d'une longue existence, l'un des premiers rangs dans la société Briançonnaise; avocat-avoué près le tribunal jusqu'en 1848, Maire de Briançon à cette époque, il fut nommé Sous-Préfet de l'arrondissement de Briançon et s'étant démis quelques années après de ces fonctions, il accepta celles de Juge de paix. Il exerçait cette magistrature avec l'autorité que lui donnaient ses vastes connaissances et son caractère élevé lorsqu'il mourut le 25 février 1864, à l'âge de 77 ans; il avait cédé, depuis 15 ans déjà, son étude d'avoué à son fils Victor, le plus jeune de ses enfants.

Victor Vincent fils a eu une enfance heureuse. Suivi, dans le cours de ses études par la sollicitude tendre mais quelque peu sévère de son père, choyé par sa mère qui était la bonté même, et par ses sœurs aimables autant que belles, il n'eut, comme on dit vulgairement, qu'à se *laisser vivre*.

Vint l'heure des occupations sérieuses; Vincent qui avait le sentiment inné de la soumission au devoir, se conformant aux désirs de son père, fit son cours de droit à la faculté de Paris, en étudiant attentif et studieux. Licencié en droit le 28 août 1840, il entra dans l'étude de son père,

devint son assidu et zélé collaborateur et quelques années après, lui succéda.

Victor Vincent avait reçu, lui aussi, de la nature de remarquables facultés. Il était judicieux, clairvoyant en affaires, d'une extrême lucidité dans ses explications, prompt à mettre en garde un plaideur contre ses illusions sur l'issue d'un procès, subordonnant toujours ses intérêts personnels aux inspirations de sa droiture. Un trait qui doit être noté comme caractérisant l'esprit de Vincent, c'est l'extrême clarté de ses exposés de fait et des principes du droit. Dans mes notes sur les Essais d'Antoine Froment, p. 340 (1868), je signalais cette sorte de supériorité de l'homme d'affaires : « Je n'ai jamais lu, disais-je, de correspondance en affaires aussi remarquable que celle de mon ami Victor Vincent, aujourd'hui receveur particulier des finances, ancien avocat-avoué à Briançon. »

Vincent, de bonne heure, vendit son étude d'avoué pour entrer en qualité de receveur particulier dans l'administration des finances. Pas n'est besoin de dire que ses connaissances très étendues et très sûres en matière contentieuse, firent de lui, en cette nouvelle carrière, un fonctionnaire hors ligne. Il était receveur particulier à Tournon (Ardèche), poste important, lorsqu'il fut admis à la retraite.

La retraite ! C'est pour nombre de braves gens un danger, un écueil, le *vieux cap des tempêtes* ; pour quelques-uns assoiffés de récréations intellectuelles, c'est le *cap de bonne espérance*.

Vincent n'était point dépourvu de viatique pour cette nouvelle existence. Au sortir de l'audience, l'avocat-avoué, une fois le dossier classé, s'était autrefois jeté sur le livre préféré, œuvre le plus souvent d'un grand esprit du *xvii^e* ou du *xviii^e* siècle ; plus tard et parallèlement à ses occupations de bureau, il s'était livré à de graves et attachantes lectures, scrutant patiemment la part de vérité déposée dans chaque œuvre, composant inconsciemment, en sa pensée, par la méditation, un livre sur un livre. C'est ainsi qu'il conquerrait un goût littéraire très sûr, qu'il acquerrait des connaissances variées, qu'il se faisait une langue riche,

claire, ailée. C'est ainsi qu'il écartait de son front ce poids très lourd *du rien* de la petite ville dont Joseph de Maistre se plaignait si amèrement dans *son trou* de Chambéry.

Vincent écrivit de nombreux et bons articles d'histoire et d'économie politique dans les journaux de Gap, d'Apt, d'Orange, etc.

Son opuscule que déjà nous avons mentionné : *A propos de l'abbé Tane*, est une vue synthétique de l'état social, des mœurs, de la situation économique du pays Briançonnais dans le passé et dans le présent; tout cela quelque peu flottant par la diversité des aperçus, mais ouvrant des horizons pleins de lumière sur des points restés obscurs dans l'état des personnes et des choses. Les appréciations de l'auteur qui sait, qui sait bien, qui est maître de son sujet, sont au-dessus de toute discussion.

La lecture de ces pages laisse en l'esprit de tout Briançonnais le regret que Vincent cantonné par des devoirs professionnels en des occupations d'autre nature, n'ait pu donner une bonne histoire du Briançonnais. Son nom eût honorablement figuré à côté de ceux de Fauché-Prunelle et du docteur Chabrand.

Vincent a été et est encore un père de famille d'ineffable tendresse pour les siens. Son grand et continuel dévouement s'étend d'ailleurs à tous les membres de sa parenté.

Quel ami sûr, de fidélité à toute épreuve et aimable ! Moins beau que son père, il est plus sympathique, possédant de sa mère l'exquise douceur du regard et le charme du sourire.

Il y a quelques jours, je furetais à Briançon avec Mlle Cécilia Rey, dans les vieux papiers de sa famille. Dans une liasse de lettres, j'en découvris une que j'écrivais de Grenoble en 1841 à son frère Cassius Rey, mon ami d'enfance. J'y lus ceci : « Voyez-vous Vincent quelquefois ? C'est un esprit judicieux, un cœur droit, d'un commerce sûr. Voyez-le souvent, ajoutais-je, non sans une pointe de malice à l'adresse de mon correspondant, jeune homme excellent, mais ombrageux, Vincent est d'une charmante égalité d'humeur. »